

# INVARIANCE

9

- LES THESES DE LA GAUCHE . 1945 -

- LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE ET LE PARTI COMMUNISTE  
INTERNATIONAL.

=====  
La révolution n'est donc pas seulement  
nécessaire parce qu'il n'y a pas d'autre  
moyen de renverser la classe dominante,  
mais encore parce que la classe qui ren-  
verse l'autre ne peut réussir que par  
une révolution à se débarrasser de tout  
le vieux fatras et à devenir ainsi capa-  
ble d'effectuer une nouvelle fondation  
de la société.

Marx ( Idéologie Allemande.)  
=====

INVARIANCE

=====  
Peut-être la victoire de la Révo-  
lution n'est-elle possible qu'  
une fois accomplie la contre-  
révolution.

MARX

( Discours au procès de Cologne  
( février 1849 )  
=====

" M. Heinzen s' imagine que le communisme est une certaine doctrine qui partirait d'un principe théorique déterminé - le noyau - dont on tirerait d'ultérieures conséquences. Mr. Heinzen se trompe fort. Le communisme n'est pas une doctrine, mais un mouvement; il ne part pas de principes, mais de faits. Les communistes ont pour présupposition non telle ou telle philosophie, mais toute l'histoire passée et spécialement ses résultats effectifs actuels dans les pays civilisés. Le communisme est le produit de la grande industrie et de ses conséquences, de l'édification du marché mondial, de la concurrence sans entraves qui lui correspond, des crises commerciales toujours plus puissantes et universelles et qui sont déjà devenues de parfaites crises du marché mondial, de la création du prolétariat et de la concentration du capital, de la lutte entre prolétariat et bourgeoisie qui en découle. Le communisme, dans la mesure où il est théorique est l'expression théorique de la position du prolétariat dans cette lutte et le résumé théorique des conditions de libération du prolétariat."

Le marxisme n'est pas un choix entre différentes opinions.

Pour des raisons évidentes, cet écrit ne démontre pas ce qu'il affirme. Il a pour tâche d'établir le plus clairement possible l'orientation de cette publication. Il ne fait qu'énoncer et fixer des points fondamentaux, afin d'éviter toute équivoque ou confusion, volontaires ou non.

Avant de convaincre un interlocuteur, il faut lui faire bien comprendre la position qu'on lui expose. La persuasion, la propagande, le prosélytisme viennent après.

D'après notre conception, les opinions ne sont pas le produit de l'oeuvre de prophètes, d'apôtres ou de penseurs dont le cerveau engendrerait les vérités nouvelles propres à susciter de nombreuses adhésions.

Le processus est tout autre. C'est le travail impersonnel d'une avant-garde de groupes sociaux qui concentre et rend évidentes les positions théoriques auxquelles leurs conditions de vie communes amènent les individus bien avant qu'ils n'en aient conscience.

La méthode est donc anti-scolastique, anti-culturelle, anti-illuministe. Dans la période actuelle de désarroi théorique, reflet de la désorganisation pratique, on ne doit pas s'étonner ni se plaindre si la mise au point de l'orientation entraîne tout d'abord l'éloignement et non le rapprochement des adhérents.

Dans quel sens les marxistes se rattachent à une tradition historique.

Tout mouvement politique qui présente ses thèses se réclame de précédents historiques et de traditions proches ou lointaines, nationales ou internationales.

Le mouvement dont cette revue est l'organe théorique se réclame également d'origines bien déterminées. Mais, à l'encontre des autres mouvements, il ne part pas d'un verbe révélé d'origine surhumaine, ni ne reconnaît l'autorité de textes immuables, ni à plus forte raison n'admet comme point de référence pour l'étude de chaque question des règles juridiques en prétendant, de quelque manière que ce soit, qu'elles sont innées ou immanentes à la pensée ou à la sensibilité de tous les hommes.

On peut désigner cette orientation par les termes de marxisme, socialisme, communisme, mouvement politique de la classe ouvrière. Le mal est qu'on a fait un emploi abusif de tous ces termes. En 1917, Lénine considéra comme une question fondamentale le changement du nom du parti, retournant au terme de " communiste " du Manifeste de 1848. Aujourd'hui, l'immense abus fait du

nom de communiste par les partis qui sont en dehors de toute ligne révolutionnaire et de classe crée encore une plus grande confusion; des mouvements ouvertement conservateurs des institutions bourgeoises osent se dire partis du prolétariat; le terme de marxistes est employé pour désigner les plus absurdes agglomérats de partis, tels ceux de l'anti-franquisme espagnol.

La ligne historique dont nous/<sup>nous</sup>réclamons est la suivante : le Manifeste des Communistes de 1848 ( intitulé, en fait, exactement Manifeste du Parti Communiste, sans mention de nationalité ); les textes fondamentaux de Marx et d'Engels; la restauration classique du marxisme révolutionnaire contre tous les révisionnistes opportunistes qui accompagna la victoire révolutionnaire en Russie et les textes léninistes fondamentaux; les déclarations constitutives de l'Internationale de Moscou aux premier et second congrès; les positions soutenues par la gauche dans les congrès suivants à partir de 1922.

Limitée à l'Italie, la ligne historique se rattache au courant de gauche du Parti Socialiste pendant la guerre de 1914-1918, à la constitution du Parti Communiste d'Italie à Livourne en janvier 1921, à son congrès de Rome en 1926, ensuite en dehors du parti et du Komintern, à l'étranger.

Cette ligne ne coïncide pas avec celle du mouvement trotskyste de la IV<sup>o</sup> Internationale. Trotsky réagit tard, et Zinoviev, Kamenev, Boukharine et les autres groupes russes de la tradition bolchévique plus tard encore, contre la tactique erronée soutenue jusqu'en 1924, finissant par reconnaître que la déviation s'aggravait jusqu'à bouleverser les principes politiques fondamentaux du mouvement. Les trotskystes d'aujourd'hui se réclament de la restauration de ces principes, mais ils n'ont pas clairement rejeté les éléments dissolvants de la tactique " manoeuvrière ", faussement définie comme bolchévique et léniniste.

#### Orientation de la méthode dialectique marxiste.

Comme base de toute recherche, on doit considérer l'ensemble du processus historique qui s'est développé jusqu'ici et examiner objectivement les phénomènes sociaux actuels.

Cette méthode a été souvent énoncée, mais plus souvent on s'est fourvoyé au cours de son application. Le fondement de la recherche doit porter sur l'examen des moyens matériels avec lesquels les groupements humains pourvoient à la satisfaction de leurs besoins : la technique productive et, en liaison avec son développement, les rapports de nature économique.

Au cours des diverses époques, ces facteurs déterminent la superstructure constituée par les institutions juridiques, politiques ou militaires et par les idéologies dominantes.

Cette méthode est définie par les expressions de matérialisme historique, matérialisme dialectique, déterminisme économique, socialisme scientifique, communisme critique.

L'important est d'employer toujours des résultats positifs appuyés sur des faits, et non de postuler, pour exposer et expliquer des phénomènes humains,

l'intervention de mythes ou de divinités, ni de principes de " droit " ou d' " éthique " naturelle, comme peuvent l'être la Justice, l'Egalité, la Liberté, la Fraternité et autres semblables abstractions vides de sens. A plus forte raison, il importe de ne pas céder à la pression de l'idéologie dominante en recourant à ces postulats illusoire ou à d'autres semblables sans s'en apercevoir ou sans l'avouer, ou en les faisant intervenir à nouveau juste aux moments les plus brûlants et à l'instant des conclusions décisives.

La méthode dialectique est la seule qui dépasse la contradiction courante entre la continuité et la cohérence théoriques rigoureuses et la capacité d'affronter de façon critique de vieilles conclusions établies dans des termes et des règles formelles.

Son acceptation n'a pas le caractère d'une foi ni d'une position passionnée d'école ou de parti.

### Le contraste entre les forces productives et les formes sociales.

Les forces productives, constituées principalement par les hommes aptes à la production, leurs regroupements et les outils et moyens mécaniques qu'ils utilisent, agissent dans le cadre des formes de production.

Nous entendons par formes l'organisation et les rapports de dépendance dans lesquels se développe l'activité productive et sociale. Sont compris dans ces formes toutes les hiérarchies constituées (familiales, militaires, théocratiques, politiques), l'Etat et tous ses organismes, le droit et les tribunaux qui l'appliquent, les règles et les dispositions de nature économique et juridique qui s'opposent à toute transgression.

La société revêt un type donné tant que les forces productives se maintiennent dans le cadre de ses formes de production. A un moment donné de l'histoire, cet équilibre tend à se rompre. Des causes diverses, parmi lesquelles les progrès de la technique, la croissance de la population, l'élargissement des communications, augmentent les forces productives. Celles-ci entrent en conflit avec les formes traditionnelles et tendent à en briser le cadre; quand elles réussissent on a une révolution: la communauté s'organise suivant de nouveaux rapports économiques, sociaux et juridiques, de nouvelles formes prennent la place des anciennes.

La méthode dialectique découvre, applique et vérifie ses solutions à l'échelle des grands phénomènes collectifs et d'une manière scientifique et expérimentale ( méthode que les penseurs de l'époque bourgeoise appliquèrent au monde de la nature au cours d'une lutte qui était le conflit de la lutte sociale révolutionnaire de leur classe contre les régimes théocratiques et absolutistes, mais qu'ils ne pouvaient oser pousser jusqu'au domaine social ). Elle déduit des résultats acquis sur ce terrain les solutions au problème du comportement de l'individu, à l'encontre de la méthode employée par toutes les écoles adverses, religieuses, juridiques, philosophiques ou économiques. Celles-ci construisent en effet les normes du comportement collectif sur la base inconsistante du mythe de l'Individu, présenté soit comme âme individuelle et immortelle, soit comme sujet juridique et civil, soit comme monade inamuable de la praxis économique, et ainsi de suite. Mais aujourd'hui la science a dépassé ses fécondes hypothèses sur les individus matériels indivisibles, les atomes; elle les définit comme de riches complexes et, bien loin de les réduire

re à des monades incorruptibles, elle les considère comme des points de rencontre des lignes de force rayonnant du champ énergétique extérieur; si bien que l'on peut dire schématiquement que le cosmos n'est pas une fonction des unités, mais que toute unité est fonction de tout le cosmos.

Quiconque croit en l'individu et parle de personnalité, de dignité, de liberté, de responsabilité de l'homme et du citoyen, ne doit rien à voir avec la pensée marxiste. Les hommes ne sont pas mis en mouvement par les opinions, les croyances ou n'importe quel phénomène de la soi-disant pensée dont s'inspireraient leur volonté et leur action. Ils sont poussés à agir par leurs besoins qui prennent le caractère d'intérêts quand les mêmes exigences matérielles sollicitent en même temps des groupes entiers. Ils se heurtent aux limitations que l'ambiance et la structure sociales opposent à la satisfaction de ces exigences. Et ils réagissent individuellement et collectivement dans un sens qui, pour la grande moyenne, est nécessairement déterminé avant que le jeu des stimuli et des réactions n'ait fait naître dans leurs cerveaux ces reflets qu'on appelle sentiments, pensées, jugements.

Le phénomène est naturellement d'une grande complexité et peut dans certains cas particuliers aller à rebours de la loi générale, qui n'en reste pas moins justifiée.

Quoi qu'il en soit, celui qui fait intervenir la conscience individuelle, les principes moraux, les opinions et les décisions de l'individu ou du citoyen comme causes motrices dans le jeu des faits sociaux et historiques n'a pas le droit de s'appeler marxiste.

Classe, lutte de classe, parti.

Le conflit entre les forces productives et les formes sociales se manifeste comme une lutte entre les classes qui ont des intérêts économiques opposés; dans ses phases culminantes, cette lutte devient lutte armée pour la conquête du pouvoir politique.

Du point de vue marxiste, la classe n'est pas une froide constatation statistique, mais une force organique agissante; elle apparaît quand la simple concordance des conditions économiques et des intérêts s'élargit en une action et une lutte communes.

Dans ces situations, le mouvement est guidé par des regroupements et des organismes d'avant-garde, dont la forme moderne et évoluée est le parti politique de classe. La collectivité, dont l'action culmine dans celle d'un parti, agit dans l'histoire avec une efficacité et une dynamique réelle qui ne peuvent être atteintes à l'échelle restreinte de l'action individuelle. C'est le parti qui parvient à avoir une conscience théorique du développement des événements et par conséquent une influence sur leur devenir, dans le sens déterminé par les forces productives et leurs rapports.

Conformisme, réformisme, antiformalisme.

On ne peut exposer des principes et des directives sans recourir, malgré la difficulté et la complexité des problèmes, à des schémas de simplification. Dans ce but, nous distinguerons trois types de mouve-

ments politiques qui permettront de les caractériser tous.

Sont conformistes les mouvements qui luttent pour conserver intégralement les formes et les institutions en vigueur, et interdisent toute transformation, et se réclament de principes immuables, qu'ils soient de caractère religieux, philosophique ou juridique.

Sont réformistes les mouvements qui, tout en ne désirant pas le bouleversement brusque et violent des institutions traditionnelles, se rendent compte de la pression trop forte que les forces productives exercent sur elles et préconisent des modifications graduelles et partielles de l'ordre existant.

Sont révolutionnaires ( nous adopterons le terme provisoire d'anti-conformistes ) les mouvements qui revendiquent et mettent en pratique l'attaque aux vieilles formes, et qui même avant de savoir théoriser les caractères de l'ordre nouveau, tendent à briser l'ancien, provoquant la naissance irrésistible de formes nouvelles.

Toute schématisation présente un danger d'erreurs. On peut se demander si la dialectique marxiste ne pourrait pas, elle aussi, conduire à construire un modèle général et artificiel des événements historiques, en réduisant tout leur développement à une succession dans la domination des classes qui naissent révolutionnaires, vivent réformistes et finissent conservatrices. L'avènement de la société sans classe par la victoire révolutionnaire de la classe prolétarienne pose un terme suggestif à ce développement ( ce que Marx a appelé " la fin de la préhistoire humaine " ). Mais ce terme pourrait sembler n'être qu'une construction finaliste et donc métaphysique comme celles des fallacieuses idéologies du passé. Hegel - comme Marx le démontra - réduisait son système dialectique à une construction absolue, retombant inconsciemment dans cette métaphysique qu'il avait dépassée dans la partie destructrice de sa critique ( reflet philosophique de la lutte révolutionnaire bourgeoise ). C'est pourquoi Hegel, couronnant la philosophie classique de l'idéalisme allemand et de la pensée bourgeoise, établissait cette thèse absurde que l'histoire de l'action et de la pensée devait finalement se cristalliser dans un système parfait dans la conquête de l'Absolu. Un point d'arrivée statique de ce genre est éliminé par la dialectique marxiste.

Toutefois Engels, dans son exposition classique du socialisme scientifique ( comme théorie opposée à l'Utopisme, qui confiait la rénovation sociale à la propagande pour l'adoption d'un projet de société meilleure proposé par un auteur ou par une secte ) pour sembler admettre une règle ou loi générale du mouvement historique quand il emploie des expressions telles que la marche en avant, le monde progresse. Ces vigoureuses formules de propagande ne doivent pas faire croire qu'on ait découvert une recette dans laquelle on puisse enfermer le monde infini des évolutions possibles de la société humaine, recette qui prendrait la place des habituelles abstractions bourgeoises de l'évolution, de la civilisation, du progrès, etc.

Le merveilleux avantage de l'arme dialectique de recherche est lui aussi essentiellement révolutionnaire : il se manifeste par l'implacable destruction des systèmes théoriques qui, tour à tour, revêtent la domination des classes privilégiées. A ce cimetière d'idoles brisées, nous devons substituer non un nouveau mythe, un nouveau verbe, un nouveau credo, mais l'expression réaliste des conditions de fait et du développement optimum qu'on peut leur prévoir.

Par exemple, la formulation marxiste correcte n'est pas : " un jour le prolétariat prendra le pouvoir politique, détruira le système social capitaliste et construira l'économie communiste "; mais : " c'est seulement par son organisation en classe, et donc en parti politique, et l'instauration armée de sa

dictature, que le prolétariat pourra détruire le pouvoir et l'économie capitalistes et rendre possible une économie non capitaliste et non mercantile ". Du point de vue scientifique, nous ne pouvons pas exclure une fin différente de la société capitaliste, comme pourrait l'être le retour à la barbarie, une catastrophe mondiale due aux armes de guerre ayant, par exemple, le caractère d'une dégénérescence pathologique de la race ( les aveugles et ceux qui sont condamnés à la désagrégation radioactive de leurs tissus à Hiroshima et Nagasaki sont un avertissement ) ou d'autres formes qu'on ne peut prévoir encore aujourd'hui.

Interprétation des caractères de la période historique contemporaine : critère dialectique de compréhension des institutions et des solutions sociales passées et présentes.

Le mouvement communiste révolutionnaire de cette époque de convulsions doit être caractérisé non seulement par la destruction théorique de tout conformisme et de tout réformisme du monde contemporain, mais encore par cette position pratique et, comme on l'a dit, tactique, qu'il n'existe plus de route commune avec un quelconque mouvement, conformiste ou réformiste, y compris dans des secteurs ou pour des périodes limitées. Il doit surtout se fonder sur cet acquis historique irrévocable que le capitalisme bourgeois a désormais épuisé tout élan antiformaliste, c'est-à-dire qu'il n'a plus aucune tâche historique générale de destruction des formes précapitalistes et de résistance à des menaces de leur restauration.

Il ne s'agit pas là de nier que - tant que les puissantes forces du devenir capitaliste, qui ont accéléré à un rythme inouï la transformation du monde, se développaient dans ces dernières conditions - le mouvement de la classe prolétarienne pouvait et devait, dialectiquement, à la fois les condamner théoriquement et les appuyer dans l'action.

Une différence essentielle entre la méthode métaphysique et la méthode dialectique dans l'histoire réside justement en cela.

Un type donné d'institutions et d'organisations sociales et politiques n'est pas en lui-même bon ou mauvais, à accepter ou à repousser après examen de ses caractéristiques selon des règles ou des principes généraux.

Selon l'interprétation dialectique de l'histoire, chaque institution a eu, successivement, un rôle et des effets d'abord révolutionnaires, puis progressifs, et enfin conservateurs.

Il s'agit, pour chaque aspect du problème, de mettre à leur place les forces productives et les facteurs sociaux pour en déduire le sens du conflit politique qui en est l'expression.

C'est une position métaphysique que de se déclarer par principe autoritaire ou libertaire, royaliste ou républicain, aristocrate ou démocrate, et de se référer dans la polémique à des règles placées en dehors des conjonctures historiques. Déjà le vieux Platon, dans sa première tentative systématique de science politique, dépasse l'absolutisme mystique des principes; Aristocrate le suit en distinguant parmi les trois types : pouvoir d'un seul, de quelques-uns, de beaucoup, les formes bonnes et mauvaises : monarchie et tyrannie, aristocratie et oligarchie, démocratie et démagogie.

L'analyse moderne, surtout depuis Marx, va beaucoup plus au fond des choses. Dans la phase historique actuelle la presque totalité des formules politi-

ques de propagande utilise les pires motifs traditionnels de toutes les superstitions religieuses, juridiques et philosophiques.

A tout ce chaos d'idées - projection dans la tête des hommes du chaos des rapports des intérêts d'une société en décomposition - on doit opposer l'analyse dialectique des rapports actuels des forces réelles actuellement en jeu. Pour introduire cette analyse il est nécessaire de procéder à une compréhension analogue concernant des rapports bien connus d'époques historiques précédentes.

La compréhension dialectique des formes historiques.

Exemple économique : l'économie marchande.

Cela n'a aucun sens de se déclarer partisan en général d'une économie communautaire ou privée, libérale ou monopoliste, individuelle ou collective, et de vanter les mérites de chaque système en vue du bien-être général : en procédant ainsi on tomberait dans l'utopie qui est exactement l'inverse de la dialectique marxiste.

L'exemple classique de Engels sur le communisme comme "négation de la négation" est bien connu. Les premières formes de la production humaine furent communistes, ensuite apparue la propriété privée, système beaucoup plus complexe et efficace. A partir de celle-ci la société humaine retourne au communisme. Ce communisme moderne serait irréalisable si le communisme primitif n'avait pas été dépassé, vaincu et détruit par le système de la propriété privée. Le marxisme considère cette transformation initiale comme un avantage. Ce que nous disons du communisme peut s'appliquer également à toutes les autres formes économiques comme l'esclavage, le servage de la glèbe, le capitalisme manufacturier, industriel, monopoliste et ainsi de suite.

L'économie marchande dans laquelle les objets susceptibles de satisfaire les besoins humains cessèrent, au sortir de la barbarie, d'être directement acquis et consommés par le producteur primitif pour devenir objet d'échange, par le moyen du troc d'abord, grâce à l'équivalent monétaire ensuite, représenta, à son début, une grandiose révolution sociale.

Elle rendit possible l'affectation de différents individus à divers travaux productifs, élargissant et différenciant énormément les caractères de la vie sociale. On peut reconnaître ce changement tout en affirmant qu'après une série de types d'organisation économique basés sur le principe mercantile commun (esclavage, féodalisme, capitalisme), on tend aujourd'hui à une économie non mercantile. On peut affirmer aussi que la thèse selon laquelle la production serait impossible en dehors du mécanisme de l'échange monétaire des marchandises, est aujourd'hui une thèse conformiste et réactionnaire.

On peut soutenir l'abolition du mercantilisme aujourd'hui et seulement aujourd'hui que le développement du travail associé et la concentration des forces productives procurées par le capitalisme - dernière des économies mercantiles - rend possible la destruction des limites dans lesquelles toutes les valeurs d'usage circulent en tant que marchandise et où le travail humain lui-même est traité comme une marchandise.

Un siècle avant ce stade, une critique du système marchand basée sur des raisonnements généraux à fond philosophique, juridique ou moral, aurait été une pure folie.

La compréhension dialectique des formes historiques.

Exemple social : la famille.

Les divers types d'agrégats sociaux qui sont successivement apparus et à travers lesquels la vie collective s'est différenciée de l'individualisme primitif animal, parcourant un cycle immense qui a rendu toujours plus complexe les rapports dans lesquels vit et agit l'individu, ne peuvent pas, individuellement considérés, être jugés favorablement ou défavorablement. Ils doivent être considérés par rapport au développement historique qui leur a donné un rôle variable dans les transformations et révolutions successives.

Chacune de ces institutions surgit comme une conquête révolutionnaire, se développe et se réforme en de longs cycles historiques, devient enfin un obstacle réactionnaire et conformiste.

L'institution de la famille apparaît comme première forme sociale lorsque, dans l'espèce humaine, le lien entre les parents et la progéniture se prolonge bien plus longtemps qu'il n'est physiologiquement nécessaire.

La première forme d'autorité naît alors, exercée par la mère, puis par le père, sur les descendants, alors même que ceux-ci sont des individus physiologiquement développés et vigoureux. Là aussi, nous sommes en présence d'une révolution puisqu'apparaît la première possibilité d'une organisation de vie collective organisée et que se constitue la base du développement qui conduira ultérieurement à la première forme de société organisée et d'Etat.

Au cours des phases successives, la vie sociale devenant toujours plus complexe, l'attachement et l'autorité d'un homme vis-à-vis d'un autre s'étend bien au-delà des limites de la parenté et du sang. Le nouvel agrégat social, plus vaste, contient et discipline l'institution de la famille, comme c'est le cas dans les premières cités, Etats et régimes aristocratiques, puis dans le régime bourgeois, tous fondés sur l'institution fétiche de l'héritage.

Lorsqu'apparaît la nécessité d'une économie qui dépasse le jeu des intérêts individuels, l'institution de la famille, avec ses limites trop étroites, devient un obstacle et un élément réactionnaire dans la société.

Sans donc en avoir nié la fonction, les communistes modernes, après avoir remarqué que le système capitaliste a déjà déformé et désagrégé la fameuse sainteté de cette institution, la combattent ouvertement et se proposent de la supprimer.

La compréhension dialectique des formes historiques.

Exemple politique : monarchie et république.

Les différentes formes d'Etat, comme la monarchie et la république, alternent au cours de l'histoire de manière complexe et peuvent l'une comme l'autre avoir représenté, dans les différentes situations historiques, des énergies révolutionnaires, progressives ou conservatrices.

On peut en général admettre qu'avant de disparaître, le régime capitaliste parviendra à liquider les régimes dynastiques aujourd'hui périmés, mais on ne doit pas dans cette question procéder par jugements absolus situés en dehors de l'espace et du temps.

Les premières monarchies apparurent comme l'expression politique de la division des tâches matérielles; tels éléments de l'agrégat de familles ou de tribus primitives se chargeaient de la défense ou du pillage par les armes contre les autres groupes et peuples; les autres se rendaient à la chasse, à la pêche, aux travaux de l'agriculture ou de l'artisanat naissant. Les premiers guerriers et rois fondèrent ainsi le privilège du pouvoir sur des risques majeurs. Là encore nous voyons apparaître des formes sociales plus développées et complexes auparavant impossibles, représentant la voie vers une révolution dans les rapports sociaux.

Aux époques suivantes, l'institution monarchique rendit possible la constitution et le développement de vastes organisations étatiques nationales contre le fédéralisme des satrapes et des petits seigneurs et elle eut une fonction innovatrice et réformatrice. Dante est le grand réformiste monarchiste du début des temps modernes.

Plus récemment et dans bien des pays, la monarchie, mais non moins la république, a revêtu la forme du plus strict pouvoir de classe de la bourgeoisie.

Il peut avoir existé des mouvements et partis républicains à caractère révolutionnaire, d'autres à caractère réformiste, d'autres enfin à caractère nettement conservateur.

Pour en rester à des exemples accessibles et simplifiables, le Brutus qui chassa Tarquin fut révolutionnaire; les Gracques qui cherchèrent à donner à la république aristocratique un contenu conforme aux intérêts de la plèbe furent réformistes; les républicains traditionnels comme Caton et Cicéron, qui luttèrent contre la grandiose évolution historique représentée par l'expansion de l'Empire romain et de ses formes juridiques et sociales dans le monde, furent conformistes et réactionnaires.

La question est complètement faussée quand on recourt à des lieux communs sur le césarisme et la tyrannie ou, à l'opposé, aux principes sacrés de la liberté républicaine et semblables motifs réthorico-littéraires.

Parmi les exemples modernes, il suffit de retenir comme type respectivement antiformaliste, réformiste et conformiste les trois républiques françaises de 1793, 1848, et 1871.

La compréhension dialectique des formes historiques.

Exemple idéologique : la religion chrétienne.

Les crises survenues dans les formes économiques se reflètent non seulement dans les institutions politiques et sociales, mais aussi dans les croyances religieuses et les opinions philosophiques.

C'est par rapport aux situations historiques et aux crises sociales que l'on devra considérer les positions juridiques, confessionnelles ou philosophiques. Chacune apparaît successivement comme bannière révolutionnaire, progressive ou conformiste.

Le mouvement qui porte le nom du Christ fut, par excellence, antiformaliste et révolutionnaire.

Affirmer que chez tout homme existe une âme d'origine divine et destinée à l'immortalité, quelle que soit la position sociale ou de caste de celui-ci, équivalait à s'insurger en révolutionnaire contre les formes oppressives et esclavagistes de l'Orient antique. Tant que la loi admit que la personne humaine puisse être considérée comme une marchandise, objet de transactions tout comme l'animal - et que, donc, toutes les prérogatives juridiques des hommes libres et des citoyens sont le monopole d'une seule classe - affirmer l'égalité des croyants fut un mot d'ordre de combat qui se heurta implacablement à la résistance de l'organisation théocratique des juifs et à celle aristocratique et militaire des autres Etats de l'Antiquité.

Après de longues phases historiques et l'abolition de l'esclavage, le christianisme devint religion officielle et pilier de l'Etat.

Il connut son cycle réformiste dans l'Europe des temps modernes en luttant contre la liaison excessive de l'Eglise aux couches sociales les plus privilégiées et les plus oppressives.

Aujourd'hui, il ne peut y avoir d'idéologie plus conformiste que celle du christianisme, qui déjà à l'époque de la Révolution bourgeoise fut l'arme organisative et doctrinale la plus puissante de la résistance des vieux régimes.

Aujourd'hui, le puissant réseau de l'Eglise et la suggestion religieuse, partout réconciliés et officiellement en accord avec le régime capitaliste sont employés comme moyen fondamental de défense contre la menace de la révolution prolétarienne.

Dans les rapports sociaux d'aujourd'hui, il est désormais acquis depuis longtemps que chaque individu particulier représente une entreprise économique théoriquement susceptible d'un actif et d'un passif. La superstition qui enferme chaque individu dans le cercle du bilan moral de ses actes et dans l'illusion d'une vie d'outre-tombe déterminée par ce bilan n'est que la projection dans le cerveau des hommes du caractère bourgeois de la présente société, fondée sur l'économie privée.

Il n'est donc pas possible de mener la lutte pour briser les limites d'une économie d'entreprises privées et de bilans individuels sans prendre ouvertement une position anti-religieuse et anti-chrétienne.

Le cycle capitaliste : phase révolutionnaire.

Dans les principaux pays, la bourgeoisie moderne a déjà présenté trois phases historiques caractéristiques.

La bourgeoisie apparaît comme classe ouvertement révolutionnaire et mène une lutte armée pour briser les chaînes par lesquelles l'absolutisme féodal et clérical lie les forces productives des paysans à la terre et celles des artisans au corporatisme médiéval.

La nécessité de se libérer de ces chaînes coïncide avec celle du développement des forces productives qui, avec les ressources de la technique moderne, tendent à concentrer en grandes masses les travailleurs.

Pour donner un libre développement à ces nouvelles formes économiques, il faut abattre par la force les régimes traditionnels. La classe bourgeoise, non seulement mène la lutte insurrectionnelle, mais réalise après sa première victoire une dictature de fer pour empêcher les monarques, les seigneurs féodaux et les dignitaires ecclésiastiques de revenir à la charge.

La classe capitaliste apparaît dans l'histoire comme une force antiformiste et ses forces imposantes la conduisent à briser tous les obstacles matériels et idéaux; ses penseurs renversent les canons antiques et les vieilles croyances de la manière la plus radicale.

Aux théories de l'autorité de droit divin, elle substitue celles de la souveraineté populaire, de l'égalité et de la liberté politiques et elle proclame la nécessité des institutions représentatives, prétendant que grâce à elles le pouvoir sera l'expression d'une volonté collective, se manifestant librement.

Le principe libéral et démocratique apparaît comme nettement révolutionnaire et antiformiste dans cette phase, d'autant plus qu'il n'est pas appliqué par les voies pacifiques et légales, mais triomphe au travers de la violence et de la terreur révolutionnaires, et que la classe victorieuse le défend contre les tentatives de restauration par la dictature.

Le cycle capitaliste : phase évolutionniste et démocratique.

Dans la seconde phase, le régime capitaliste désormais stabilisé, la bourgeoisie se proclame la représentante du meilleur développement de toute la collectivité sociale et de son bien-être et traverse une phase relativement tranquille de développement des forces productives, de soumission de tout le monde habité à son propre système et d'intensification de tout le rythme économique. C'est la phase progressive et réformiste du cycle capitaliste.

Dans cette phase, le mécanisme démocratique parlementaire fonctionne parallèlement à l'orientation réformiste, la classe dirigeante étant en effet intéressée à ce que sa propre organisation apparaisse comme susceptible de représenter et de refléter les intérêts et les revendications des classes travailleuses. Ses gouvernants prétendent pouvoir satisfaire celles-ci par des mesures économiques et législatives tout en laissant subsister les piliers juridiques du système bourgeois. Le parlementarisme et la démocratie n'ont plus un caractère de mot d'ordre révolutionnaire, mais prennent un contenu réformiste qui assure le développement du système capitaliste en conjurant les heurts violents et les explosions de la lutte des classes.

Le cycle capitaliste : phase impérialiste et fasciste.

La troisième phase est celle de l'impérialisme moderne caractérisé par la concentration monopoliste de l'économie, la formation des syndicats et trusts capitalistes et les grands plans d'Etat.

L'économie bourgeoise se transforme et perd les caractères du libéralisme classique, dans lequel chaque patron d'entreprise était autonome dans ses décisions économiques et dans ses rapports d'échange. Une discipline de plus en plus stricte s'impose à la production et à la distribution; les indices économiques ne résultent plus du libre jeu de la concurrence, mais de l'influence d'associations de capitalistes d'abord, d'organes de concentration bancaire et financière ensuite, et enfin directement de l'Etat. L'Etat politique qui dans l'acceptation marxiste était le comité des intérêts de la classe bourgeoise et qui, en tant qu'organes de gouvernement et de police, protégeaient ceux-ci, s'affirme de plus en plus comme organe de contrôle et même de gestion de l'économie.

Cette concentration des attributions économiques dans les mains de l'Etat ne peut être interprétée comme un acheminement de l'économie privée vers l'économie collective, à moins d'ignorer que l'Etat contemporain exprime uniquement les intérêts d'une minorité et que toute nationalisation réalisée dans le cadre des formes mercantiles d'échange conduit à une concentration qui renforce le caractère capitaliste de l'économie au lieu de l'affaiblir. Le développement politique des partis de la classe bourgeoise dans cette phase contemporaine - comme Lénine l'a clairement démontré dans sa critique de l'impérialisme moderne - conduit à des formes plus étroites d'oppression; l'avènement des régimes totalitaires et fascistes en fut la manifestation. Ces régimes constituent le type politique le plus moderne de la société bourgeoise et l'évolution actuelle, qui deviendra toujours plus évidente, les voit se répandre dans le monde. Un aspect concomitant de cette concentration politique réside dans la prédominance absolue de quelques grands Etats aux dépens de l'autonomie des Etats moyens et mineurs.

L'apparition de cette troisième phase capitaliste ne peut pas être confondue avec le retour d'institutions et de formes précapitalistes, étant donné qu'elle s'accompagne d'un accroissement vraiment vertigineux de la dynamique industrielle et financière ignoré tant en qualité qu'en quantité du monde pré-bourgeois.

Le capitalisme répudie de fait l'appareil démocratique et représentatif et constitue des centres de gouvernement absolument despotiques.

Dans quelques pays il a déjà théorisé et proclamé la formation du parti unique totalitaire et la centralisation hiérarchique, dans d'autres il continue à employer des mots d'ordre démocratiques désormais sans contenu, tout en marchant inexorablement dans le même sens.

Pour une appréciation correcte du procès historique contemporain, la position essentielle est la suivante : l'époque du libéralisme et de la démocratie est close et les revendications démocratiques qui eurent jadis un caractère révolutionnaire, puis progressif et réformiste, sont aujourd'hui anachroniques et nettement conformistes.

La stratégie prolétarienne dans la phase de la révolution bourgeoise.

Il y a un cycle prolétarien correspondant à celui du monde capitaliste.

Dès la formation d'un grand prolétariat industriel, commence à s'édifier une critique des formulations économiques, juridiques et politiques de la bourgeoisie; on découvre que la classe bourgeoise ne libère, ni n'émancipe l'humanité, mais substitue sa propre domination de classe et sa propre exploitation à celles des classes qui la précédèrent, et on théorise cette découverte.

Toutefois, les travailleurs de tous les pays ne peuvent pas ne pas lutter aux côtés de la bourgeoisie pour le renversement des institutions féodales et ils ne tombent pas dans les suggestions d'un socialisme réactionnaire qui, brandissant le spectre du nouveau patron capitaliste impitoyable, appelle les ouvriers à une alliance avec les classes dirigeantes, monarchiques et agrariennes.

Même dans la lutte que les jeunes régimes capitalistes mènent pour repousser les tentatives de restaurations, le prolétariat ne peut refuser son appui à la bourgeoisie.

La stratégie de classe du prolétariat naissant prévoyait la réalisation de mouvements anti-bourgeois sur l'élan même de la lutte insurrectionnelle menée aux côtés de la bourgeoisie, de manière à arriver immédiatement à une libération simultanée de l'oppression féodale et de l'exploitation capitaliste.

On trouve une manifestation de ce fait dès la grande révolution française avec la Ligue des Égaux de Babeuf. Théoriquement, le mouvement n'est aucunement mûr; mais la bourgeoisie jacobine exerçant, une fois victorieuse, une répression implacable contre les ouvriers qui avaient combattu pour elle et pour ses intérêts donna une leçon historique significative.

A la veille de la vague révolutionnaire bourgeoise et nationale de 1848, la théorie de la lutte de classe est déjà complètement élaborée, les rapports entre bourgeois et prolétaires étant désormais bien clairs à l'échelle européenne et mondiale.

Marx, dans le Manifeste, projette l'alliance avec la bourgeoisie contre les partis de la restauration monarchique en France et du conservatisme prussien, en même temps que le développement immédiat vers une révolution visant à la conquête du pouvoir par la classe ouvrière. Dans la phase historique également, la tentative de révolte des travailleurs est impitoyablement réprimée, mais la doctrine et la stratégie de classe correspondant à cette phase s'affirment toujours dans la voie historique de la méthode marxiste.

La grandiose tentative de la Commune de Paris se produit dans la même situation et correspond aux mêmes appréciations historiques. Alors, le même prolétariat français, après avoir renversé Bonaparte et assuré la victoire de la République bourgeoise tente encore une fois la conquête du pouvoir et donne, ne serait-ce que pour quelques mois, le premier exemple historique de son gouvernement de classe.

Ce qu'il y a de plus suggestif et significatif dans cet épisode, c'est l'alliance anti-prolétarienne sans condition des démocrates bourgeois avec les conservateurs et même avec l'armée prussienne victorieuse pour écraser la première tentative de dictature du prolétariat.

Tendances du mouvement socialiste dans la phase démocratico-pacifiste.

Dans la seconde phase, où les réformes dans le cadre de l'économie

bourgeoise s'accompagnent du plus large emploi des systèmes représentatifs et parlementaires, une alternative de portée historique se pose au prolétariat.

Dans le domaine théorique se pose une question d'interprétation de la doctrine révolutionnaire qui s'est construite en tant que critique des institutions bourgeoises et de toutes les idéologies qui les défendent. La chute de la domination du capitalisme et la substitution à celui-ci d'un nouvel ordre économique adviendra-t-elle par un heurt violent, ou bien pourra-t-on y arriver par des transformations graduelles et en utilisant le légalitarisme parlementaire?

Pratiquement se pose la question de savoir si le parti de la classe prolétarienne doit s'associer, non plus à la bourgeoisie contre les forces des régimes précapitalistes - désormais disparues - mais au moins à une partie avancée et progressive de cette bourgeoisie, plus disposée à réformer l'organisation de la société capitaliste.

Les courants révisionnistes du marxisme se développent pendant l'intermède idyllique que connaît le monde capitaliste entre 1871 et 1914. Falsifiant les directives et les textes fondamentaux de la doctrine, ils construisent une nouvelle stratégie selon laquelle de vastes organisations économiques et politiques de la classe ouvrière doivent préparer une transformation graduelle de tout l'engrenage économique en pénétrant et en conquérant légalement les institutions politiques.

Les polémiques qui accompagnent cette phase divisent le mouvement prolétarien en tendances opposées; bien qu'en général ne se pose pas la question de l'assaut insurrectionnel pour briser le pouvoir bourgeois, les gauches marxistes résistent vigoureusement aux excès de la tactique de collaboration sur le plan syndical et parlementaire ainsi qu'à la proposition de soutenir les gouvernements bourgeois et de faire participer les partis socialistes à des coalitions ministérielles.

C'est alors que s'ouvre la crise très grave du mouvement socialiste mondial, déterminée par l'éclatement de la guerre de 1914 et par le passage d'une grande partie des chefs syndicaux et parlementaires à la politique de collaboration nationale et d'adhésion à la guerre.

### Tactique prolétarienne dans la phase du capitalisme impérialiste et du fascisme.

Dans la troisième phase, le capitalisme se trouve devant la double nécessité de continuer à développer les forces productives et d'éviter qu'elles ne rompent l'équilibre de son organisation. C'est pourquoi il est contraint de renoncer aux méthodes libérales et démocratiques, menant de pair la concentration dans de puissants organes étatiques, de la vie économique d'une part, et de sa domination politique de l'autre. Dans cette phase également, deux alternatives se posent au mouvement ouvrier.

Du point de vue théorique on doit affirmer que ces formes plus strictes de la domination de classe du capitalisme constituent une phase nécessaire, plus évoluée et plus moderne, que le capitalisme parcourra pour arriver à la fin de son cycle et épuiser ses possibilités historiques. Elles ne sont donc nullement une aggravation passagère des méthodes politiques et policières, après quoi l'on pourrait ou devrait retourner aux formes de prétendue tolérance libérale.

Du point de vue tactique, il est faux et illusoire de prétendre que le prolétariat doit entreprendre une lutte pour pousser le capitalisme à revenir à des concessions libérales et démocratiques, car le climat de la démocratie politique n'est plus nécessaire à l'accroissement ultérieur des énergies productives capitalistes, prémisses indispensables de l'économie socialiste.

Dans la première phase révolutionnaire bourgeoise, non seulement l'histoire posait cette question, mais cette dernière trouvait une solution dans une lutte parallèle des forces du tiers et du quart état; l'alliance entre les deux classes était une étape indispensable sur la route vers le socialisme.

Dans la seconde phase, on pouvait légitimement poser la question d'une action parallèle entre démocratie réformatrice et partis ouvriers socialistes. Si l'histoire a justifié la réponse négative de la gauche marxiste révolutionnaire, la droite révisionniste et réformatrice ne peut être considérée comme un mouvement conformiste avant la fatale dégénérescence de 1914-1918. Si, en effet, elle croyait plausible que la route de l'histoire tournât à un rythme lent, elle ne tentait pas encore de la faire tourner en arrière. Il faut rendre justice aux Bebel, Jaurès et Turati.

Dans la phase actuelle de l'impérialisme le plus avide et des guerres mondiales les plus féroces, la question d'une action parallèle entre la classe prolétarienne et la démocratie bourgeoise ne se pose plus historiquement. Ceux qui soutiennent le contraire ne représentent plus une alternative, une version, une tendance du mouvement ouvrier ils ne font que couvrir leur passage total au conformisme conservateur.

La seule alternative qui se pose aujourd'hui et à laquelle il faut répondre est devenue autre. Le développement et l'évolution du monde et du régime capitaliste se font dans un sens centraliste, totalitaire et " fasciste " : le mouvement prolétarien doit-il allier ses forces à ce mouvement devenu le seul aspect réformatrice de l'ordre et de la domination bourgeoise ? Peut-on espérer insérer la naissance du socialisme dans cette avance inexorable de l'étatisme capitaliste en aidant à disperser les ultimes résistances traditionnelles des libre-échangistes et libéraux, bourgeois conformistes de la première manière ?

Ou au contraire le mouvement ouvrier, durement frappé et disloqué pour n'avoir pas été capable de réaliser son autonomie vis-à-vis de la collaboration de classe dans la phase des deux guerres mondiales, doit-il se reconstruire en rejetant une telle méthode et l'illusion qu'il puisse se représenter historiquement une organisation bourgeoise pacifique susceptible d'une pénétration légale ou du moins plus vulnérable à l'assaut des masses ( deux formes également dangereuses de défaitisme de tout mouvement révolutionnaire ) ?

La méthode dialectique marxiste conduit à répondre négativement à cette question d'une alliance avec les nouvelles formes modernes bourgeoises, pour les mêmes raisons qui, hier, amenait à combattre l'alliance avec le réformatrice de la phase démocratique et pacifiste.

Le capitalisme, prémisses dialectiques du socialisme, n'a plus besoin d'une aide pour naître ( en affirmant sa dictature révolutionnaire ) ni pour croître ( dans son organisation libérale et démocratique ).

Dans la phase moderne il doit inévitablement concentrer son patrimoine économique et sa forme politique en une unité monstrueuse.

Son transformisme et son réformisme assurent son développement en même temps que sa conservation.

Le mouvement de la classe ouvrière n'évitera de succomber à la domination du capital qu'en sortant du domaine de l'aide aux évolutions, même nécessaires, du devenir capitaliste, en réorganisant ses forces en dehors de ces perspectives périmées, en se dégageant du poids des vieilles traditions et en dénonçant - avec toute une époque historique de retard - son accord tactique avec toute forme de réformisme.

La révolution russe; erreurs et déviations de la III<sup>e</sup> Internationale; régression du régime prolétarien russe.

A la fin de la première guerre mondiale, la crise du régime tsariste, cette organisation d'Etat féodale demeurée en place à l'époque du plein développement capitaliste de l'Europe, représente le problème historique le plus brûlant.

La gauche marxiste ( Lénine et les bolchéviks ) avait déjà établi sa position depuis des dizaines d'années, avec la perspective stratégique de mener la lutte pour la dictature du prolétariat simultanément à celle de toutes les forces anti-absolutistes pour le renversement de l'Empire féodal.

La guerre permit de réaliser ce plan grandiose et de concentrer dans les délais restreints de neuf mois le passage du pouvoir des mains de la dynastie, de l'aristocratie et du clergé à celles du prolétariat, en passant par une parenthèse de gouvernement des partis bourgeois démocratiques.

Ce grandiose événement éclaira d'une vive lueur les questions relatives à la lutte des classes, à la lutte pour le pouvoir et à la stratégie de la révolution ouvrière, tout en donnant une énorme impulsion au regroupement des révolutionnaires du monde entier.

Dans ce bref délai, la stratégie et la tactique du parti révolutionnaire avaient traversé toutes les phases : luttas aux côtés de la bourgeoisie contre le vieux régime; lutte contre cette même bourgeoisie dès qu'elle tenta de construire son propre Etat sur les ruines du vicil Etat féodal; rupture et lutte contre les partis réformistes et gradualistes du mouvement ouvrier, jusqu'au monopole exclusif du pouvoir dans les mains de la classe ouvrière et du parti communiste.

La répercussion historique de ces faits sur le mouvement ouvrier fut une défaite écrasante pour les tendances révisionnistes et collaborationnistes dans tous les pays les partis prolétariens furent poussés à se placer sur le terrain de la lutte armée pour le pouvoir.

Mais de fausses interprétations conduisirent à appliquer la tactique et la stratégie russes dans les autres pays, où l'on crut favoriser, par une politique de coalition, l'établissement d'un régime à la Kérénsky auquel on aurait ensuite porté un coup mortel grâce à un audacieux tournant.

On oubliait ainsi qu'en Russie les phases successives du mouvement se reliaient intimement à la formation tardive de l'Etat politique proprement capitaliste, tandis que dans les autres pays celui-ci s'était stabilisé depuis un bon siècle ou du moins quelques dizaines d'années et était d'autant plus fort que sa structure juridique était plus nettement démocratique et parlementaire.

On ne comprit pas que les alliances entre bolchéviks et non-bolchéviks dans les batailles insurrectionnelles et même quelques fois dans la lutte pour conjurer des tentatives de restauration féodale représentaient historiquement le dernier exemple d'un rapport déterminé des forces politiques. La révolution prolétarienne en Allemagne par exemple, si elle s'était dégagée, comme Marx l'attendait, de la crise de 1848, aurait suivi la même marche tactique que la révolution russe; par contre en 1918, elle n'aurait pu vaincre que si le parti communiste révolutionnaire avait eu des forces suffisantes pour l'emporter sur le bloc des partisans du Kaiser, des bourgeois et des sociaux-démocrates au pouvoir dans la république de Weimar.

Le mouvement communiste international prouva avoir complètement dévié de la juste stratégie révolutionnaire lorsque, l'Italie donnant le premier exemple d'un type totalitaire de gouvernement bourgeois, il donna au prolétariat la consigne de la lutte pour la liberté et les garanties constitutionnelles au sein d'une coalition antifasciste, position stratégique fondamentalement fausse.

Confondre Hitler et Mussolini, réformateurs du régime capitaliste au sens le plus moderne, avec Kornilov ou les forces de la restauration et de la Sainte Alliance de 1815 a été la plus grande et la pire erreur d'appréciation de l'Internationale et elle a marqué l'abandon total de la méthode révolutionnaire.

La phase impérialiste étant mûre économiquement dans tous les pays modernes, la forme politique fasciste qui lui correspond doit apparaître dans les différents pays du monde, avec toutefois des décalages dans le temps qui dépendent de rapports contingents de force entre les Etats et entre les classes.

Un tel passage pouvait être considéré comme une nouvelle occasion pour des assauts révolutionnaires du prolétariat, mais cette occasion n'autorisait pas à mettre en ligne et à gaspiller les forces de l'avant-garde communiste dans le but illusoire d'empêcher la bourgeoisie de sortir des formes légales, ni à revendiquer une restauration des garanties constitutionnelles du système parlementaire. Tout au contraire, il fallait accepter la fin historique de cet instrument de l'oppression bourgeoise et l'invitation à lutter en dehors de la légalité pour tenter de briser tous les autres appareils - policier, militaire, bureaucratique et juridique - du pouvoir capitaliste et de l'Etat.

Position actuelle du problème de la stratégie prolétarienne.

Le passage des partis communistes à la stratégie du grand bloc antifasciste qui conduisit aux mots d'ordre de collaboration nationale dans la guerre anti-allemande de 1939, à la Résistance nationale, aux Comités de Libération nationale et jusqu'à la honte de la collaboration ministérielle - tout cela marque la seconde défaite désastreuse du mouvement révolutionnaire mondial.

Celui-ci ne peut être reconstitué dans sa théorie, son organisation et son action, sans lutter de l'extérieur contre cette politique qui est commune aujourd'hui aux partis socialistes et aux partis communistes inspirés de Moscou. Le nouveau mouvement doit se baser sur des directives qui soient précisément le contraire des mots d'ordre répandus par ces mouvements opportunistes. En effet, si la propagande présente leurs positions comme l'étendard du mouvement mondial qui se réclame de l'anti-fascisme, il apparaît clairement à la lumière d'une critique dialectique qu'elles s'insèrent en réalité pleinement dans le devenir fasciste de l'organisation sociale.

Le nouveau mouvement révolutionnaire du prolétariat à l'époque impérialiste et fasciste se base sur les directives suivantes :

1°). Négation de la perspective selon laquelle, après la défaite de l'Italie, de l'Allemagne et du Japon, une phase de retour général à la démocratie se serait ouverte; au contraire, affirmation que la fin de la guerre s'accompagne d'une transformation dans le sens et avec les méthodes fascistes des gouvernements bourgeois dans les pays vainqueurs, même et surtout si des partis réformistes et travaillistes y participent. Refus de présenter comme une revendication intéressant la classe prolétarienne, le retour - illusoire - aux formes libérales.

2°). Affirmation que le régime russe actuel a perdu ses caractères prolétariens, parallèlement à l'abandon de la politique révolutionnaire par la III<sup>e</sup> Internationale. Un recul progressif a conduit les formes économiques, sociales et politiques à reprendre en Russie des caractères bourgeois. On ne jugera pas cette évolution comme un retour à des formes prétoriennes de tyrannie autocratique ou prébourgeoise, mais comme l'avènement, par une voie historique différente, du même type d'organisation sociale évoluée présenté par le capitalisme d'Etat des pays à régime totalitaire, dans lesquels les grands plans ouvrent la voie à un développement important et donnent au pays un potentiel impérialiste élevé. Face à une telle situation, on ne revendiquera pas le retour de la Russie aux formes de cette démocratie parlementaire qui est en voie de dissolution dans tous les pays modernes, mais au contraire la reconstitution, en Russie également, du parti communiste révolutionnaire totalitaire.

3°). Refus de toute invitation à cette solidarité nationale des classes et des partis, qu'on réclamait hier pour renverser ce que l'on appelait les régimes totalitaires et pour combattre les Etats de l'Axe et que l'on réclame aujourd'hui pour reconstruire dans le respect de la légalité le monde capitaliste ruiné par la guerre.

4°). Refus de la manœuvre et de <sup>la</sup> tactique du Front unique, c'est-à-dire refus d'inviter les partis soit-disant socialistes ou communistes, qui n'ont désormais plus rien de prolétarien, à sortir de la coalition gouvernementale pour créer la soit-disant unité prolétarienne.

5°). Lutte à fond contre toute croisade idéologique tendant à mobiliser la classe ouvrière des différents pays sur les fronts patriotiques pour une possible troisième guerre impérialiste en leur demandant soit de se battre pour une Russie rouge contre le capitalisme anglo-saxon, soit d'appuyer la démocratie d'Occident contre le totalitarisme stalinien dans une guerre présentée comme anti-fasciste. (°)

(°) Ce texte parut en juillet 1946 dans la revue " Prometeo " n° 1.

Une traduction française fut publiée en 1964 dans " Programme Communiste ", n° 27.

# - Les Thèses de la Gauche -

- 1945 -

Préambule du n° 5 de Prometeo. Janvier-février 1947.

Cette étude dont nous commençons la publication méthodique, et dont deux chapitres sont déjà parus ( la Russie, n° 1 de Prometeo et la formation de l'Etat bourgeois italien, n°2), est le résultat élaboré d'un travail accompli par certains groupes de la gauche communiste italienne, qui ont procédé à un nouvel examen de toutes les positions du mouvement social et politique à la lumière de la situation fondamentale issue des événements suivants :

1° La crise de l'Internationale communiste constituée à Moscou en 1919, et du parti communiste italien fondé à Livourne en 1921, qui amena entre autres, dès 1926, la rupture ouverte entre, d'une part, les dirigeants de Moscou et le courant centriste qui les représentaient en Italie et, d'autre part, la tendance de gauche; la crise de l'Etat prolétarien russe;

2° La manifestation en Italie et dans d'autres pays de nouvelles formes totalitaires et dictatoriales de domination bourgeoise.

3° La seconde guerre mondiale et l'alignement des partis socialistes et communistes sur la propagande de guerre des démocraties capitalistes;

4° Le désastre militaire de l'Etat italien, la chute du régime de Mussolini, la convention d'armistice entre le gouvernement de la coalition antifasciste et les puissances victorieuses.

Le devenir de la société bourgeoise capitaliste, les tendances les plus récentes de son économie, la signification de l'impérialisme et des grandes guerres mondiales, la signification des régimes totalitaires modernes relativement à la démocratie politique bourgeoise et, par opposition, les vicissitudes du mouvement de la classe prolétarienne. Les crises de la II° et de la III° internationales, le destin des grandes luttes révolutionnaires sont traités dans ce réexamen général, effectué en partie alors que la guerre contre l'Allemagne durait encore sur le territoire italien.

C'est d'une restauration de ces valeurs critiques, capable de faire la lumière dans le chaos des idéologismes vides et des consignes fausses lancées de tous côtés aux masses laborieuses italiennes,

que dépendra l'apparition d'une tendance réelle à extraire d'un agglomérat social aujourd'hui éparpillé, tourmenté et devenu amorphe un cadre destiné à servir de base à une affirmation victorieuse du parti politique de classe du prolétariat en liaison avec l'affirmation de l'internationalisme prolétaire et dans la ligne des traditions révolutionnaires concernant la doctrine et l'action.

## I. - L'ASSAUT DU DOUTE REVISIONNISTE AUX FONDEMENTS

### DE LA THEORIE REVOLUTIONNAIRE MARXISTE.

Les plus récents événements ont une portée si grande qu'un nouvel examen de toutes les positions critiques prises sur le développement du monde moderne semble justifié, même de la part du mouvement d'avant-garde des classes laborieuses.

C'est sur cette nécessité et sur le chaos né des répercussions de la guerre que spéculent les exposants de l'opportunisme, expression de l'influence bourgeoise sur l'idéologie du prolétariat, pour briser dans les mains de celui-ci, avant toute arme matérielle, celle de sa critique révolutionnaire.

Est-elle toujours valable la critique de base formulée par le marxisme selon laquelle le système moderne d'économie et de gouvernement de la bourgeoisie capitaliste, décrivant dans l'histoire une grande parabole, naît du renversement révolutionnaire des régimes féodaux, réalise la libération d'imposantes forces productives créées par les ressources nouvelles de la technique et mises par elle à la disposition du travail humain, leur assure, au début un rythme de plus en plus ample, une irrésistible expansion dans le monde connu mais, à un certain stade de leur développement, ne peut plus contenir ces forces énormes dans les cadres de son organisation sociale, étatique et juridique, et tombe dans une crise finale du fait de l'irruption révolutionnaire de la principale force de production constitué par la classe des travailleurs qui réalisera un ordre social nouveau ?

Quelle est la voie par laquelle cette classe prend sa place de protagoniste nouveau de l'histoire ? Est-ce la voie de son organisation en un parti politique, dépositaire de la théorie critique révolutionnaire, qui encadre les forces en lutte contre la classe dominante et la conduit dans cette lutte jusqu'à la guerre civile et à la dictature du prolétariat, qui réalisera la transformation du vieux mécanisme économique ?

Ou bien, comme on l'a dit si souvent à tous les grands tournants de l'histoire contemporaine et comme on le soutient aujourd'hui plus que jamais, les événements obligent-ils à apprécier différemment ces antithèses

radicales entre forces sociales et époques historiques opposées, et traquent-ils au prolétariat, surtout dans le cadre des terribles déploiements de force matérielles favorisées par les guerres d'autres perspectives et d'autres nécessités plus urgentes que l'écrasement définitif du système bourgeois, perspectives et exigences qui l'amènent à associer ses forces à des groupes politiques et nationaux de la classe dominante ?

Aux stades historiques antérieurs aux énormes heurts militaires, la question était posée en des termes bien différents, mais elle avait toujours pour effet d'ébranler l'orientation de classe des couches les plus résolues de la classe ouvrière.

La société bourgeoise, de par l'augmentation de sa richesse et la diffusion de besoins nouveaux pour le satisfaire, semblait évoluer vers des formes plus hautes de la soi-disant vie civilisée; alors, et toujours dans le but d'une révision du pronostic révolutionnaire marxiste, on posait la question suggestive de savoir si, en évitant l'épilogue sanglant de la guerre de classe, il n'était pas possible d'insérer dans un déclin paisible et graduel de la société bourgeoise la généralisation des nouvelles forces de la société du travail.

Face à ces doutes critiques, récents et anciens, il faut reposer dans ses termes essentiels la position critique propre au parti de classe du prolétariat, en la confrontant aux données des temps nouveaux.

## LE CYCLE HISTORIQUE DE L'ECONOMIE CAPITALISTE

Le mode capitaliste de production existait déjà sous les régimes féodaux, semi-théocratiques et de monarchie absolue. Sa caractéristique économique est le travail associé, dans lequel les opérations nécessaires à la fabrication d'un produit sont confiées à des ouvriers différents qui les accomplissent successivement, et ne sont donc plus réalisables par un seul individu.

Résultat de nouvelles inventions et découvertes, ce fait technique a pour conséquence économique la victoire de la manufacture sur l'atelier artisanal produisant moins et plus cher, et pour conséquence juridique le fait que le travailleur cesse d'être le maître du produit de son travail et ne peut donc plus le porter sur le marché en tirant profit. C'est le détenteur des outils complexes permettant l'emploi du travail associé qui devient le propriétaire du produit; il verse une rétribution à ceux qui ont coopéré à la production.

Ainsi apparaissent le capitalisme et le salarié là où n'existait jusqu'alors <sup>ou</sup> un seul personnage : l'artisan. Mais les lois de la vieille société empêchent que cette différenciation sociale se généralise : des règles réactionnaires s'opposent à la transformation des techniques, de l'organisation des différents métiers; le développement de l'industrie qui menace la domination des propriétaires terriens est freinée; les marchan-

dises ne peuvent circuler librement ni à l'intérieur des différentes nations ni à l'extérieur.

La révolution bourgeoise naît de ce contraste : c'est une guerre sociale déclenchée et conduite par les capitalistes pour se libérer de leurs servitudes et de leur dépendance à l'égard des vieilles classes dominantes; pour libérer les forces de production des vieux interdits, et la masse des artisans et des petits possédants des mêmes servitudes et des mêmes cadres: pour qu'ils puissent devenir des salariés, il faut, en effet, qu'ils soient rendus libres de porter leur force de travail sur le marché.

Telle est la première phase de l'époque bourgeoise. Le mot d'ordre du capitalisme est alors la liberté illimitée de toutes les activités économiques, l'abrogation de toutes les lois, la suppression de tous les obstacles que le pouvoir politique opposait au droit de produire, d'acheter, de faire circuler et de vendre contre argent toutes les marchandises, y compris la force de travail.

Les premières décades du grandiose développement capitaliste constituent la phase libérale du régime. Les entreprises se multiplient et prennent des proportions gigantesques; les armées du travail deviennent progressivement plus nombreuses; les marchandises produites atteignent des quantités colossales.

Marx a donné dans " Le Capital " l'analyse de ce type classique d'économie libérée de toute entrave étatique, ainsi que des lois de son développement. Il a expliqué les crises de surproduction auxquelles conduit la course effrénée au profit et les secousses brutales qu'elles provoquent périodiquement: baisse des prix, fermeture et faillite d'entreprises précipitant des groupes entiers de travailleurs dans la misère la plus noire.

Comme classe sociale, le capitalisme a-t-il la possibilité de réagir à ces contradictions économiques inguérissables qui lui sont propres, au cours de son histoire aux aspects locaux variés où alternent avances et reculs? La réponse de la critique marxiste classique est que jamais la classe bourgeoise ne possèdera de théorie sûre ni de connaissance scientifique du devenir historique. Du fait de sa nature et de sa raison d'être, elle ne pourra pas davantage discipliner les forces irrésistibles que, comme l'ap-  
prenti-sorcier, elle a elle-même suscitées.

Cette réponse ne doit cependant pas être comprise de façon scolastique, c'est-à-dire dans ce sens que le capitalisme serait privé de toute possibilité de prévoir et même seulement de retarder les catastrophes auxquelles ses exigences vitales le conduisent. Le capitalisme ne pourra renoncer à la nécessité de produire toujours plus, et, dans son second stade, il développera sans freins sa tâche de mettre en valeur la machine monstrueuse de la production. Mais, il peut lutter pour écouler la masse croissante des produits qui autrement l'étoufferaient, et il le fait en étendant son marché jusqu'aux limites du monde connu. C'est ainsi qu'il entre dans sa troisième phase, celle de l'impérialisme qui présente de nouveaux phénomènes économiques et de nouveaux réflexes dont l'effet est d'offrir certaines solutions aux crises partielles et successives de l'économie capitaliste.

Marx avait certainement prévu ce stade, puisque le développement de la production capitaliste et la conquête des marchés lointains sont des phénomènes historiques parallèles apparus en même temps que le régime lui-

même, la découverte des grandes voies de communication commerciales ayant été dialectiquement un des principaux facteurs du triomphe du capitalisme. Mais c'est dans l'étude classique de Lénine " L'impérialisme stade suprême du capitalisme " que l'on trouve l'analyse des caractéristiques de cette troisième phase, en cohérence complète avec les méthodes de Marx.

Déjà évidentes pendant la préparation de la première guerre mondiale, ces caractéristiques n'ont fait que s'accroître depuis. Le système capitaliste a soumis à une révision importante les règles dont il s'inspirait dans sa phase libérale. Le déversement des produits sur le marché mondial s'est accompagné d'une tentative imposante de contrôler les oscillations de prix qui perturbaient l'économie jusqu'à provoquer parfois l'effondrement d'entreprises colossales. Abandonnant l'individualisme économique et l'autonomie absolue de l'époque classique, les entreprises bourgeoises se syndiquèrent, des cartels de production, des " trusts " surgirent. Les firmes produisant la même marchandise se lièrent par des pactes rigoureux afin de monopoliser la distribution et de fixer à volonté les prix. Puis, comme la plupart des produits d'une industrie donnée sont en même temps la matière première de l'industrie située au-dessus dans le processus de transformation, des cartels verticaux se constituèrent, par exemple pour contrôler la production de certaines machines, et pour fixer les prix de tous les produits successifs, de l'industrie extractive de base jusqu'au dernier échelon de l'industrie de transformation, en passant par les articles semi-finis. En même temps, les banques se développèrent et se concentrèrent. Appuyés sur les plus puissants groupes industriels de chaque pays, ils se mirent à contrôler et à dominer les producteurs moins importants, formant partout de véritables oligarchies financières toujours plus restreintes et fermées. Comme Lénine l'a indiqué dans son " impérialisme ", ce capitalisme financier revêt un caractère toujours plus parasitaire.

A ce stade le bourgeois n'a plus sa figure classique de capitaine d'industrie suscitant des forces nouvelles grâce à l'utilisation intelligente et habile du travail associé. Il n'est plus dieu le père dans son usine, comme le féodal l'était dans son fief, c'est-à-dire ce créateur romantique de la fusion des énergies entre le mécanisme dont il possède le secret et les ouvriers qui doivent reconnaître en lui, avant le patron, le chef.

Le directeur de l'usine moderne est lui aussi un salarié, quoique plus ou moins co-intéressé aux bénéfices, un serf doré, mais un serf tout de même. Le bourgeois moderne, par contre, n'est pas un technicien de la production, mais un affairiste touchant les dividendes d'actions qu'il détient sans avoir peut-être jamais mis le pied dans une usine; un membre de la petite oligarchie financière exportant non plus des marchandises, mais des capitaux et des titres, liasses de papier qui lui assurent le contrôle du monde.

Toujours soumise au dynamisme de la concurrence entre firmes, la classe dominante se sert des réglemens monopolistes pour la limiter quand elle se sent au bord de la ruine. Les grands centres de l'affairisme bancaire décident du sort des différentes entreprises, fixant les prix, vendant au besoin au-dessous du prix et faisant terriblement osciller les valeurs spéculatives.

Bref, la bourgeoisie fait des efforts gigantesques pour constituer des organes de contrôle susceptibles de contenir le fait économique, niant du même coup la liberté illimitée qui fut le credo des premières théories économiques capitalistes.

Pour bien comprendre les dernières manifestations de cette troisième phase, on doit comme Lénine la rattacher aux développements politiques dont elle s'accompagne, fixer le rapport entre capital financier monopoliste et Etat bourgeois, montrer enfin comment la tragédie des grandes guerres et la tendance générale à l'oppression nationale et sociale en dérive.

## LE CYCLE HISTORIQUE DE LA DOMINATION POLITIQUE BOURGEOISE

Parallèlement au développement historique du monde capitaliste de production, il faut considérer celui des formes du pouvoir politique de la bourgeoisie.

Comme le dit Engels, le communisme scientifique est fondé sur deux grandes découvertes dues à Marx. La première est la loi de la plus-value montrant que l'accumulation du capital repose sur l'extorsion continuelle d'une fraction de leur force de travail aux prolétaires. La seconde est la théorie du matérialisme historique qui voit dans les rapports économiques de production la cause et l'explication non seulement des événements politiques, mais de toute la superstructure idéologique caractérisant les diverses époques de l'histoire et les divers types de société.

A la lumière de la nouvelle méthode théorique, les fondements du socialisme scientifique eux-mêmes n'apparaissent plus comme de purs idéologues venus révéler de nouveaux principes aux foules pour les éclairer et les entraîner à leur suite. Ce sont des hommes de science travaillant sur les données de l'histoire et la structure réelle de la société présente et qui, dans cette recherche, se sont efforcés de se libérer de tous les préjugés du passé pour fonder un système de lois expliquant l'évolution historique et permettant de prévoir de façon scientifique et non pas mystique les grandes lignes du développement futur.

La lutte séculaire de la bourgeoisie dans le domaine économique et ses efforts pour déloger les classes féodales et théocratiques de leur position-clé dans le gouvernement de l'Etat, ce formidable heurt d'intérêts qui aboutit finalement à la révolution armée et porta la bourgeoisie au pouvoir, a eu son reflet dans une lutte parallèle d'idées et de théories.

La doctrine des vieilles classes dominantes reposait sur les principes de la révélation et de l'autorité, parce que c'était une base commune pour édifier le droit et la coutume sociale permettant à l'oligarchie des guerriers, des nobles et des prêtres de contrôler les masses. Aux époques les plus reculées, la vérité était réputée enfermée dans des Tables immuables qu'on croyait avoir été dictées par des puissances supérieures à la raison humaine et qui fixaient les normes de la vie collective. A une époque plus récente, on la cherchait dans la lettre des textes savants et de maîtres antiques vénérés dont on attendait une réponse à toutes les nouvelles questions du savoir et de l'action humaines.

La doctrine de la philosophie moderne à ce principe d'autorité a été une arme de la bourgeoisie révolutionnaire naissante qui, dans tous les domaines, entreprit audacieusement de répandre le doute sur toutes les conceptions traditionnelles. A l'autorité, elle opposa la raison, minant le dogme religieux pour pouvoir fonder la structure étatique féodale fondée sur la monarchie de droit divin et sur la solidarité de classes entre la noblesse terrienne et les hiérarchies ecclésiastiques.

Elle forma ainsi une nouvelle idéologie qu'elle sacra vérité universelle et définitive et dont elle célébra le triomphe sur les mensonges de l'obscurantisme religieux et absolutiste. A la lumière de la critique marxiste, cependant cette idéologie apparaît simplement comme une nouvelle construction répondant à des rapports de classe nouveaux et aux besoins de la classe nouvellement parvenue au pouvoir.

Dans le domaine politique, la bourgeoisie livra un assaut révolutionnaire à l'Etat féodal et se servit du pouvoir conquis pour briser toutes les entraves au développement des forces économiques dont elle était l'expression. La lutte aboutit à une guerre civile, une guerre de classes entre les gardes blancs de l'ancien régime et les milices révolutionnaires bourgeoises. Dans l'exemple classique de la révolution de 1789, le tiers-état qui, au début, réclamait simplement sa part dans les institutions publiques jusqu'alors monopolisées par l'aristocratie et le clergé, se proposa rapidement de priver ces classes réactionnaires de toute influence politique. Une nouvelle minorité de patrons de manufactures et de grands commerçants se substituait aux anciennes minorités privilégiées. C'est un aspect essentiel de la révolution que les penseurs et les partis du nouveau régime n'ont pas reconnu ouvertement; eux-mêmes ne le comprenaient pas, alors que, pourtant, ils agissaient dans le sens de la pression irrésistible des intérêts de la nouvelle classe.

Dans la mesure où l'ensemble du mouvement utilisait dans la lutte matérielle la force des masses de la population constituée par les non-possédants et les travailleurs, le quart-état, il prétendait de même, dans son orientation idéologique, s'inspirer de principes correspondant aux intérêts généraux; mais, encore une fois, ces principes n'étaient pas interprétés et présentés comme des formes transitoires qui se superposaient à une transformation (svolta) spécifique des rapports sociaux, mais comme des valeurs absolues et universelles, réglant le devenir de l'humanité. On se moquait des vieilles superstitions et des vieux mythes; mais au nom du doute scientifique, de la liberté de critique et de la raison, on proclamait un mythe nouveau, celui des valeurs et concepts universels. C'est ainsi que dans leurs déclarations révolutionnaires, les bourgeois victorieux parlaient des droits de l'homme et du citoyen et proclamaient l'avènement de la liberté, de l'égalité et de la fraternité pour tous les hommes.

En tous cas, lors de ce grand bouleversement historique, le quart-état, c'est-à-dire la grande masse des travailleurs sacrifiés, dans les formes nouvelles comme dans les anciennes, au bien-être des privilégiés, ne pouvait ni disposer des armes critiques qui lui auraient permis de comprendre la portée réelle de la révolution en cours, ni hésiter à soutenir la bourgeoisie dans son assaut héroïque au passé.

Dans cette phase, la bourgeoisie ne voyait aucune contradiction entre les revendications philosophiques de liberté de pensée et d'action politique pour tous les hommes et l'emploi de la dictature et de la ter-

reur pour empêcher une contre-révolution intérieure ou une intervention étrangère de restaurer l'ancien régime. Le sans-culotte athée et encyclopédiste prétendait mener une croisade pour la déesse liberté, mais il ne trouvait pas incompatible de supprimer en même temps pour l'ennemi de classe la liberté de défendre ses vieux privilèges, en faisant un usage systématique de la guillotine. De même, tout en croyant à la promesse de liberté pour tous, le prolétariat naissant aidait la bourgeoisie arrivée au pouvoir à réprimer impitoyablement les contre-révolutionnaires.

La première phase du régime politique de la bourgeoisie consiste donc dans la lutte révolutionnaire armée pour conquérir le pouvoir et dans l'exercice d'une dictature de classe pour extirper tous les vestiges de l'ancienne société et réprimer toute tentative de restauration. Elle a revêtu de multiples aspects selon les pays considérés, présentant une alternance de contre-offensives réactionnaires et de vagues révolutionnaires qui ont fini par l'emporter.

Dans les pays économiquement les plus développés, elle a généralement été suivie d'une seconde phase de longue durée pendant laquelle les horreurs et les excès de la révolution ont été progressivement relégués dans l'ombre. Exerçant désormais sans conteste son contrôle politique sur la société, la nouvelle classe dominante a réussi à trouver les formes de domination les plus aptes à faire croire à une harmonie entre sa gestion du monde et sa métaphysique de liberté, de justice, d'égalité.

En droit pur, il n'existe plus de castes séparées. Chaque citoyen est théoriquement dans le même rapport avec l'Etat que les autres; il a la même faculté de déléguer dans les organes de l'Etat les représentants qu'il préfère et qui reflètent ses opinions et aussi ses intérêts. C'est l'âge d'or du système parlementaire de la démocratie bourgeoise; on proclame que l'égalité juridique et politique est une conquête fondamentale qui a ouvert la voie d'une amélioration continue des relations sociales et qui exclut de nouveaux heurts révolutionnaires et la répétition des tragédies de la Terreur.

Depuis plusieurs générations déjà, la critique prolétarienne révolutionnaire a démasqué radicalement ce mensonge colossal. Son analyse des rapports économiques réels a démontré que la liberté politique et juridique n'est que la liberté de vendre ses propres bras et son propre travail; liberté qui est en réalité une nécessité implacable, la majorité des hommes n'ayant pas d'autre moyen d'échapper à la faim.

En politique, l'Etat n'est pas l'expression de la volonté d'une majorité populaire, mais le comité de défense des intérêts de la bourgeoisie dominante en faveur de laquelle le mécanisme parlementaire fonctionne exclusivement.

En philosophie, le règne de la raison n'est qu'une tromperie. L'homme ne peut pas user librement de son cerveau quand la liberté et la possibilité de satisfaire les exigences physiologiques et matérielles qui conditionnent toute la dynamique de l'individu lui font défaut; la limite ainsi imposée à sa raison est autrement rigoureuse que celle des vieux interdits religieux ou des rigueurs de la police absolutiste !

Selon l'interprétation romantique de la littérature bourgeoise de cette période arcadienne, il y avait dans chaque village une lumière : l'instituteur, et un éteignoir : le prêtre. Le mensonge de l'éducationnisme

et du culturisme démocratiques réside dans le fait qu'on ne peut pas attendre de l'homme qu'il se forme une opinion libre et consciente avant d'avoir pu satisfaire ses intérêts et ses appétits. La voie scientifiquement logique est : l'homme doit d'abord bien manger, ensuite il pourra bien penser.

Non seulement la critique théorique des révolutionnaires prolétariens, mais les faits de l'histoire la plus récente sont en train de reléguer parmi les fantômes du passé ces hypocrisies de l'idéologie démocratique. Non seulement la panacée du système représentatif bourgeois n'a jamais fait cesser les heurts entre classes aux intérêts opposés à l'intérieur des divers pays, mais le développement des nouvelles formes économiques du capitalisme monopoliste et les luttes pour la suprématie coloniale ont précipité les peuples dans des crises profondes et dans des massacres de loin plus sanglants que ceux de la période de montée révolutionnaire de la bourgeoisie. Non seulement le capitalisme a eu besoin de la lutte armée pour s'ouvrir les voies de l'histoire, mais il emploie et secrète la violence à chaque stade de son développement.

Au fur et à mesure que le potentiel de la production industrielle s'élevait, que les armées du travail croissaient en nombre, que la conscience critique du prolétariat se précisait et que ses organisations se renforçaient, la classe bourgeoise dominante en même temps qu'elle passait, dans sa pratique économique, du libéralisme à l'interventisme, dut abandonner son apparente tolérance pour les idées et les organisations politiques en faveur d'une méthode de gouvernement autoritaire et totalitaire; c'est en cela que réside le sens général de l'époque présente. Cette nouvelle orientation dans l'administration bourgeoise du monde répond au fait indéniable que les progrès de la science et de la technique ont progressivement privé toutes les activités humaines de l'autonomie qu'elles pouvaient encore conserver dans des sociétés moins modernes et moins complexes; dans tous les domaines, les initiatives plus ou moins isolées ont fait place à un réseau de rapports d'interdépendance qui se resserre continuellement et s'étend graduellement au globe entier.

L'initiative privée, qui a accompli des prodiges avec les audaces des premiers navigateurs et la féroce témérité des colonisateurs des régions lointaines, recule aujourd'hui devant l'entrelacement incroyable des activités coordonnées dans la sphère de la production des marchandises, de leur distribution ou dans celle de la gestion des services collectifs et de la recherche scientifique dans tous les domaines.

Dans une société disposant de la navigation aérienne, des radio-communications, du cinéma, de la télévision, toutes inventions d'application exclusivement sociale, une quelconque initiative autonome est impossible.

Depuis des décades, la pratique gouvernementale de la classe dominante évolue donc elle aussi, et à un rythme toujours accéléré, vers des formes de contrôle étroit, de direction unitaire, de hiérarchies fortement centralisées.

Ce stade et cette forme politique moderne, superstructure curie du phénomène économique monopoliste et impérialiste fut prévue par Lénine depuis 1916, lorsqu'il écrivait que les formes politiques de la phase capitaliste la plus récente peuvent seulement être des formes de tyrannie et d'oppression; cette phase qui, dans le monde moderne, tend généralement à remplacer celle du libéralisme démocratique classique, n'est autre que le fascisme.

C'est une énorme erreur scientifique et historique de confondre cette nouvelle forme qui est à la fois une conséquence et une condition de la survivance de l'oppression capitaliste et qui est imposée par les temps modernes avec un retour réactionnaire des forces sociales féodales, lesquelles menaceraient de substituer aux formes démocratiques bourgeoises une restauration des despotismes de l'"ancien régime" (1); alors que, ces forces sociales féodales, la bourgeoisie les a mises hors de combat dans la majeure partie du monde et depuis plusieurs siècles.

Quiconque subit tant soit peu l'influence d'une telle interprétation, et obéit tant soit peu aux préoccupations qui en résultent est en dehors du camp et de la politique communiste.

La nouvelle forme dans laquelle le capitalisme administrera le monde tant que la révolution prolétarienne ne l'aura pas renversé apparaît au cours d'un processus que les méthodes banales et scolastiques de la critique petite-bourgeoise sont impuissantes à déchiffrer.

Les marxistes n'ont jamais tenu compte de l'objection selon laquelle le premier exemple de pouvoir prolétarien devait être donné par un pays industriel avancé et non par la Russie tsariste et féodale; car l'alternance des cycles de classe est un fait international, elle résulte d'un jeu de force à l'échelle mondiale et qui se manifeste localement, là où il y a un concours de conditions historiques favorables, comme par exemple la guerre, la défaite, la survivance excessive de régimes décrépits, la bonne organisation du parti prolétarien, etc...

Il y a encore moins lieu de s'étonner si le fascisme succède au libéralisme dans les formes et selon les transitions les plus variées dans les différents peuples, car il s'agit d'une transformation beaucoup moins radicale que la révolution, seule changeant la forme de la domination, et non pas la classe dominante.

Du point de vue économique, le fascisme peut donc se définir comme une tentative du capitalisme de se contrôler et de se freiner lui-même, c'est-à-dire d'amortir, grâce à une discipline centralisée, les effets les plus alarmants des contradictions économiques qui conduisent le système à la ruine.

Du point de vue social, il peut se définir comme une tentative de la bourgeoisie née avec la philosophie et la psychologie de l'individualisme et l'autonomisme absolus, de se donner une conscience collective de classe et d'opposer ses propres organisations politiques et militaires aux forces de classe menaçantes constituées au sein du prolétariat.

Politiquement, le fascisme est le stade où la classe dominante dénonce l'inutilité de la tolérance libérale, proclame la méthode de gouvernement par un seul parti et liquide les anciennes hiérarchies de serviteurs du capital trop gangrenés par l'usage de la fiction démocratique.

Idéologiquement, enfin, il ne renonce pas, car il ne peut le faire, à invoquer des valeurs universelles mythiques; quoiqu'il les ait dialectiquement culbutées, il fait siens les postulats libéraux de la collaboration des classes, parle de nation et non de classe, proclame l'égalité

---

(1) Ce fut en particulier la position de Gramsci.

juridique de tous les individus et continue à faire passer son appareil d'Etat pour une émanation de toute la collectivité sociale. Tout cela prouve non seulement qu'il n'est pas une révolution, mais qu'il ne constitue même pas une ressource universelle et sûre de la contre-révolution bourgeoise.

La nouvelle mythologie bourgeoise ne sera plus fondée sur la Liberté et l'Egalité, mais sur la Nation, la Patrie, la Race, et sur un Etat presque déifié.

Contre les embarras théoriques et philosophiques, la ressource restera d'invoquer les éternelles valeurs supra-humaines de l'esprit, grâce à laquelle le philistin bourgeois a toujours essayé d'échapper à la dénonciation réaliste et scientifique de son idéologie; ce pourra être l'esprit inné en l'homme, ou bien un esprit émanant de la divinité, celle-ci s'étant toujours montré complaisante à l'hypocrisie des oppresseurs et parasites de toutes sortes.

En tout cas, tous les pays capitalistes devront passer par cette phase : économiquement, avec le monopolisme et le capitalisme d'Etat; socialement, avec l'attaque ouverte des gardes blancs aux organisations de classe du prolétariat révolutionnaire; politiquement, avec la suppression plus ou moins rapide de la bouffonnerie du parlementarisme multipartite; idéologiquement, enfin, en invoquant de prétendues idées universelles et en investissant tels ou tels individus de missions suprêmes. Le capitalisme sait bien qu'il n'y a pas d'autre choix : ou bien disperser la classe révolutionnaire et empêcher son offensive; ou bien disparaître dans la catastrophe finale.

On a eu une première manifestation historique de cette troisième phase bourgeoise en Italie, non pas à cause de particularités du développement capitaliste dans ce pays, mais à cause d'un concours de conditions internationales qui ont influé sur les événements intérieurs : victoire dans la guerre de 1915-18 qui valait une défaite, une crise économique due à la forte densité de population et au manque de débouchés pour les marchandises et la force de travail; offensive intelligente d'une politique autonome et extrémiste des classes exploitées; instabilité historique relative de l'appareil d'Etat, etc...

La seconde manifestation, qui s'est présentée en Allemagne a été d'une toute autre portée. Là, sur la base d'un appareil productif, dont la défaite militaire n'avait pas diminué la puissance, le capitalisme a tenté de brûler les étapes pour se mettre au niveau des capitalismes rivaux, lorsque ceux-ci l'ont enserré dans un cercle d'acier à l'intérieur duquel la pression des forces sociales opposées a atteint un degré d'exaspération maximum. Nulle part ailleurs le dilemme posé en 1919 par Lénine devant l'Internationale ne s'était posé de façon aussi brutale : organisation mondiale de l'économie par le capitalisme, ou par les travailleurs - dictature impitoyable de la bourgeoisie, ou dictature du prolétariat.

Lénine a montré qu'il était réactionnaire d'imaginer que le capitalisme puisse au point de vue économique retourner aux premières formes du capitalisme libéral (1). Aujourd'hui, il faut ajouter qu'il l'est tout autant, en politique, d'espérer un retour au libéralisme et à la démocratie et de croire qu'ils peuvent l'emporter sur la méthode dictatoriale du fascisme dont, à un certain point de l'évolution, la bourgeoisie a besoin pour écraser les organisations de classe autonomes du prolétariat.

(1) Cf. Lénine : " L'Impérialisme ...". Chapitre " La critique de l'impérialisme."

La doctrine du parti prolétarien doit avant tout condamner la thèse selon laquelle la période fasciste de la domination bourgeoise devrait commander le mot d'ordre du retour au système de gouvernement parlementaire et démocratique; la perspective révolutionnaire est tout l'opposé : la phase totalitaire épuisera rapidement ses ressources contre-révolutionnaires et prendra fin avec l'irruption révolutionnaire de la classe ouvrière. Bien loin de verser des larmes sur la disparition sans appel des illusions libertés bourgeoises, celle-ci doit employer sa force à détruire la Liberté de posséder, d'opprimer et d'exploiter. Des temps héroïques de la révolution antiféodale en passant par la phase pacifiste de la tolérance libérale jusqu'à sa lutte finale actuelle pour défendre les institutions, les privilèges et l'exploitation patronaux, le monde capitaliste n'a jamais eu d'autre drapeau.

Les fascistes ont perdu la dernière guerre, mais le fascisme l'a gagnée. Bien qu'il ait fait usage sur une immense échelle des charlatanneries démocratiques, le monde capitaliste, qui a réussi à sauver, dans cette crise terrible également, l'intégralité et la continuité historique de ses plus puissantes unités étatiques, réalisera un nouvel effort grandiose pour dominer les forces qui le menacent, et il mettra sur pied un système qui lui permettra de contrôler de plus en plus étroitement les processus économiques, d'immobiliser et de priver de la moindre autonomie tout mouvement social et politique capable de troubler l'ordre constitué. En dépit de leur victoire sur Napoléon, les légitimistes avaient hérité de l'organisation sociale et juridique issue de la révolution : de la même façon, et même s'ils le nient dans de vaines déclarations de principe, les vainqueurs des fascistes et des nazis seront contraints ( à plus ou moins brève échéance, de façon plus ou moins claire ) de reconnaître par leurs actes mêmes la nécessité d'administrer le monde, terriblement convulsé par la seconde guerre impérialiste, selon les méthodes autoritaires et totalitaires qui furent expérimentées en premier dans les Etats vaincus.

Cette vérité fondamentale résulte, beaucoup plus que d'analyses critiques ardues et en apparence paradoxales des efforts quotidiens du capitalisme pour organiser son contrôle économique, social et politique du monde.

Autrefois individualiste, nationale, libérale et isolationniste, la bourgeoisie tient aujourd'hui ses congrès mondiaux; de même que la Sainte-Alliance tenta d'arrêter la révolution bourgeoise par une internationale de l'absolutisme, le monde capitaliste contemporain essaie de constituer son Internationale qui ne peut être que centraliste et totalitaire.

Réussira-t-elle dans sa tâche historique essentielle, qui n'est nullement d'empêcher la résurrection du fascisme, mais de contenir et de briser la force révolutionnaire de l'Internationale prolétarienne ?

# LE COURS HISTORIQUE DU MOUVEMENT DE CLASSE DU PROLETARIAT.

## GUERRES ET CRISES OPPORTUNISTES. (1)

Le prolétariat manifeste une activité de classe dès l'avènement du régime bourgeois. Immédiatement après avoir donné au Tiers-Etat révolutionnaire son appui, le Quart-Etat, c'est-à-dire la classe des travailleurs, tente de se lancer en avant, s'attendant à voir immédiatement réalisées les promesses que la jeune bourgeoisie lui avait prodiguées en tant qu'allié. Les premiers heurts entre les deux classes se produisent aussitôt. L'appareil d'Etat et la terreur dont la bourgeoisie s'est servie pour briser la contre-révolution féodale sont rapidement dirigés contre les ouvriers. Dans la révolution française, cet aspect historique est donné par la Ligue des Egaux de Gracchus Babeuf qui, tout de suite après la Terreur, tente un mouvement pour l'égalité économique et sociale et est impitoyablement réprimée par l'Etat bourgeois.

Dans tous ces premiers mouvements, l'aspect de classe des problèmes est encore très confus. Pour quelques décades encore, les premiers conflits entre patrons et ouvriers, qui, en Angleterre et en France, et dans quelques autres pays conduiront à des collisions sanglantes, se présentent comme des phénomènes historiques indépendants des systèmes socialistes et communistes qui formulent alors les premières critiques de la société issue de la révolution politique bourgeoise et qui revendiquent un nouvel ordre social dans lequel l'inégalité économique serait supprimée.

Les théoriciens de ces premiers systèmes ne songeaient pas à confier aux masses sacrifiées la tâche de supprimer elles-mêmes l'injustice économique. Pensant et agissant toujours dans la tradition illuministe, ils croyaient pouvoir s'appuyer sur une vague conscience politique et morale collective, sur les classes dirigeantes elles-mêmes, les chefs d'Etat, les monarques.

---

(1) L'élaboration contenue dans cette étude, dont sont déjà parus trois chapitres, est le résultat d'un réexamen accompli par des groupes de la gauche communiste italienne sur toutes les positions du mouvement social et politique. Dans l'en-tête du n° 5 de Prometeo nous avons entre autres indiqué que ce travail a été en partie exécuté alors que la guerre contre l'Allemagne se poursuivait encore sur le territoire italien. ( En-tête à ce chapitre publié dans le n° 6 de Prometeo - Mars - Avril 1947 ).

Le manque de sens historique et scientifique de ces premières aspirations socialistes va jusqu'à faire l'apologie des formes réactionnaires et féodales disparues, pour mieux condamner l'odieuse exploitation capitaliste. Dans des systèmes plus modernes, mais tout aussi incomplets et inadéquats, d'autres socialistes ont accepté tous les postulats et les résultats de la révolution bourgeoise démocratique, et ont cherché à grand peine à greffer sur elle sans solution de continuité historique d'autres revendications susceptibles de réduire l'énorme et croissante inégalité économique entre les classes privilégiées et les salariés sans réserves.

Une des caractéristiques essentielles de la nouvelle doctrine du mouvement prolétarien, proclamée en 1848 dans le Manifeste des Communistes de Marx et d'Engels, est, avec la conception matérialiste de l'histoire et la théorie économique de la plus-value, le dépassement de toute forme d'utopisme... Le communisme n'y est plus un projet équitable et parfait de société future qui devrait prévaloir grâce aux adhésions qu'il recueillera. Il devient le contenu même et l'aboutissement ultime de la lutte de classe incessante entre patrons et ouvriers qui jalonne toute l'histoire du régime bourgeois. L'avènement du socialisme n'est pas un complément et une intégration de la démocratie libérale, mais une phase historique nouvelle qui en constitue la négation dialectique et qui lui succède seulement après que la lutte soit passée par l'acmé insurrectionnelle du conflit de classe.

Tandis que les bases de la société communiste sont ainsi jetées, le mouvement prolétarien grandit aux quatre coins du monde capitaliste. Au travailleur isolé, la conquête de la liberté de vendre son travail et l'ambiance juridique et psychologique individualiste que la révolution bourgeoise a créée n'offrent d'autres possibilités que d'accepter docilement les conditions patronales ou de mourir dans l'indigence. Il réagit à cette infériorité en employant dans la pratique, et avant même d'en avoir conscience théoriquement, la nouvelle arme de l'association économique. Un monde nouveau commence à se substituer à celui de la liberté individuelle illimitée qui, économiquement, signifie concurrence effrénée et qui permet au patron de remplacer celui qui refuse les conditions de travail par un autre affamé : c'est le monde de l'organisation syndicale traitant collectivement des conditions de travail pour tous ses membres et agissant de façon d'autant plus efficace que le nombre des salariés qu'elle réussit à encadrer est plus grand.

Le système théorique du droit libéral repousse tout d'abord cette nouvelle forme, puisqu'il n'admet pas d'autre lien entre l'individu et l'Etat que le mécanisme électoral de la délégation des pouvoirs qui n'est pas susceptible de se transformer en une arme de l'action autonome de classe. En conséquence, dans sa première phase, la bourgeoisie condamne l'organisation économique des travailleurs, promulgue des lois contre les grèves et les réprime à l'aide de sa police.

Bien vite cependant, en même temps qu'elle passe de sa phase révolutionnaire à sa seconde phase en apparence pacifique et libérale, la bourgeoisie reconnaît qu'il est de son intérêt de légaliser l'organisation économique des travailleurs. En effet, quand celle-ci est interdite, le prolétariat est plus directement poussé à la lutte politique, et la formation de sa conscience de classe s'en trouve accélérée. L'interdiction légale rend plus évident le fait que si les

conquêtes syndicales amélioreront momentanément la situation des travailleurs, elles ne résolvent pas le problème social si la classe ouvrière n'affronte pas la force dominante du pouvoir politique et de l'Etat.

Dès lors, il est bien clair que la tâche du parti politique du prolétariat est de faire levier sur toutes les agitations économiques pour resserrer la solidarité entre les différentes catégories de métier et les travailleurs de différentes villes et de différentes nations, transformant le mouvement en un effort général de toutes les classes ouvrières contre les institutions capitalistes, et incitant les travailleurs à se préoccuper des rapports généraux de toute l'économie et de toute la politique nationale et mondiale.

Le passage des agitations économiques isolées et locales au mouvement politique général du prolétariat se présente à la fois comme une extension de la base du mouvement dans l'espace, au-delà des frontières nationales, et comme une extension dans le temps, : il transforme en buts du processus les réalisations qui se trouvent au terme de tout le cycle du mouvement de classe du prolétariat à l'intérieur du monde bourgeois et contre lui. Cette définition des buts est une des tâches assumées par la Première Internationale des travailleurs qui rencontre cependant de multiples obstacles du fait de l'immaturité des conditions historiques générales de l'époque.

La perspective de réaliser la première révolution prolétarienne dans la lancée directe de la troisième grande révolution bourgeoise, celle de 1848 en Allemagne, se termina par une défaite des forces prolétariennes, tout comme en France et dans d'autres pays. Cette défaite plaça le mouvement de classe devant des difficultés organisationnelles et le plongea dans l'incertitude doctrinale en provoquant l'interférence d'influences bourgeoises qui se manifestèrent soit par l'apparition de tendances pseudo-socialistes vaguement illuministes et humanitaires, soit par le succès du mouvement anarchiste. Dès le début celui-ci se pose comme l'antithèse du mouvement communiste marxiste. En apparence il propose une solution plus radicale du problème de la révolution, puisqu'il veut supprimer en un seul jour de la lutte des classes à la fois Dieu, le patron et l'Etat. Quoiqu'importante dans la mesure où, tout comme le communisme, elle vise une société sans exploitation économique et donc sans pouvoir d'Etat, cette conception n'apprécie cependant pas de façon juste le processus historique. Alors que le marxisme considère le renversement du pouvoir politique de la bourgeoisie et l'instauration d'un Etat prolétarien comme les seuls moyens réels permettant de détruire le privilège économique capitaliste; alors que les seuls acteurs de la révolution sont pour lui les prolétaires organisés en mouvement politique conscient, c'est-à-dire en parti, l'anarchiste présente ses postulats comme des revendications métaphysiques de l'Homme en tant que tel. Il considère les phases historiques qui conditionnent le processus ultérieur comme de simples limites arbitrairement imposées à une liberté et une égalité naturelles inhérentes à l'individu. En dernière analyse, bien que prêchant la lutte armée, il retombe dans la stérilité des idéologismes bourgeois.

Si l'on considère le processus internationalement et dans ses grandes lignes, le mouvement internationaliste sort de la crise représentée par la lutte entre Marx et Bakounine à peu près au moment où le second stade du cycle bourgeois est à son apogée, c'est-à-dire lorsque, désormais à l'abri du péril d'une restauration féodale et pas encore sérieusement menacé par la révolution prolétarienne, le

capitalisme réalise un maximum de démocratie parlementaire en politique et semble préservé pour de longues décades de toute menace de grand conflit militaire européen ou mondial.

Dans cette phase, le mouvement prolétarien réorganisé dans la Seconde Internationale et fondé sur la multiplication dans tous les pays de vastes organisations syndicales et de grands partis socialistes à représentation parlementaire importante, s'oriente progressivement, malgré ses protestations d'orthodoxie à l'égard des préceptes marxistes, vers de nouvelles conceptions révisionnistes qui le conduisent presque insensiblement à abandonner en réalité cette orthodoxie.

Le révisionnisme réformiste admet bien que le capitalisme devra faire place à l'économie socialiste, mais il affirme que la transformation ne comportera pas forcément la catastrophe révolutionnaire et le heurt armé des classes. Selon cette conception, l'influence prolétarienne peut pénétrer progressivement l'Etat bourgeois de façon à transformer par une série de mesures légales et de réformes sociales le caractère de l'organisation économique. Le réformisme donnait donc le maximum d'importance d'une part aux conquêtes syndicales quotidiennes d'autre part à la législation sociale obtenue par les fractions parlementaires socialistes toujours plus nombreuses dans les chambres bourgeoises. Suscitant d'ailleurs les résistances des meilleurs éléments socialistes, l'aile droite de ce courant propose ouvertement l'alliance avec des partis bourgeois de gauche lors des élections et même la participation de ministres socialistes aux gouvernements bourgeois (passibilisme.)

Il apparut bientôt un autre courant révisionniste, le syndicalisme révolutionnaire qui, opposant les méthodes de l'action directe - surtout la grève générale allant jusqu'à l'expropriation des capitalistes - à celles de la collaboration syndicale et parlementaire, put sembler une réaction contre le réformisme. Mais, en réalité, lui aussi dévie de la juste voie révolutionnaire : il provient de tendances néo-idéalistes et volontaristes bourgeoises; il croit à tort que l'organisation économique peut, à elle seule, s'acquitter de l'intégralité de la tâche posée au prolétariat dans la lutte pour l'émancipation, et substitue à la formule marxiste "le parti politique de la classe ouvrière et la dictature du prolétariat contre l'Etat bourgeois" sa formule du "syndicat contre l'Etat". C'est que les déviations du réformisme avaient conduit la soi-disant gauche syndicaliste à confondre action politique et action électorale et parlementaire, alors qu'il faut retrouver comme forme historique spécifique de l'action politique menée au moyen du parti, l'action de combat révolutionnaire.

Telle était la situation ( qui ne manqua pas de susciter dans tous les pays, l'opposition de marxistes révolutionnaires restés fidèles à la doctrine du prolétariat) lorsque l'Internationale ouvrière dut affronter les problèmes de l'impérialisme envahissant et de la guerre pour les marchés.

Lors de la première guerre mondiale, comme les révolutionnaires déçus furent bien obligés d'en convenir avec les réactionnaires bourgeois, la II<sup>e</sup> Internationale fit faillite, elle qui avait pourtant projeté d'accueillir l'éclatement du conflit comme le meilleur moment pour l'insurrection de classe et l'assaut au pouvoir bourgeois dans tous les pays. Presque partout, en effet, les partis socialistes se lièrent à la politique de leurs Etats respectifs, remplaçant les mots d'ordre de la lutte de classe par des appels à la solidarité nationale.

A en croire les déclarations de ses chefs, le prolétariat qui, selon le Manifeste communiste, n'avait rien à perdre que ses chaînes, aurait découvert qu'il y avait de nombreux patrimoines à sauver : la liberté, l'indépendance de la patrie et, grâce à une mobilisation idéologique des masses, parallèle à leur mobilisation physique pour la guerre, le contenu démocratique de la révolution bourgeoise. Un fantôme imaginaire était apparu dans le monde pour menacer ces précieuses conquêtes; c'était le retour d'un Moyen-Age despotique, absolutiste, théocratique, féodal, personnifié dans le régime des empires allemands. La théorie qui, au mépris de toute appréciation marxiste de l'histoire contemporaine, subordonnait l'action et la politique prolétariennes à ce prétendu péril, eut un succès également en Italie, et elle fut représentée par le mouvement interventionniste qui soutint la participation à la guerre aux côtés de l'Entente et qui était dirigé par le futur chef du fascisme.

Au sein du mouvement prolétarien, la réaction à ce désastre théorique, organisationnel et politique vint des forces qui fondèrent la Troisième Internationale en se regroupant autour du parti révolutionnaire prolétarien de Lénine qui réalisa en Russie la première victoire du prolétariat dans la lutte pour la conquête du pouvoir dans un grand pays.

+  
+                    +

A vingt ans de distance, lors de la seconde guerre impérialiste, la propagande qui disposait de moyens encore plus importants que lors du premier conflit pour emprisonner l'idéologie des classes prolétariennes, présenta la situation mondiale de façon tout à fait analogue à celle de 1914. Cette fois encore, la propagande de l'impérialisme capitaliste, travailla des deux côtés du front à susciter artificiellement un mirage qui devait pousser la classe ouvrière à abandonner toute idée de lutte sociale et à unir ses forces à celles des Etats dominants au nom de la solidarité nationale.

Fascistes et nazis d'un côté, démocrates de l'autre, se sont battus avec, en substance, les mêmes mots d'ordre : le concept de peuple remplaçait partout le concept de classe; partout on assista à la combinaison de tous les partis nationaux pour l'effort de guerre. En Italie, c'est au fond le même mot d'ordre qui fut lancé aux masses du haut de toutes les tribunes, avant et après le 25 juillet (1), d'un côté et de l'autre du front changeant qui divisait les deux Italies : l'unité nationale, l'union de toutes les classes, la guerre et la victoire.

En ce qui concerne le camp où nous nous trouvons de fait, le fantôme de 1914 a été habilement ressuscité avec les ressources accrues dont la technique moderne a doté la propagande; à la place de Guillaume II tel que le décrivaient les mussoliniens de l'époque, on a aujourd'hui l'Axe nazi-fasciste et les figures grotesques du même Mussolini - mais en nouvelle édition (2) - et le dictateur Hitler, dont les troubles mentaux auraient remplacé comme moteur de l'histoire les

---

(1) Chute du fascisme.

(2) C'est-à-dire de socialiste "interventionniste" devenu chef du fascisme.

oppositions d'intérêts économiques et de privilèges sociaux.

Le prolétariat mondial n'aurait pas d'autre devoir que de se ranger tout entier d'un des deux côtés du front : d'un côté, il devrait être soldat indiscipliné, de l'autre, défaitiste révolutionnaire; bien entendu on trouve dans l'autre camp la propagande exactement inverse.

Le problème est d'une immense portée, mais nous affirmons sans hésitations que le prolétariat ne pourra retrouver son orientation politique de classe que s'il balaye impitoyablement cet amas gigantesque de falsifications.

Il faut choisir : ou bien la défense d'une série de conquêtes menacées par le fantôme de la réaction fasciste est un devoir commun à tous les hommes modernes, de quelque condition qu'ils soient, et cette menace justifie qu'on renonce à toute lutte de classe et à toute révolution ; ou bien on reste fidèle au système de thèses sur lesquelles s'est édifié le mouvement d'émancipation de la classe ouvrière et qui, à maintes reprises, a servi de cadre et de tremplin à l'action historique du prolétariat. Si ce mouvement peut encore se reconstituer et se préparer à de nouvelles batailles, ce sera seulement en se libérant, nationalement et internationalement, des doctrines de solidarité de classes fondées d'une part, sur les mystiques et les théologies de la patrie et de la race, et de l'autre, sur celles du libéralisme à usage interne et externe dont certains pays du monde capitaliste seraient soi-disant les dépositaires en raison de leurs traditions d'honnêteté et de gentillesse (1) politique.

De même que la III<sup>e</sup> Internationale, fondée par Lénine, fut conduite à la grande victoire révolutionnaire de Russie, en partant de la critique de l'opportunisme social-démocrate et social-patriote qui avait déterminé la faillite de la Seconde - de même, le premier pas vers la renaissance de l'Internationale révolutionnaire du prolétariat, c'est la critique du néo-opportunisme dans lequel la III<sup>e</sup> Internationale elle-même est tombée, poussant sa liquidation jusqu'à la rendre officielle. La crise actuelle du mouvement prolétarien, au moment de la seconde guerre mondiale, est même beaucoup plus importante par sa gravité et son extension.

Lorsque, dans les années 1914-1918, on parlait "d'opportunisme", on n'entendait pas formuler un simple jugement moral sur la trahison des chefs du mouvement révolutionnaire qui, au moment décisif, s'étaient révélés des agents de la bourgeoisie en lançant des mots d'ordre diamétralement opposés à ceux de leur propagande antérieure. L'opportunisme est un fait historique et social, un des aspects de la défense de classe de la bourgeoisie contre la révolution prolétarienne ; on peut même dire que l'opportunisme des hiérarchies prolétariennes est l'arme principale de la contre-offensive bourgeoise qui la complète directement, si bien que les deux moyens de lutte s'intègrent dans le but commun.

Au stade impérialiste, le capitalisme cherche à dominer ses contradictions économiques et à coordonner par une éléphantiasis de son appareil étatique le contrôle de tous les faits économiques et sociaux; de la même façon il modifie son action à l'égard des organisations ouvrières. A son premier stade, la bourgeoisie les avait condamnées.

---

(1) En français dans le texte.

au second, elle les autorise et les laisse se développer ; au troisième, elle comprend qu'elle ne peut ni les supprimer, ni les laisser se développer sur une plate-forme autonome, et elle se propose de les encadrer par n'importe quel moyen dans son appareil d'Etat. Exclusivement politique au début du siècle, cet appareil devient à la fois politique et économique à l'ère impérialiste : l'Etat des capitalistes et des patrons se transforme en Etat-capitaliste et en Etat-patron. Au sein de cette vaste structure bureaucratique, on ménage des prisons dorées pour les chefs du mouvement ouvrier. Mille formes d'arbitrage, mille institutions d'assistance sociale, ayant apparemment pour fonction de maintenir l'équilibre entre les classes, éloignent des forces autonomes du prolétariat les dirigeants du mouvement ouvrier qui sont, au fur et à mesure, absorbés par la bureaucratie d'Etat.

Ces hiérarchies ouvrières continuent démagogiquement à parler le langage de l'action de classe et des revendications ouvrières, mais elles sont, bien entendu, devenues incapables de la moindre action contre le pouvoir bourgeois.

L'opportunisme se caractérise par le fait qu'aux moments critiques de la société bourgeoise, qui sont précisément ceux pour lesquels les mots d'ordre extrêmes de l'action prolétarienne ont été prévus, les organes dirigeants de la classe ouvrière "découvrent" qu'il est nécessaire de lutter pour d'autres objectifs qui, loin d'être propres au prolétariat, exigent une coalition entre ses forces et une partie de celle de la bourgeoisie.

La conscience politique des travailleurs repose surtout sur la vigueur et la continuité de l'action de leur parti de classe. Si donc à l'ouverture des situations décisives, les chefs, les propagandistes et la presse du parti se mettent à l'improviste à parler un langage nouveau qui prouve que la bourgeoisie a réussi à mobiliser les opportunistes en sa faveur, cela provoque une désorientation des masses, et l'échec presque certain de toute tentative d'action indépendante.

Ouvrant un véritable abîme sous les pas du prolétariat en marche, l'opportunisme de la II<sup>e</sup> Internationale avait "découvert" qu'il fallait mettre de côté les buts socialistes et combattre pour l'indépendance nationale ou la démocratie occidentale ( en Allemagne, c'était pour la culture et la civilisation contre la barbarie tsariste et asiatique). Cependant les chefs opportunistes affirmaient qu'il s'agissait seulement d'une trêve momentanée et qu'une fois la guerre terminée, la lutte de classes et l'internationalisme seraient remis en honneur. L'histoire prouva combien cette promesse était trompeuse ; lorsqu'en Russie victorieusement, et dans d'autres pays sans succès, le prolétariat passa à l'attaque contre le pouvoir capitaliste, l'ensemble des hiérarchies opportunistes social-démocrates s'unit aux bourgeois les plus réactionnaires pour battre la révolution.

Lors de la seconde guerre mondiale, l'opportunisme victorieux dans les rangs de la III<sup>e</sup> Internationale - dont l'évolution historique doit être expliquée par celle qui s'est produite en Russie de 1917 à aujourd'hui - a donné un mot d'ordre beaucoup plus défaitiste que celui des sociaux-démocrates démasqués par Lénine. Selon le plan des nouveaux opportunistes, la bourgeoisie obtient non seulement une trêve de classe pendant toute la guerre jusqu'à la défaite du monstre nazi, mais même une collaboration directe aux gouvernements nationaux et aux nouveaux organismes internationaux pour toute la période historique suivante, dont on n'entrevoit pas le terme. Pendant toute cette

période, le prolétariat mondial devrait veiller, en compétition avec toutes les institutions de l'ordre établi, à ce que le péril fasciste ne renaisse pas et collaborer à la reconstruction du monde capitaliste dévasté par la guerre ( la guerre de l'Azx, bien entendu ). Donc l'opportunisme ne promet même plus de revenir après la guerre à l'autonomie de l'action de classe des travailleurs.

Cette collaboration à la reconstruction de l'accumulation capitaliste n'est en réalité que le plus féroce asservissement des forces du travail à une double extorsion : celle qui engendre le profit normal du patronat et celle qui ira reconstituer la valeur colossale du capital détruit. Cette phase coûtera plus aux classes dominées à d'autres égards que la guerre ne leur a coûté de sang, et la nouvelle organisation internationale à laquelle la bourgeoisie veut assurer l'appui du prolétariat, sous prétexte de garantir la sécurité et la paix, sera le premier exemple d'un appareil mondial de conservation destiné à perpétuer l'oppression économique et à briser toute tentative révolutionnaire.

Dans l'élaboration du programme politique d'un parti communiste internationaliste qui ait la même tâche que celle accomplie de 1914 à 1919 par les groupes de la II<sup>e</sup> Internationale en lutte contre l'opportunisme, il faudra préciser, comme points cardinaux d'une plateforme d'idées, d'organisation et de combat, les jugements et les positions par rapport à tous les phénomènes qui dominent le monde capitaliste moderne et le tournant historique que nous traversons ; il faudra rendre cette élaboration cohérente avec les traditions du marxisme révolutionnaire.

Il est historiquement normal que la classe bourgeoise réussisse à faire combattre la classe ouvrière pour ses propres postulats, non seulement quand ceux-ci ont une portée révolutionnaire comme en 1789 en France, en 1848 en Allemagne, en 1905 et en février 1917 en Russie, mais même dans des tournants moins décisifs de l'histoire du capitalisme. A peine les phalanges prolétariennes avaient-elles assumé leur tâche d'allié de la bourgeoisie et tentaient-elles de jouer un rôle autonome sur la lancée des événements, que la bourgeoisie employait le pouvoir d'Etat nouvellement conquis pour les disperser et les écraser, sans même ressentir le besoin de liquider les cadres politiques qui se servent de ses idéologies de gauche. C'est ce qui se produisit en France en juin 1848 et en 1871; en Allemagne en 1918 et, pour la première fois sans succès, en Russie de 1917 à 1920.

Le parti de classe du prolétariat doit être capable de prévoir qu'une chose analogue se produira après cette guerre : pendant le conflit, la bourgeoisie de pays alliés a invité le prolétariat à lui prêter main-forte contre le fascisme, et cette invitation a rencontré un large écho puisque ce ne sont pas seulement des chefs opportunistes qui lui ont répondu dans tous les pays, mais même des groupes de partisans généreux induits en erreur. Mais, comme cela s'est déjà produit dans de nombreux pays "libérés", ces invitations seront suivies d'une répression, aussi résolue que celle du fascisme, contre toute tentative des forces armées irrégulières d'atteindre des buts propres et de garder localement le pouvoir conquis pendant la lutte contre les allemands et les fascistes.

Le mouvement syndical lui-même sera emprisonné exactement de la façon inaugurée par le fascisme, c'est-à-dire par une reconnaissance juridique des syndicats qui signifie leur transformation

En organes de l'Etat bourgeois. Il apparaîtra de façon évidente que le plan du révisionnisme réformiste ( labourisme en Angleterre; économicisme en Russie; syndicalisme "pur" en France; syndicalisme réformiste à la Cabrini-Bonomi et ensuite à la Rigola- d'Aragona en Italie ) qui consistait à vider le mouvement ouvrier de tout contenu de classe, et le plan du syndicalisme fasciste, le corporatisme mussolinien et le national-socialisme hitlérien, coïncident en substance. La seule différence qui les sépare est que la première méthode correspondait à une phase où la bourgeoisie pensait seulement à se défendre du péril révolutionnaire, et la seconde, à une phase où elle a dû passer à l'offensive sous la pression accrue du prolétariat. Dans aucun des deux cas elle n'a avoué faire oeuvre de classe; elle a toujours proclamé qu'elle voulait satisfaire certaines revendications économiques des travailleurs et réaliser avec eux une collaboration de classes.

Dans la mesure où la seconde situation, celle de la contre-offensive fasciste ( qui accélère l'absorption insidieuse du mouvement ouvrier dans les tentacules visqueuses de la pieuvre étatique, passant à sa démolition ouverte et violente) se réalise généralement dans les pays vaincus ou durement éprouvés par la guerre, la coalition contre-révolutionnaire mondiale se gardera bien, cette fois, de laisser sans contrôle les territoires des pays battus; elle y installera une garde de classe internationale, n'autorisant que les organisations contrôlées et administrées par elle, et pendant de longues années, elle veillera à empêcher non pas les dictatures de droite comme elle le prétend, mais quelque forme d'agitation sociale que ce soit.

Seront contrôlés ainsi, non seulement les pays vaincus, mais même les alliés libérés de l'occupation ennemie. De plus, on établira une dictature des grands agglomérats étatiques. Les Etats mineurs tomberont dans un régime colonial; ils n'auront plus, ni économie capable d'existence propre, ni autonomie administrative et politique, ni, à plus forte raison, de forces militaires appréciables susceptibles d'être librement utilisées.

Quoique moins nettement, l'Europe a connu une situation analogue après la paix de Versailles qui s'inspirait de l'hypocrite idéologie wilsonienne. Les thèses communistes d'alors parlaient d'oppression nationale et coloniale parallèle à l'oppression de classe. Aujourd'hui que l'Amérique, cessant de simuler l'isolationnisme, intervient en temps de paix non moins qu'en temps de guerre dans les affaires de tous les continents, il sera plus exact de parler d'une oppression étatique, d'une vassalité des petits Etats bourgeois à l'égard de quelques grands monstres étatiques impériaux, comparable à celle des propriétaires terriens et des néo-capitalistes des colonies à l'égard des métropoles blanches.

Au lieu d'un monde de liberté, la guerre aura engendré un monde de plus grande oppression. Lorsque le fascisme, apport de la plus récente phase impérialiste de l'économie bourgeoise, eut lancé son défi politique et militaire aux pays où le mensonge libéral, quoique vestige d'une phase historique dépassée pouvait encore circuler, le libéralisme agonisant fut placé devant une alternative qui le condamnait sans recours : ou bien la victoire des Etats fascistes dans la guerre, ou bien la victoire des adversaires de ces Etats, mais à condition qu'ils adoptent la méthodologie politique du fascisme.

La guerre ne fut donc nullement un conflit entre deux idéologies ou deux conceptions de la vie sociale, mais la progression

nécessaire de la nouvelle forme politique de la domination bourgeoise, encore plus autoritaire et totalitaire, encore plus résolue à tous les efforts pour la conservation contre la révolution.

+

+

+

En 1914 - 18, le mouvement de la classe ouvrière réagit de façon insuffisante aux suggestions de la propagande bourgeoise, toute entière mobilisée pour présenter la guerre impérialiste comme un conflit entre deux idéologies, deux destins différents du monde moderne. En 1939, la guerre fut présentée de manière analogue, et le mouvement, des deux côtés du front, est tombé dans le piège d'une façon bien plus grave encore. Pour l'avenir de l'Internationale révolutionnaire, il est indispensable que la position critique du prolétariat sur la question de la guerre soit restaurée.

Les Etats militaires n'entrent pas en conflit pour imposer au monde des régimes sociaux et politiques semblables aux leurs. C'est là une conception volontariste et téléologique : si elle était acceptable cela voudrait dire que la méthode marxiste doit être mise de côté.

La guerre a indubitablement des causes sociales, et son issue militaire s'insère comme un facteur de première importance dans le processus de transformation de la société internationale inter-prété dans un sens matérialiste et classiste. Mais quiconque croit que les guerres peuvent s'expliquer par les théories misérables qui les présentent comme étant des "croisades" a renié le marxisme.

Ce n'est pas la férocité ou l'ambition des chefs civils et militaires qui décide des guerres : pour le moins il faut choisir entre cette explication de l'histoire et l'explication marxiste qui lui est radicalement opposée : voilà le dilemme.

Parmi les guerres qui précédèrent la phase de l'impérialisme moderne, nombreuses furent celles qui servirent à accélérer le processus de la révolution bourgeoise, surtout entre 1848 et 1878. Mais même face aux guerres napoléoniennes, le schéma d'explication philosophico-idéologique fait une faillite éclatante.

L'Angleterre qui avait précédé la France de presque deux siècles sur le chemin de la révolution capitaliste, se transforme après 1789 en foyer de coalitions contre elle, avec les puissances féodales et absolutistes de Prusse, d'Autriche et de Russie. Il faut chercher l'explication de ce regroupement de forces dans l'intérêt particulier qu'avait le capital anglais à exploiter la position stratégique de sa métropole pour conserver son empire colonial déjà prépondérant dans le monde, en évitant la constitution d'un Etat hégémonique sur le continent.

Si le sophisme du conflit "idéologique" est incapable d'expliquer le regroupement militaire des Etats de cette époque, il n'apparaît pas moins faux quand il s'agit d'apprécier la portée de la victoire de la Coalition sur la France, car celle-ci n'empêche pas les formes sociales et politiques bourgeoises de prévaloir aussi bien dans le pays vaincu que chez les vainqueurs.

Les bonapartistes français et les prussiens allemands prétendaient les uns comme les autres combattre pour la civilisation et la liberté. Quels que soient les vainqueurs, c'était l'incorruptible dévot capitaliste qui avançait ; et la méthode sociale classiste du marxisme - fondamentalement inconciliable avec la méthode vulgaire, scholastique et pharisenne qui ne voit dans les guerres que des "croisades" - se révèle d'une toute autre puissance dans l'explication de ce passage historique.

L'Angleterre bourgeoise et impériale peut rester neutre devant le conflit de 1859 et, de nouveau, devant celui de 1870 ; l'Internationale de Marx elle-même - bien qu'elle ait été capable, aussitôt après de s'élever jusqu'à l'interprétation classique du jeu des forces de classes lors de l'évènement historique de la Commune parisienne - définit le conflit de 1870 tour à tour comme une guerre progressive contre le bonapartisme et comme une guerre d'oppression bismarckienne. Et en effet, le capitalisme anglais, pendant cette période, veillait que la deuxième France napoléonienne ne devînt un contre impérial trop menaçant.

Lors de la première guerre mondiale, le potentiel économique du capitalisme germanique ayant crû d'une façon imprévisible, les bourgeois de France et d'Angleterre mobilisent de manière effrénée contre le nouveau péril les mensonges de la rhétorique libérale.

Les adversaires de l'Allemagne font la même chose pendant la seconde guerre mondiale ; ils étouffent sous un amas hallucinant de boniments propagandistes les bases réelles du conflit et mobilisent une nouvelle fois cet échafaudage d'argumentations qu'on ne peut mieux définir - maintenant qu'elles sont plus que rances, historiquement parlant - que par le terme de "mussolinisme".

De leur côté, les régimes de l'Axe organisèrent leur campagne ostentatoire contre ce qu'ils définissent comme les "ploutocraties", en se basant sur un rapport réel, marxistement exact et pleinement diagnostiqué par Lénine dans l'"Impérialisme" : la disproportion criante entre la densité des populations métropolitaines et l'extension des empires coloniaux ; de par ce phénomène, l'Allemagne, le Japon et l'Italie présentaient des conditions sociales antinomiques de celles de la France, de l'Angleterre, de l'Amérique et même de la Russie. Mais aussi bien dans la conduite de la guerre que dans leur propagande, les régimes de l'Axe révélèrent leur sujétion de classe et leur respect craintif pour le principe du capitalisme ploutocratique et ses puissantes citadelles mondiales d'Angleterre et d'Amérique, lesquelles avaient réussi à traverser les derniers cent cinquante ans mouvementés sans qu'une fracture n'apparaisse dans la continuité historique de leurs puissants appareils étatiques.

Le nazisme voulut contraindre les Etats ennemis à choisir entre le désastre militaire ou la concession d'une partie adéquate de l'espace exploitable de la planète au concurrent impérialiste détesté. Mais les capitalismes d'Angleterre et d'Amérique (surtout d'Angleterre) subirent impassiblement les revers de la guerre-éclair, misant avec une assurance incroyable en dépit de la gravité du risque, sur la lointaine victoire finale. Ce fait historique constitue une des plus étonnantes utilisations de potentiel réalisée dans l'histoire de l'humanité, mais en même temps le plus grand triomphe du principe de conservation des rapports existants, et le plus grande victoire historique de la réaction.

Les Etats de l'Axe, surtout l'Allemagne, concevaient

leur succès comme devant être le résultat d'un compromis imposé à l'ennemi sur la base commune des schémas de l'impérialisme fasciste mondial. C'est pourquoi ils ne tentèrent même pas d'écraser au moins une des forteresses adverses, l'Angleterre, comme ils auraient peut-être pu y parvenir si, au lieu de lancer des attaques centrifuges dans toute l'Europe, en Afrique et vers l'Orient russe, afin de s'assurer des gages pour leur chantage historique, ils avaient après Dunkerque mis toutes les ressources en oeuvre contre la métropole séculaire avec toutes ses ressources. Comme le sentait bien la bourgeoisie ultra-industrielle gouvernant le pays d'Hitler, l'écroulement de l'Angleterre aurait englouti le capitalisme mondial, ou du moins l'aurait plongé dans une crise effroyable ; il aurait mis en mouvement les forces de toutes les classes et de tous les peuples martyrisés par l'impérialisme et la guerre, et peut-être inversé terriblement l'orientation sociale et politique du colosse russe encore inactif.

Dans cette situation, la propagande de l'Axe mit une sourdine à ses thèmes anti-capitalistes dissonants pour se consacrer entièrement à la dénonciation du péril bolchévique ; elle tentait d'éveiller la solidarité des bourgeoisies ennemies en brandissant la perspective des conséquences révolutionnaires d'une victoire russe. Cette propagande boursouflée finit par contribuer à la désorientation des forces révolutionnaires du prolétariat en les induisant une nouvelle fois à attendre la révolution non pas de la guerre de classes, mais d'une issue donnée par la guerre des Etats ; mais elle ne réussit pas à ébranler les dirigeants du capitalisme anglo-saxon. Justement confiants dans la puissance de leur propre économie, faisant une juste estimation de la réalité des rapports sociaux et politiques mondiaux, ils ont adopté sans hésitation ni scrupule les méthodes totalitaires et centralisatrices de l'adversaire avec un rendement technique, politique et militaire supérieur au sien ; pendant six ans ils ont prophétisé et préparé la ruine militaire de leur ennemi, dont ils sont devenus à la fois les vainqueurs et les exécuteurs testamentaires.

Cette victoire créera les bases d'une continuation de l'ère impérialo-fasciste ; cette superstructure du capitalisme prévaut dans tous les grands pays du monde, appuyée sur une constellation de grands Etats, maîtres des classes travailleuses des métropoles, des colonies et de tous les Etats satellites de race blanche. La nouvelle Russie entre évidemment dans cette constellation ; il semble qu'on n'y admettra pas la France ; mais, en dépit des malédictions rhétoriques dirigées contre lui, l'impérialisme allemand pourrait bien y occuper une meilleure position que les classes dominantes de pays plus petits, non seulement ennemis mais alliés, car il a donné de meilleurs résultats dans l'exploitation en grand de la forme la plus moderne de contrôle de l'économie capitaliste et réalisé le type le plus parfait d'Etat monopoliste. Et dire que cette guerre barbare, féroce et maudite aurait été une croisade rédemptrice pour libérer l'humanité de la domination de cet impérialisme !

Face à cette nouvelle forme du monde capitaliste, le mouvement prolétarien ne pourra réagir que s'il comprend qu'il ne faut pas et qu'on ne peut pas regretter le stade passé de la tolérance libérale et de l'indépendance souveraine des petites nations. L'histoire n'offre qu'une seule voie pour éliminer toutes les exploitations, toutes les tyrannies et toutes les oppressions : l'action révolutionnaire de classe, qui dans chaque pays, qu'il soit dominant ou dominé, dresse la

classe travailleuse contre la bourgeoisie locale, en complète autonomie de pensée, d'organisation, d'attitude politique, d'action et de lutte; l'action révolutionnaire qui, se développant par-dessus les frontières, en temps de paix et en temps de guerre, dans des situations considérées comme normales ou comme exceptionnelles, prévues ou imprévues par les schémas philistins des traîtres opportunistes, regroupe les travailleurs du monde entier dans un organisme unitaire dont l'action ne cessera pas avant le renversement complet des institutions capitalistes.

---

" En quoi consistait, jusqu'ici, la propriété caractéristique de l'Etat ? La société avait créé, par simple division du travail à l'origine, ses organes propres pour veiller à ses intérêts communs. Mais, avec le temps ces organismes, dont le sommet était le pouvoir de l'Etat, s'étaient transformés, en servant leurs propres intérêts particuliers, de serviteurs de la société en maîtres de celle-ci. (On peut le voir, par exemple, non seulement dans la monarchie héréditaire, mais également dans la République démocratique. Nulle part les "politiciens" ne forment dans la nation un clan plus isolé et plus puissant qu'en Amérique du Nord. Là, chacun des deux grands partis qui se relaient au pouvoir, est lui-même dirigé par des gens qui font de la politique une affaire.... On sait assez combien les Américains cherchent depuis trente ans à secouer ce joug devenu insupportable, et comment, malgré tout, ils s'enfoncent toujours plus profondément dans ce marécage de la corruption. C'est précisément en Amérique que nous pouvons le mieux voir comment la puissance de l'Etat parvient à l'indépendance envers la société, dont à l'origine, elle ne devait être que le simple instrument. Là, n'existe ni dynastie, ni noblesse, ni armée permanente...., ni bureaucratie avec postes fixes et droit à la retraite. Et pourtant, nous avons là deux grandes bandes de politiciens spéculateurs, qui se relaient pour prendre possession du pouvoir de l'Etat et l'exploitent avec les moyens les plus corrompus et pour les fins les plus éhontées; et la nation est impuissante en face de ces deux grands cartels de politiciens qui sont soi-disant à son service, mais, en réalité, la dominent et la pillent."

## NATURE , FONCTION ET TACTIQUE

### DU PARTI REVOLUTIONNAIRE DE LA CLASSE OUVRIERE

La question de la tactique du parti est d'une importance fondamentale et elle doit être abordée en liaison avec l'histoire des luttes de tendances dans la II<sup>e</sup> et la III<sup>e</sup> Internationales. Il ne faut pas penser que la question serait de nature accessoire ou secondaire, en considérant que des groupes, d'accord sur la doctrine et le programme, pourraient, sans entailler ces bases mêmes, soutenir et appliquer des tactiques diverses dans l'action, fût-ce même à propos d'épisodes transitoires.

Poser les problèmes relatifs à la nature et à l'action du parti cela veut dire passer de l'interprétation critique des processus sociaux au problème de l'influence que peut exercer sur eux une force activement agissante. Ce passage constitue le point le plus important et le plus délicat de tout le système marxiste; on le trouve délimité dans ces phrases de jeunesse de Marx : " Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de diverses manières : il importe maintenant de le transformer" et "De l'arme de la critique, il faut passer à la critique par les armes".

Ce passage de la connaissance pure à l'intervention active, la méthode du matérialisme dialectique le comprend d'une manière radicalement différente de celle des idéologies traditionnelles. On a vu trop souvent les adversaires du communisme utiliser abusivement les arguments de la théorie marxiste pour saboter et renier ses conséquences dans le domaine de l'action et de la lutte, ou bien, en affectant d'adhérer à la praxis du parti prolétarien, réfuter et rejeter ses bases critiques de principe. Dans ces deux cas, la déviation était le reflet d'influences anti-classistes et contre-révolutionnaires, et elle s'est manifestée dans la crise que, par souci de brièveté, nous appelons opportunisme.

Les principes et les doctrines n'existent pas en soi, comme un fondement surgi et fixé avant l'action; ils se forment au contraire au cours d'un processus parallèle. Ce sont leurs intérêts matériels concurrents qui poussent les groupes sociaux dans la lutte pratique, et c'est de l'action suscitée par ces intérêts matériels que se forme la théorie qui devient le patrimoine caractéristique du parti.

Que se déplacent les rapports d'intérêts, les stimulants et la direction pratique de l'action, et la doctrine du parti se déplace et se déforme du même coup.

Penser que la doctrine du parti devient intangible et sacrée pour peu qu'on la codifie dans un texte de programme et qu'on

dote l'organisation du parti d'un encadrement strict et discipliné, et que, par conséquent on peut se permettre d'emprunter des directions multiples et variées, de recourir à des manœuvres dans le domaine de l'action, - cela prouve simplement qu'on ne voit pas de façon marxiste quel est le véritable problème à résoudre pour parvenir au choix des méthodes d'action.

Revenons sur la signification du déterminisme. Les événements sociaux sont-ils engendrés par des forces incoercibles tout en créant chez les hommes diverses idéologies, théories et opinions, - ou bien peuvent-ils être modifiés par la volonté plus ou moins consciente des hommes ? La méthode propre au parti prolétarien résout cette alternative en en bouleversant complètement les bases traditionnelles. En effet, on posait toujours le problème et on prétendait le résoudre à l'échelle de l'individu isolé, pour en déduire ensuite la solution applicable à la société toute entière, alors qu'il s'agit au contraire de considérer la collectivité à la place de l'individu. Par ailleurs, on entendait par collectivité cette abstraction métaphysique qu'est la société de tous les hommes, tandis que pour le marxisme une collectivité est un regroupement concrètement défini d'individus qui, dans une situation historique donnée, ont des intérêts communs découlant des rapports sociaux, c'est-à-dire de leur place dans la production et dans l'économie et ces regroupements sont précisément les classes.

Si l'on considère toutes les classes sociales que présente la société humaine, on ne peut résoudre d'une même façon, générale, le problème de leur capacité à comprendre exactement le processus dans lequel elles vivent et à exercer sur lui un certain degré d'influence. Chaque classe historique a eu son parti, son système d'opinion et de propagande; avec la même insistance, chacune a prétendu interpréter exactement le sens des événements et pouvoir les diriger vers un but plus ou moins vaguement défini. Le marxisme fournit la critique et l'explication de toutes ces positions en montrant que les diverses généralisations idéologiques étaient le reflet dans les opinions des conditions et des intérêts des classes en lutte.

Dans cette succession continuelle de luttes - dont le moteur est constitué par les intérêts matériels, dont les protagonistes sont les regroupements en partis et en organismes étatiques de classes, dont les aspects extérieurs sont les écoles politiques et philosophiques - la classe prolétarienne moderne, une fois qu'ont mûri les conditions sociales de sa formation, se présente avec des capacités nouvelles et supérieures, aussi bien en ce qui concerne la possession d'une méthode non illusoire d'interprétation de tout le mouvement historique, qu'en ce qui concerne l'efficacité concrète de sa lutte sociale et politique pour influencer sur le développement général de ce mouvement.

Cette autre notion fondamentale a été énoncée par les marxistes dans ces phrases célèbres : "Avec la révolution prolétarienne la société humaine sort de sa préhistoire", "La révolution sociale constitue le passage du monde de la nécessité à celui de la liberté".

Il s'agit donc de sortir de l'alternative traditionnelle banale : l'homme est-il maître de sa volonté, ou bien est-il déterminé par son milieu ? La classe sociale et son parti ont-ils conscience de leur mission historique et puisent-ils dans cette conscience théorique la force de la réaliser dans l'action en vue d'une amélioration générale,

ou bien sont-ils entraînés dans la lutte, vers le succès ou vers l'échec par des forces supérieures et inconnues ? Avant tout, il faut se demander de quelles classes et de quels partis il s'agit, quels sont leurs rapports dans le domaine des forces productives et des pouvoirs d'Etat, quel cycle historique a déjà été parcouru et quel autre, selon les résultats de l'analyse critique, leur reste à parcourir.

Pour les doctrines religieuses, la cause des événements se situe hors de l'homme, dans la divinité créatrice qui a tout établi et a même cru devoir concéder à l'individu une certaine liberté d'action dont il devra répondre dans une autre vie. Il est bien évident qu'une telle solution du problème de la volonté et du déterminisme est complètement abandonnée par l'analyse sociale marxiste.

Mais la solution de la philosophie bourgeoise elle aussi, qui prétend illusoirement, avec la critique des "Lumières", avoir éliminé tout présupposé arbitraire et révélé, reste parcellairement trompeuse. En effet le problème de l'action y est toujours réduit au rapport sujet-objet et, dans les versions anciennes comme dans les versions modernes des divers systèmes idéalistes, le point de départ est recherché dans le sujet individuel, dans le Moi, il réside précisément dans le mécanisme de sa pensée et se traduit de manière successive dans les interventions de ce moi sur le milieu naturel et social. De là le mensonge juridique et politique du système bourgeois qui déclare l'homme libre et lui accorde, en tant que citoyen, le droit d'administrer la chose publique et donc ses propres affaires, selon l'opinion mûrie dans sa propre tête.

L'interprétation marxiste de l'histoire et de l'action humaine, si elle exclut donc l'intervention de toute influence transcendante et de tout Verbe révélé, bouleverse d'une façon tout aussi décidée le schéma bourgeois de la liberté et de la volonté de l'individu. Elle montre que ce sont ses besoins et ses intérêts qui expliquent le mouvement et l'action de l'individu et que ses opinions, ses croyances et ce qu'on appelle sa conscience ne sont déterminés que comme l'effet ultime des influences les plus complexes.

Quand on passe du concept métaphysique de conscience et de volonté de l'individu, à la notion réelle et scientifique de connaissance théorique et d'action historique et politique du parti de classe, le problème se trouve clairement posé et l'on peut en aborder la solution.

Cette solution a une signification originale pour le mouvement et le parti du prolétariat moderne. Pour la première fois en effet, il s'agit d'une classe sociale qui est poussée à briser les vieux systèmes et les vieilles formes juridiques et politiques qui entravent le développement des forces productives (tâche révolutionnaire qu'ont déjà affrontée les classes sociales précédentes), mais non pas pour se constituer en une classe dominante nouvelle, mais pour établir des rapports de production qui permettront d'éliminer la pression économique et l'exploitation d'une classe par une autre.

Le prolétariat dispose donc d'une plus grande conscience historique et d'une influence plus directe sur les événements que les classes qui ont dirigé la société jusqu'ici. Cette aptitude historique particulière, cette faculté nouvelle du parti de classe prolétarien, nous allons suivre le processus complexe de ses manifestations

au cours de l'histoire du mouvement prolétarien.

Le révisionnisme de la II<sup>e</sup> Internationale, qui donna lieu à l'opportunisme de la participation aux gouvernements bourgeois pendant la paix comme pendant la guerre, fut la manifestation de l'influence qu'eut sur le prolétariat la phase de développement pacifique et apparemment progressif du monde bourgeois à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Il sembla alors que l'expansion du capitalisme n'entraînait pas, contrairement au schéma classique de Marx, l'exaspération inexorable des contradictions de classes, de l'exploitation et de la misère du prolétariat. Tant que le monde capitaliste put s'étendre sans provoquer de crise violente, on crut que le niveau de vie des classes travailleuses pouvait s'améliorer graduellement à l'intérieur même du système bourgeois. Le réformisme théorisa le passage sans heurts de l'économie capitaliste à l'économie socialiste, et dans le domaine pratique, il affirma avec cohérence que le parti prolétarien pouvait mener une action positive axée sur des réalisations quotidiennes, des conquêtes partielles - syndicales, coopératives, administratives, législatives - qui devaient autant de noyaux du futur système socialiste à l'intérieur du régime actuel et qui devaient peu à peu le transformer dans sa totalité.

On abandonna l'idée que le parti devait soumettre toute son action à la préparation du sursaut final qui réaliserait les conquêtes maximales, pour adopter une attitude foncièrement volontariste et pragmatiste : l'oeuvre quotidienne était présentée comme une réalisation solide et définitive que l'on opposait au néant d'une attente passive de la grande victoire future, qui devrait surgir du combat révolutionnaire.

L'école syndicaliste n'était pas moins volontariste, jusque dans son adhésion aux philosophies bourgeoises les plus récentes. En effet, si elle parlait bien de conflit de classes déclaré, de destruction et d'abolition de cet appareil d'Etat bourgeois que les réformistes voulaient imbiber de socialisme, en réalité elle localisait la lutte et la transformation sociales aux entreprises de production et pensait elle aussi que les prolétaires pouvaient conquérir par leur lutte syndicale des positions avantageuses qui seraient comme autant d'îlots prolétariens dans l'océan capitaliste. Le mouvement italien de l'"Ordine Nuovo" dérivait de cette conception syndicaliste; sa théorie des conseils d'usine abandonnait l'unité internationale et historique du mouvement de classe et de la transformation sociale qu'il poursuit pour proposer, au nom d'une détermination concrète et analytique de l'action, la conquête d'une série de positions au sein des unités de production.

Pour en revenir au révisionnisme gradualiste, de même que la réalisation du programme maximum du parti était éclipsée par les conquêtes partielles et quotidiennes, de la même façon on adoptait la fameuse tactique d'alliance et de coalition avec des groupes et des partis politiques qui, tour à tour, consentaient à appuyer les revendications partielles et les réformes proposées par le parti prolétarien.

Dès cette époque, une critique fondamentale fut portée contre cette tactique : l'alignement du parti aux côtés d'autres formations politiques sur un front divisant en deux le monde politique à propos de problèmes déterminés qui apparaissaient à un moment donné, condui-

sait nécessairement à dénaturer le parti, à obscurcir sa clarté théorique, à affaiblir son organisation et à compromettre sa capacité à encadrer la lutte des masses prolétariennes dans la phase de la conquête révolutionnaire du pouvoir.

La nature de la lutte politique est telle que le regroupement des forces en deux camps séparés donne des solutions opposées à un problème suggestif contingent, polarisant toute l'action des groupes autour de ce sujet d'intérêt transitoire et de ce but immédiat; cette situation, repoussant à l'arrière-plan toute propagande en matière de programme et toute cohérence avec les principes, détermine chez les groupes de militants des orientations qui reflètent directement et traduisent de manière brute la revendication pour laquelle on combat.

La tâche du parti devrait être de concilier - chose apparemment pacifique selon les socialistes de l'époque classique eux-mêmes - l'intervention dans les problèmes quotidiens et les conquêtes partielles avec la sauvegarde de son programme et de sa capacité de mener sa propre lutte pour le but suprême de la classe prolétarienne. Mais en réalité, l'activité réformiste fit non seulement oublier aux prolétaires leur formation de classe révolutionnaire, mais conduisit les chefs et les théoriciens du mouvement eux-mêmes à la rejeter ouvertement pour proclamer que, désormais, il n'était plus question de s'occuper des réalisations maximales, que la crise révolutionnaire finale prévue par le marxisme n'était elle aussi qu'une utopie et que seules importaient les conquêtes quotidiennes. "Le but n'est rien, le mouvement est tout" devint la devise commune aux réformistes et aux syndicalistes.

La crise de cette méthode éclata dans toute son ampleur avec la guerre, qui anéantissait le postulat réformiste d'un adoucissement continu de la domination capitaliste. Les richesses collectives accumulées par la bourgeoisie et dont une maigre part était destinée à l'amélioration apparente du niveau de vie des masses, furent jetées dans la fournaise de la guerre : non seulement tous les accommodements réformistes y furent engloutis, mais encore la vie même des millions de prolétaires. Parallèlement, alors que la fraction demeurée saine des socialistes gardait encore l'espoir que cette manifestation violente de la barbarie capitaliste arracherait les groupes prolétariens à la collaboration de classes pour les jeter dans une lutte générale en vue de la destruction du système bourgeois, on assista au contraire à la crise et à la faillite de toute, ou presque toute, l'organisation prolétarienne internationale.

L'orientation tactique du parti en fonction exclusivement de l'agitation et de l'action immédiates que pratiquaient les réformistes, se révéla, comme une faiblesse incurable : les prolétaires avaient oublié ou ne comprenaient plus les buts suprêmes de leur classe. La méthode tactique qui consistait à accepter l'alignement des partis en coalitions diverses selon le pays et la contingence des mots d'ordre les plus variés (pour une plus grande liberté accordée aux organisations politiques, pour l'élargissement du droit de vote, pour la nationalisation de certains secteurs économiques etc..) fut amplement exploitée, dans ses conséquences néfastes, par les classes dominantes; il en résulta ces regroupements politiques des chefs du prolétariat qui constituèrent la dégénérescence social-patriotique.

La popularité qu'apportait à ces postulats non prolétariens la propagande des puissantes organisations de masses des grands par-

tis socialistes de la II<sup>e</sup> Internationale fut habilement utilisée pour dénaturer l'orientation politique de ces partis : on démontra que, dans l'intérêt du prolétariat et même dans l'intérêt de sa marche vers le socialisme, il fallait défendre certains résultats acquis : la civilisation allemande contre le tsarisme féodal et théocratique, ou bien la démocratie occidentale contre le militarisme teuton.

La III<sup>e</sup> Internationale, à travers la révolution russe, se dressa contre cette orientation désastreuse pour le mouvement ouvrier. Toutefois, si la restauration des valeurs révolutionnaires qu'elle entreprit fut grandiose et complète pour ce qui regarde les principes doctrinaux, l'orientation théorique et le problème fondamental du pouvoir d'Etat, il n'en fut pas de même par contre en ce qui concerne l'organisation de la nouvelle Internationale et la définition de sa tactique et de celle des partis adhérents.

La critique contre les opportunistes de la II<sup>e</sup> Internationale pour leur abandon total des principes marxistes et pour leur tactique de coalition et de collaboration avec les gouvernements et partis bourgeois, fut complète et décisive.

On mit en évidence que l'orientation particulariste et immédiate donnée aux vieux partis socialistes n'avait nullement procuré de petits avantages et des améliorations matérielles aux travailleurs en échange de leur renonciation à l'attaque suprême contre les institutions et le pouvoir bourgeois; tout au contraire, compromettant tout à la fois les buts immédiats et le but historique, elle avait conduit à une situation pire encore, c'est-à-dire à l'utilisation des organisations, des forces, de la combativité, des personnes et des vies des prolétaires à des fins qui, loin d'être celles de leur classe, conduisaient à un renforcement de l'impérialisme capitaliste. Celui-ci, par la guerre avait surmonté au moins pour une phase historique entière la menace inscrite dans les contradictions de son mécanisme productif; il avait maîtrisé la crise politique déterminée par la guerre et ses répercussions en s'assujétissant les cadres syndicaux et politiques de la classe adverse par la méthode des coalitions nationales.

Comme le montre la critique léniniste, on avait ainsi complètement dénaturé la tâche et la fonction du parti prolétarien qui n'est pas de sauver de prétendus périls la patrie bourgeoise ou les institutions de la soi-disant liberté bourgeoise, mais de tenir les forces prolétariennes en ordre de bataille sur la ligne historique générale du mouvement, qui doit culminer dans la conquête totale du pouvoir politique et le renversement de l'Etat bourgeois.

Dans l'immédiat après-guerre, alors que ce que l'on appelle les conditions subjectives de la révolution (c'est-à-dire l'efficacité des organisations et des partis du prolétariat) apparaissaient défavorables, tandis que la crise du monde bourgeois qui se manifestait alors dans toute son ampleur fournissait au contraire des conditions objectives favorables, il s'agissait de pallier la première déficience par la réorganisation rapide de l'Internationale révolutionnaire.

Ce processus fut dominé, et il ne pouvait en être autrement, par le fait historique grandiose de la première victoire révolutionnaire ouvrière en Russie, qui avait permis de remettre en pleine lumière les grandes directives communistes. Mais on voulut faire de la tactique

des partis communistes, qui dans les autres pays réunissaient les groupes socialistes adversaires de l'opportunisme de guerre, une imitation directe de la tactique appliquée victorieusement en Russie par le parti bolchévique pour conquérir le pouvoir au cours de sa lutte historique de février à novembre 1917.

Dès le début, cela donna lieu à des débats importants sur les méthodes tactiques de l'Internationale, et en particulier sur celle du "front unique" qui consistait à adresser fréquemment aux autres partis prolétariens et socialistes des invitations à agir de concert, et qui avait pour but de démasquer ces partis et de détourner à l'avantage des communistes leur influence traditionnelle sur les masses.

En fait, malgré les mises en garde pressantes de la Gauche communiste italienne et d'autres groupes d'opposition, les chefs de l'Internationale ne se rendirent pas compte que cette tactique du front unique, en alignant les organisations révolutionnaires aux côtés des organisations social-démocrates, social-patriotes, opportunistes, dont elles venaient à peine de se séparer et auxquelles elles étaient irréductiblement opposées, non seulement désorienterait les masses et rendrait du même coup illusoire les avantages attendus de cette tactique, mais - ce qui était plus grave encore - finirait par corrompre les partis révolutionnaires eux-mêmes. S'il est vrai que le parti révolutionnaire est le meilleur facteur de l'histoire et le moins étroitement conditionné, il n'en reste pas moins un produit de cette histoire et subit donc des changements et des déviations à chaque modification des forces sociales. On ne peut considérer la tactique du parti comme le libre maniement d'une arme qui, brandie dans n'importe quelle direction, demeurerait identique à elle-même : sa tactique influence et modifie le parti lui-même. Aucune tactique ne doit être rejetée au nom d'un apriorisme dogmatique, mais toute tactique doit être soigneusement analysée et discutée en fonction de ce critère : pour gagner éventuellement en influence sur les masses, ne va-t-on pas compromettre le caractère du parti et sa capacité de guider ces masses vers le but final ?

L'adoption de la tactique du front unique signifiait en réalité que l'Internationale Communiste s'engageait elle aussi sur la voie de l'opportunisme qui avait conduit la II<sup>e</sup> Internationale à la défaite et à la liquidation. Sacrifier la victoire finale et totale aux succès contingents, telle avait été la caractéristique de la tactique opportuniste; celle du front unique était opportuniste elle aussi, puisqu'elle sacrifiait justement la garantie primordiale et irremplaçable de la victoire finale (la capacité révolutionnaire du parti de classe) à l'action contingente qui devait assurer des avantages momentanés et partiels au prolétariat (l'augmentation de l'influence du parti sur les masses et une participation massive du prolétariat à la lutte pour l'amélioration graduelle de ses conditions matérielles et pour le maintien des conquêtes déjà obtenues).

Dans la situation du premier après-guerre qui apparaissait objectivement révolutionnaire, la direction de l'Internationale se laissa

guider par la crainte - d'ailleurs justifiée - de ne pas être prête ou en tout cas peu suivie des masses lors de l'explosion d'un mouvement européen général qui pouvait amener à la conquête du pouvoir dans quelques uns des grands pays capitalistes. L'éventualité d'un effondrement rapide du monde capitaliste était tellement importante pour l'Internationale léniniste, qu'on peut comprendre aujourd'hui comment, dans l'espoir de pouvoir diriger de plus vastes masses dans la lutte pour la révolution européenne, elle alla jusqu'à accepter l'adhésion de mouvements qui n'étaient pas de véritables partis communistes, et chercha, par la tactique élastique du front unique, à garder le contact avec les masses par dessus l'appareil de partis qui oscillaient entre la conservation et la révolution.

Si l'éventualité favorable s'était réalisée, ses conséquences sur la politique et sur l'économie du premier pouvoir prolétarien en Russie auraient eu une importance telle qu'un redressement immédiat des organisations internationales et nationales du mouvement communiste aurait été possible.

L'éventualité la plus défavorable, celle de la stabilisation relative du capitalisme s'étant au contraire réalisée, le prolétariat révolutionnaire dût reprendre sa lutte et sa route avec un mouvement qui, ayant sacrifié sa claire orientation politique et l'homogénéité de sa composition et de son organisation, se trouvait exposé à de nouvelles dégénérescences opportunistes.

Toutefois, l'erreur qui ouvrit la porte de la III<sup>e</sup> Internationale à la nouvelle vague de l'opportunisme n'était pas seulement une erreur de calcul sur les délais de la révolution prolétarienne; c'était une erreur d'orientation et d'interprétation historique qu'on commettait en généralisant les expériences et les méthodes du bolchevisme russe pour les appliquer à des pays de civilisation bourgeoise et capitaliste bien plus développée. La Russie d'avant février 1917 était encore une Russie féodale dans laquelle les forces productives capitalistes étaient étouffées par les vieux rapports de production : il était évident que dans cette situation, analogue en substance à celle de la France de 1789 et de l'Allemagne de 1848, le parti politique du prolétariat devait combattre le tsarisme même s'il semblait impossible d'éviter que s'établisse un régime bourgeois capitaliste après son renversement; et en conséquence, il était tout aussi évident que le parti bolchevique pouvait prendre avec d'autres groupements politiques les contacts rendus nécessaires par la lutte contre le tsarisme. Entre février et octobre 1917, le parti bolchevique rencontra les conditions objectives favorables à un dessein plus vaste : greffer directement la victoire du prolétariat révolutionnaire sur le renversement du tsarisme. Il durcit donc ses positions tactiques, luttant ouvertement et sans merci contre toutes les autres formations politiques, des réactionnaires fauteurs d'une restauration tsariste aux socialistes-révolutionnaires et aux menchévicks. Mais tandis que l'on pouvait effectivement craindre la restauration du féodalisme absolutiste et théocratique, les formations politiques et étatiques de la bourgeoisie, ou celles qu'elle contrôlait, n'avaient encore dans la situation extrêmement instable d'alors, aucune solidité et

et se montraient incapables d'attirer et d'absorber les forces autonomes du prolétariat : ces conditions mirent le parti bolchevique en mesure d'accepter les contacts et de prendre des accords provisoires avec d'autres organisations ayant une certaine influence dans le prolétariat, comme cela se produisit lors de la tentative de coup d'Etat de Kornilov.

Lorsqu'il réalisait le front unique contre Kornilov, le parti bolchevique luttait contre une réaction féodale réelle ; par ailleurs, il n'avait à craindre ni un renforcement des organisations menchévique et socialiste-révolutionnaire qui eût pu le soumettre à leur influence, ni qu'un pouvoir d'Etat solide puisse tirer avantage contre lui de l'appui limité que lui apportait le parti bolchevique pour ensuite se retourner contre lui.

La situation et le rapport des forces étaient complètement différents dans les pays de civilisation bourgeoise avancée. Là, la perspective d'une restauration féodale était totalement absente (et à plus forte raison l'est-elle aujourd'hui) ; l'objet même d'actions communes éventuelles avec d'autres partis n'existait donc pas. De plus, le pouvoir d'Etat et les organisations bourgeoises y étaient tellement affermis par le succès et la tradition de domination, qu'il était bien prévisible que les organisations autonomes du prolétariat, poussées par la tactique du front unique à des contacts fréquents et étroits avec elle, seraient presque inévitablement influencées et absorbées progressivement par les organisations bourgeoises.

L'ignorance de cette profonde différence de situation et la volonté d'appliquer à des pays développés les méthodes tactiques bolcheviques adaptées à la situation du régime bourgeois naissant de la Russie, ont conduit l'Internationale Communiste à une série de défaites de plus en plus graves, et enfin à sa liquidation honteuse.

On poussa la tactique du front unique jusqu'à lancer des mots d'ordre contraires au programme du parti sur la question de l'Etat : on revendiqua la formation de "gouvernements ouvriers", c'est-à-dire de gouvernements formés à la fois de communistes et de sociaux-démocrates, et parvenant au pouvoir par les voies parlementaires sans briser l'appareil d'Etat bourgeois par la violence. Ce mot d'ordre du gouvernement ouvrier fut présenté au V<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste comme le corollaire logique et naturel de la tactique du front unique ; et il fut appliqué en Allemagne, avec pour résultat, une grave défaite du prolétariat allemand et de son parti communiste. (1)

Après le IV<sup>e</sup> Congrès, la dégénérescence de l'Internationale s'amplifia au point de devenir évidente. Le mot d'ordre de front

---

(1) Gouvernements ouvriers de Thuringe et de Saxe. (N. d. T.)

unique servit à introduire la tactique aberrante de la formation de blocs électoraux avec des partis non seulement non communistes, mais même non prolétariens, à la création de fronts populaires, à l'appui aux gouvernements bourgeois. Là où - et c'est ici que surgit la question la plus actuelle - la contre-offensive bourgeoise du fascisme avait conquis le monopole du pouvoir, on proclama que le parti ouvrier suspendant la lutte pour ses buts spécifiques, devait constituer l'aile gauche d'une coalition anti-fasciste étendue aux partis bourgeois démocratiques et libéraux, dans le but de combattre les régimes totalitaires bourgeois et de constituer, après leur chute, un gouvernement de coalition de tous les partis, bourgeois et ouvriers, opposés au fascisme. Partant du front unique de la classe ouvrière, on en arrivait ainsi à l'unité nationale de toutes les classes, bourgeoise et prolétarienne, dominante et dominée, exploiteuse et exploitée. Autrement dit, à partir d'une manœuvre tactique discutable et contingente qui supposait l'autonomie absolue des organisations révolutionnaires et communistes, on aboutissait à la liquidation effective de cette autonomie et à la négation, non plus seulement de l'intransigeance révolutionnaire bolchevique, mais même de la notion marxiste de classe.

Cette évolution progressive de l'Internationale Communiste, d'un côté, se trouve en contradiction avec les thèses tactiques adoptées lors des premiers congrès et avec les solutions classiques soutenues par Lénine dans le "Gauchisme" ; mais, de l'autre côté, cette évolution, après plus de vingt ans de vic de l'Internationale, nous autorise à affirmer qu'une déviation aussi considérable par rapport au but initial n'a pu naître - parallèlement aux vicissitudes défavorables de la lutte révolutionnaire anticapitaliste - que d'une position, dès le début erronée, du problème des tâches tactiques du parti.

Il est aujourd'hui possible, sans rappeler l'ensemble des arguments développés dans les discussions d'alors, de conclure que le bilan de la tactique trop élastique et trop manœuvrière a été non seulement négatif, mais désastreux.

A plusieurs reprises et dans tous les pays, les partis communistes dirigés par le Komintern ont essayé d'exploiter les situations dans un sens révolutionnaire en recourant à la manœuvre du front unique, puis de s'opposer à la soi-disant prédominance de la droite bourgeoise par la tactique des blocs de gauche. Ils n'ont enregistré que des défaites retentissantes. De l'Allemagne à la France, de la Chine à l'Espagne, nulle part le front unique n'a soustrait les masses aux partis opportunistes et à l'influence bourgeoise et petite-bourgeoise pour les porter sur la voie révolutionnaire et communiste, mais il a conduit au résultat inverse au profit des anti-communistes. Les partis communistes, ou bien furent attaqués sans pitié par leurs ex-alliés à la rupture de la coalition et subirent de cuisantes défaites dans leur tentative de lutter seuls, ou bien, absorbés par les coalitions, furent complètement dénaturés au point de ne plus différer pratiquement des partis opportunistes.

Il est bien vrai qu'entre 1928 et 1934 le Komintern, se retournant de manière inattendue contre les courants bourgeois de gauche et la social-démocratie, relançait les mots d'ordre d'autonomie politique et de lutte indépendante. Mais ce brusque virage tactique ne réussit qu'à jeter les partis communistes dans la désorientation la plus complète et ne put opposer aucun succès historique aux victoires des contre-offensives fascistes ou des actions solidaires des coalitions bourgeoises contre le prolétariat. On doit chercher la cause de ces revers dans le fait que les différents mots d'ordre tactiques pleuvaient sur les partis et leurs cadres comme autant d'improvisations inattendues, sans que l'organisation communiste soit préparée le moins du monde aux différentes éventualités. Or les plans tactiques du parti ne peuvent ni ne doivent devenir le monopole ésctéri- que de cercles dirigeants ; définissant au contraire par avance l'attitude correspondant aux diverses situations prévisibles, ils doivent être étroitement liés à la théorie, à la conscience politique des militants, aux traditions du mouvement et doivent imprégner l'organisation du parti de telle sorte qu'il soit toujours préparé et qu'il puisse prévoir qu'elles seront les réactions de sa structure unitaire au cours favorable ou défavorable de la lutte. Ce n'est pas avoir une notion de chose plus complète et plus révolutionnaire que d'en attendre autre chose et, plus, que de croire qu'il peut résister à des coups de gouvernail imprévus ; au contraire, comme on peut le montrer par des rapprochements historiques concrets, c'est là le processus classique, défini par le terme d'opportunisme, qui amène le parti révolutionnaire ou bien à se dissoudre et à faire naufrage dans l'influence défaitiste de la politique bourgeoise, ou bien à se retrouver plus à découvert et plus désarmé lors d'une répression éventuelle.

Lorsque le degré de développement de la société et le cours des événements conduisent le prolétariat à servir des causes qui ne sont pas les siennes en figurant dans ces fausses révolutions dont la bourgeoisie manifeste le besoin de temps à autre, c'est l'opportunisme qui triomphe ; le parti de classe entre en crise, sa direction passe sous l'influence bourgeoise, et la reprise de la voie prolétarienne ne peut plus passer que par la scission des vieux partis, la formation de nouveaux noyaux et la reconstitution nationale et internationale de l'organisation politique prolétarienne.

En conclusion, la tactique qu'appliquera le parti prolétarien international lorsqu'il se reconstituera dans tous les pays devra se baser sur les directives suivantes.

L'expérience pratique des crises opportunistes et des luttes conduites par les groupes marxistes de gauche contre les révisionnistes de la II<sup>e</sup> Internationale et contre la dégénérescence de l'Internationale communiste, prouve qu'on ne peut conserver le programme, la tradition politique et la solidité d'organisation du parti si celui-ci applique une tactique qui, ne serait-ce que dans la forme, comporte des attitudes et des mots d'ordre acceptables par les mouvements politiques opportunistes. De même, tout flottement, tout

relâchement dans le domaine doctrinal trouve son reflet dans une tactique et une action opportunistes.

Par conséquent, le parti se distingue de tous les autres, ennemis déclarés ou alliés prétendus - ceux qui recrutent leurs adhérents dans les rangs de la classe ouvrière y compris -, en ce que sa praxis politique rejette les manoeuvres, les combinaisons, les alliances, les blocs qui se forment traditionnellement sur la base de mots d'ordre contingents communs à plusieurs partis.

Cette position du parti a une valeur essentiellement historique, et elle lui appartient en propre au même titre que son appréciation originale de la période que traverse actuellement la société capitaliste.

Le parti révolutionnaire de classe est le seul à comprendre que les postulats économiques, sociaux et politiques du libéralisme et de la démocratie sont aujourd'hui anti-historiques, illusoire et réactionnaires, et que le monde en est à la phase où, dans les grands pays, l'organisation libérale doit disparaître et céder la place au système fasciste, plus moderne.

Par contre, lorsque la classe capitaliste devait encore renverser le vieux pouvoir féodal, ou même lorsque certaines phases essentielles de son expansion - encore fondée sur la libre entreprise dans le domaine économique et sur la démocratie en politique - restaient encore à traverser dans des pays importants, une alliance transitoire des communistes avec d'autres partis était compréhensible et admissible. En effet, dans le premier cas ces partis étaient ouvertement révolutionnaires, anti-légalitaires, organisés pour la lutte armée, et dans le second ils remplissaient un rôle qui assurait des conditions utiles et réellement "progressives" pour que le régime capitaliste avance rapidement sur le chemin qui doit conduire à sa perte.

Ce changement de tactique des communistes correspond donc au passage d'une période historique à une autre; il ne peut être remis en question par une casuistique locale et nationale, ni aller se perdre dans l'analyse des incertitudes que comporte indubitablement l'avenir du capitalisme, sous peine d'entraîner le parti dans la pratique fustigée par Lénine dans " Un pas en avant, deux pas en arrière ".

La politique du parti prolétarien est avant tout internationale (et cela le distingue de tous les autres) depuis que, pour la première fois, son programme a été formulé et qu'est apparue l'exigence historique de son organisation effective. Comme le dit le Manifeste, les communistes, en appuyant tout mouvement révolutionnaire contre l'ordre social et politique existant, mettent en avant et font valoir, en même temps que la question de la propriété, ces intérêts communs à tout le prolétariat qui sont indépendants de la nationalité.

Tant qu'elle ne fut pas dévoyée par le stalinisme, la stratégie révolutionnaire des communistes inspira une tactique internationale visant à enfoncer le front bourgeois dans les pays où apparaissent les meilleures possibilités, en mobilisant dans ce but toutes les ressources du mouvement.

En éliminant le dernier appareil d'Etat et la dernière organisation militaire d'une certaine puissance qui n'aient pas encore un caractère capitaliste, la grande révolution russe a mis un terme historique à la tactique des alliances insurrectionnelles contre les vieux régimes.

Le mouvement révolutionnaire international doit donc dénoncer formellement la tactique des blocs ou des coalitions, qui a perdu tout fondement théorique.

Dès les premières années de vie de la III<sup>e</sup> Internationale l'importance excessive donnée à l'application des positions tactiques russes dans les pays de régime bourgeois établi, et même dans les pays extra-européens et coloniaux, fut la première manifestation de la réapparition du péril révisionniste.

La seconde guerre impérialiste et ses conséquences, déjà évidentes, se caractérisent par le renforcement et l'extension au monde entier, - même dans les sociétés indigènes les plus arriérées -, non seulement des toutes-puissantes formes économiques capitalistes, mais contrôle politique et militaire inexorable qu'exercent les grandes centrales impériales du capitalisme, dont la gigantesque coalition actuelle inclut l'Etat russe.

En conséquence, les tactiques locales ne peuvent être que des aspects de la stratégie révolutionnaire générale, qui doit avant tout restaurer le programme du parti prolétarien mondial, puis tisser à nouveau le réseau de son organisation dans chaque pays.

Cette lutte se développe dans une ambiance où les illusions et les séductions de l'opportunisme triomphent : la propagande en faveur de la croisade pour la liberté contre le fascisme dans le domaine idéologique, et, dans la pratique politique, les coalitions, les blocs, les fusions et les revendications illusoirement présentées de concert par les directions des innombrables partis, groupes et mouvements.

Proclamer que rejeter la pratique des accords entre partis est un fait historiquement irrévocable, qu'il s'agit là d'une directive essentielle et fondamentale et non pas d'une simple réaction aux saturales opportunistes et aux combinaisons acrobatiques des politiciens, c'est le seul moyen pour que les masses prolétariennes comprennent la nécessité de reconstruire le parti révolutionnaire, fondamentalement différent de tous les autres.

Même pour des périodes transitoires, aucun des mouvements auxquels participe le parti ne doit être dirigé par un super-parti, un

organisme supérieur coiffant un groupe de partis alliés.

Dans la phase historique moderne de la politique mondiale les masses prolétariennes ne pourront se mobiliser de nouveau pour des buts révolutionnaires qu'en incarnant leur unité de classe dans un parti unique et compact dans la théorie, dans l'action, dans la préparation de l'attaque insurrectionnelle et dans la gestion du pouvoir.

Toute manifestation, même limitée, du parti doit faire apparaître aux masses que la seule alternative possible est, ou bien la lutte révolutionnaire, ou bien le renforcement international de la domination économique et politique de la bourgeoisie et de sa capacité à maîtriser les contradictions et les convulsions qui menacent l'existence de son régime.

" ... thèses à propos desquelles les staliniens ont tenté une gigantesque falsification tandis que les trotskystes se trompent lorsqu'ils soutiennent qu'avec elles Lénine révolutionnait la "vieille" tactique bolchévique de 1905. Il est juste de dire, au contraire, que Lénine reconpose à Moscou les thèses de " Deux tactiques " sans rien y changer. Seule différence : Trotsky finalement, on saisit la puissance révolutionnaire (...). L'erreur est celle-ci : il ne s'agit pas tout à fait de passer de la révolution bourgeoise à " la transformation socialiste " mais exactement de passer de la "tactique menchévique dans la révolution démocratique " à la "tactique révolutionnaire" et communiste toujours dans la révolution démocratique."

Structure économique et sociale de la Russie  
d'aujourd'hui. 1955

## LA RUSSIE SOVIETIQUE DE LA REVOLUTION A NOS JOURS

Au cours de la première guerre impérialiste, la propagande effrénée qui visait à la trêve et au désarmement des antagonismes de classes au nom de la sacro-sainte unité nationale, se fondait principalement sur les particularités de certains pays en guerre, dans lesquels on voyait conventionnellement l'avant-garde du monde politique et la citadelle des libertés révolutionnaires.

Mussolini fut le classique représentant de cette tendance en Italie ; au fil de la campagne contre la guerre, les gémissements du social-patriotisme l'ébranlèrent : "Laisseriez-vous égorger la France ?" Il annonça le grand virage et encensa l'Angleterre et son libéralisme traditionnel, la France aux dix révolutions, la libre et démocratique Belgique. On objecta en vain que dans ce groupement de pays idéalisé par la propagande interventionniste, on ne trouvait rien moins que la Russie des Tsars, que les menées coloniales des bourgeoisies anglaises et françaises n'étaient pas moindres que celles de l'Allemagne et que la petite Belgique était la patrie des plus impitoyables négriers d'Afrique.

La seconde guerre impérialiste fut présentée sous le même jour. A la solide critique de classe faite par pas mal de groupes prolétariens conscients on opposa un argument apparemment beaucoup plus important : la participation à l'alliance impérialiste-anglo-saxonne de la Russie soviétique, la Russie de Lénine et de la Révolution d'Octobre, la Russie premier exemple de dictature révolutionnaire du prolétariat. Cette situation nouvelle, caractérisée par la présence dans l'un des camps bourgeois d'un Etat dans lequel le prolétariat est au pouvoir ne serait-elle pas une raison suffisante pour justifier sur le plan tactique un sursis à l'opposition et à la lutte de classe ? Ceci, afin d'empêcher la victoire militaire du camp qui, en l'emportant sur ses ennemis, l'aurait emporté aussi sur le pouvoir révolutionnaire dans le premier Etat prolétarien ?

Cette différence historique essentielle ne serait-elle pas d'une importance historique telle qu'elle excluerait, même pour une analyse rigoureusement marxiste, tout parallèle entre l'opportunisme social-patriotique et traître de 1914-18 et l'attitude récemment prise par les partis communistes qui, dans les pays alliés, ont soutenu de toutes leurs forces la guerre contre l'Allemagne ?

Pour répondre à une objection de cette nature, il ne suffit pas d'invoquer de façon formelle et littérale les formules historiques de l'internationalisme de classe et de solidarité des partis prolétariens face à toutes les bourgeoisies, qu'elles soient en paix ou en guerre.

Il faut clairement admettre une chose, comme Lénine le faisait d'ailleurs déjà dans ses thèses de 1916 contre le social-patriotisme : les marxistes n'entendent pas dire que toutes les guerres sont normalement identiques et que leurs issues (la prépondérance d'un des deux groupements de lutte) soient indifférentes pour le devenir social et la marche révolutionnaire du prolétariat.

La question est évidemment plus complexe. Elle peut être résolue par la conscience critique du prolétariat qui doit être capable de discerner, dans chaque situation historique concrète, et dans l'océan d'interprétations dont les guerres sont l'objet à des fins de propagande,

les lignes maîtresses de l'interprétation de classe du processus historique.

Il faut donc analyser à fond le processus intervenu en Russie pour qu'aucun doute ne plane plus sur la condamnation de l'opportunisme de ces dernières années, considéré non seulement comme une réédition, mais comme une meurtrière aggravation de celui qui a sévi au cours de la première guerre impérialiste.

Il faut avant tout souligner que l'argument qui consiste à rassembler toute la force politique internationale du communisme dans les limites du camp à l'intérieur duquel agit la Russie des Soviets a conduit à des attitudes contradictoires, puisqu'aussi bien pendant la première phase de la guerre, de septembre 1939 à juin 1941, la Russie s'est entendu avec l'Allemagne hitlérienne et a, en accord avec elle, réalisé le partage de la Pologne, dont l'invasion par les allemands avait précisément provoqué l'entrée en guerre de l'Angleterre et de ses alliés.

L'énorme gravité de cette politique à double visage est apparue pleinement dans la crise qui s'est emparée du mouvement communiste en France et dans d'autres pays : les partis communistes travaillent ouvertement au défaitisme dans la guerre contre l'Allemagne, s'attirant la répression des bourgeoisies démocratiques qui les accusèrent de pro-fascisme, et nombre de leur chef en arrivèrent à chercher refuge et solidarité chez les nazis.

Avec le nouveau virage de la guerre, lorsqu'éclatèrent les hostilités entre l'Allemagne et la Russie, les partis communistes furent obligés de renverser leur politique de la façon la plus brutale qui fût, passant du sabotage antimilitariste au plus pur miel de la propagande patriotarde avec son mot d'ordre de guerre au nazisme, péril mondial.

Les conséquences furent désastreuses pour l'organisation et l'orientation du prolétariat. Une phase d'une telle importance est une raison plus que suffisante pour récuser la position politique qui prône l'union nationale avec les alliés bourgeois de l'Etat prolétarien et elle justifierait la façon dont le problème est posé par certains groupes internationalistes de gauche : pour eux la Russie est toujours un Etat purement prolétarien, mais elle ne peut se défendre sur le plan international que par le moyen de la lutte de classe révolutionnaire des prolétaires de tous les pays contre leur propre capitalisme. Or la thèse même selon laquelle la Russie serait toujours un régime prolétarien doit être examinée et discutée à la lumière d'une analyse remontant à la source du difficile processus que le régime soviétique a suivi de la révolution à nos jours.

#### LES TACHES ECONOMIQUES DE LA REVOLUTION COMMUNISTE EN RUSSIE - LA N.E.P. -

Dans l'énumération des thèses fondamentales de la IIIe Internationale et du bachevisme léniniste, il n'a jamais été dissimulé, mais au contraire mis à tout moment en évidence, que la Russie était l'un des pays économiquement le moins mûr pour la révolution socialiste ; la victoire révolutionnaire d'Octobre 1917, dans ce pays arriéré justement, avait d'autant plus d'importance, que, dans le cadre de l'évolution internationale de la guerre de classe, elle devait ouvrir le chemin à la victoire du prolétariat dans les pays les plus avancés. Ce n'est

qu'après la victoire dans ces pays que la transformation de la société russe dans un sens socialiste pourrait prendre un rythme décisif : Lénine dit même que dans cette hypothèse les révolutionnaires russes, après avoir mené et gagné la première grande bataille de la révolution mondiale, reviendraient à la seconde place par rapport au prolétariat communiste d'Allemagne, d'Angleterre et de France. Les choses se passèrent différemment au cours de l'affrontement des forces historiques, et, si les gardes blanches, dont l'organisation fut admirablement coordonnée tant par le militarisme allemand que par les démocraties anglo-française, furent repoussées dans l'assaut contre-révolutionnaire qu'elles donnèrent au régime russe, il s'avéra par ailleurs impossible aux forces révolutionnaires d'Europe d'enlever pendant l'ardente période des années 18 à 20 d'autres positions durablement victorieuses.

Annonçant en 1921 ce que l'on a appelé la nouvelle politique économique des bolchéviks russes, Lénine mit en évidence que maintes mesures économiques, réalisées rapidement par le pouvoir prolétarien aussitôt après sa constitution et sa consolidation, ne pouvaient avoir qu'un caractère de "communisme de guerre" et que celui-ci avait été rendu possible et nécessaire par la situation du moment déterminée, d'un côté par la lutte ouverte contre les armées contre-révolutionnaires, de l'autre par l'attente tendue de grands développements dans la lutte révolutionnaire en Europe.

Cette première période achevée, les tâches économiques constructives qui s'imposaient à la dictature économique, ne s'insérèrent pas, comme on l'avait espéré, dans le cadre du complexe économique européen avec ses immenses ressources de capital industriel ; elles devaient au contraire se ramener à une coordination programmatique à la mesure de la seule économie russe.

Lénine montra qu'en Russie coexistaient des éléments de toutes les phases historiques de l'économie : le communisme primitif du mir avec sa forme patriarcale asiatique, la forme féodale du servage de la glèbe, le capitalisme le plus avancé des grands centres où était concentrée la grande industrie, et, enfin, les premières formes de socialisme réalisées par le pouvoir des soviets.

Le problème qui se posait était celui d'attendre pour plus tard le devenir révolutionnaire mondial. Il convenait, dans le jeu de ces forces complexes, de suivre une politique capable de garantir la durée au pouvoir politique prolétarien sans renoncements ni abdications, mais d'assurer en même temps la vie matérielle de la population russe, de neutraliser les forces adverses issues des milieux économiques rétrogrades et de permettre la mise en route de l'industrialisation de l'économie à un niveau qui pour le moins ne se situât pas au-dessous du minimum qui eût été atteint, même si la révolution anti-tsariste s'en était tenue aux formes bourgeoises du pouvoir.

Etant donné la grande importance sociale des petits et des moyens paysans, la NEP dut assurer un cadre de rapports dans lequel le nombre considérable des petites exploitations agricoles soit capables d'assurer une production de denrées alimentaires suffisante pour subvenir aux besoins du prolétariat des usines et de l'armée révolutionnaire.

Pendant la période initiale du communisme de guerre cette solution de rechange avait été recherchée en dehors du système marchand : l'approvisionnement des villes avait été assuré grâce à une distribution d'Etat ; de même on avait ôté leur caractère de marchandise et rendu gratuits toute une série de services administrés par le pouvoir central, du logement aux transports publics.

La révolution dut reconnaître qu'il était impossible de maintenir ces conquêtes sociales. Il fut nécessaire de tolérer, à côté de la partie prélevée du produit rural (qui constitua l'impôt en nature), le marché libre des produits restants et de laisser aux paysans la possibilité de se procurer à prix coûtant sur le marché les produits manufacturés dont ils avaient besoin, provenant de l'industrie ou de ce qui restait de l'artisanat.

Ce processus qui, à côté de quelques caractères socialistes de la nouvelle économie (étatisation des banques, monopole du commerce extérieur, étatisation des grandes industries par le prolétariat parvenu au pouvoir), laissait subsister dans la distribution un large secteur marchand, fut défini de façon suggestive par Trotsky comme un recours aux méthodes comptables capitalistes pour enregistrer les rapports de l'économie socialiste.

C'est en effet à partir de ce moment que les exploitations industrielles et les rares exploitations agricoles dépendant de l'administration centrale se mirent à enregistrer leurs entrées et leurs sorties en équivalents monétaires et que, considérés séparément, elles furent contraintes de s'organiser de façon que la différence entre la valeur en monnaie de l'entrée et celle de la sortie soit rendue positive, comme le font les entreprises de l'économie capitaliste privée.

Toutefois, ces exploitations n'avaient pas la possibilité d'accumuler cette différence positive pour constituer un capital privé, dans la mesure où cette différence était absorbée par les caisses générales de l'Etat.

Mais il n'en allait pas de même avec les petites entreprises marginales, non seulement rurales, mais commerciales, artisanales ou appartenant à la petite industrie. A ces entreprises, bien que sous le contrôle étroit du pouvoir central qui en contenait l'expansion dans les limites fixées par un plan général, était en réalité consentie l'accumulation des marges bénéficiaires, ce qui conduisait à la formation d'un nouveau capital ; et la loi soviétique n'excluait pas que, dans un cadre étroit il est vrai, ces entreprises puissent bénéficier de prestation de main-d'oeuvre rémunérée par le moyen du salaire.

Dans le plan, bien qu'elles n'eussent pas grande importance quantitativement, furent incluses les fameuses "concessions" à des capitalistes étrangers, auxquels on accorda au début, et même plus récemment dans quelques cas importants, la possibilité - soumises à des limitations précises - d'avoir en Russie certaines entreprises de production dont l'économie avait besoin, possibilité assortie de la faculté d'exporter le profit retiré.

Lénine, Trotsky et le parti bolchévique ne dissimulèrent pas mais même déclarèrent toujours ouvertement que ce cadre économique amphibie,

composé d'éléments capitalistes et socialistes de la production et de la distribution, permettait sur le plan économique l'accumulation capitaliste et sur le plan social la formation de nouveaux milieux avec des intérêts anti-prolétariens ; mais d'avance, ils se proposaient de contrer l'influence politique de ces milieux grâce au pouvoir politique solide du parti et de l'Etat ouvrier ; en évitant la chute du peuple russe dans la disette économique qui aurait signifié la victoire de la contre révolution à l'extérieur, leur but était de gagner les années nécessaires pour attendre la victoire mondiale du prolétariat et pour passer à l'extirpation radicale de toute base sociale capitaliste.

#### CARACTERES CAPITALISTES ET SOCIALISTES DE LA DISTRIBUTION

En réalité la distribution marchande ne peut pas coexister de façon stable avec l'économie socialiste, dont l'édification, tout en résultant d'un long processus après la victoire politique de la révolution, n'est possible qu'en arrachant jour après jour ou presque, de nouvelles sphères d'activité à la distribution marchande anarchique pour la remplacer par la distribution sociale organisée.

Si le capitalisme n'est pas le seul type d'économie marchande, puisqu'il ajoute au mercantilisme simple les caractères scientifiques de la concentration des moyens de production et du travail associé, il n'est cependant pas possible de le déraciner sans déraciner le caractère marchand de la distribution.

Un des lieux communs concernant le marxisme consiste à dire qu'il aurait épuisé toute la critique de la production capitaliste en effleurant à peine la critique de la distribution. Bien au contraire, toute la théorie de la plus-value et de l'accumulation capitaliste repose sur l'analyse et la critique de la distribution marchande, et toute la construction du "Capital" part du fait monétaire et marchand. Marx dit : "Dans la société capitaliste l'argent devient capital, le capital produit la plus-value et la plus-value vient augmenter le capital". Et il ajoute : "Le rapport officiel entre le capitaliste et le salarié a un caractère strictement marchand".

Toute l'explication du phénomène capitaliste part de l'interrogation historique qui cherche comment il se fait qu'une quantité de monnaie se change en un équivalent de marchandises, que cette marchandise se change à nouveau en un équivalent de monnaie, et que la quantité de monnaie se trouve augmentée.

On lit ailleurs dans le "Capital" : "A mesure que la production marchande se transforme en production capitaliste les lois qui en régissent la propriété se changent nécessairement en lois de l'appropriation capitaliste. Grande est donc l'illusion de Proudhon qui s'imagine pouvoir briser le régime du capital en lui appliquant les lois éternelles de la production marchande".

Tant que le produit sera une marchandise, le producteur sera un exploité. La formule courante de socialisation, c'est-à-dire de suppression de la propriété privée des moyens de production, doit par-dessus tout et indissolublement être étendue aux moyens d'échange ; et par là il faut entendre non seulement les moyens matériels qui transportent la marchandise de l'usine au lieu de consommation mais toute l'organisation

spécifique du commerce bourgeois, de gros et de détail. En second lieu on ne doit pas confondre socialisation et étatisation, car l'étatisation est parfaitement réalisable en régime capitaliste. L'Etat bourgeois n'exproprie pas mais achète contre indemnité de grandes entreprises privées (chemins de fer, mines, etc.) et il les gère avec la même technique qu'emploient les entreprises capitalistes privées, même si d'aventure, dans certains cas, il bouche leur passif pour des raisons politiques avec les autres ressources de son budget. Les travailleurs de ces entreprises ne cessent pas d'être des salariés et des exploités. La généralisation de ce système qui, dans un certain sens, est en train de se réaliser à la faveur de l'impérialisme de monopole, conduit non pas à une première forme de socialisme, mais au capitalisme d'Etat.

Le critère distinctif pour parler de socialisme semblerait se ramener à ceci : le pouvoir qui étatisé serait non pas celui de la bourgeoisie capitaliste, mais celui du prolétariat victorieux. Mais la distinction véritable est plus profonde. Les thèses marxistes selon lesquelles l'économie détermine la politique et le pouvoir politique du prolétariat est la condition de la construction de l'économie socialiste ne sont pas contradictoires, pourvu qu'elles soient exactement entendues dans le sens dialectique.

Le critère distinctif fondamental est d'ordre technico-économique, bien que la question de savoir quelle classe possède le pouvoir constitue une condition nécessaire et préalable de ce critère. Les entreprises administrées sur base capitaliste (même si elles sont propriété de l'Etat) calculent leur entrée et leur sortie en monnaie et règlent toute leur dynamique de façon à rendre maximum la différence entre la première et la seconde, c'est-à-dire le profit. Au contraire les entreprises du système d'économie collective ne calculent pas leur mouvement en monnaie, que cela corresponde à la réalité ou que cela soit fait à des fins de comptabilité ; leur dynamique est réglée dynamiquement sur celle de toutes les autres entreprises de façon que ce qui devienne maximum, ce soit non pas le profit local, mais le produit général.

Ce mode de calcul n'est possible qu'en réunissant dans un bureau général central de direction l'ensemble des données et éléments recueillis sur les ressources productives périphériques, et en résolvant le problème qui consiste à régler en fonction de ces ressources la distribution des matières premières, des équipements et des forces de travail, etc. entre les différents secteurs et les différentes entreprises. Il existerait dans l'économie d'un pays, par exemple, la Russie, un secteur de production prolétarienne et socialiste, si ce mécanisme était réalisé au moins pour un groupe d'entreprises, par exemple pour l'industrie mécanique, ou si, du moins, les travailleurs de ces entreprises recevaient non plus un salaire en monnaie, mais une assignation, si possible non contingentée, de tous les biens de consommation dont ils ont besoin.

Cette conception de l'économie de demain ne peut pas apparaître peu concrète. Au contraire, elle est en totale cohérence avec le contenu de la critique destructrice que le marxisme a appliquée à l'économie d'aujourd'hui. En effet, le régime économique bourgeois est accusé et condamné non pas en raison du fait brut que la totalité du profit des entreprises est consommé par la minorité patronale, ce qui au fond constituerait une légère inégalité distributive sociale, mais au contraire en raison du gaspillage cent fois plus grand des forces productives qui provien

précisément du fait que toute la structure économique et sociale actuelle tend à assurer et garantir le "profit privé" et non le "produit social". Il y a plus : dans la critique économique de Marx, il est démontré que si le capitaliste consommait la totalité du produit, plus exactement du surproduit et non plus seulement une partie, on aurait une accumulation de capital constante et non plus progressive, et une exaspération moins rapide de l'exploitation de classe. "En s'abstenant" de consommer tout, le capitaliste devient encore plus exploiteur. Même s'il ne consommait rien, le caractère de classe de l'économie bourgeoise et l'oppression des travailleurs survivraient. Il y a aussi ces exemples classiques que sont les cas extrêmes de destruction de produit à seule fin de provoquer une hausse des prix et une augmentation des marges bénéficiaires. Au stade actuel de l'impérialisme, la production de guerre constitue une véritable saturnale de la méthode capitaliste, pour laquelle le but n'est pas la consommation humaine, mais la production spéculative, pour laquelle l'économie idéale est celle qui détruit frénétiquement de fabuleuses masses de produits dans le cadre de l'indigence générale de la majorité des consommateurs.

La confiscation du profit et sa distribution plus ou moins égalitaire dans l'entreprise isolée (coopération, association, actionnariat social), n'est pas une solution socialiste, totale ou partielle, de même que la distribution du profit à tous les citoyens n'est pas du socialisme, en admettant même que l'Etat, au lieu d'être aux mains de classes minoritaires, est passé aux mains du prolétariat : cela c'est encore et toujours du capitalisme d'Etat. Ce qui est le caractère distinctif des réalisations économiques socialistes (qui ne sont possibles qu'en régime de dictature du prolétariat et qui envahissent nécessairement l'une après l'autre, en un processus prolongé, les divers secteurs de l'économie), c'est la libération d'une masse de forces productives du mécanisme monétaire marchand et c'est leur organisation en fonction du plus haut rendement du produit rendu social. Une telle économie socialiste est nécessairement planifiée, mais cette planification s'impose pour des raisons évidentes, techniques, scientifiques, et pourrait-on dire, mathématiques dans une phase historique plus mûre par rapport à la phase préliminaire indispensable d'interventions despotiques de la politique révolutionnaire dans le corps malade de la vieille économie d'exploitation.

#### Etatisation et socialisme

Inversement, toute économie planifiée tirant plus ou moins sa justification des exigences militaires ou de la nécessité de reconstruire les ressources détruites n'est pas forcément une économie socialiste. Un capitalisme privé et un capitalisme d'Etat sont fort capables d'expériences de planification économique ; telle est même la signification économique des régimes fascistes.

Entre l'étatisation des entreprises et la socialisation de l'économie, il y a donc une différence si essentielle que non seulement elles sont cuvertement antithétiques en période de pouvoir bourgeois, mais que même après le passage du pouvoir au prolétariat révolutionnaire, elle ne coïncident pas automatiquement, mais seulement dans la mesure où la suppression de la propriété privée des entreprises s'accompagne de la suppression du mécanisme privé et marchand de l'organisation de l'entreprise et de la distribution.

L'Etat est indispensable à la révolution prolétarienne en tant qu'arme politique, mais non en tant que base de la future économie. La dictature est pour le prolétariat l'instrument de la révolution justement parce que la classe victorieuse, se trouvant confrontée aux tentatives de revanche des éléments vaincus des vieilles classes dominantes et aux influences mêmes que le régime déchu s'était assurées sur les classes opprimées grâce à ses innombrables organismes (écoles, presse, propagande par la radio et par le spectacle, encadrement multiforme de la jeunesse - toutes forces visant à conserver et non à émanciper), se trouve dans la nécessité de posséder une garde armée, une police de classe, des organismes de répression, des prisons pour dompter et frapper les efforts contre-révolutionnaires. Cet appareil réalise ces interventions dans l'économie que Marx n'a pas hésité à qualifier de despotiques, et qui permettent de briser les chaînes avec lesquelles l'ordre bourgeois vaincu comprimait et tyrannisait, afin de les exploiter, les forces économiques en irrépressible expansion.

Une fois qu'on a bien vu la tâche économique de la révolution dans son aspect constructif, et non son côté négatif de rupture des vieilles gangues et des chaînes traditionnelles, la fonction de l'Etat qui est aussi inévitable et indispensable que passagère et transitoire dans le domaine du devenir historique, commence déjà à perdre son contenu, de même qu'elle devra le perdre complètement ou tendre du moins vers la limite de son total épuisement, au fur et à mesure que disparaîtront les résistances des vieux régimes et les survivances de l'ancienne économie.

Le système économique qui, au terme d'un long et difficile processus, aura remplacé le système capitaliste ne doit pas être considéré comme une organisation où un centre d'autorité étatique manierait arbitrairement une quelconque ramification périphérique de l'activité économique. Ce système aura le caractère du travail social et non pas seulement associé, d'un système de coordination technique et administrative de la production et de la distribution sur des bases strictement rationnelles et scientifiques, système planifié selon des directives unitaires et centralisé en ce sens que tous les actes économiques seront suivis d'une liaison sûre avec des organes de compensation.

#### APPAREIL D'ETAT ET REGIME PROLETARIEN. LA BUREAUCRATIE SOVIETIQUE

En ce qui concerne les conséquences sociales, une réalisation à caractère prolétarien tranché ne devra pas laisser se former l'antinomie entre un organisme d'Etat capable d'employer un grand nombre d'agents formant une hiérarchie bureaucratique avec un traitement privilégié, et tout l'organisme extérieur des entreprises économiques dans lequel les travailleurs de toutes les branches apportent leur concours, antinomie s'accompagnant de la subordination du second organisme au premier.

Déjà la Commune de Paris, comme le souligne Lénine, mit cette exigence en lumière lorsqu'elle proclama les fonctionnaires révocables à tout moment et égala leur traitement avec celui de l'ouvrier, ce qui du reste a été réalisé dans la première constitution soviétique.

Lorsque la nécessité historique introduisit dans le devenir de la transformation économique une phase d'attente et de reflux, il était inévitable que l'Etat prolétarien courût le danger de ne plus être un organisme élastique de combat révolutionnaire pour se transformer en un pesant appareil bureaucratique privilégié.

Et de fait, alors que l'enregistrement de type capitaliste oblige les entreprises à contenir les salaires versés aux travailleurs qui dépendent d'elles, il n'y a pas de frein semblable dans la rétribution de la bureaucratie d'Etat.

Ce danger, entrevu dès le début, devait absolument être combattu sur le plan de la politique et sur le plan social.

Sur le plan politique, les puissantes traditions du parti bolchévique et son appareil d'Etat rigoureux devaient jouer. Mais le rapport d'influence s'inversa. Certains groupes dans le parti donnèrent l'alarme dans le congrès nationaux et internationaux. On les fit taire et on les réprima au nom de la discipline et de l'unité, mais c'était en réalité par des moyens qui révélaient la domination de la structure bureaucratique nouvelle sur la structure vitale du parti. Ces moyens furent nettement décrits par l'opposition trotskyste quand elle dénonça les procédés employés pour frapper de mesures d'Etat les camarades qui, au sein du parti, formulaient des critiques sur la politique générale.

Cette inversion d'influence, par laquelle le parti cessait d'être l'organe de la dictature de classe, se manifesta davantage lorsque les oppositions furent réduites au silence et que la direction du parti, après la scission décisive entre Staline et Trotsky, abandonna ouvertement la plate-forme léniniste en déclarant que la politique économique intérieure n'était pas basée sur la nécessité d'attendre la révolution internationale, mais qu'elle consistait à construire le socialisme dans la seule Russie indépendamment de la révolution mondiale.

Toujours sur le plan politique, le phénomène fut aggravé par les persécutions ouvertes contre les vieux-bolchéviks les plus éprouvés, regroupés contre la politique dominante. Chefs et seconds furent poursuivis, jugés, exécutés et déshonorés comme agents contre-révolutionnaires. La falsification osa aller jusqu'à soutenir que leur action était déjà contre-révolutionnaire pendant les années où, en parfaite collaboration avec Lénine, ils avaient dirigé la révolution en des moments décisifs, avec l'adhésion et le consentement de tous les communistes, y compris Staline et les staliniens d'aujourd'hui.

#### L'ILLUSION DE LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS

Sur le plan social il est manifeste qu'après l'abandon du plan qui consistait à marquer le pas pour attendre la révolution à l'extérieur et à orienter au maximum vers ce but l'énergie du parti et de l'Internationale, la prétendue édification progressive du socialisme dans un seul pays constituait en réalité, par étapes successives, une involution au cours de laquelle les formes privées de l'économie renaissaient l'une après l'autre et réoccupaient des positions déjà acquises à l'économie prolétarienne.

Dès 1921 on avait consenti l'autonomie aux petites exploitations agricoles ainsi que la possibilité de l'accumulation de la monnaie, de l'épargne privée, du dépôt en banque. Dès lors, on eut plus le pouvoir de lutter efficacement contre l'enrichissement de certains milieux paysans, bien que l'on affichât une politique d'opposition à leur influence.

Il y eut des plans d'industrialisation importants. Ils permirent d'atteindre, puis de dépasser le niveau de production de la Russie d'avant-guerre ? Mais cet aspect n'est pas spécial au socialisme. En effet, la chute

du tsarisme ayant mis fin à la domination de l'aristocratie terrienne, même un régime bourgeois à la Kerensky aurait fait progressé, peut-être même encore plus, l'industrialisation de l'économie russe - pour laquelle la richesse du pays en matières premières et en main d'oeuvre offrait d'excellentes conditions.

En ce qui concerne l'agriculture, les exploitations agricoles collectives (qui eurent un large rayonnement du fait qu'elles absorbaient beaucoup de petits paysans, au nombre desquels évidemment les paysans ruinés par l'accumulation qui se faisait au profit des plus riches) ne constituent non seulement pas une forme de collectivisation de l'économie, mais même pas une forme d'économie d'Etat, car elles sont au fond de simples coopératives de culture de la terre, analogue aux coopératives qui peuvent exister et qui existent en régime bourgeois ; et leur généralisation ne constitue pas une mesure économique communiste, elle se réduit au programme des démocraties bourgeoises, qu'elles soient mazziniennes ou catholiques, programme réalisé en pratique dans les fermes collectives de Palestine. Le programme communiste ne consiste pas à transformer les travailleurs en patrons de l'entreprise. Il consiste à supprimer le patronat, le traitement de la force du travail comme marchandise, et l'extorsion de la plus-value qui se produit toujours lorsque l'entreprise voit ses activités administrer avec le système monétaire marchand - que le propriétaire attribué de cette entreprise soit un particulier, une société de particuliers, l'Etat, voire l'association de tous les gens employés dans l'entreprise.

La législation sociale et politique elle-même a subi une série de transformations qui ont fait suite à l'involution de l'économie. Le droit d'héritage a été rétabli, chacun pouvant transmettre ses propriétés (meubles, oeuvres d'art, maisons de villégiature, argent disponible, dépôts en banques, titres d'Etat) à qui bon lui semble ; à l'origine au contraire tout allait à l'Etat. Les écoles ne sont plus toutes gratuites, mais l'enseignement supérieur est payant et à la portée des familles privilégiées, sauf pour quelques boursiers admis sur concours comme dans les pays bourgeois.

Si l'on met à part les questions internationales et les accords militaires avec les pays capitalistes tour à tour fascistes, antifascistes ou soi-disant tels, un changement radical a eu lieu dans les rapports avec l'église dans la loi électorale elle-même qui, sans mettre aucunement en danger la domination de la bureaucratie centrale, admet l'égalité en droit et le suffrage universel secret pour les citoyens de toutes classes, de sorte qu'il n'est plus possible de parler même en théorie de dictature du prolétariat.

Dans la réalité pratique on a détruit un autre des caractères distinctifs attribués par Lénine à l'Etat ouvrier : le lien indissoluble entre l'exécutif et le législatif à tous les niveaux des organismes représentatifs soviétiques, depuis les petites unités périphériques jusqu'au centre suprême. Ce caractère constitue une différence essentielle entre le système du gouvernement de la classe ouvrière et celui de la démocratie bourgeoise. En démocratie bourgeoise chaque citoyen délègue son pouvoir en votant ; c'est sur cette délégation qu'est fondé en droit la souveraineté du citoyen ; c'est par elle que l'Etat serait au service du peuple ; mais dans le fond comme dans la forme, elle constitue une spoliation de pouvoir totale, puisqu'après avoir déposé son bulletin de vote l'électeur

devient passif : tout le pouvoir est passé aux mains de l'Etat policier, lui seul a les possibilités d'exécution.

L'on ne peut pas dire non plus que la dictature du prolétariat ait été rendue finalement inutile du fait de l'inexistence d'une classe bourgeoise privilégiée. En effet, la classe qui exploite le prolétariat russe - et qui peut-être dans un avenir peu éloigné pourra apparaître au grand jour - à l'intérieur du pays lui-même - est constituée aujourd'hui par deux formes historiques évidentes : le capitalisme international et cette même oligarchie bureaucratique qui domine à l'intérieur et sur laquelle s'appuient des paysans, des marchands, des spéculateurs enrichis et des intellectuels prompts à s'attirer les faveurs du plus fort.

Le rapport économique avec le capitalisme étranger présente les caractères suivants : l'Etat prolétarien avait proclamé dès le début et maintenu le monopole du commerce extérieur ; ceci veut dire qu'il n'est pas possible en Russie qu'un particulier accumule des capitaux en plaçant sur le marché international de la marchandise russe et inversement. C'est l'Etat qui préside aux échanges internationaux, lui seul traite et accepte les conditions, reçoit les bénéfices ou supporte la perte. Si l'Etat prolétarien est politiquement fort, si est forte dans les pays bourgeois la menace des couches sociales politiquement solidaires de lui, et si à l'intérieur l'économie n'est pas en crise grave, alors les conditions de l'échange international pourront être favorables ; dans le cas contraire elles seront défavorables. Comme les marchandises entrées et sorties doivent s'évaluer en argent et que l'Etat ouvrier a dû, par la mesure transitoire d'étatisation des banques, se doter d'une monnaie négociable sur les marchés internationaux, chaque fois qu'il ne pourra pas se passer de produits étrangers pour faire marcher son économie, il devra accepter une perte dans le rapport monétaire entre les marchandises cédées et les marchandises reçues. Cette différence équivaut à une différence entre les forces de travail dont le produit est porté au bénéfice du capital industriel et commercial étranger, si bien que l'ouvrier qui en Russie travaille apparemment sans patrons cède une plus-value à l'exploitation étrangère et ne s'est pas libéré de la domination bourgeoise.

Quant au rapport entre bureaucratie d'Etat et économie interne, il est inévitable que, lorsque le système marchand survit et s'élargit tous les jours (les statistiques officielles russes relatives à l'épargne et au volume des affaires s'en vantent elles-mêmes), la bureaucratie gravite dans une sphère de privilège économique et prene peu à peu les caractères d'un milieu patronal.

Dans les pays bourgeois, les phénomènes de l'impérialisme (parasitisme capitaliste, concentration financière, contrôle central des indices économiques) conduisent tous les jours à une osmose entre bureaucratie d'Etat et classe patronale - ce qui est une des caractéristiques du fascisme.

La spéculation en périphérie et sur initiative privée vit fort bien dans les cadres et dans les limites du contrôle d'Etat, pourvu qu'elle réserve une bonne part de son profit aux agents de la bureaucratie d'Etat qui administrent les concessions, les permis et les dérogations. C'est là un fait économique-social général bien que les démocraties antifascistes, dont les hiérarchies ne sont pas moins accessibles à la corruption, les fassent ressortir, avec une philistine emphase, comme un phénomène d'ordre moral et criminel.

Par une voie historique diamétralement opposée, un rapport analogue s'est établi inévitablement en Russie : le capitalisme monétaire privé, précisément parce-qu'il ne pouvait nulle part s'investir ouvertement dans une gestion directe des moyens de production, trouve avantageux de s'ouvrir des zones de spéculations en rétribuant de façon plus ou moins illicite ou illégale les tout-puissants organismes de la bureaucratie d'Etat qui ont la charge des différents secteurs de l'économie.

Ce rapport par lequel la masse des classes laborieuses non possédantes a hélas trouvé de nouveaux patrons exploités a été aggravé par la guerre : non seulement les énormes dépenses militaires ont englouti une énorme part de la production, mais les exigences du ravitaillement de guerre ont énormément endetté l'Etat russe vis-à-vis de ses alliés capitalistes. Les intérêts et l'amortissement de cette dette seront payés par le travail du prolétariat, car la Russie d'aujourd'hui ne pourra pas dénoncer la dette contractée par loyers et prêts vis-à-vis des alliés, comme elle fit en 1917 vis-à-vis des Etats bourgeois qui étaient alors tous ses ennemis. Elle ne le pourra pas, car elle aura nécessairement besoin que le capital étranger lui consente d'autres loyers et d'autres prêts, en vue de l'immense tâche de reconstruction de ses territoires dévastés ainsi que des territoires que la bourgeoisie étrangère lui cède généreusement pour satisfaire son nouvel esprit nationaliste et impérial et qui ne sont pas des territoires exploitables, mais des zones ravagées par le fléau de la guerre que le capitalisme américain victorieux a vu sévir sur des possessions qui n'étaient pas à lui.

#### L'INVOLUTION DES CARACTERES PROLETARIENS DU REGIME RUSSE

Quels caractères économiques autorisent donc à voir aujourd'hui dans la Russie un régime prolétarien ?

Les raisons politiques et internationales peuvent certes faire considérer comme régime politique prolétarien un régime qui serait non seulement sur la voie qui conduit de l'économie privée à l'économie socialiste, et qui même n'aurait réalisé de cette dernière qu'une partie des objectifs. Mais quand, dans quelque secteur que ce soit de l'économie, même le plus avancé comme celui de la grande industrie, les caractéristiques sociales prolétariennes font défaut, la question se résout par la négative.

Pour ne pas parler du petit paysan, du petit artisan, du petit commerçant, ni -pire encore - de ceux qui en dépendent, dans quels rapports économiques non capitalistes se trouve l'ouvrier d'usine russe ? Comme l'ouvrier des pays bourgeois, il ne dispose pas du produit de son travail (rapport social propre à la production capitaliste dans la mesure où elle a dépassé l'économie artisanale et qui persiste en régime socialiste et il ne cesse pas d'être payé en monnaie, moyennant quoi il doit acheter les produits nécessaires à sa consommation. Son niveau de vie est limité et il ne voit pas ses produits devenir produit social mais bien marchandise capitaliste ; il reste un vendeur de force de travail, et une partie lui en est soustraite au bénéfice du capitalisme de tous les pays.

L'isolement économique de la Russie, devenu permanent, et qui provient de la prétendue édification du socialisme, a eu pour conséquence l'extension du phénomène militariste qui, combiné à des formes extérieures de nationalisme et de patriotisme du plus pur style bourgeois, représente un

pcids économique absolument inévitable sur l'effort des classes productrices. Les plans d'industrialisation de la Russie, en affectant les quatre cinquièmes de cette industrialisation au renforcement du potentiel militaire en vue de véritables conquêtes impérialistes, a soumis le travailleur des usines à un effort spasmodique. Le "stakhanovisme", avec sa course au rendement et ses récompenses aux ouvriers qui accumulent le plus de produit, est l'équivalent des systèmes "scientifiques" bourgeois d'organisation du travail, qui visent à extorquer à l'ouvrier jusqu'à la dernière miette de sa force de travail ; il va à l'opposé du collectivisme économique qui doit éliminer la tension de l'effort dans le travail, en réduisant progressivement les temps de travail et l'intensité de la prestation physique et nerveuse de l'ouvrier, de telle sorte que le travail cesse d'être une condamnation et devienne une contribution sociale aussi nécessaire à la collectivité qu'utile à chaque individu. Lancée à l'assaut des hauts rendements sous les coups de fouet de la propagande, la grande masse retombe dans une extorcation de sur-travail plus rigoureuse, et le petit nombre des sélectionnés et des primés acquiert la psychologie conservatrice d'une aristocratie ouvrière.

Le fait que le travailleur russe est un salarié est implicitement reconnu, puisque l'on admet que les ouvriers dépendants des usines d'Etat s'organisent en syndicats - ce qui n'aurait aucun sens dans un secteur d'économie socialiste où il n'y a pas de patrons contre qui défendre des intérêts économiques et où il n'y a pas non plus d'intérêts différents d'une catégorie à l'autre. Inversement ces syndicats ne peuvent même pas demander des augmentations de salaires et autres avantages, car ils sont absorbés et encadrés dans la structure de la bureaucratie d'Etat qui leur dicte par voie hiérarchique les conditions de paiement des ouvriers - selon la tendance générale qui l'emporte également dans les pays capitalistes.

Le stakhanovisme, s'accompagnant de l'exploitation accrue des forces de travail et apparaissant dans une situation où les conquêtes syndicales sont impossibles, a même déterminé de violentes réactions chez les travailleurs qui, comme le prouvent les nombreux procès des années 1933-1936, ont eu recours à la méthode primordiale du sabotage des machines.

En conclusion l'économie russe actuelle ne répond pas à la définition du socialisme mais à celle d'un vaste et puissant capitalisme d'Etat avec une distribution de type privé et marchand, limitée dans tous les domaines par le contrôle de l'appareil bureaucratique central et par le contingentement de guerre ; il y a convergence (bien qu'il y ait encore loin d'un camp à l'autre) entre ces caractères et l'interventionisme d'Etat qui dans les grands pays bourgeois caractérise de nos jours l'économie mondiale. Le modèle le plus rationnel de ce point de convergence entre ces économies a été réalisé en Allemagne par le national-socialisme qui, dans la paix et dans la guerre, a fourni un rendement extrêmement élevé dans l'utilisation de toutes les énergies.

Le processus de dégénérescence et d'involution qui a fait passer la Russie soviétique du régime prolétarien des premières années à l'actuel capitalisme d'Etat pose et résout un problème historique original et important, nouveau pour l'application de la théorie marxiste.

La doctrine marxiste a défini les caractéristiques du mode non équivoque selon lequel la révolution prolétarienne peut vaincre ; et elles ont été confirmées par l'histoire. Le prolétariat ne peut arriver à s'émanciper qu'en cassant violemment tous les rapports de l'ordre capitaliste ; il réalise son émancipation d'abord en conquérant le pouvoir politique, ensuite en se servant de ce pouvoir pour briser les résistances multiformes opposées par l'ordre ancien à l'avènement de la société socialiste. Quelles voies peut donc emprunter le processus opposé, celui qui conduit à la défaite de la révolution prolétarienne ?

Avant 1920 les exemples de chute des révolutions ouvrières ne manquaient pas, depuis la Commune de Paris jusqu'à la Hongrie et à la Bavière ; mais la chute s'accompagnait toujours de la victoire armée des forces de la contre-révolution bourgeoise qui abattait l'Etat prolétarien naissant, massacrait ses défenseurs, restaurait les vieilles institutions. Les révolutions faites par la bourgeoisie ont fourni elles aussi des exemples de replis et de restaurations réactionnaires faisant suite le plus souvent à des actions armées ouvertes ou à la défaite subie pendant les guerres.

Le devenir international du capitalisme et la puissance de son développement ont fait que nous ne trouvons pas d'exemple d'une restauration définitive du régime politique pré-bourgeois et féodal, car de nouvelles révolutions ont succédé aux restaurations légitimistes, et les pays féodaux eux-mêmes, vainqueurs dans la guerre, furent ensuite le théâtre de révolutions orientées vers le capitalisme.

Pour ce qui est au contraire du régime prolétarien russe, il faut conclure que, s'étant glorieusement sauvé des terribles assauts des forces contre-révolutionnaire du capitalisme, il a succombé à une autre forme historique de défaite, forme lente, non-violente, dépourvue du caractère brusque de la contre-révolution armée, non accompagnée de mutation soudaine dans la hiérarchie de l'Etat ; la forme de la défaite en Russie s'est réalisée au contraire au travers d'une longue période d'involution qui a détruit progressivement les caractères et les conquêtes de la révolution.

Ce second type de défaite révolutionnaire du prolétariat après la prise du pouvoir a été rendue possible par la concomitance de plusieurs facteurs : 1° L'efficiences de classe de la bourgeoisie capitaliste et de ses Etats qui, tout secoués qu'ils étaient par des crises terribles, ont, dans la bataille des forces internationales, empêché la classe ouvrière d'occuper le pouvoir dans les pays industriellement les plus avancés ; 2° la collaboration contre-révolutionnaire apportée à la bourgeoisie par les opportunistes sociaux-démocrates qui, après la plus féroce des campagnes contre le socialisme russe, l'accueillent comme un allié justement dans son actuelle forme involutive. 3° L'émiettement du mouvement politique prolétarien de l'Internationale communiste lié à la contre-offensive de la réaction capitaliste et au manque de maturité dont ce mouvement a lui-même fait preuve lorsqu'il n'a pas su promouvoir, en réponse à cette contre-offensive, une politique d'offensive puissante et parallèle contre les forces bourgeois dites de droite et de gauche.

## LE NEO-OPPORTUNISME DE GUERRE

L'un des aspects les plus désastreux de la voie suivie par la révolution prolétarienne russe dans sa dislocation réside dans la possibilité pour le néo-opportunisme de continuer à exploiter les symboles et les traditions extérieures de la révolution qui, après 1917, souleva une vague d'enthousiasme irrésistible dans les rangs du prolétariat le plus avancé de tous les pays, en lui présentant dans la toute-puissance de la réalité historique, la vision du processus de son émancipation qui n'avait jusqu'alors existé qu'à l'état d'aspiration théorique et critique.

Au nom de la révolution d'octobre, et malgré les énormes changements qu'elle a subis, les dirigeants de l'appareil d'Etat russe parlent encore du bolchévisme, du léninisme, ils emploient les emblèmes, les symboles, les drapeaux qui, dans les années de la marche en avant, furent tellement parlants au cœur généreux des prolétaires. L'un des plus efficaces des leviers manœuvrés par le néo-opportunisme a été la suggestion exercée par les victoires de l'armée-russe, cette même armée de Lénine et de Trotsky, cette armée qui battit Wrangel, Koltchak, Dénikine, Ioudénitch et les champions de la réaction capitaliste allemande, anglo-française, tsariste, militariste, démocratique et social-démocrate. Même lorsqu'ils arrivaient à condamner certaines orientations politiques et économiques de la Russie d'aujourd'hui, les groupes prolétariens ont espéré que, dans le sillage des troupes soviétiques, passerait, revenant sur les champs de bataille de l'Europe, la révolution socialiste.

Plus que l'analyse critique, les faits démoliront et démolissent déjà cette illusion. La solidarité de l'Etat russe avec les autres Etats victorieux en ce qui concerne l'organisation politique et sociale de l'après-guerre apparaît complète et inconditionnelle, comme l'est la confiance des bourgeois anglo-américains dans l'innocuité révolutionnaire du régime de Staline. Les difficultés et les conflits qui surgissent entre les deux camps sont dûes de toute évidence à des rivalités dans le partage du butin de guerre.

L'état révolutionnaire peut avoir une armée de classe ou de parti qui combatte par conscience politique, à la différence des armées bourgeoises dans lesquelles un mécanisme tout-puissant enlève à l'action du combattant toute adhésion volontaire ou spirituelle pour faire de lui la pièce passive d'une monstrueuse machine de destruction. Mais il ne peut avoir cette armée qu'à condition que la conscience des travailleurs combattant pour la lutte de classe et la révolution soit nourrie par le complet épanouissement de la politique classiste et internationaliste du parti qui a conduit la révolution et maintient l'Etat et l'armée dans la ligne générale de ses traditions.

Ces armées de combattants ne devront pas se jeter sur un peuple ennemi, et moins encore se prêter à l'encadrement et au contrôle de peuples qui se disent libérés, mais elles devront susciter, à chaque pas de leur avancée, la guerre de classe des exploités contre leurs oppresseurs. Ceci n'est plus possible maintenant que les traditions du parti bolchéviques en matière de doctrine et d'action ont été brisées, maintenant que l'Internationale révolutionnaire, progressivement dénaturée, a été honteusement liquidée, et que ce qu'il en reste a été mis au service de la politique bourgeoise.

Le prolétariat révolutionnaire doit déclarer, même au prix d'un effort douloureux, que les victoires militaires des armées russes n'ont ni la signification, ni l'effet de victoire de la révolution.

L'appareil militaire, émanation directe de l'appareil d'Etat, dont il exécute les mesures de la façon la plus éminemment et la plus immédiatement mécanique, est une force historique qui agit dans le même sens que la force incarnée dans l'Etat politique. L'Etat russe n'ayant plus le caractère d'un régime politique prolétarien, l'immense exprimée par les armées de la Russie d'aujourd'hui n'est plus historiquement appliquée dans le sens de la révolution prolétarienne ; elle collabore, sans aucun conflit de nature classiste, avec les forces militaires des plus grands Etats du capitalisme, dans le cadre d'un plan mondial à finalité conservatrice.

#### LES CAUSES REELLES ET NON FORMELLES DE LA DEGENERESCENCE DU REGIME RUSSE

Ce bilan économique, politique et militaire de la Russie, fait ici à un moment historique décisif, se situe certainement à l'opposé de ce que la classe laborieuse mondiale a attendu pendant de longues années. D'une part les révolutionnaires ne doivent absolument pas taire la gravité d'une telle situation. D'autre part la critique de cette situation ne doit pas être orientée vers une condamnation de groupes ou d'hommes dont l'action maudite aurait conduit à ces douloureux résultats. Les causes sont si profondes et si grandes qu'on ne saurait les réduire à l'application erronée d'idées justes au sein des organismes d'Etat et de police de la Russie des soviets, et qu'on ne saurait les épuiser avec la condamnation morale de Staline et de sa clique.

Si la révolution mondiale était allée de l'avant, les orientations et les groupes communistes l'aurait emporté dans l'Etat et dans le parti russe ; la situation contraire a fait que les groupes opportunistes l'ont emporté.

Aucune recette organisationnelle ne pouvait l'éviter, et moins que tout autre la recette, invoquée ici ou là, d'une démocratie "véritable" au sein des organes soviétiques et dans les rangs du parti communiste ; le système électoral majoritaire qui n'a aucune valeur en société bourgeoise n'en a pas d'avantage au sein des organes du prolétariat. Il y a des situations (la plus classique se produisit en 1917) où la minorité dans le parti impose contre la majorité la politique juste, comme l'a soutenu au Comité Central, Lénine, seul contre tous, Staline compris.

La solution de la démocratie interne mène aux banalités qui disent que le socialisme, c'est la démocratie, et elle aboutit à retomber dans la condamnation du concept fondamental de la dictature révolutionnaire, selon lequel, dans les moments décisifs de l'histoire, les événements les plus féconds sont rendus possibles contre l'avis et la résistance de la majorité, ainsi que contre l'intérêt oppressif de l'infime minorité.

Une fois constitué, le pouvoir socialiste du prolétariat devra sa stabilité non pas à une prophylaxie de défense, de type moral ou juridique contre les égoïstes, les ambitieux, les insolents qui, par appétit de privilèges et de domination, réussiraient à reconstituer de

nouveaux rapports d'exploiteurs à exploités. La dictature politique du prolétariat servira à briser le retour des vieilles castes privilégiées, et l'apparition de nouveaux exploités sera empêché par le devenir de l'économie socialiste, car celle-ci exclue progressivement, même à l'intérieur de groupes restreints, le besoin et l'intérêt de réaliser de nouveaux rapports de dépendance économique.

C'est ainsi que, si l'esclavagisme a disparu, ce n'est pas parce que, dans la conscience morale générale, la foi chrétienne avait condamné l'abaissement de la personne humaine au niveau de marchandise ; c'est que ce rapport d'exploitation, en raison de son rendement social dépassé, ne convenait plus à personne. C'est si vrai que ce rapport réapparut plusieurs siècles après en Amérique - par les soins des colons chrétiens - car il y avait répétition de certaines conditions économiques spéciales caractérisées par une population limitée face à une énorme extension de terres disponibles ; et ce n'est qu'ultérieurement, cette société se trouvant saturée par des éléments économiques capitalistes, que le rapport d'esclavagisme fut condamné et aboli.

Le capitalisme primitif, qui ne connaissait pas l'indemnité des accidents du travail, lorsqu'il avait à choisir entre l'homme et le mulet pour les transports dangereux, préférait l'homme, car le mulet mort accidentellement est une perte de capital, l'homme non.

De même que le salariat a remplacé l'esclavagisme et que personne n'a intérêt à rétablir ce dernier, de même les formes nouvelles de production socialiste résisteront aux dégénérescences contre-révolutionnaires lorsque, par le jeu de leur expansion et de leur haut rendement, il sera exclu qu'une quelconque couche sociale ait intérêt à rétablir les anciens rapports.

L'économie russe n'a pas pu en arriver là. Et c'est bien pourquoi elle est retombée dans les systèmes d'exploitation de l'homme par l'homme contre lesquels la révolution avait combattu. Mais si ce processus marque une défaite pour la cause du prolétariat, il ne contredit, dans sa signification réelle, ni les bases fondamentales ni le triomphe futur du communisme.

=====

LA CLASSE DOMINANTE ITALIENNE

ET SON ETAT NATIONAL

"Le parti prolétarien révolutionnaire doit rejeter toute responsabilité dans la politique de tous les groupes qui ont fait leur l'orientation idéologique propagandiste du groupe vainqueur dans l'Etat; il doit rejeter la manoeuvre stupide qui a abouti non pas à reconnaître la faillite d'un appareil étatique et militaire défait pour toujours par la guerre, mais à opérer une conversion dans le camp de la guerre bourgeoise - ce qui n'a fait de tort sérieux à aucun des groupes et n'a ni avantage, ni même trompé l'autre; il doit rejeter la responsabilité politique de l'armistice signé par les couches dominantes traditionnelles du pays, à la seule fin de maintenir leurs privilèges et leur exploitation; il doit les abandonner à leur sort dans le traitement que leur réservera le vainqueur dans le jeu des forces - représentée par une minorité sociale infime - qui dicteront et qui organiseront la paix".

(Extrait de la Plate-forme politique  
du Parti Communiste Internationaliste)

=====

FORMATION DE L'UNITE ITALIENNE.

Les mots d'ordre politique lancés dans la phase actuelle par tous les partis ne diffèrent guère de ceux du précédent régime lorsqu'ils présentent comme un patrimoine commun à toutes les classes du peuple italien la reconstitution de l'unité nationale faite au cours du Risorgimento et des guerres d'indépendance<sup>(1)</sup>.

Les partis qui prétendent se réclamer du prolétariat acceptent pleinement le schéma politique selon lequel la portée du fascisme aurait été la ruine des conquêtes du Risorgimento; la tâche

historique du moment présent serait de recréer et de reparcourir les voies de l'unité nationale. On devrait alors faire taire toute opposition d'intérêts économiques et tout conflit politique de classe devant les exigences de la vie nationale et de l'union sacrée de tous les italiens.

Il est bon de retracer à larges traits l'histoire de la formation de l'Etat bourgeois italien pour conclure d'une part à l'absurdité de la thèse selon laquelle tout ce cycle devrait ou pourrait être reparcouru et revécu dans les conditions bien différentes du moment présent, d'autre part pour faire ressortir le caractère faux et pourri du prétendu patrimoine et des glorieuses conquêtes.

La constitution d'un Etat unitaire en Italie et la constitution du pouvoir bourgeois s'expliquent dans le cadre général des processus de cette nature établie par le marxisme. Toutefois le phénomène présente en Italie des aspects particuliers dont la conséquence est essentiellement un retardement du processus par rapport au rythme de son accomplissement dans les grandes nations européennes; et cela a empêché en partie que les forces de classe s'y manifestent dans la même pureté.

Les causes sont bien connues ; elles sont d'ordre non seulement ethnique et religieux mais surtout géographique. L'Italie, aussi bien continentale que péninsulaire, a constitué pendant des siècles, après que l'extension de la civilisation au-delà du monde romain l'eut privée de sa position centrale par rapport aux territoires méditerranéens, une voie de passage pour les forces militaires des grands agglomérats qui s'étaient formés autour d'elle et un pont facile pour les invasions et même les migrations de peuples venus de tous les côtés. Les différentes zones du territoire furent à plusieurs reprises occupées, organisées et dominées par des races conquérantes venues de l'Est et de l'Ouest, du Sud et du Nord. Et aucune de ces races ne put rompre suffisamment l'équilibre en sa faveur pour constituer un régime stable, étendant son hégémonie sur l'ensemble du territoire. C'est pourquoi la base d'un Etat dynastique, aristocratique et unitaire n'y fut pas jetée au cours du Moyen-Age, comme il advint dans les autres grands pays qui de part leurs frontières géographiques et leur position dans le jeu des forces européennes, se prêtaient mieux à pareille stabilisation. La présence du centre de l'église en lutte contre une trop grande prépondérance des castes féo-

dales et des seigneurs dynastique influença le phénomène; et c'est ainsi que se détermina une situation que l'on définit couramment comme une situation de dépendance vis-à-vis de l'étranger et de fragmentation en de multiples petits Etats autonomes.

Le capitalisme, à la veille de sa prédominance dans l'économie européenne, s'était, depuis des siècles déjà, établi et solidement enraciné en Italie; mais l'inachèvement de l'évolution de l'Etat dans ce pays empêchait que la bourgeoisie italienne y trouve un centre étatique solide dont elle puisse s'emparer pour accélérer au maximum le rythme de la transformation sociale.

Toutefois, par le fait même que dans les grandes plaines du Nord se livraient et parfois se décidaient les grandes guerres européennes, et que d'autre part l'Italie était accessible par mer dans ses régions périphériques, elle subit très étroitement l'influence de la plus classique des révolutions capitalistes, la révolution française; et, s'il n'y eut pas à proprement parler de république bourgeoise italienne unitaire, il y eut une Italie napoléonienne. La bourgeoisie reçut de l'extérieur l'idée de l'unité nationale, elle l'élabora idéologiquement et socialement, elle la diffusa dans les classes moyennes et elle ne se servit pas moins qu'ailleurs des classes laborieuses pour la réaliser. Mais plus qu'en tout autre pays cette réalisation fut pleine de méandres et de déboires, et sa renommée repose sur l'usage immodéré de la fausse rhétorique dont est farci tout le cours oblique et opportuniste de la naissance de l'Etat bourgeois italien.

Après avoir longuement hésité entre toutes les formes politiques, de la théocratie nationale à la monarchie soi disant constitutionnelle, en passant par la république fédérale et la république unitaire, la solution donnée par l'histoire au jeu de ces forces avait initialement un potentiel bas et une portée lamentable.

Le ridicule petit Etat piémontais<sup>(2)</sup> qui, en se gonflant, se voulait nation italienne n'était qu'un domestique stupide des grandes puissances d'Europe, et sa monarchie aux prétendues gloires militaires n'était qu'une entreprise de location de capitaines de guerre et de chair à canon, tantôt aux français, tantôt aux espagnols, tantôt aux autrichiens - traitant en tout cas avec le militarisme le plus oppresseur ou le meilleur payeur. Seuls ces contrats pou-

vait permettre à un pays placé dans une position aussi critique d'exhiber des siècles durant une apparence de continuité politique.

Cependant le processus qui amena la dynastie et la bureaucratie de l'Etat piémontais à conquérir toute l'Italie mit en oeuvre les forces positives de la classe bourgeoise: mettant à profit la bonne fortune des guerres d'indépendance<sup>(3)</sup>, qui pourtant n'avaient rien de glorieux, la bourgeoisie italienne réussit à accomplir sa révolution sociale, brisa les dominations cléricales et féodales; or, réalisant la fonction classique de la bourgeoisie mondiale, elle sut faire du prolétariat son allié le plus efficace et construire à son intention la plus odieuse exploitation dans le nouveau régime. L'ouvrier italien fut traditionnellement le plus riche en liberté rhétorique et le plus déguenillé du monde.

Dans ce processus, appelé conventionnellement conquête de l'indépendance, de l'unité et de l'égalité politique pour tous les italiens, les groupes les plus avancés de la classe capitaliste du Nord s'assujétirent l'économie de la Péninsule, se conquirent des débouchés utiles et des marchés, et vinrent dans de nombreuses zones paralyser le développement économique et industriel local, qui, encore que retardé, se serait puissamment déployé à l'intérieur d'un rapport de forces politiques différent.

Par ailleurs, il n'y eut pas que la classe des propriétaires terriens du centre et du sud pour se placer, sans hésiter un instant, sous l'égide du nouvel Etat ( et ceci prouve bien qu'aucune orientation féodaliste ne survivait plus dans ces couches sociales )<sup>(4)</sup>; même la tristement célèbre et soi disant classe dirigeante du sud, composée d'intellectuels, de professions libérales et d'hommes d'affaires, s'unit au pouvoir de l'Etat italien en une parfaite symbiose basée sur l'exploitation concertée des travailleurs et des paysans; en même temps ils constituèrent la matière première des manoeuvres électorales et frounèrent aux ministères des majorités extrêmement fidèles qui résultaient de tractations entre les petits hobereaux et les hiérarques locaux, enrégimenteurs de voix électorales, et les pouvoirs centraux, dispensateurs de faveurs.

Cette politique de services mutuellement rendus qui, dès les premiers temps du giolittisme<sup>(5)</sup>, n'a jamais exclu la répression policière, ni même les polices parallèles, masqua en réalité une dictature qui, à des décennies de distance, préfigurait celle de Mussolini. Elle se prêta merveilleusement à la mise en place du fascisme, réalisé sans coup férir après la défaite des centres prolétariens et ruraux du Nord, ainsi que des rares citadelles rouges du reste de l'Italie.

La voie politico-militaire suivie par le Risorgimento, si elle peut donner un excellent exemple de l'habileté politique, parcourt des étapes placées systématiquement sous le signe de la défaite militaire et de la trahison politique.

La classe dominante italienne, passée maître dans l'art de deviner à temps de quel côté tourne le vent, changeant audacieusement de camps dans les conflits opposant les Etats étrangers, fut conséquente avec elle-même lorsqu'elle utilisa cette méthode pendant la période fasciste; mais lorsque la méthode fut prise en défaut pour la première fois, causant la catastrophe, elle ne sut trouver comme issue qu'une énième tentative de s'atteler au char du vainqueur.

#### LA THEORIE DES DEFAITES GLORIEUSES.

Ecrasée par l'Autriche en 1848, le Piémont parvient en 1859 ( sous la conduite de Camille Cavour, véritable fondateur de la race des ruffiâns italiens ) à mettre à profit la victoire de la France et à gagner la Lombardie; il se tourne alors vers le Sud. Il liquide facilement les petits Etats vassaux de l'Autriche<sup>(6)</sup>, mais il doit s'arrêter devant les Etats du Pape sur ordre de son patron français. Cependant le Piémont s'empare sans coup férir de toute l'Italie du Sud, occupée par Garibaldi, sous prétexte que l'appui des anglais lui avait été négocié par ses soins; on lui donne alors poliment à choisir entre la figure du héros national et les bagnes de la monarchie nouvelle.

Après les batailles de Solférino et de Magenta gagnées par les français, il faut pour annexer la Vénétie attendre celle de Sadowa gagnée par les Prussiens, nonobstant les cuisantes raclées de Custoza et de Lissa. Enfin la rhétorique et pompeuse proclamation de l'unité italienne et de Rome capitale est faite, une fois encore grâce à la victoire des armées prussiennes à Sedan et non pas certes à cause de la bouffonesque brèche de la Porta Pia.

L'Etat nouveau fit lui aussi l'expérience du colonialisme. Mais il était dans ce domaine le dernier venu et, les chancelleries d'Europe répugnant à lui laisser les mains libres, il ne pouvait guère prétendre relier ses timides tentatives à la tradition des républiques maritimes italiennes. Histoire de ne pas faire d'exception à la règle, la conquête de la colonie de la mer Rouge se fit par le terrible échec militaire d'Adoua. C'est au dépend de la Turquie en crise et talonnée par les guerres que la Lybie est conquise, là encore au travers de lourdes erreurs et de graves insuccès militaires.

vait permettre à un pays placé dans une position aussi critique d'exhiber des siècles durant une apparence de continuité politique.

Cependant le processus qui amena la dynastie et la bureaucratie de l'Etat piémontais à conquérir toute l'Italie mit en oeuvre les forces positives de la classe bourgeoise: mettant à profit la bonne fortune des guerres d'indépendance<sup>(3)</sup>, qui pourtant n'avaient rien de glorieux, la bourgeoisie italienne réussit à accomplir sa révolution sociale, brisa les dominations cléricales et féodales; or, réalisant la fonction classique de la bourgeoisie mondiale, elle sut faire du prolétariat son allié le plus efficace et construire à son intention la plus odieuse exploitation dans le nouveau régime. L'ouvrier italien fut traditionnellement le plus riche en liberté rhétorique et le plus déguenillé du monde.

Dans ce processus, appelé conventionnellement conquête de l'indépendance, de l'unité et de l'égalité politique pour tous les italiens, les groupes les plus avancés de la classe capitaliste du Nord s'assujétirent l'économie de la Péninsule, se conquirent des débouchés utiles et des marchés, et vinrent dans de nombreuses zones paralyser le développement économique et industriel local, qui, encore que retardé, se serait puissamment déployé à l'intérieur d'un rapport de forces politiques différent.

Par ailleurs, il n'y eut pas que la classe des propriétaires terriens du centre et du sud pour se placer, sans hésiter un instant, sous l'égide du nouvel Etat ( et ceci prouve bien qu'aucune orientation féodaliste ne survivait plus dans ces couches sociales )<sup>(4)</sup>; même la tristement célèbre et soi disant classe dirigeante du sud, composée d'intellectuels, de professions libérales et d'hommes d'affaires, s'unit au pouvoir de l'Etat italien en une parfaite symbiose basée sur l'exploitation concertée des travailleurs et des paysans; en même temps ils constituèrent la matière première des manoeuvres électorales et frounèrent aux ministères des majorités extrêmement fidèles qui résultaient de tractations entre les petits hobereaux et les hiérarques locaux, enrégimenteurs de voix électorales, et les pouvoirs centraux, dispensateurs de faveurs.

Cette politique de services mutuellement rendus qui, dès les premiers temps du giolittisme<sup>(5)</sup>, n'a jamais exclu la répression policière, ni même les polices parallèles, masqua en réalité une dictature qui, à des décennies de distance, préfigurait celle de Mussolini. Elle se prêta merveilleusement à la mise en place du fascisme, réalisé sans coup férir après la défaite des centres prolétariens et ruraux du Nord, ainsi que des rares citadelles rouges du reste de l'Italie.

La voie politico-militaire suivie par le Risorgimento, si elle peut donner un excellent exemple de l'habileté politique, parcourt des étapes placées systématiquement sous le signe de la défaite militaire et de la trahison politique.

La classe dominante italienne, passée maître dans l'art de deviner à temps de quel côté tourne le vent, changeant audacieusement de camps dans les conflits opposant les Etats étrangers, fut conséquente avec elle-même lorsqu'elle utilisa cette méthode pendant la période fasciste; mais lorsque la méthode fut prise en défaut pour la première fois, causant la catastrophe, elle ne sut trouver comme issue qu'une énième tentative de s'atteler au char du vainqueur.

#### LA THEORIE DES DEFAITES GLORIEUSES.

Ecrasée par l'Autriche en 1848, le Piémont parvient en 1859 ( sous la conduite de Camille Cavour, véritable fondateur de la race des ruffiâns italiens ) à mettre à profit la victoire de la France et à gagner la Lombardie; il se tourne alors vers le Sud. Il liquide facilement les petits Etats vassaux de l'Autriche<sup>(6)</sup>, mais il doit s'arrêter devant les Etats du Pape sur ordre de son patron français. Cependant le Piémont s'empare sans coup férir de toute l'Italie du Sud, occupée par Garibaldi, sous prétexte que l'appui des anglais lui avait été négocié par ses soins; on lui donne alors poliment à choisir entre la figure du héros national et les bagnes de la monarchie nouvelle.

Après les batailles de Solférino et de Magenta gagnées par les français, il faut pour annexer la Vénétie attendre celle de Sadowa gagnée par les Prussiens, nonobstant les cuisantes raclées de Custoza et de Lissa. Enfin la rhétorique et pompeuse proclamation de l'unité italienne et de Rome capitale est faite, une fois encore grâce à la victoire des armées prussiennes à Sedan et non pas certes à cause de la bouffonesque brèche de la Porta Pia.

L'Etat nouveau fit lui aussi l'expérience du colonialisme. Mais il était dans ce domaine le dernier venu et, les chancelleries d'Europe répugnant à lui laisser les mains libres, il ne pouvait guère prétendre relier ses timides tentatives à la tradition des républiques maritimes italiennes. Histoire de ne pas faire d'exception à la règle, la conquête de la colonie de la Mer Rouge se fit par le terrible échec militaire d'Adoua. C'est au dépend de la Turquie en crise et talonnée par les guerres que la Lybie est conquise, là encore au travers de lourdes erreurs et de graves insuccès militaires.

Dès cette époque, où l'impérialisme italien va son train sur voie étroite, l'économie et la politique capitaliste italienne font déjà apparaître des symptômes évidents de l'orientation sociale nouvelle, présageant l'évolution capitaliste du capitalisme. Des groupes nationalistes apparaissent. Ils viennent former la droite bourgeoise en remplacement du groupe traditionnel "clérical-modéré". Prenant un caractère nettement anti-prolétarien, ils formulent les mots d'ordre qui appartiendront plus tard au fascisme, tandis que leur presse est directement alimentée par l'industrie lourde dont les intérêts vont aux spéculations sur la guerre et les actions outre-mer. L'économie italienne contenait déjà des germes non négligeables de monopolisme et de protectionnisme et l'Etat entretenait avec des lois fiscales ou douanières des industries parasites, par exemple celles du sucre et de l'alcool. Economiquement et politiquement, la bourgeoisie italienne, quantitativement pauvre par rapport aux autres bourgeoisies, évoluait donc vers sa phase fasciste plusieurs décennies avant Mussolini. Cette méthode bourgeoise trouva son expression politique dans le "Giornale d'Italia" avec les Beviere, les Federzoni, les Bergamini, à cheval sur le libéralisme et le nationalisme ( ce qui n'empêche que tel ou tel de ces messieurs passe aujourd'hui pour un représentant mandaté de l'antifascisme ). C'était là un courant plus avancé et plus audacieux que le classique libéralisme économique et politique du "Corriere della Sera".

Le jeu politique de la classe dominante italienne continue à l'époque de la Triple Alliance avec l'"allemand détesté" des manuels scolaires. (7)

En 1914 les divers conseillers politiques de la dynastie hésitèrent à peser le pour et le contre pour savoir la direction qu'il fallait donner au classique coup de pied de l'âne. Il est intéressant de noter que les groupes nationalistes dépendant de l'industrie lourde passèrent ouvertement du soutien à l'intervention dans le cadre de la Triplice à la campagne la plus enflammée en faveur de l'intervention contre l'Autriche, ce qui démontre que pour la bourgeoisie industrielle moderne les finalités de la guerre sont matérielles et non pas idéologiques. Cette retentissante reconversion n'empêcha pas les interventionnistes de la gauche démocratique, socialistes ou républicains, d'accueillir ces alliés à bras ouverts dans la campagne belliciste de 1915, refaisant ainsi la preuve que la genèse du fascisme trouve son incubation dans l'histoire de la classe dominante en Italie, dès la formation de l'unité nationale.

Pendant la guerre européenne, le roi italien reste neutre

au prix d'une première trahison; au prix d'une seconde il intervient contre ses alliés, qui lui inflige à Caporetto la leçon qu'il méritait. Mais c'est en vain, puisque grâce au fameux "stellone"<sup>(§)</sup> l'Italie de la Maison de Savoie sort de la guerre agrandie des provinces de l'Adriatique et de Trente. Et pour clore le cycle de la soi-disant politique étrangère, après les maigres avantages que les puissances victorieuses de la première guerre mondiale lachèrent plus que logiquement à la classe dominante italienne, la bourgeoisie des Savoie commit une nouvelle trahison au détriment de ses alliés et de ceux qui avaient compensé ses défaites sur les champs de batailles, en calculant qu'à la prochaine guerre la balance pencherait en faveur de la puissance renaissante du militarisme allemand. Ainsi naquit l'Axe qui était d'autant moins conditionné nécessairement par la phase fasciste qu'il était une réédition de la politique de 1866<sup>(8)</sup> et de celle de la Triple Alliance. A travers la victoire supputée de la force allemande, l'Italie du Risorgimento et des Savoie, après avoir arraché en guise de hors-d'œuvre un semblant d'empire africain - grâce à une tactique qui, comme toujours, n'était pas sans audace, en ce sens qu'elle était un pari fait sur la force des autres - comptait bien, en continuant de charter la fausse ritournelle de l'irrédentisme<sup>(9)</sup>, s'arrondir encore. Tunis, la Corse et aussi Nice et la Savoie que le vieux Papa Cavour, cet aigrefin passé maître dans le jeu, avait habilement vendues en 1859, devaient venir engraisser le grand Etat italien.

Mais l'indiscutable continuité de ce jeu a été brutalement interrompue par le cours des événements. Cette fois la victoire s'est mise dans le camp opposé à celui dans lequel l'adroite bourgeoisie italienne s'était rangée; la retentissante défaite est survenue, et l'invasion, et même la double invasion. Cette fois, d'un côté comme de l'autre, les deux coalitions en lutte se sont montrées décidées à arracher tout ce qu'il restait de plumes au paon enflé de l'Italie des Savoie, dont ils méprisaient pareillement l'impuissance militaire.

Et pourtant, une fois encoire, cette bourgeoisie foulée aux

---

(§) Stellone : littéralement "grosse étoile" (ici "bonne" étoile), donc aussi le soleil.

pieds et balayée par l'histoire a repropoé son petit jeu; au lieu de compter ses bosses et de remettre ses os en place, elle a eu l'impudence de s'offrir à combattre, de parler encore de combines d'égal à égal, d'alliances, d'efforts de guerre, et elle a répété son stupide cri de guerre "Nous vainquerons", au lieu d'avouer finalement qu'elle avait perdu pour toujours.

#### LES RAPPORTS DES FORCES SOCIALES ET POLITIQUES.

Comment ces événements historiques se reflètent-ils en Italie dans le jeu des forces sociales et dans la lutte des partis politiques ?

Au début le prolétariat ne pouvait pas ne pas répondre aux offres d'alliances que, plus que la bourgeoisie, souterraine, lui lançaient les classes intellectuelles; il sentait bien qu'il devait collaborer à la destruction des structures féodales et des influences ecclésiastiques pour se mettre à la hauteur d'une tâche qui serait la sienne ultérieurement.

C'est pourquoi, en Italie peut-être plus qu'ailleurs, les ouvriers et les paysans marchent pendant des lustres sous les drapeaux des idéologies bourgeoises jacobines, ils donnent un coup de main à la bohème de la gauche bourgeoise, ils sont imbus du vocabulaire et de la mentalité de la démocratie avancée. Jusqu'à 1900 les très importants mouvements des travailleurs urbains et ruraux dans le Sud et dans le Nord, tout en prenant de plus en plus l'aspect de mouvements de classe, apparaissent comme le secteur le plus avancé des soi-disant partis populaires. Le Parti Socialiste se développe, mais il est surtout la force animatrice de l'extrême-gauche parlementaire classique qui n'est monolithique dans l'arène qu'en 1898<sup>(10)</sup>, lorsque l'aile droite et l'aile gauche de la bourgeoisie sont en conflit, ou, plus précisément, lorsque, pour la première fois dans l'histoire, la bourgeoisie libérale tente de réviser ses méthodes et de faire face à l'éclatement du mouvement social sous l'aspect de la force armée de l'Etat.

Les cadres du mouvement socialiste et prolétarien sont formés eux-mêmes à cette école aussi grandiloquente que vide de contenu qu'est la démocratie à la Carducci en littérature, à la Bova-Cavalotti en politique, tournoi de Don Quichotte honnêtes et attardés, fulminant au nom de la Liberté, de l'Honnêteté, de l'Humanité et autres glorieuses vieilles lunes.

Beaucoup plus sérieusement, dans le sous-sol de la vie poli-

tique, la bourgeoisie travaille à l'emprisonnement idéologique des hiérarchies prolétariennes par le moyen de son organisation la plus réactionnaire et la plus apte à se dresser contre le spectre de la lutte de classe : la franc-maçonnerie. A l'époque cette organisme prend une place prépondérante et parfois décisive dans la tactique qui consiste à atteler au char de l'opportunisme les premières tentatives d'action autonome de la classe ouvrière.

Il faut rechercher dans l'origine impure de la bourgeoisie en Italie l'explication du retard que la théorie révolutionnaire marxiste a mis pour se répandre dans les masses. Elle explique aussi le fait que les tendances anarchisantes aient amplement prévalu, tendances qui ne sont qu'une exaspération, pour les neuf-dixièmes d'ordre littéraire, du libéralisme bourgeois et de l'individualisme cher à l'Illuminisme<sup>(11)</sup>. C'est ce qui explique aussi que, précédent toute tendance marxiste solide, se dessinent dans le prolétariat des courants d'un côté réformistes et collaborationnistes, de l'autre d'orientation syndicaliste, sur le modèle scabien français.

Tout cela est coiffé encore par le mythe de l'anticléricalisme.

A cette époque la guerre à coups de rhétorique et d'arguments conventionnels contre la soutane noire du curé est présentée comme le fait central de l'histoire et son succès est un postulat devant lequel tout autre doit céder. Le patron bourgeois le plus odieux peut devenir le frère du travailleur exploité s'il daigne lancer un petit blasphème contre le Bon Dieu et contre son vicaire sur cette terre. La lutte pour se dégager du filet gluant de cette tromperie anticlassiste fut longue et difficile et prit des aspects qui peuvent sembler secondaires aujourd'hui : intransigeance aux élections politiques primaires et secondaires, rupture avec les blocs anticléricaux aux élections administratives, incompatibilité entre Parti Socialiste et Franc-Maçonnerie. En même temps le Parti, dans sa lutte contre les deux révisionnismes, réformiste et syndicaliste, basait son orientation sur le marxisme et, lorsque la première guerre mondiale éclata, sa direction était au main aux mains de sa fraction révolutionnaire intransigeante. Le chef de cette fraction, après l'expulsion des opportunistes de droite, Bonomi et Cabrini ( tenants de la collaboration avec la monarchie, laquelle avait tourné avec enthousiasme vers la politique franc-maçonnisante de gauche ) et Podrecca ( apologiste de la guerre impérialiste de conquête de la Lybie ), fut Benito Mussolini, directeur de l'"Avanti!". Celui-ci, non sans quelque exagération volontariste et blanquiste suspecte,

avait diffusé des slogans de défaitisme révolutionnaire contre la bourgeoisie dominante, qui, selon son habitude, associait aux orgies littéraires du libéralisme avancé, la répression sans ménagement, policière et armée, des révoltes de la faim; et qui, selon son habitude, et avant que les matraques ne devinssent célèbres, faisait protéger par des brigades de tueurs la rapine dans les administrations et la fraude dans le chienlit électoral.

#### LES SOCIALISTES ET LA GUERRE. LES LUTTES DE L'APRES-GUERRE.

La préparation classiste des dernières années permit au prolétariat d'Italie de mieux réagir que dans d'autres pays à l'opportunisme de guerre.

La conscience politique de la classe des travailleurs permit de résister au débordement des trois mensonges qui sont le fondement de la propagande interventionniste visant à museler toute velléité d'action de lutte de classe : défendre la démocratie contre l'impérialisme teutonique, faire triompher le principe des nationalités en libérant les frères "irredenti"<sup>(12)</sup>, défendre le sol sacré de la patrie contre l'intervention étrangère. Mais si le prolétariat et son parti ne capitulèrent pas, ce fut justement le "chef des intransigeants" qui capitula tout seul - ce qui démontre bien la valeur que peuvent avoir les "chefs" dans le jeu des forces sociales. La trahison de Benito Mussolini envers le prolétariat et la révolution porte la date du 18 octobre 1914; le 23 mars 1919 et le 28 octobre 1922 il n'aggrava pas les chefs de son délit<sup>(13)</sup>, il ne fit que suivre des lois politiques et historiques dans l'impulsion qui leur venait logiquement de la prémisse de 1914.

Le cyclone de la guerre une fois passé, le prolétariat socialiste qui avait dû la subir eut un puissant retour de combattivité de classe et tenta de se poser le problème de jeter à bas du pouvoir la classe qui, malgré sa victoire à la guerre, l'opprimait. Mais les armes matérielles et politiques nécessaires à cette tâche n'étaient pas pleinement forgées. L'intransigeance anti-collaborationniste, de même que l'opposition à la guerre, que la centrale du Parti Socialiste avait incluse dans la stupide formule "ni adhérer ni collaborer", constituait une plate-forme insuffisante pour que fut compris et réalisé le postulat historique de la conquête insurrectionnelle du pouvoir et de l'instauration de la dictature du prolétariat. Il s'ensuivit que beaucoup dans le Parti ne surent pas recevoir l'impulsion historique formidable qui provenait de la

révolution russe et qui alliait pour la première fois la théorie politique à l'action combattante révolutionnaire du prolétariat mondial

Bien que leur renouveau ait été magnifique, les batailles isolées ( qui s'exprimèrent sur le plan syndical par des grèves victorieuses, et par les grandes grèves politiques dans les principales villes, suivies par l'occupation des usines et autres centres de la vie sociale ) ne fusionnèrent pas comme il aurait fallu en un assaut unique contre le pouvoir central de la bourgeoisie.

Celle-ci, à vrai dire, sentit le vent et sut affronter la tempête avec une conscience du moment historique et un réalisme de vues suffisants. Dans la première phase de l'après-guerre ( 1919 ) la classe dominante adopta la politique traditionnelle qui consiste à noyer l'élan de classe dans la satisfaction partielle des revendications économiques et dans une orgie de parlementarisme discoureur et paperassier. Nitti<sup>(14)</sup>, l'un des hommes les plus habiles de la classe politique italienne, fit entrer sans hésiter au parlement 150 députés socialistes, tandis que le malin petit roi constitutionnel frétillait de sympathie pour leur aile droite, espérant l'attirer dans une combinaison de gouvernement.

Par la suite le vieux Giolitti, homme politique plus consommé, tout en se gardant bien d'amener la bannière de la démocratie, commença à préparer les tranchées de la résistance armée. Sans aucune peur, cette prudente canaille, ce maître de la politique italienne ne laisse les ouvriers entrer dans les usines et prend bien en main les polices. Sa formule avait toujours été qu'on gouverne l'Italie avec le ministère de l'Intérieur - le pouvoir du libéralisme italien a toujours été une affaire de police.

#### LE FASCISME. LES FACTEURS DE SA VICTOIRE.

Ce pendant le complice d'avant-garde de la classe dominante italienne, Benito Mussolini, s'employa it à incarner la réaction des forces conservatrices et fondait le mouvement fasciste? La politique fasciste, caractéristique du stade bourgeois moderne, faisait en Italie sa première expérience classique. Avec le fascisme, la bourgeoisie, qui sait pourtant que l'Etat officiel avec toutes ses structures est son comité de défense, cherche à adapter son individualisme classique à une conscience et un encadrement de classe.

Elle vole ainsi au prolétariat son secret historique et, pour ce faire, ses meilleurs prétoriens sont les transfuges des rangs prolétariens. Dans le cadre fasciste la bourgeoisie italienne, en

effet, sut s'engager personnellement et engager personnellement ses jeunes dans la lutte, lutte pour la vie et pour la sauvegarde de ses privilèges exploités. Mais, naturellement, le fascisme consista aussi à encadrer dans les rangs d'un parti et d'une milice de combat civile les couches d'autres classes tourmentées par la situation, y compris quelques éléments prolétariens déçus par la fausse apparence des partis qui depuis des années parlaient de révolution mais dont l'impuissance se manifestait ouvertement.

La tâche immédiate du fascisme est de contre-attaquer l'action de classe du prolétariat. Le but n'est plus uniquement défensif comme l'est la fonction traditionnelle de la politique d'Etat; il vise à détruire toutes les formes d'organisation autonomes du prolétariat. Lorsque la situation sociale est mûre pour la révolution, même si c'est au prix d'un processus difficile et très heurté, tout organe des classes exploitées que l'Etat n'arrive pas à absorber et à prendre au filet de sa structure pléthorique et qui continue à vivre sur une plate-forme autonome devient une position d'assaut révolutionnaire. La bourgeoisie dans la phase fasciste comprend que ces organismes, quoique tolérés par le droit officiel, doivent être supprimés, et, comme il y aurait des inconvénients à envoyer les forces armées de l'Etat pour le faire, elle crée la milice armée irrégulière des groupes d'actions et des chemises noires.

La lutte s'engagea entre les groupes d'avant-garde du prolétariat et les formations nouvelles du fascisme et, on le sait, fut perdue par les premiers. Mais cette défaite et la victoire fasciste furent rendues possibles par le jeu de trois facteurs concomittants:

Le premier facteur, celui qui fut le plus évident, le plus impressionnant dans ses manifestations extérieures, dans les chroniques, dans les commentaires politiques, dans tous les jugements fondés sur des critères conventionnels et traditionnels, ce fut précisément l'organisation fasciste mussolinienne, avec ses brigades, ses fanions noirs, ses têtes de mort, ses poignards, ses matraques, ses bidons d'essence, son huile de ricin et tout ce féroce attirail.

Le second facteur, celui qui fut réellement décisif, ce fut toute la force organisée de la structure étatique bourgeoise, constituée par ses organismes. Lorsque la réaction vigoureuse du prolétariat repoussait et écrasait les noirs ( cela se produisit très souvent au début ), la police intervenait partout, attaquant et annihilant les vainqueurs rouges, alors qu'elle assistait avec indifférence et satisfaction

à l'épopée fasciste lorsqu'elle était couronnée de succès. La magistrature qui, dans les cas de délit de subversion et de "complots communistes", distribuait des trente<sup>ans</sup> de bagnes et de travaux forcés en plein régime libéral, acquittait ces braves garçons des brigades de Mussolini, pris en flagrant délit de révolution et d'assassinat. L'armée, dans le cadre d'une fameuse circulaire adressée aux officiers par le ministre de la guerre Bonomi, était tenue d'appuyer les actions combattantes fascistes; et toutes les autres institutions et castes ( famille royale, noblesse, église, hautes sphères administratives, parlement) accueillèrent avec joie et applaudissements l'avènement de l'unique force qui était venue enrayer le péril bolchévique.

Le troisième facteur, ce fut le jeu politique infame et défaitiste joué par l'opportunisme social-démocrate et légalitaire. Au moment où le mot d'ordre devait être de répondre - répondre, puisqu'on n'avait ni su ni pu la prévenir et l'abattre sous son malpropre déguisement démocratique - de répondre à l'illégalité bourgeoise par l'illégalité prolétarienne, à la violence fasciste par la violence révolutionnaire, à la terreur contre les travailleurs par la terreur contre les bourgeois et contre les profiteurs de guerre jusque dans leurs maisons et dans leurs lieux de plaisir, à la tentative d'affirmer la dictature capitaliste de répondre par la tentative de tuer la liberté légale bourgeoise sous les coups de la dictature de classe du prolétariat; au lieu de tout cela on orchestra la campagne poltrone du victimisme moutonnier, on donna le mot d'ordre de la légalité contre la violence, du désarmement contre la terreur, et l'on diffusa de toutes les façons possibles dans les masses la propagande insensée selon laquelle on ne devait pas avoir recours aux armes mais attendre l'intervention immanquable de la Haute Autorité de l'Etat, qui, à un moment donné, dans le cadre de la loi et en application de ses chartes, garanties et statuts, prendrait les mesures nécessaires pour casser les reins au mouvement fasciste illégal.

Le fascisme n'aurait pas gagné la partie sans le jeu concomittant de ces trois facteurs. Ce qui l'atteste, c'est la résistance héroïque du prolétariat, ce sont les pertes des Chambres du Travail enfoncées à coup de canon sur les places publiques jonchées de cadavres appartenant aux brigades noires, ce sont dans certaines villes les quartiers ouvriers pris d'assaut, par l'armée à Parme, par les carabinieri à Ancône, par la flotte tirant sur Bari, c'est le sabotage réformiste de toutes les grandes grèves locales et nationales jusqu'à celle d'août 1922 ( qui, de l'aveu de Mussolini

lui-même, marque l'affirmation définitive du fascisme, car la clo<sub>u</sub>-  
ne rie de la marche sur Rome en wagons-lits le 28 octobre ne fut  
qu'un spectacle donné aux badauds ). Et, à supposer que la mention  
d'événements qui ne se sont pas réalisés ait une signification his-  
torique, on peut bien dire que si le fascisme avait manqué sa vic-  
toire cela aurait signifié non pas le salut de la démocratie mais  
la continuation de la marche révolutionnaire rouge et la fin du ré-  
gime de la classe dominante italienne. A bien voir les choses, tous  
les représentants de cette classe, qu'ils fussent conservateurs ou  
social-réformistes, prêtres ou francs-maçons, applaudirent chaleu-  
reusement leur sauveur.

Si l'accueil fait à l'organisation fasciste est justement le  
reflet du premier de ces trois facteurs de la victoire, il faut met-  
tre au compte du second ( la force de l'Etat ) les partis et les  
hommes qui gouvernèrent l'Italie de 1910 à 1922, les libéraux comme  
Nitti et Giolitti, les social-réformistes comme Bonomi et Labriola,  
les cléricaux en voie de démocratisation comme Meda et Rodino, les  
radicaux du genre Gasparotti et ainsi de suite. Au compte du troi-  
sième facteur, qui est la politique défaitiste des chefs du prolé-  
tariat, il faut porter les d'Aragona et les Baldesi, les Turati et  
les Trèves, les Nenni et consorts qui, au nom de leur partis et de  
leur syndicats, réussirent à signer le pacte de paix avec le fasci-  
sme, pacte qui impliquait le désarmement des deux parties, mais qui  
naturellement n'eut pour effet que de désarmer le prolétariat.

#### LA LIQUIDATION DES COMPLICES DU FASCISME.

Arrivé au pouvoir, le nouveau mouvement politique de la cla-  
sse dominante italienne s'entendit le mieux du monde avec le Roi  
démocratique, franc-maçon et socialisant, et n'eut aucune peine à  
se trouver des serviteurs parmi les parlementaires giolittiens, li-  
déraux, radicaux et catholiques-populaires. On continua d'extirper  
tout ce qui pouvait rester du mouvement ouvrier autonome, mais dans  
des formes qui pouvait dorénavant revêtir l'illégalisme d'apparen-  
ce officielle.

Le nouveau pouvoir, dont la clef était de toute évidence le  
remplacement du charlatanesque complexe des partis bourgeois tra-  
ditionnels par le parti unitaire bourgeois ( première réalisation  
de cette tendance du monde moderne, qui fait que dans tous les grands  
Etats en phase impérialiste le pouvoir sera géré par une organisa-  
tion politique unique ), s'empressa de passer à la liquidation des

vieilles hiérarchies politiques, et ses complices de la première période furent liquidés et rejetés à coup de pied de la scène politique. L'épisode central de la résistance de cette catégorie politique qui s'apercevait trop tard de la tournure prise par les événements, mais qui historiquement n'aurait jamais changé de route (changer à temps, cela aurait voulu dire renoncer à saboter la révolution), fut constituée par la lutte née après le meurtre de Matteotti<sup>(15)</sup>.

Cet ignoble groupe de traîtres invoqua et se piqua de l'appui et de l'alliance du prolétariat pour renverser le fascisme, mais dans le même temps il ne cessa de dénigrer toute violence de masse et de réclamer en pleurnichant l'intervention légale de la dynastie, de faire l'apologie de la loi, du droit et de la morale - piètres armes que tout cela, qui n'égratignaient pas du tout les cadres grandissant du fascisme.

En un tel moment, l'avant-garde conscient<sup>e</sup> du prolétariat avait le devoir de ne pas verser une larme sur la liberté violée de ces malpropres domestiques du fascisme, mais, après avoir encaissé virilement le tournant de la contre-révolution, elle pouvait fort bien se féliciter du destin de ces pitoyables épaves des cliques parlementaires. A l'opposé, c'est à ce moment-là que commence à se former le produit le plus écoeurant du fascisme, l'antifascisme bourgeoisoufflé, inconscient, privé de toute caractéristique, incapable de classer historiquement son adversaire, incapable de comprendre que, si la victoire de l'adversaire a été possible, c'est parce que la politique bourgeoise, usée et pourrie jusqu'à la moëlle, était à bout de souffle, incapable de concevoir que seule la révolution peut dépasser la phase fasciste, et qu'opposer à la révolution la nostalgie du retour aux institutions et aux formes étatiques de la période qui précéda la révolution, c'est vraiment la plus réactionnaire des positions.

Durant sa première période le fascisme apaisa les résistances, liquida ce qui restait des vieilles organisations politiques, mit en place sa solution aux questions sociales, solution qui n'était pas originale et ne résolvait rien, en empruntant aux programmes du socialisme réformiste l'intégration à l'Etat des organismes syndicaux et la création d'un mécanisme d'arbitrage central qui, aux fins suprêmes de conserver l'exploitation patronale, compensait les gains et les rémunérations des travailleurs en contenant à grand peine la spéculation capitaliste dans le cadre d'un plan économique général.

Mais ce premier essai d'administration de la vie sociale par une politique totalitaire donna des résultats plus que maigres dans l'espace politique italien dont le potentiel intrinsèque était faible; et la solidité apparente du régime ne se maintint que grâce à l'abus immodéré d'une rhétorique bavarde qui fut la digne continuatrice de la creuse tradition du parlementarisme italien.

Du point de vue conventionnel et bourgeois, le fascisme marqua une ère nouvelle par rapport au cycle précédent de la classe dominante italienne, dans le développement de sa politique intérieure et extérieure. A l'opposé de cette antithèse sur laquelle s'accordent, bien qu'ils s'opposent, les doctrinaires d'opérette du fascisme et de l'antifascisme, une évaluation marxiste reconnaît une continuité et une responsabilité historique logique et cohérente dans l'oeuvre et dans la fonction de la classe dominante italienne avant et après le 28 octobre 1922<sup>(16)</sup>.

Le mouvement fasciste lui-même, avec sa pseudo-théorie qui ne sut jamais prendre corps, naquit, avec ses attitudes, ses consignes, ses organisations et ses chefs, du mouvement des faisceaux interventionnistes de 1914; et c'est à lui que se réfèrent tous les mouvements qui se réclament de l'antifascisme.

La continuité directe des mouvements dans les périodes parlementaires, fascistes et post-fascistes actuelles est inscrite en filigrane dans le processus de la liquidation de la tradition antivaticane. Lorsque la gauche prolétarienne répudiait l'anticléricalisme de façade, on lui reprochait de favoriser le péril clérical. Mais en réalité la politique indépendante prolétarienne se justifiait, non seulement par l'estimation que ce péril n'était pas plus grave que celui qu'il y avait à dénaturer la physionomie de classe du parti prolétarien en collaborant avec les franc-maçons; elle trouvait aussi sa justification dans la certitude que ce péril était un spectre fictif et que, bien que présenté à l'époque comme un fait effrayant bouchant tout l'horizon historique et politique, il serait oublié avec désinvolture et impudence dans un proche avenir.

Parallèlement à la politique intelligente pratiquée par le Pontificat vis-à-vis des nouveaux rapports sociaux de classe du monde bourgeois, l'intrinséant parti clérical se transformait au lendemain de la guerre en "Parti Populaire Italien", aujourd'hui "Democratie chrétienne", dont l'action a pour domaine la constitution parlementaire italienne.

Comme le mouvement socialiste, le mouvement catholique avait

été contre la guerre. Le Pape Benoit XV avait trouvé de puissantes invectives pour flétrir l'inutile massacre, et il était mort prématurément, dit-t-on, en voyant les chrétiens s'entretuer au nom de Dieu. A la guerre fit suite une politique de réalisme opportuniste. Comme toutes les forces bourgeoises, les catholiques virent avec joie l'action fasciste déjouer le péril rouge et ils offrirent leur collaboration directe au fascisme dans ses premiers ministères. Liquidés au cours de la crise 1924-1925<sup>(17)</sup> avec les autres domestiques stupides, les catholiques populaires opérèrent une lente conversion au terme de laquelle ils apparaissent aujourd'hui comme l'un des maîtres-piliers de l'antifascisme.

Cependant le Vatican poursuivait sans interruption sa politique de liquidation de ses intransigeances vis-à-vis de l'Italie; en dépit de sa polémique théorique contre la pseudo-idéologie fasciste déifiant les concepts de Patrie, d'Etat et de Race qu'il ne pouvait tolérer, il parvenait à la conciliation complète, ce vieux rêve de tous les conservateurs italiens, en réalisant à l'apogée du cycle fasciste le Concordat de 1929 et en mettant fin à la phase historique de conflit commencée en 1870.

La dynastie des Savoie, tout à la fois bigotte et athée, piétiste et maçonnique, croyait consolider à terme avec cette conquête sa base politique. La prétendue démocratie qui renaît aujourd'hui et s'emploie stupidement à défaire l'édifice fasciste miette par miette, n'a pas eu un mot pour renier le Concordat de Ratti et de Mussolini ou pour ressusciter, fût-ce à titre commémoratif, la gloire de sa rhétorique antivaticane du passé. Lorsque le dominateur, que rois et papes avaient redouté et élevé à leur rang par des Colliers et des Croix, fut balayé par d'autres forces, la hiérarchie du Quirinal et celle du Vatican furent bien d'accord pour se présenter en ennemies et destructrices du pouvoir de Mussolini. Si, dans le fatras politique des partis antifascistes, il s'élève quelque timide objection sur la prétendue virginité antifasciste des Savoie, ou au moins de Victor-Emanuel III, le silence est presque complet sur la manoeuvre politique qu'accomplit de façon analogue l'actuel pouvoir pontifical. Ce qui explique cette différence de comportement chez nos antifascistes, c'est à la fois la lâcheté congénitale des hommes politiques italiens et le fait que, tandis que les actions du roi savoyard sont tombées par suite à la verticale, la Curie romaine reste toujours une force historique absolument efficace, que les vicissitudes de la guerre n'ont pas ébranlée et qu'elles ont peut-être raffermie.

La position de cette force dans le conflit entre les classes sociales démontre une fois de plus la continuité et le rapport qui existent entre les positions bourgeoises fascistes et antifascistes; bien que présentées sous des rhétoriques différentes, celles-ci se fondent sur les idées de collaboration de classe et sur la propagande en faveur d'économies pseudo-collectives, qui sauvent le principe de l'exploitation bourgeoise en tentant d'éviter la pression antagoniste de l'organisation du prolétariat.

Dans ses déclarations faites pendant la guerre le pontificat est arrivé parfois, lorsque l'issue de la guerre était incertaine, à formuler une critique des causes de la guerre qui en fait remonter l'origine à une époque bien plus reculée que celle où les régimes de Mussolini et Hitler sont apparus, et qui dénonce les effrayantes disproportion entre les fortunes ploutocratiques et la misère ouvrière caractéristique de la société moderne; mais aujourd'hui il reprend dans son programme économique et politique positif les thèmes réactionnaires du corporatisme fasciste et de la démocratie progressive en vogue de nos jours. Fonder en politique la démocratie sur la moralité des gouvernants et de la couche professionnelle gouvernementale, voilà un mot d'ordre historique aussi arriéré que celui qui consiste à invoquer une économie de fragmentation de la richesse et de pulvérisation de la propriété pour donner l'illusion à ceux qui sont économiquement opprimés que le capitalisme, au lieu d'aller toujours plus follement vers les tourbillons des disparités économiques, peut se transformer en régime dans lequel tout le monde sera à la fois travailleur et propriétaire.

Le fascisme ne tint pas un autre langage aux masses exploitées. Il n'est pas étonnant que les économistes des démocraties politiques et syndicales acceptent les mots d'ordre du Vatican, aboutissant au plan de socialisation des latifundia et des monopoles, plan qui ne masque rien d'autre que le devenir monopolistique et fasciste du capitalisme d'Etat.

Hier cléricaux et anticléricaux, aujourd'hui fascistes et antifascistes, les bourgeois, du point de vue de la méthode historique du prolétariat, parcourent, en Italie comme dans le monde, un cycle unique et une crise parallèle.

#### LA RIDICULE REEDITION DU RISORGIMENTO.

C'est pour toutes ces raisons que l'actuel mot d'ordre d'

une répétition et d'une restauration des conquêtes du Risorgimento national italien est beaucoup plus réactionnaire que les mots d'ordre du fascisme lui-même. Non seulement une "réédition" de ce genre est historiquement un non-sens, mais la voie du Risorgimento n'est pas autre chose que la voie qui a mené au régime fasciste comme à son débouché historique.

L'idée que le fascisme doit être considéré différemment de tous les autres processus sociaux et historiques, comme une maladie ou, si l'on veut, comme une distraction de l'histoire, comme un lever et un tomber de rideau sur un spectacle choquant, comme une parenthèse brusquement ouverte et brusquement fermée, revient à considérer que cette phase historique n'a aucune racine dans tous les événements qui la précèdent et que les événements qui la suivent peuvent ne pas être influencés par elle. Une telle idée est à l'opposé de la conception scientifique et marxiste de l'histoire, et elle doit être repoussée par elle sans pitié. Une telle idée enfin revient à rétablir et à exalter, sous prétexte de radicalisme antifasciste, les causes même qui ont engendré le fascisme; elle est la plus garce des idées que la politique de ce temps ait pu mettre en circulation. La conscience politique du prolétariat repousse donc l'invitation à donner à la classe de ses exploités un nouvel appui et une nouvelle alliance pour refaire ensemble le chemin qui a conduit à la situation présente, et elle refuse de prendre au sérieux même un instant la bourgeoisie italienne présentée sous la lumière romantique qui soi disant l'illuminait dans ses premières manifestations conspiratrices et insurrectionnelles d'il y a un siècle. Accréditer la classe dominante italienne grâce à un bluff historique et politique aussi colossal est moins facile que de faire passer pour une blanche pucelle la plus experte et la plus mûre professionnelle de la prostitution.

Quoiqu'il en soit, la situation qui fait suite au fascisme est d'une telle misère politique qu'elle ne renferme même pas les éléments rhétoriques correspondant à ces exhumations banales, à la nouvelle révolution libérale et au Risorgimento seconde édition.

De même que l'on peut dire que le plus lamentable et le plus pernicieux produit du fascisme est l'antifascisme tel que nous le voyons aujourd'hui, de même l'on peut dire que la chute même du fascisme, le 25 juillet 1943, couvrit de la même honte et le fascisme, qui dans ses millions de fusils ne trouva pas une balle prête à partir pour la défense du Duce, et le mouvement an-

tifascistes dans ses diverses nuances, qui n'avait rien osé dix minutes avant l'effondrement, pas même le peu qu'il fallait pour tenter, en forçant un peu les choses, de s'en attribuer le mérite.

Pendant les années de fascisme et de guerre il y eut des oppositions, des résistances, des révoltes, de même qu'il y eut dans la zone aux mains des fascistes et des allemands des luttes menées par des partisans armés. Les politiciens bourgeois ont réussi à attribuer à ces mouvements les fausses étiquettes libérales et patriotardes, mais, dans la réalité sociale, ces efforts généreux doivent être attribués à des groupes prolétariens; si, dans leur conscience politique, ces groupes n'ont pas su se dégager des mille mensonges de l'antifascisme officiel, ils expriment dans leurs luttes la tentative d'une revanche de classe, d'une manifestation autonome des forces révolutionnaires qui tendent à écraser toutes les forces ennemies au sein des couches sociales dominantes et exploiteuses.

La ruine décisive du régime fasciste est venue de la défaite militaire, de la politique de guerre logique des alliés qui, connaissant la fragilité de l'organisation étatique militaire italienne, ont localisé chez nous les premiers et formidables coups de bélier de leur offensive contre les allemands. Alors que le territoire italien était largement envahi, le fascisme perdit la partie, non par le jeu du rapport entre ses forces et celles de partis antifascistes italiens, mais bien par le jeu des rapports de force entre l'organisme étatique militaire italien et les organismes ennemis.

#### LA CRISE DE LA DEFAITE ET LA PAROLIE DE L'ANTIFASCISME.

Etant donné que la crise aiguë de l'Etat bourgeois italien ( et non la crise du seul fascisme qui n'était que sa dernière incarnation ) ne coïncidait pas du tout dans le temps avec la crise de l'organisme militaire allemand, il se détermina une situation de liquidation catastrophique de toute la force historique de la classe dominante italienne. Celle-ci s'engagea dans une voie funeste, lorsqu'elle tenta de rejeter son allié à la mer pour se donner un mérite aux yeux du vainqueur, car en réalité elle n'avait plus de force pour constituer un pion valable dans le jeu de l'un ou de l'autre des rivaux. Elle essaya de ne pas l'avouer, et tous les partis antifascistes actuels furent complices, prenant ainsi leur part de responsabilité dans cette honteuse encore que vaine escroquerie

politique.

Monarchie, Etat-major, bureaucratie commencent par jeter Mussolini à la mer, mais, n'ayant rien préparé de positif pour affronter non pas tant le fascisme que son allié allemand, ils sont obligés de vivre la farce ignoble des 45 jours au cours desquels ils disent pis que pendre de Mussolini tout en proclamant que le peuple italien doit continuer la guerre allemande. Après quoi ils préparent, non point un changement de front - ce qui eût été impossible à un peuple et à une armée désormais incapables de combattre et les de se sacrifier après toutes les péripéties du passé - mais uniquement leur salut de classe, de caste et de hiérarchies, se souciant fort peu que ce sauvetage des responsables et des complices invétérés de la politique fasciste accroisse l'amertume et le calvaire du peuple travailleur italien.

C'est dans le décor de cette retentissante faillite que les partis de la prétendue gauche antifasciste, et ceux qui s'adjugent les vieilles appellations des partis de classe du prolétariat italien, accourent pour reprendre leur place. Mais aucun d'eux ne refuse d'être corresponsable dans cette colossale manœuvre de tromperie et de mensonge.

L'Italie, qui avait vécu 22 ans de mensonges politiques conventionnels, stagne dans la même atmosphère, aggravée par le désastre économique et social. Aucun des partis antifascistes ne trouve la force d'opposer à la rhétorique de l'immanquable victoire de la clique mussolinienne la courageuse acceptation de la réalité de la défaite. Ils se placent sur le terrain banal du mot d'ordre anti-allemand, cherchent en vain à présenter au vainqueur une Italie qui, tout en faisant pendant quatre ans la guerre contre eux, aurait été en réalité un de leurs alliés, et promettent, ce qu'aucun parti italien ne pouvait tenir, c'est-à-dire un apport positif à la guerre contre l'Allemagne; en réalité, même du point de vue national, ils ne réussissent pas le sauvetage partiel et tombent au contraire dans un défaitisme pire.

Dans les journaux des partis qui se disent révolutionnaires, les mots d'ordre reprennent en tout ceux du fascisme - unité, trêve à la lutte de classe, armée, guerre, victoire - et ils sont aussi faux qu'alors. Ils ne font que masquer la passion pour la puissance des classes privilégiées, prêtes encore une fois à passer un marché sur la chair et le sang des travailleurs; ils répondent à la tentative de sauvegarder pour la bourgeoisie italienne une position de classe économiquement dominante, même si elle doit être la vassale de groupements étatiques infiniment plus forts, moyennant la vie, les peines et le travail de la classe ouvrière,

offerts, d'abord pour gagner la guerre, puis pour porter la charge titanesque de la reconstruction. Cette même bourgeoisie italienne qui s'est servi de Mussolini, l'a applaudi, l'a suivi dans la guerre tant qu'elle fut un succès, signe avec ses ennemis un armistice qu'elle ne peut pas publier. En effet elle a tenté grâce à lui de se sortir du tourbillon qui l'engloutit, au dépend des classes qu'elle a exploitées ignoblement depuis des dizaines d'années et qu'elle espère bien pouvoir continuer à exploiter, si ce n'est en patron absolu, du moins comme argoussin de nouveaux maîtres. Une part de la responsabilité dans ce contrat secret et son impitoyable caractère de classe a été volontairement prise par tous les partis qui ont aujourd'hui une action dans la vie politique italienne, qui ont accepté de couvrir cette manoeuvre en adoptant les mots d'ordre faux d'alliance, d'armement, de guerre, et qui, tout en faisant des orgies de libéralisme, n'osent faire aucune exception critique à la dictature de ces bobards colossaux.

Pour en revenir à la thèse fondamentale de l'antifascisme de toutes nuances, le fascisme aurait représenté un retour réactionnaire de régimes prébourgeois et féodaux; après sa chute on pose comme postulat la nécessité de recommencer la révolution et le Risorgimento bourgeois, toutes les classes étant solidaires, de la bourgeoisie au prolétariat. Après avoir démontré la fausseté historique et politique énorme de cette position, on doit arriver à cette conclusion que, si la thèse était vraie un seul instant, la bourgeoisie renaissante aurait dû recommencer son cycle dans les formes initiales qui lui furent propres, formes de dictature de classe, de direction totalitaire du pouvoir, et non de libéralisme tolérant.

Le fait même que les hiérarchies politiques aujourd'hui prépondérantes aient été incapables d'apercevoir la nécessité, pour extirper le fascisme, d'une phase de dictature et de terreur politique, démontre qu'entre le fascisme et elles - c'est ce qu'enseigne une évaluation faite selon les directives du marxisme - il n'y a pas d'antithèse historique et politique, que le fascisme dans ses résultats n'est pas une chose susceptible d'être supprimée historiquement par des courants politiques appartenant ou collaborant à la bourgeoisie, que les antifascistes d'aujourd'hui, sous leur masque de stérile et impuissante négation, sont les continuateurs et les héritiers du fascisme, et qu'ils prennent acte passivement de tout ce que la période fasciste a déterminé et changé dans l'espace social italien.

Enfin, si l'on veut tirer la conclusion des aspects internationaux de la tragi-comédie qui s'est jouée du 25 juillet au 8 septembre<sup>(17)</sup>, il faut dire et redire que l'armistice italien n'a pas été un armistice véritable.

Il y a manqué le marché militaire qui juridiquement est la base de l'armistice. Il était inutile de stipuler un armistice, il suffisait de proclamer partout la remise des fragments de territoire italien aux forces du premier occupant étranger. Le marché a été un marché politique et un marché de classe; les groupes qui étaient l'expression de la classe dominante ont essayé de troquer le privilège de gouverner et d'exploiter l'Italie, c'est-à-dire la classe laborieuse de ce pays, contre la signature d'une série de conditions d'asservissement politique et économique, conditions que le vainqueur avait toute liberté de réaliser grâce au droit historique de la force, mais qu'il peut cependant présenter aujourd'hui, pour les besoins de sa propagande, comme des conditions garanties juridiquement.

Avec l'armistice la caste militaire italienne, dans son immense majorité, n'inversa pas le tir; elle eut comme seule préoccupation de voler et de vendre ce que contenaient les dépôts militaires, après avoir jeté en l'air ses armes et ses uniformes. Les fascistes évidemment le faisaient pour saboter l'allié, les antifascistes le faisaient pour saboter les allemands - résultat fatal que fut l'effrayante opposition antifasciste italienne, qui, par la double manœuvre du 25 juillet et du 8 septembre, couronna dignement le cours suivi par la classe dominante italienne en un siècle d'histoire. Depuis lors ce procédé génial a pris le nom de "double jeu", avec son caractère misérable, et cette autre particularité qu'il n'a même pas servi à tromper le maître, sur aucun des deux fronts.

#### L'ECROULEMENT DES CLASSES DIRIGEANTES EN ITALIE ET LE PROLETARIAT.

Si, alors que la classe dominante italienne courait à sa perte, une de ses fractions avait subsisté, douée d'une force sociale et politique autonome, ou tout au moins d'un restant de conscience culturelle et intellectuelle, on l'aurait entendue lancer des deux côtés du front le mot d'ordre, fût-il utopique, de libération du territoire de tous les étrangers; on l'aurait vue accuser de trahison envers la patrie tous les partis et tous

les hommes du 25 juillet , du 8 septembre et du monstrueux bloc antifasciste, avalisateur de l'armistice, ainsi que les fascistes qui dans le Nord se sont laissés asservir par l'autre camp de l'impérialisme étranger.

Laissant à leur naufrage toutes les épaves de la bourgeoisie, que ce soit les groupes qui ont survécu en faisant profession d'allégeance aux deux grands adversaires de la guerre, ou éventuellement les ultimes tenants non vendus d'une indépendance et d'une patrie italienne, le nouveau parti de la classe ouvrière italienne, basant ses solutions sur les forces internationales de classes, devra en tout cas dénoncer les deux armistices consommés dans le désastre de la guerre italienne et mener sa lutte politique contre tous les groupes qui se sont réunis dans les deux gouvernements de la péninsule et qui ont parlé de collaboration avec les forces de guerre de l'un ou de l'autre bord.

Et surtout, les Alliés ayant gagné la guerre, le prolétariat italien n'a aucun intérêt à soutenir les revendications que les divers groupes du gouvernement de Rome mettent en avant en récompense de leur "bonne conduite", car toute concession que leur fera le vainqueur sera payée par l'exploitation des travailleurs d'Italie et se mettra en travers de leur marche vers l'émancipation.

Le mot d'ordre contraire qui, à l'inverse, prétend fonder de telles revendications sur l'unité et la solidarité des classes et des partis italiens, doit être repoussé par le prolétariat comme défaitiste et contre-révolutionnaire.

=====

#### NOTES.

(1) Période qui aboutit à la "résurrection" de l'Etat italien unifié. Ce processus, qui avait échoué pendant la période révolutionnaire de 1848-1849, se fit par l'annexion successive de toutes les régions d'Italie au Royaume de Piémont-Sardaigne. Il commença par l'annexion de la Lombardie après la victoire des troupes françaises sur les autrichiens à Solferino en 1859 et se termina par l'entrée des italiens à Rome en 1870.

(2) ou royaume de Piémont-Sardaigne, où régnait la dynastie des Savoie. ( cf. note 1 )/

(3) Deux guerres contre les autrichiens : la première ( 1859 ) avec l'aide des français; la seconde (1866) avec l'aide des prussiens ( elle ne se solda que par des défaites italiennes, mais rapporta à l'Italie la Vénétie, en vertu d'un accord entre l'Autriche

et la France). Par ailleurs, intervention dans le Sud des "chemises rouges" de Garibaldi et des troupes Sardes qui contribuèrent à renverser le Roi de Naples et de Sicile. (1860)

(4) Cf. Il preteso feodalismo nell'Italia meridionale ( "Prometeo", N° XII ).

(5) Du nom de Giolitti, qui fut chef du gouvernement italien du début du siècle à la guerre de 14. Il le redevint par la suite ( de juin 1920 à juin 1921 ). La nature du giolittisme s'exprime assez bien dans l'appellation qu'on lui a donnée de "monarchie socialiste". Il s'agissait d'obtenir la paix sociale par une politique libérale habile, dans l'intérêt du développement du capitalisme en Italie. Giolitti instaura le suffrage universel et s'assura l'appui d'une partie des socialistes et des syndicalistes révolutionnaires. Dans la même ligne, il légalisa fin 1920 le contrôle syndical dans les entreprises demandé par la C.G.T. italienne.

(6) Parme, Modène, la Toscane sont acquises en 1860 par un savant mélange de "subversion intérieure", d'accords diplomatiques et de plébiscites démocratiques.

(7) L'unité nationale italienne s'était réalisée contre l'Empire autrichien. Néanmoins l'Italie conclut avec lui et l'Allemagne la "Triple Alliance" en 1882.

(8) Alliance avec la Prusse pour la conquête de la Vénétie tenue par les autrichiens. ( cf. note 3 ).

(9) Politique de conquête de l'Italia irredenta ( l'Italie non rattachée), c'est-à-dire tous les territoires peuplés d'italiens qui n'avaient pas été acquis pendant le Risorgimento ( Trieste, l'Istrie, Fiume, Nice etc.)

(10) Mai 1898 : soulèvement des ouvriers milanais réduits à la misère par la crise économique des années 1890. Il s'agissait du premier grand heurt entre prolétariat et bourgeoisie en Italie. Celle-ci se divisa alors sur les méthodes à suivre entre les partisans d'un régime fort et les démocrates. Ces derniers l'emportèrent, appuyés par le Parti Socialiste et frayèrent la route au giolittisme ( cf.note 5) qui domina toute la période suivante.

(11) "Illuminer les consciences": courant philosophico-politico-littéraire qui correspond aux "lumières" ( les "philosophes" du XVIII<sup>e</sup> siècle en France etc.)

(12) cf.note 9.

(13) 18 octobre 1914 : Mussolini publie dans l'"Avanti!", organe de la gauche du PSI, l'article "De la neutralité absolue à la neutralité active et opérante", où il se déclare en faveur de l'intervention dans la guerre aux côtés de la France. Aucune section du Parti ne le suivit dans cette voie. Celle de Milan l'expulsa. Quelques jours plus tard, avec l'argent que l'Entente lui avait remis par l'intermédiaire de Marcel Cachin, Mussolini sort son propre quotidien "Il Popolo d'Italia".

23 mars 1919 : réunion de fondation des "fasci di combattimento" ( les "faisceaux de combat" ), l'"anti-parti" de Mussolini.

29 octobre 1922 : Mussolini est invité par le roi à former le gouvernement. Début de la "marche sur Rome". ( cf. plus bas dans le texte ).

(14) Premier ministre de décembre 1919 à juin 1920. Il s'agit des élections de décembre 1919, où Mussolini n'eut aucun succès.

(15) Après l'assassinat du député socialiste Matteotti par les fascistes, les partis démocratiques abandonnèrent le parlement et se "se retirèrent sur l'Aventin" selon la formule antique. Le groupe dirigeant du parti ( Gramsci, Togliatti et consort ), imposé par la direction de la III<sup>e</sup> Internationale et que la Gauche, majoritaire en Italie, acceptait par discipline mondiale, participa également aux premières réunions de l'Aventin. Cet "anti-parlement" des démocrates fit rapidement faillite.

(16) Prise du pouvoir par Mussolini.

(17) 25 juillet 1943 : chute du fascisme

8 septembre 1943 : proclamation de l'armistice par Eisenhower; armistice signé le 03.09.43.

---

" Les vérités de l'avenir ne sortiront pas des élucubrations d'un surhomme, mais seront libérées des rapports réels de la vie des masses. C'est le prolétariat - exploité et analphabète qui pense et qui fait la nouvelle histoire. "

BORDIGA. " La doctrine socialiste et la guerre ". 1915 .

## LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE OUVRIER ET LA QUESTION AGRAIRE.

- L'exploitation de l'homme par l'homme dans le domaine de la production des biens (1) naît dans la société moderne avec le capitalisme, lorsque se réalise la condition technique du travail associé. Le producteur perd la propriété du produit de son travail, et une partie de sa force de travail lui est soustraite pour aller constituer le profit du patron. Ce schéma, si simple, ne suffit pas à rendre compte du rapport entre travailleur et patron dans le domaine de l'agriculture, où la révolution qui s'est déroulée jusqu'ici n'a pas modifié substantiellement la technique productive, mais presque uniquement les rapports juridiques entre les personnes sociales. A la base de l'économie agraire, on trouve l'occupation de la terre, pratiquée à l'origine grâce à la force militaire de groupes ou de tribus puissantes ou de chefs guerriers, qui envahissaient les territoires d'autres peuples ou se fixaient sur des terres libres. En fait, même pour ce qui est de la disposition de la part du patron de la force de travail humaine, on part de l'occupation acquise par la force brutale, au moment où s'institue l'économie esclavagiste grâce à l'asservissement des peuples vaincus (2). En revanche, dans la société moderne à laquelle nous nous référons, l'occupation violente de la personne a cessé d'exister avant même que l'économie capitaliste ait triomphé socialement. La société féodale n'admettait plus l'esclavage.

En revanche, l'occupation de la terre, qui continue de subsister dans le système féodal dont elle constitue la base, est parfaitement admise et sanctionnée juridiquement en plein régime capitaliste. En pratique, cela signifie que le propriétaire d'une vaste étendue de terres agricoles en tire - bien qu'il ne travaille pas - une rente foncière, sans qu'il ait été pour autant obligé d'introduire, dans la technique productive, l'élément du travail associé parmi les ouvriers qu'il exploite.

Nous avons donc la grande propriété et la grande tenure, qui ne forment pas nécessairement une grande entreprise unitaire, représentant un organisme dans lequel chaque travailleur a une tâche particulière et spécialisée qui complète l'autre. En revanche, la grande entreprise agricole existe et a le caractère d'une entreprise capitaliste appliquée à l'agriculture avec de larges apports de capitaux industriels à la terre sous forme de machines, bestiaux, implantations diverses, etc., en employant des ouvriers salariés journaliers (3) qui sont de purs prolétaires. Le titulaire de cette grande entreprise peut coïncider avec le propriétaire immobilier de la terre, ou bien peut être un grand fermier rural; en théorie, nous pourrions aussi avoir la grande entreprise industrielle agraire superposée à la petite tenure, si le capitaliste avait trouvé avantageux de prendre en location un grand nombre de petites propriétés privées contiguës.

Pour revenir à la grande propriété, celle-ci peut au contraire vivre et, de fait, vit jusqu'aujourd'hui, même dans de grands pays capitalistes, superposée à la petite exploitation, lorsque le propriétaire (latifondateur) tient sa propriété divisée en petits lopins sur lesquels vit et travaille une famille paysanne utilisant une technique primitive. Le travailleur n'est pas alors totalement exproprié de son produit comme l'est le salarié; il en abandonne une forte quote-part à l'exploitation patronale, soit en nature (colon parcellaire, métayer), soit en argent (affermage). Le

colon, le metayer ou le fermier peut donc être considéré comme un semi-prolétaire. Il y a ensuite, toujours en régime purement bourgeois moderne, la petite propriété liée à la petite exploitation agricole.

Le paysan petit-proprétaire est un travailleur manuel et n'a en général qu'un niveau de vie très faible; mais, ce n'est pas un prolétaire, parce qu'il reste maître de tout le produit de son travail; ce n'est pas non plus un semi-prolétaire, puisqu'il ne cède aucune quote-part; néanmoins dans le jeu des forces économiques, il sent le poids de la domination des classes privilégiées au travers des lourdes charges fiscales, des dettes qu'il doit rembourser au capital financier, etc. Sa figure sociale est parallèle à celle de l'artisan, bien que sa figure juridique soit différente et l'assimile théoriquement au grand propriétaire. En fait, pour se débarrasser des entraves médiévales, le capitalisme n'a pas eu besoin de briser les règles juridiques qui règlent la propriété immobilière; et il a même repris presque textuellement l'édifice du droit romain selon lequel, en théorie, le même article du Code réglemente la propriété sur quelques mètres carrés aussi bien que sur d'immenses espaces.

En revanche, ce que le capitalisme eut besoin de briser de toute nécessité, fut le système juridique féodal d'origine surtout germanique, qui faisait du petit paysan, exploité dans un grand domaine, une figure intermédiaire entre l'esclave et le travailleur libre.

Le " serf de la glébe ", outre qu'il subissait de véritables extorsions en devant une fraction de son travail aux propriétaires fonciers et aux sièges ecclésiastiques, était enchaîné à son lieu de travail. Le capitalisme devait le libérer de son servage, comme il devait libérer les artisans appauvris des entraves des mille et une lois et réglementations sur les corporations de métier, pour que l'un et l'autre, devenus libres de vendre n'importe où leur force de travail, aillent constituer les armées de réserve de la production salariée.

C'est la rupture de ces liens juridiques qui constitua la révolution bourgeoise; il est donc clair que, de même qu'elle n'a, même pas en théorie la production artisanale, elle a laissé plein droit de cité au principe de la production agraire basée sur l'occupation de la terre, et n'a pas effectué, du point de vue de la législation, une nouvelle répartition de la propriété privée du sol.

Parmi les diverses formes mentionnées de l'exploitation agraire, celle qui ressemble le plus à l'industrie capitaliste est indubitablement la grande entreprise unitaire agricole; la plus éloignée en est la petite propriété, divisée juridiquement en deux types : propriété parcellaire et propriété latifondiste.

Il n'est pas correct de dire que le latifundium soit une survivance du régime féodal, puisqu'il continue d'exister même après l'abolition radicale et violente de toutes les entraves féodales. Il peut tendre plus ou moins à se morceler, comme la propriété morcelée peut tendre plus ou à être réabsorbée par les grandes tenures ou les grandes entreprises unitaires modernes; mais tous ces phénomènes se déroulent dans le cadre du régime bourgeois moderne par l'effet de raisons techniques et de conjonctures économiques.

Quelle place le cycle de transformation de la production rurale va-t-il prendre dans la claire condamnation du capitalisme industriel qu'est le schéma historique communiste, selon lequel l'exploitation de la force de travail sera abolie avec la conquête de la direction de la société par les travailleurs ?

En ce qui concerne la grande entreprise moderne, elle est toute prête à subir le sort de l'industrie du fait même qu'elle est basée sur la technique du travail associé.

Les salariés agricoles de cette grande entreprise moderne, bien qu'ils n'aient pas l'avantage social et politique d'être rassemblés dans les grandes agglomérations urbaines modernes, avancent du même pas que le prolétariat industriel dans la formation du potentiel de classe révolutionnaire.

Les semi-prolétaires - colons et métayers - bien qu'ils ne peuvent avoir une conscience de classe parallèle à celle des prolétaires complets, peuvent attendre de la révolution prolétarienne industrielle un grand avantage social, puisque celle-ci - bien qu'elle favorisera à chaque phase la primauté des formes de travail associées et la concentration des petites unités rurales en des entreprises plus vastes - sera la seule qui puisse, simultanément à l'abolition de l'exploitation patronale, abolir radicalement et pour la première fois dans l'histoire le système de l'occupation privée du sol.

Cela ne signifie pas que le petit fermier ou métayer deviendra patron et propriétaire de la terre qu'il cultive, mais sera libéré du fardeau de payer le tribut de sa force de travail, sous forme de rente en argent ou en nature, au propriétaire foncier. En d'autres termes, la révolution prolétarienne industrielle pourra supprimer immédiatement le principe de la rente foncière; qui plus est, en raison des nombreux rapports dialectiques dans le jeu des formes économiques et sociales historiques, elle pourra supprimer bien plus rapidement et généralement le principe de la rente foncière que celui du profit du capital industriel.

Pour en venir au petit propriétaire, la question est théoriquement très différente dans la mesure où la rente foncière de son champ va aujourd'hui déjà à son bénéfice, et ne se distingue pas, administrativement, du fruit de son travail propre. Il est sûr qu'il n'y aura pas de révolution dans ce domaine, sauf dans un stade ultérieur, dans la mesure où toutes les petites unités d'entreprise qu'elles soient gérées par des fermiers, métayers, colons ou même des petits propriétaires, passeront plus rapidement qu'elles ne pouvaient le faire en régime d'économie bourgeoise à un regroupement en grandes entreprises agricoles unitaires et socialisées.

En conséquence, on ne peut en aucun cas présenter les conséquences agraires de la révolution prolétarienne comme un épisode de répartition ou d'occupation nouvelle du sol, et comme la conquête de la terre par les paysans. Le mot d'ordre " petite propriété à la place de la grande propriété " est absurde, le mot d'ordre " petite exploitation agricole à la place de la grande entreprise agricole " est ouvertement réactionnaire. A ce point de vue, on peut montrer quels moments du cycle peuvent être réalisés avant même que ne tombe le pouvoir bourgeois. C'est une erreur classique de l'opportunisme de prétendre qu'il est possible pour les masses rurales d'abolir la rente foncière en régime industriel capitaliste, même le plus avancé. La rente foncière et le profit industriel ne caractérisent pas deux époques historiques différentes et opposées entre elles. Elles

forment, tout au contraire, une symbiose parfaite, non seulement dans l'échafaudage juridique bourgeois classique, mais encore dans les procès économiques de l'accumulation du capital financier. En dépit des différences substantielles que nous avons montrées jusqu'ici dans les deux sphères de la production, il y a une souche commune dans le principe de l'extorsion au travailleur d'une partie de sa force de travail et dans le caractère marchand de la distribution des produits qui est commun à l'industrie et à l'agriculture. Le mot d'ordre de la socialisation de la rente foncière sans une révolution des classes ouvrières est donc une idiotie, qui va dignement de pair avec la revendication de la socialisation du capital monopoliste au sein de l'économie d'entreprise privée.

Une autre position opportuniste est qu'il faut attendre la concentration en grandes entreprises de l'économie agraire avant de parler d'une révolution socialisatrice de l'industrie aussi bien que de l'agriculture. Cette conception est défaitiste, dans la mesure où la nature mercantiliste et affairiste de l'économie bourgeoise ainsi que son évolution vers des formes toujours plus spéculatrices et parasitaires laissent prévoir que le capital privé ne se transportera pas à une grande échelle dans les entreprises de bonification et d'amendement du sol qui offrent moins de profits ou exigent une attente trop longue de rémunération des investissements en comparaison des colossales affaires industrielles et bancaires.

A l'heure actuelle, la substitution de la grande entreprise unitaire moderne à la petite exploitation, libre ou regroupée dans les grands domaines latifondiaires, ne peut s'effectuer sans de radicales transformations de la technique et elle tarde là où, pour des raisons naturelles, les investissements sont trop onéreux ( altimétrie irrégulière, déséquilibres hydrauliques, faible fertilité du sol, etc.) : seule une économie à caractère hautement social pourra déplacer ces masses énormes de forces productives indispensables pour effectuer ces transformations.

Enfin, le slogan de la distribution des parcelles des grands domaines latifondiaires aux paysans en régime bourgeois est tout aussi absurde dans la mesure où l'on promet une expropriation sans indemnité, ce qui est contraire aux institutions de l'Etat bourgeois; elle est purement démagogique dans les périodes où ni l'Etat ni la classe capitaliste ne peuvent disposer des capitaux mobilisables et de la mobilisation des ressources productives nécessaires pour éliminer certaines caractéristiques techniques des pires formes latifondiaires, par exemple le manque d'habitations, de chemins, de canalisations, d'eau potable, les ravages de la malaria, etc..

Il ne fait pas de doute que le programme agraire de la révolution ouvrière comprendra, en même temps que la suppression de toute rente foncière, une redistribution transitoire de la gestion des terres, au sens où il faudra donner une application uniforme à la force de travail de la classe paysanne, du moins de la fraction de la paysannerie qui ne pourra être mise au même plan social que les ouvriers des entreprises collectives.

Quoi qu'il en soit, cette répartition nouvelle non pas de la propriété mais de l'attribution de la gestion de la superficie arable ne pourra avoir dans les pays capitalistes modernes, la portée sociale et historique qu'elle eut dans la Russie de 1917, où la conquête du pouvoir par le prolétariat industriel accomplit non seulement la première suppression du principe du patronat foncier, mais aussi celle du régime terrien féodal,

resté pratiquement en vigueur dans l'empire tsariste malgré l'abolition juridique du servage en 1861.

o o

o

Dans les pays nettement capitalistes, la classe ouvrière industrielle et révolutionnaire comprend dans ses rangs le prolétariat (4) agricole des grandes exploitations rurales, et elle cherche à éviter que l'ouvrier agricole (5) ne retombe au niveau du petit paysan; elle peut considérer comme alliés les semi-prolétaires que sont les petits métayers et colons parcel-laires, en tolérant que ceux-ci aspirent à la libre disposition de leur terre, ce que seule la révolution peut réaliser; ce n'est qu'avec les plus grandes réserves et à titre transitoire qu'elle pourra attendre un appui positif de la part des paysans petits propriétaires que le capitalisme n'a pas encore ruinés ou prolétarisés; dans les périodes de crise de la struc-ture industrielle dûes à la guerre et à la défaite, elle devra même s'at-tendre à ce que la majorité des petits propriétaires ruraux, exploitant la crise économique par la hausse des prix des produits agricoles et voyant leur position sociale devenir moins instable - étant donné d'autre part leur incapacité comme classe à entrevoir des cycles historiques de longue haleine - alimentent la politique des partis conservateurs.(6)

#### NOTES.

- (1) manufatti : produits faits à la main, manufacturés dans le sens le plus large.
- (2) Sur l'esclavage et le rapport entre facteurs de violence et facteurs économiques, cf. F.Engels, Antidühring, 2° partie.
- (3) braccianti agricoli : celui qui vit en vendant la force de ses bras dans l'agriculture.
- (4) bracciantato : ensemble des " braccianti ".
- (5) bracciante : cf. note (3).

(6) Pour un exposé marxiste plus développé de cette question, voir le texte fondamental : la question agraire ( éléments marxistes de la question ), de A. Bordiga. Il Comunista. Milan. 1921. Traduction française publiée dans " Le Fil du Temps ". Juin 1968. En vente à la Librairie " La vieille Taupe ". 1, rue des Fossés Saint-Jacques. Paris V°.

Cf. aussi : une série d'articles sur la question agraire in " il programma comunista. n° 21-22-23 de 1953 et n° 1 à 15 inclus. Une partie a été traduite dans " Le fil du temps ", n°2 - juin 1968 et n°6 - janvier 1970 ( jusqu'au n°11 de 1954 ). Les thèses finales sont parues dans Inva-riance n° 6.pp. 102 à 107.

LA PLATE-FORME DU PARTI ET LES PERSPECTIVES DE  
L'APRES-GUERRE.

PREFAMBULE.

Les groupes de la gauche du parti communiste italien, qui constituent aujourd'hui non une tendance mais les seules forces, parmi celles qui ont formé le parti à Livourne en 1921, qui soient restées sur le terrain du marxisme révolutionnaire et de l'Internationale de Lénine, se proposant d'ordonner systématiquement leurs directives politiques et concentrant sur elles l'organisation du nouveau parti, ont mis au point, au fil des événements, différents textes dont l'élaboration se poursuit et constitue l'un des objectifs principaux de cette revue.

Une " plate-forme " fut préparée par les camarades d'Italie du Sud au début de 1945, alors qu'un front de guerre les séparait encore du nord, mais elle était également le fidèle reflet du travail politique et des directives que le Parti Communiste Internationaliste suivait dans le Nord.

Cette plate-forme a pour contenu toutes les questions du marxisme à la lumière des événements qui ont amené la seconde guerre mondiale : le cycle historique du monde capitaliste, la question russe dans ses rapports avec le mouvement ouvrier, la question agraire, la question de la tactique, le cycle historique italien de la classe dominante et du mouvement prolétarien.

La plate-forme a pour conclusion un programme d'action politique du parti en Italie; ce programme est déjà publié, il est connu de tous les camarades; l'article sur la Russie, publié dans le n° 1 de Prometeo, et celui qui traite de la formation de l'Etat bourgeois en Italie, publié au n° 2, sont des chapitres de cette plate-forme.

Ensuite les événements historiques conduisirent à la réunion des deux parties de l'Italie, et plus tard à la défaite finale de l'Allemagne et du Japon.

Le texte que nous publions ici est pleinement dans la ligne de cette plate-forme; il fut mis en chantier vers la fin de 1945, alors que la collaboration entre tous les groupes du nord et du sud de l'Italie était chose faite, par suite tout simplement de la réunion territoriale.

Ce texte a pour but de donner l'analyse des événements et de fixer les lignes de l'action du parti dans les prochains développements probables que pourraient présenter les événements des années à venir. Après la plate-forme du temps de guerre, c'est une directive pour l'action en temps de " paix " bourgeoise.

Notre orientation politique présente un caractère absolument central et distinctif, qui s'est opposé dans une lutte de plusieurs dizaines d'années au caractère de l'ensemble des opportunistes et des déserteurs de la lutte de classe : c'est de tracer en des lignes claires les directives de l'action du parti pour les moments prévisibles où se produiront les changements les plus importants dans le cours historique du monde capitaliste que nous combattons. Une chose doit être totalement exclue pour le parti et aussi, s'il est à la hauteur de sa tâche, pour la classe sociale que le parti incarne : lorsque des événements éclatent, même s'ils sont de pre-

mière grandeur et de l'ordre d'un cataclysme historique, il ne saurait être question que les directions centrales et les groupes organisés aient à découvrir dans le renversement des choses l'indication de voies à choisir et l'acceptation de consigne d'action qui seraient contraires à celles que le mouvement a solidement établies et suivies.

C'est la condition pour qu'un mouvement révolutionnaire ait la possibilité non seulement de renaître mais d'éviter de se noyer dans les crises, comme celle du social-nationalisme en 1914 et celle du national-communisme imposé par Moscou dans la phase historique de la seconde guerre.

## LA PAIX BOURGEOISE.

Pendant tout le cours de la seconde guerre mondiale, la presque totalité du mouvement prolétarien ( il serait vain de ne pas vouloir le reconnaître ) a subi des influences opportunistes, et a dévié vers des directives qui constituent de toute évidence un asservissement aux intérêts de la conservation du capitalisme.

L'aspect le plus important de cet asservissement, c'est la politique suivie par les partis de l'ex-Internationale de Moscou qui, tout au long de la période où l'Etat russe a été l'allié militaire des grandes puissances capitalistes d'Angleterre et d'Amérique, sont passés avec armes et bagages sur le terrain de la collaboration de classes, de l'Union Sacrée nationale et des revendications démocratiques.

Durant toute cette phase historique aucune voix ayant une audience mondiale n'a pu rétablir les positions et les valeurs de la critique, de la doctrine et de l'action marxiste et révolutionnaire. C'est pourquoi le parti considère comme fondamentale pour la reconstitution de l'énergie de classe en Italie et dans le monde la " plate-forme " critique et politique qui caractérisait la directive révolutionnaire juste, qui malheureusement a été trahie par des socialistes et des communistes " officiels " pendant la guerre qui s'est terminée récemment.

Aujourd'hui que la victoire totale sur le plan militaire du bloc des " Trois Grands " est le signe de l'anéantissement des machines étatiques adverses en Allemagne et au Japon, la situation s'ouvre à des perspectives nouvelles qui doivent être analysées et soupesées, dans une continuité et une cohérence complète par rapport à toutes les évaluations historiques précédentes, afin que de ces perspectives soient tirées avec une clarté absolue les directives pour l'action future.

Et justement, dans son essence, la tâche pratique du parti et la possibilité pour lui d'avoir une influence sur les rapports de forces agissantes et sur l'enchaînement des événements résident, non pas dans l'improvisation et l'excogitation de ressources et de manœuvres habiles au fur et à mesure que les situations nouvelles mûrissent, mais dans la continuité stricte entre ses positions critiques et ses consignes de propagande et de lutte tout au long de l'enchaînement et de l'opposition des diverses phases du devenir historique.

C'est ainsi que les conclusions, auxquelles une critique marxiste libérée des influences et des dégénérescences de l'opportunisme, pouvait aboutir dès l'aube du conflit mondial aujourd'hui terminé, ces conclusions concernant la vacuité et l'inconsistance du matériel d'agitation employé par les démocraties bourgeoises, par le faux Etat prolétarien russe, et, avec eux, par tous les mouvements qui prenaient chez eux leur inspiration et leur

soutien, ces conclusions paraissent aujourd'hui faciles et banales, après ce que les masses, qui dans une large mesure avaient cru en ces propagandes, ont subi en fait de déception. La thèse selon laquelle la guerre contre les Etats fascistes et la victoire de leurs adversaires ne redonnerait pas la vie aux idylles infécondes et dépassées entre le libéralisme et la démocratie bourgeoise, mais qu'elle signifierait l'affirmation mondiale de la façon d'être du capitalisme moderne, qui est monopoliste, impérialiste, totalitaire et dictatorial, cette thèse est aujourd'hui accessible à n'importe qui, mais cinq ou six ans plus tôt elle n'aurait pu être formulée et défendue que par les groupes de l'avant-garde révolutionnaire restés strictement fidèles aux lignes historiques de la méthode de Marx et de Lénine.

Le parti politique de classe du prolétariat doit tirer sa force de l'efficacité de ces anticipations, qui sont à la fois critiques et militantes, et de la confirmation que l'évolution des faits leur apporte, et non pas du jeu de compromis, d'accords, de blocs et de rupture de blocs dont vit la politique parlementaire et bourgeoise.

Le nouveau parti international de classe naîtra avec une véritable efficacité historique et offrira aux masses prolétariennes la possibilité d'une revanche seulement s'il sait prendre toutes ses attitudes futures sur la ligne d'acier de la cohérence avec les précédentes batailles classistes et révolutionnaires.

Donc, tout en donnant la plus grande importance à la critique des bases archi-fausses que les partis soi-disant socialistes et communistes ont données pendant la guerre à leurs interprétations des faits, à la propagande et à leur comportement tactique, et tout en revendiquant ce qu'il aurait dû être une restauration d'une vision politique de classe en période de guerre, le Parti doit, aujourd'hui aussi, tracer les lignes de l'interprétation et de la tactique correspondant à la situation de paix, ou soi-disant telle, qui a fait suite à la cessation des hostilités.

#### LES PERSPECTIVES DU TROISIEME CYCLE DE L'OPPORTUNISME COLLABORATIONNISTE

Après la première guerre mondiale et de longues années durant où il ne semblait pas que l'accord entre les vainqueurs pût être remis en question. Aujourd'hui au contraire, à quelques mois de la fin de la guerre et de la bruyante propagande qui présentait comme granitique le bloc des Etats ennemis de l'Allemagne et du Japon, on entend déjà la même presse officielle parler de nuages qui s'amassent, de dissensions graves qui se font jour, et même d'une menace de conflits armés non éloignés entre les alliés d'hier.

Il s'ensuit que certains groupes et partis, qui jusqu'hier reprenaient en chœur les lieux communs de la campagne orchestrée contre le nazisme et le fascisme, commencent à se mettre en crise, à réviser leur position, à préparer tout doucement leurs adeptes à de possibles changements de cap et à de sensationnels tournants politiques. Ces réactions réflexes concernent surtout les partis dénommés prolétariens, le socialiste et le communiste, qui pendant de nombreuses années n'ont plus su énoncer d'autres buts ni d'autres conquêtes qui ne fussent l'anéantissement du danger fasciste et l'instauration d'une démocratie indistinctement commune aux classes sociales opposées, avalisant ainsi les promesses programmatiques que faisaient les chefs des Etats alliés. Ces Partis n'ont pas eu le temps de savourer leur retour sur la scène politique et de célébrer leur festival électoral sous le slogan de la chute du danger réactionnaire, que déjà, dans l'éventualité d'une rupture dans le front des "Trois Grands", ils se voient contraints à un choix entre des positions nettement antagonistes en théorie

comme en pratique.

Pour l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat il est clair qu'à la situation de guerre a succédé, pour le moment, une situation de dictature mondiale de la classe capitaliste, assurée par un organisme se liant les très grands Etats, qui dès maintenant ont privé de toute autonomie et de toute souveraineté les Etats les plus petits ainsi que nombre d'Etat comptés auparavant parmi les " grandes puissances ". Cette grande force politique mondiale est l'expression de la tentative faite pour organiser sur un plan unitaire l'inexorable dictature de la bourgeoisie, en la masquant sous la formule d' " Organisation des Nations Unies " et de " Conseil de Sécurité ". Elle signifie, si elle atteint son but, un triomphe majeur des directives qui avaient cours sous le nom de fascisme, et que les vaincus, selon la dialectique réelle de l'histoire, ont laissées en héritage aux vainqueurs.

La possibilité de cette perspective à plus ou moins long terme, d'un gouvernement international totalitaire du capital, est liée aux opportunités économiques quise présentent aux organisations presque intactes des vainqueurs - en tout premier lieu à l'organisation américaine - ceux-ci pourront, de longues années durant, investir avantageusement une accumulation capitaliste follement progressive dans les déserts que la guerre a créés et dans les pays que les destructions de guerre ont fait retomber des plus hauts sommets du développement capitaliste à un niveau colonial.

La perspective fondamentale des marxistes révolutionnaires est la suivante : ce plan d'organisation bourgeoise unitaire ne peut arriver à prendre vie définitivement, parce que le rythme vertigineux que ce plan imprimera à l'administration de toutes les ressources et de toutes les activités humaines, accompagné de l'asservissement impitoyable des masses productrices, conduira à de nouvelles oppositions et à de nouvelles crises, aux heurts entre les classes sociales opposées et, dans le sein de la sphère dictatoriale bourgeoise, à de nouveaux heurts impérialistes entre les Etats-colosses. Toutefois on ne peut prévoir que, la guerre étant désormais finie, ce cycle complexe se développera de façon accélérée; et, même si l'actualité politique de ces derniers temps parle de faillite des congrès de paix et de conflits insurmontables, et laisse prévoir que les sphères d'influence ou les grands blocs d'Etats alliés dans leur périlleux équilibre tendent à reprendre la place du nouvel organisme mondial ou " Super Etat ", pour le moment il est à présumer que l'ampleur des blessures de guerre à guérir et l'immensité du champ d'activité ainsi offert à la typique organisation capitaliste permettent le triomphe du compromis.

Si les grands réseaux de la propagande domestiquée, dans leur savante mise en scène, laissent transparaître l'horrible éventualité que les colosses vainqueurs se jettent l'un contre l'autre, en un nouveau cataclysme mondial effrayant, avec les moyens offensifs qualitativement et quantitativement augmentés de leur potentiel, c'est probablement qu'ils sont poussés par l'exigence de toujours mieux terroriser les vassaux de la nouvelle super-dictature, qui seront ainsi amenés à préférer à une aussi terrible éventualité n'importe quelle forme de servage passivement consentie aux conditions inflexibles que le sanhédrin mondial suprême voudra bien leur dicter avec ensemble en matière économique, sociale, politique, territoriale, afin de réordonner le monde selon les intérêts suprêmes du grand capital.

Cependant le conflit, la rupture, la friction qui s'est déjà dessinée, le parti prolétarien de classe peut et doit le considérer comme une anticipation de situations futures, même lointaines, auxquelles il faut dès maintenant mûrement se préparer pour éviter la dispersion et le désarroi qui se produisent dans les rangs des classes prolétariennes - cent

exemples historiques nous en avertissent - lorsque leurs partis opposent aux tournants de la situation mondiale des réactions de dernière heure désordonnées et inattendues.

Il existe des raisons graves de conflit entre le capitalisme anglais, premier jusqu'ici sur la scène mondiale, et dépositaire suprême des forces de la contre-révolution, et le capitalisme américain, historiquement plus jeune, mais qui semble en être le successeur de loin le plus puissant. Les reflets de ce conflit et les perspectives d'une lutte inter-continentale méritent une étude et un examen des plus attentifs de la part de l'avant-garde marxiste révolutionnaire et constituent l'une des tâches du parti qui la représente.

Mais l'autre perspective, même éloignée, celle de la rupture dans le front capitaliste mondial qui poserait le bloc anglo-saxon en adversaire militaire de la Russie, permet de tirer les conclusions les plus immédiates et les plus perspicaces pour l'orientation tactique de la classe ouvrière mondiale.

Les manifestations d'une telle opposition pourront se trouver accélérées par le fait que la bourgeoisie anglaise sera obligée par l'affirmation de la dictature mondiale américaine à reculer de la position de puissance océanique à celle de puissance européenne, et entre autre méditerranéenne; elle aura un intérêt pressant à garder et à étendre son contrôle sur des zones, des positions et des voies européennes, entrant alors en concurrence avec l'Etat russe qui, dans son extension vers l'ouest, pratique désormais (conséquence du caractère de la société russe, tel que nous l'avons apprécié et largement exposé dans les thèses qui constituent la plate-forme de notre parti) une politique d'expansion impériale. Des rapports de forces analogues se forment dans le monde asiatique.

En admettant que ce conflit passe graduellement du terrain de l'opposition diplomatique à celui du heurt militaire, on assistera nécessairement de part et d'autre, sous l'influence des oligarchies sociales qui ont en main les deux Etats, à la tentative de présenter au monde et aux masses la cause qui répond à l'intérêt matériel de chacun sous l'apparence de thèses générales, d'idéaux sociaux et de croisades pour le bien de l'humanité.

La possible troisième guerre mondiale, comme les autres, sera glorifiée de part et d'autre du front comme une campagne pour la défense de valeurs et pour la conquête de positions qui intéressent le bien et l'avenir de toutes les populations.

C'est encore une fois par ce moyen que les minorités dominantes essaieront de déplacer en leur faveur l'influence et l'efficacité des forces sociales et politiques qui sont en place aussi bien dans leur territoire que dans le territoire ennemi.

#### LA FUTURE GUERRE POSSIBLE, EN TANT QUE FAUSSE CROISADE ANTICAPITALISME

La position opportuniste des partis socialistes et communistes des pays en guerre contre l'Allemagne a été substantiellement identique dans les dernières années du conflit; leurs mots d'ordre ont été identiques, ainsi que leur politique, basée toute entière sur la fascination exercée par les forces antifascistes et anti-allemandes, si bien que ces partis sont allés jusqu'au seuil de l'unité organisationnelle.

Pourtant, dans une situation précédente et qui n'est pas si lointaine, les positions de ces partis étaient violemment opposées. Avant l'ouverture presque inattendue des hostilités entre l'Allemagne et la Russie, les partis communistes, en France, en Angleterre, en Amérique, non seulement n'étaient pas entrés dans les blocs nationaux formés pour détruire le nazisme, non seulement ils adoptèrent une attitude d'opposition politique, mais ils allèrent dans certains cas jusqu'au défaitisme ouvert et au sabotage de la guerre, sur la base d'une propagande germanophile (surtout en France). Le changement de situation internationale fit basculer brusquement ces partis dans la politique de collaboration et dans les fronts nationaux. Après ce virage politique fort audacieux et correspondant bien à la tradition, leur langage et leur propagande donnent comme une chose impensable et ajourné pour des générations le passage à l'intransigeance politique de classe, à l'action révolutionnaire et à la guerre civile, dont la possibilité serait envisagée aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre entre les Etats.

Mais il suffira que l'Etat russe se trouve un jour en guerre contre ses alliés d'aujourd'hui pour que, dans tous les pays ennemis de la Russie, les partis communistes dénoncent brusquement les fronts nationaux, sortent des gouvernements de coalition, amorcent une politique d'opposition, expérimentent les méthodes de l'action illégale et de l'insurrection, et soutiennent à l'arrière du front la constitution de formations de partisans luttant pour la Russie, comme ils le faisaient naguère à l'arrière du front allemand.

Il est vraisemblable aussi que ces partis présentent et justifient cette stratégie politique nouvelle avec les slogans de la lutte de classe, de la guerre sociale et de la nécessité qu'il y a pour les prolétaires à déplacer à l'improviste leur objectif historique de la démocratie progressive à la révolution de classe intégrale.

Cette agitation sera basée sur la présentation du nouveau conflit non pas certes en tant que manifestation de l'inguérissable crise capitaliste, mais en tant que lutte entre deux formes sociales, entre deux mondes, deux époques antagonistes, d'un côté les Etats bourgeois d'Europe et d'Amérique, de l'autre la Russie prolétarienne communiste.

Il est possible aussi que les thèses critiques de Marx et de Lénine contre les tromperies de la démocratie bourgeoise, qui sont fourrées aujourd'hui dans les oubliettes, soient exhumées et déployées pour la parade aux fins de la propagande de guerre.

Mais dans les pays qui, parce qu'ils subissent l'influence de l'Etat russe à la suite de la victoire militaire, seront ses alliés, on peut prévoir avec une aussi grande probabilité que les fronts nationaux seront réalisés, grâce à l'affirmation que toutes les classes sociales (bourgeois, paysans, ouvriers) ont le devoir de s'unir dans la lutte pour les fins de l'indépendance et de la liberté nationale.

Une telle politique n'obtiendra ni l'aval, ni l'approbation, ni la solidarité des marxistes révolutionnaires de gauche, car elle est fautive et opportuniste dans tout son développement, dans son appréciation critique, dans ses consignes de propagande, dans son comportement tactique et, conséquence de tout cela, dans ses effets sur le potentiel révolutionnaire du prolétariat mondial.

L'Etat russe ( notre mouvement l'a amplement démontré ailleurs ) n'est plus un Etat prolétarien. La classe ouvrière n'y a plus le pouvoir, qui est passé aux mains d'une hiérarchie oligarchique représentant les intérêts de la bourgeoisie interne renaissante et du capitalisme international. C'est uniquement parce qu'elle n'est plus un Etat prolétarien que la Russie a pu, pendant la dernière guerre, non seulement s'allier avec les puissances les plus stables et les plus dures du capitalisme et le sauver du désastre par le sacrifice de millions de prolétaires russes, mais aussi organiser et soutenir dans tous les pays la pratique de la collaboration de classe et le reniement de la préparation prolétarienne au renversement de la bourgeoisie et à la conquête du pouvoir.

Si donc cet Etat non prolétarien fait appel un jour à une insurrection partisane dans le dos de l'armée ennemie, ce sera non pas pour mobiliser le prolétariat sur le plan d'une guerre de classe, mais pour s'assurer un auxiliaire militaire, exactement comme l'ont fait les Etats bourgeois conservateurs et contre-révolutionnaires qui étaient prêts et préparés, malgré cette aide, à rétablir partout, après la victoire, l'ordre bourgeois et la domination de classe. Pour un mouvement politique d'encadrement du prolétariat, la capacité de lutte pour les finalités révolutionnaires est obtenue lorsqu'elle découle de façon conséquente d'un comportement de classe cohérent et continu dans toutes les situations. Et les partis qui, par le passé, se sont montrés capables d'ordonner le désarmement de l'action de classe et de l'insurrection à un tournant de la situation mondiale, ne peuvent, en aucune phase ultérieure ni en aucun choix tactique, être acceptés comme alliés par un mouvement révolutionnaire qui tend au renversement du pouvoir de la bourgeoisie dans tous les pays.

Autre conséquence : cette suggestive propagande exaltant la guerre russe, basée sur l'utilisation des traditions de la Révolution léniniste, devra être considérée comme l'une des nombreuses formes historiques de mobilisation opportuniste du prolétariat, car pour l'apprécier on ne pourra pas la disjoindre de la campagne analogue qui a été menée précédemment et avec les mêmes moyens pour convaincre les masses de se faire tuer pour la victoire du capitalisme américain et anglais sur le capitalisme allemand.

Les partis qui ont appelé les prolétaires à combattre pour la cause des Etats bourgeois anglais et américain ne mériteront aucune audience quand ils les appelleront à combattre contre eux.

Le courant marxiste révolutionnaire doit les tenir cloués à la responsabilité qu'ils ont prise en collaborant avec les forces capitalistes, en faisant l'apologie de la démocratie bourgeoise, et en servant dans les ministères du vainqueur anglo-américain.

Le caractère de leurs hiérarchies, qui est d'être défaitiste de la révolution, devra être considéré comme confirmé par le nouveau et sensationnel virage que leur politique devra subir si la nouvelle situation de guerre vient à se déterminer.

#### LA FUTURE GUERRE PRISE, COMME CROISADE ANTITOTALITAIRE.

Examinons sous son autre aspect la possibilité de la guerre mondiale. Les oligarchies bourgeoises d'Angleterre et d'Amérique, de leur côté, ne

renoncèrent pas à la tentative d'entraîner les courants prolétariens dans leur camp, non seulement dans leurs pays propres ainsi que dans les pays alliés et vassaux, mais également dans tous les pays ennemis.

S'il est prévisible que la propagande de guerre, dans la mesure où elle sera orientée vers des milieux possédants restreints, exploitera encore le thème de la menace de révolution et de sang que le bolchevisme fait planer sur le monde, qu'il envahirait en expropriant et massacrant les riches après le passage des armées russes ( thème qui n'a pas du tout porté chance aux bourgeoisies nazies et fascistes d'Allemagne et d'Italie ), il faut pourtant chercher ailleurs l'axe de la future campagne anti-russe que mèneront les puissantes organisations anglo-saxonnes de propagande, qui ont fait la preuve d'une perfection technique inégalable.

Quoique les démocraties occidentales évoluent progressivement vers les formes totalitaires et fascistes, elle pourront, pour un ensemble de raisons inhérentes à leur base sociale et à leur position dans le monde ( en particulier l'Amérique ) jouer longtemps encore la comédie de la défense de toutes les libertés. Comme il apparaît déjà dans les attitudes et les orientations de divers courants bourgeois, et comme cela se fait jour dans les premières polémiques engagées entre ex-alliés, on commence, chez les bourgeois de l'Occident, à attaquer le régime russe en tant que dictatorial, totalitaire et fasciste.

Il a toujours été notoire qu'il n'y a en Russie pas un atome de démocratie formelle ( la démocratie réelle est une chimère partout ) ni le système représentatif de type libéral, mais la propagande anti-hitlérienne a eu un intérêt pendant des années à feindre de croire à la démocratisation du régime russe.

Nous voyons et verrons qu'on transforme petit à petit cette thèse en son contraire, et qu'on reproche à l'appareil de gouvernement russe le caractère oligarchique et oppressif et les méthodes tyranniques et cruelles reprochées aux fauves nazis par les agneaux des démocraties parlementaires.

Déjà le représentant soviétique Molotov aurait été accusé de comportements rappelant ceux d'Hitler; les noms ne sont qu'un indice banal de la position des forces historiques; mais en tout cas la grosse erreur d'appréciation ne consiste pas à considérer Molotov comme moins brutal qu'Hitler mais provient du fait de présenter le travailliste anglais Bévin comme exprimant des forces moins pirates et moins brutales que les forces que les deux autres représentent. Quel qu'il en soit, le lieu commun d'une campagne " contre toutes les dictatures " sera longuement exploité, crédité de la complicité stupide des traîtres du marxisme, et la presse bourgeoise d'Occident découvrira que Staline est un dictateur et que le régime soviétique n'est pas autre chose que du fascisme, et sur cette assertion sera établie la thèse selon laquelle la liberté démocratique ne triomphera dans un monde pacifié qu'après qu'une nouvelle guerre, victorieuse comme celle qui emporta les Mussolini, Hitler et Hiro-Hita, ait renversé du pouvoir Staline ou son successeur.

Là aussi l'on voudra prouver aux prolétaires que le régime de liberté parlementaire est une conquête qui les intéresse, un patrimoine historique qu'ils risquent de perdre et qui, menacé hier par l'impérialisme germano nippon, l'est aujourd'hui par l'impérialisme de Moscou.

Face à cette propagande et à l'invocation du front unique de guerre au nom de la liberté, auxquelles adhéreront, entre mille nuances petite-bourgeoises, les socialistes du type II<sup>e</sup> Internationale ( ils profiteront de la trêve temporaire pour devenir anti-russes comme ils le furent pour d'autres raisons au temps de Lénine ), beaucoup d'anarchisants et les divers sociaux-démocrates d'origine bigote et confessionnelle qui infestent tous les pays, le Parti prolétarien de classe répondra par l'opposition la plus résolue à la guerre, par la dénonciation de ses propagandistes et, partout où il le pourra, par la lutte de classe directe placée sur ce tournant de l'histoire par l'avant-garde révolutionnaire dans chaque pays.

Il le fera en cohérence avec son appréciation critique spécifique de l'évolution de la présente phase historique, selon laquelle, si le régime russe " n'est pas un régime prolétarien ", et si l'Etat de Moscou est devenu l'un des secteurs " de l'impérialisme capitaliste ", toutefois sa forme centralisée et totalitaire apparaît " plus moderne " que la forme dépassée et agressive de la " démocratie parlementaire "; et la restauration anachronique de la démocratie à la place des régimes totalitaires dans les limites du devenir capitaliste n'est pas un postulat que le prolétariat doit défendre.

D'ailleurs ce postulat est contraire à la voie historique générale, et il n'est pas réalisé dans les guerres impérialistes par la victoire militaire des Etats qui s'en font les défenseurs.

#### L'OPPOSITION MARXISTE AU FUTUR OPPORTUNISME DE GUERRE.

L'attitude préconisée pour notre mouvement, dans la possible et future troisième guerre mondiale, c'est donc le refus, dans chacun des deux camps en lutte, de tout mot d'ordre ayant le caractère de " défensisme " ( terme déjà bien connu et employé par Lénine dans la lutte critique et politique contre l'opportunisme du premier cycle 1914-1918 ) et contre tout " intermédialisme ", terme par lequel nous entendons désigner la prétention de donner comme objectif principal et préalable à la force et aux efforts du prolétariat révolutionnaire, non pas le renversement de ses oppresseurs de classe, mais la réalisation de certaines conditions dans les modes d'organisation de la société présente, qui offriraient au prolétariat un terrain plus favorable pour des conquêtes ultérieures.

• L'aspect " défensiste " de l'opportunisme consiste à affirmer que la classe ouvrière, en vertu du rapport des forces dans la société actuelle, tout en étant la classe que les classes supérieures dominent et exploitent, court cent fois le danger de voir ses conditions de vie empirer d'une façon générale si certaines caractéristiques de la structure sociale actuelle sont menacées.

C'est ainsi que nous avons vu cent fois les hiérarchies défaitistes du prolétariat l'appeler à abandonner la lutte de classe pour entrer dans le camp national ou mondial en coalition avec d'autres forces sociales et politiques et voler à la défense des postulats les plus divers: liberté, démocratie, système représentatif, patrie, indépendance nationale, pacifisme unitaire, etc..., faisant fi des thèses marxistes selon lesquelles le prolétariat, seule classe révolutionnaire, considère toutes ces formes du monde bourgeois comme les meilleures armures dont le privilège capitaliste s'entoure tour à tour, et il sait que, dans la lutte révolutionnaire, il n'a rien à perdre que ses propres chaînes. Ce prolétariat, transformé

en gérant de précieux patrimoines historiques et en sauveur des idéaux faillis de la politique bourgeoise, c'est lui que l'opportunisme " défensiste " a livré, plus pauvre et esclave qu'avant, à ses ennemis de classe lors des crises ruineuses qui se sont produites pendant la première et la seconde guerre impérialiste.

C'est sous l'aspect complémentaire de l'" intermédialisme " que la corruption opportuniste se présente non plus seulement sous le caractère négatif de sauvegarde d'avantages dont la classe ouvrière jouissait et qu'elle pourrait perdre, mais sous l'aspect plus suggestif de conquêtes préliminaires que la classe ouvrière pourrait réaliser - bien entendu avec l'aide complaisante et généreuse d'une fraction plus moderne et plus évoluée de la bourgeoisie et de ses partis - en se portant sur des positions à partir desquelles il lui sera plus facile de faire un bond en avant en direction de ses conquêtes maximales. L'" intermédialisme " a triomphé sous mille formes, mais ce fut toujours pour déboucher sur la méthode de la collaboration de classe, de la guerre révolutionnaire, à laquelle Mussolini appelait les socialistes italiens en 1914, de l'insurrection partisane et de la démocratie progressive que les transfuges du communisme de la III<sup>e</sup> Internationale ont créés pendant la récente guerre comme succédané de la lutte révolutionnaire et de la dictature du prolétariat, avec cette circonstance aggravante pour eux qu'ils ont camouflé ce trafic illicite de principes en application de la tactique élastique qu'ils attribuent à Lénine. De cette méthode on trouve des formes voisines dans les slogans peu compréhensibles et dépourvus de contenu d'" Europe prolétarienne ", d'" Etats-Unis du Monde " et autres substituts équivoques du postulat programmatique central de Marx et de Lénine pour la conquête armée de tout le pouvoir politique par le prolétariat.

En conclusion, lors de la prochaine rupture possible du front impérialiste mondial, le mouvement politique révolutionnaire ouvrier ne pourra s'affirmer, résister et repartir pour un assaut historique que s'il sait briser les deux pièges de l'opportunisme " défensiste " selon lequel toutes les munitions devraient être employées : d'un côté du front pour la sauvegarde de la liberté représentative des démocraties occidentales, de l'autre pour la sauvegarde du pouvoir prolétarien et communiste russe. De la même manière la reprise de la lutte de classe sera conditionnée par le refus analogue de tout " intermédialisme " qui voudrait tromper les masses en leur disant que la voie vers leur rédemption révolutionnaire ultérieure c'est, d'un côté du front, l'affirmation de la méthode de gouvernement parlementaire contre le totalitarisme de Moscou, et c'est de l'autre l'extension du régime pseudo-soviétique aux pays capitalistes d'Occident.

A cette orientation juste de la politique prolétarienne ( qui malheureusement est représentée aujourd'hui par des groupes plus exigus et plus isolés qu'à la fin de la première guerre impérialiste ) les puissantes organisations de propagande qui alimentent le bourrage de crâne opportuniste au service des grands monstres étatiques répondront de préférence par la conjuration du silence ou par le monopole moderne des moyens d'information et d'organisation, et si nécessaire par la répression et la terreur de classe. Mais si le terrain peut encore être ouvert à une polémique soit-disant impartiale ( hypothèse inacceptable pour des marxistes ), l'accusation qui sera certainement lancée contre l'orientation que notre mouvement vient de définir ( et ce procès ressemblera comme un frère à celui que les mussolinistes nous ont fait lors du premier cycle opportuniste, et lors du second, les progressistes démo-communistes ), ce sera l'accusation de dogmatisme, d'a-priorisme, et d'indifférence aveugle vis-à-vis des multiformes possibilités de développement de la réalité historique.

Selon eux, les communistes de gauche, ayant adopté une fois pour toutes un certain nombre de formules telles que : " Lutte de classe ", " Intransigeance ", " Neutralité ", et sans se donner la peine de faire l'analyse des situations nées du cours tourmenté de leur devenir, concluraient toujours à une stérile et négative indifférence théorique et pratique vis-à-vis des forces extrêmement puissantes qui s'affrontent.

Comment est-il possible que des marxistes, c'est-à-dire des tenants de l'analyse scientifique la plus libre de préjugés et de dogmes qui puisse être appliquée aux phénomènes sociaux et historiques, soutiennent qu'il n'y ait aucune différence, au regard de tout le développement du processus qui conduira du régime capitaliste au socialiste, entre la victoire ou la défaite, hier des empires centraux, aujourd'hui du nazisme et du fascisme, demain de la ploutocratie américaine ou du totalitarisme pseudo-soviétique ? C'est avec cette thèse insinuante que l'opportunisme a toujours engagé et, jusqu'à maintenant, gagné ses batailles.

Or il n'est pas vrai du tout que les communistes de la gauche soient caractérisés par l'ignorance délibérée de ces alternatives et par le refus d'analyser, de la façon la plus subtile, ces événements successifs et compliqués et ces rapports de la crise capitaliste. Au contraire, la crise est une préoccupation incessante pour le mouvement et pour son travail de recherche critique et théorique, et aucune acceptation de principes immuables ne préjuge ni ne limite définitivement nos conclusions. Et même, c'est précisément une critique plus profonde et plus aigüe, mais surtout plus dépourvue de l'acceptation, explicite et beaucoup plus souvent implicite, de certains préjugés qui traduisent les intérêts des forces de nous ennemies, c'est cette critique qui conduit le marxisme révolutionnaire à réfuter l'opportunisme défaitiste sur le terrain de la polémique; mais il sera bien plus important de le réfuter avec les armes de la guerre de classe.

Nous affirmons sans délai qu'aux diverses issues des grandes guerres qui concernent le monde entier et aussi de n'importe quelle guerre, même plus limitée, ont correspondu et correspondront des conséquences très diverses sur les rapports des forces sociales, dans des domaines limités et dans le monde entier, et sur les chances de développement de l'action de classe. Marx, Engels et Lénine ont montré l'application de cette correspondance aux moments historiques les plus divers, et une application et une démonstration continuelles doivent en être données dans l'élaboration de la plate-forme de notre mouvement.

Dans tout ce développement, la réfutation de la thèse de base des social-traitres se ramène à la critique des trois positions arbitraires que cette thèse inclut toujours sous ses innombrables présentations.

1°) Il n'est de guerre qui ne permette des deux côtés du front de présenter artificieusement les objectifs de l'un des camps comme le prétendu triomphe de valeurs et d'idéaux correspondant aux aspirations de l'humanité et des classes sacrifiées. Par exemple, la guerre franco-prussienne de 1870 fut présentée comme susceptible de prolongements sociaux et révolutionnaires, aussi bien en temps que résultat de la possible victoire de la France de la Révolution sur la Prusse encore féodale, qu'en tant que contre-coup du renversement de la réaction bonapartiste, et chacune de ces deux perspectives offraient, du point de vue du marxisme, un certain contenu exact. Mais on ne devait pas conclure pour autant que les communistes internationaux dûssent se ranger politiquement et militairement, sous le drapeau des Hohenzollern ou de Bonaparte. Notoire est l'analyse faite dans toutes les situations historiques postérieures ( cf. les thèses de Lénine de 1916 ).

2°) S'il est une hypothèse arbitraire, c'est bien celle qui affirme que le déplacement des rapports, provoqué par la prédominance de l'une des forces militaires sur l'autre, déterminerait une évolution sociale générale qui irait dans le sens de l'expansion dans le monde du type d'organisation et de régime propres aux Etats vainqueurs. Non seulement, les possibilités dans les effets sont beaucoup plus complexes, mais encore et surtout le cours historique, dans son ensemble, à plutôt révélé un caractère dialectiquement inverse. Les invasions barbares brisèrent la défense militaire de l'Empire Romain, mais toute l'Europe fut amenée à s'organiser selon le type social et selon les lois romaines.

Les coalitions contre la France révolutionnaire aboutirent à la défaite de Napoléon et détruisirent sans appel sa force militaire, mais l'Europe entière s'organisa peu à peu selon les principes bourgeois et selon le code civil de Napoléon.

Deux grandes guerres mondiales ont donné la victoire au camp qui affirmait représenter la démocratie (encore que la Russie fut absolutiste à la première guerre, totalitaire à l'autre, et privée dans les deux phases de mécanismes parlementaires internes), mais une analyse libérée de préjugés bourgeois fait précisément apparaître que le monde moderne évolue inexorablement vers des formes toujours plus dures de contrôle au sommet, de complexité bureaucratique d'intervention de l'Etat, d'entrave et d'étouffement de toute initiative ou de toute autonomie périphérique de la part de monstrueux centres d'organisation et de monopole (ce qui, bien entendu, ne doit pas être constaté et jugé par les marxistes "sub specie aeternitatis" pour crier au scandale, mais doit précisément être analysé en tant qu'évolution des modes d'existence du monde capitaliste, et non pas tant des rapports entre bourgeois et prolétaires, lesquels furent et restent des rapports d'oppression impitoyable, que des rapports entre bourgeois et bourgeois.).

3°) Si même les deux solutions du conflit sont porteuses de chances diverses, que le mouvement peut prévoir et calculer sûrement, l'utilisation même de ces chances ne peut être garantie qu'en évitant de compromettre les principales énergies de classe et les possibilités d'action du parti dans la politique d'inféodation opportuniste.

Le Parti d'avant-garde marxiste, s'il a pour tâche essentielle de déchiffrer soigneusement le développement des conditions favorables à l'action maximale de la classe, est le parti qui doit s'attacher, dans tout le cours historique, à faire et à conduire à la victoire cette action, et non à construire "les conditions intermédiaires" de cette action. Il faut entendre par là, conformément au marxisme et à la dialectique, que la condition centrale de la victoire du socialisme est le capitalisme lui-même, tandis que le parti révolutionnaire, dès sa première apparition, lutte impitoyablement contre le capitalisme, et, selon les rapports des forces matérielles, gravit dans l'échelle les échelons de la critique scientifique, puis de l'opposition de principe, puis de polémique politique, puis de l'insurrection armée; et c'est précisément et c'est seulement en raison de cette continuité d'attitude que la fonction du parti est l'un des aspects de la maturation des conditions révolutionnaires qui constituent le contenu de la crise capitaliste.

En conclusion, et en admettant un instant que les "Chartes", les parlements, les lois libérales et autres bataillons, qui dans la phase très moderne de l'histoire apparaissent comme des mots désormais vides de sens

non seulement au marxiste avisé mais à l'observateur le plus ingénu, puis-  
sent à l'occasion nous arranger dans des secteurs de temps et d'espace don-  
nés, nous laisserons dialectiquement d'autres forces et d'autres partis  
lutter pour eux, et nous nous emploierons sans cesse à dénoncer et à sabo-  
ter ces finalités et ceux qui s'en font les paladins.

## L'ITALIE ET LA SITUATION INTERNATIONALE.

L'appréciation des tâches du parti dans le pays où il agit n'est pas  
un point de départ, mais un point d'arrivée de la politique internationale  
prolétarienne. La lutte prolétarienne est donc une lutte nationale en ce  
sens que le prolétariat, comme le dit le " Manifeste ", doit avant tout se  
débarrasser de sa propre bourgeoisie. Elle n'est donc pas nationale, si l'  
on entend par là que le prolétariat, avant d'apprécier la stratégie des  
formations internationales des classes opposées, devrait se demander s'il  
n'a pas des intérêts, des principes et des revendications en commun avec  
la bourgeoisie de son pays et dont il devrait tenir compte dans le jeu mon-  
dial.

Ces thèses furent bouleversées par la marée opportuniste de la pre-  
mière guerre, mais cette marée se heurta à la terrible contre-vague de la  
révolution léniniste. Il semble au contraire aujourd'hui, à la fin de la  
seconde guerre, qu'il n'y ait pas un chef ou un exposant du prolétariat  
qui n'accepte sans discussion comme parole d'évangile la nécessité absolue  
d'une solidarité nationale pour la défense, hier en temps de guerre, au-  
jourd'hui dans la paix, des intérêts et de la cause de la patrie, de la  
nation, de l'Italie, de l'Etat italien. Tous ces termes qui présupposent  
l'oblitération des conflits internes de classe, sont défendus par des pré-  
tendus marxistes qui ne voient pas, ou veulent cacher, que leur action se  
meut directement dans le sillage laissé par la méthode politique fasciste  
qui se perpétue et se perfectionne en eux.

La classe dirigeante italienne a expérimenté avec succès pendant la  
première guerre mondiale l'art de choisir le camp du vainqueur final, et  
elle en retira certains bénéfices, pourtant très limités par les appétits  
éhontés des noyaux les plus attractifs du brigandage impérialiste. Bien  
entendu, elle a voulu se refaire sur le dos des masses laborieuses du pays;  
mais celles-ci, justement parce qu'elles avaient évité pendant la guerre  
de tomber dans l'abdication complète de la lutte de classe, firent une  
politique de désolidarisation nationale, d'opposition ouverte et de tenta-  
tive d'offensive révolutionnaire. La bourgeoisie répliqua, par le biais  
de tous ses partis, en adoptant aussitôt la thèse selon laquelle le pire  
ennemi se trouve à l'intérieur de la frontière, elle triompha dans la  
guerre de classe, elle tint bien en main le pouvoir de l'Etat, et louvoya  
parmi les écueils de la politique internationale en espérant bien arriver  
à se mettre dans le camp le plus fort, candidat à la victoire.

A l'issue de cette seconde guerre, la situation est bien différente.  
L'Etat bourgeois national gît sous le poids de la défaite des armes, et  
la classe dont il est l'instrument attend son destin du sort que les vain-  
queurs lui réserveront. Pour créer des conséquences moins désastreuses,  
elle s'oriente, dans cette situation pourtant très différente, vers sa  
politique d'autrefois et de toujours.

Dans la plate-forme de notre parti est bien montré la continuité de cette politique qui va du fameux 28 octobre/au 25 juillet et au 8 septembre 1943.

Après avoir adjugé à la bourgeoisie allemande les intérêts, les bras et le sang des masses italiennes, la classe dominante ( tout en s'habillant de partis nouveaux pour affirmer que cette politique criminelle avait gaspillé, épuisé et broyé toutes les ressources et toute l'énergie du peuple italien ) a offert de nouveau la même adjudication à l'ennemi d'hier, tentant une nouvelle édition patriotique et pseudo-guerrière qui, comparée justement aux fléaux de la première, et si elle n'avait pas été une nouvelle et vulgaire escroquerie, aurait été plus criminelle que celle-là.

Pour obtenir des tout-puissants Etats victorieux un nouveau mandat de domination et d'exploitation parasitaire, cette classe bourgeoise, identifiée, comme c'est la tendance générale dans le monde contemporain, à la couche oligarchique des hommes d'affaires et des politiciens, offre encore une fois au plus vil marchandage, dans les négociations internationales, le travail et la vie des prolétaires italiens.

Le parti de classe du prolétariat ne peut avoir d'autre politique que celle qui consiste à repousser, non seulement toute collaboration de gouvernement, mais toute solidarité avec les revendications internationales de cette bourgeoisie, même lorsqu'elles sont hypocritement présentées comme des avantages pour les classes les plus défavorisées. Le parti doit proclamer que la classe dominante italienne doit être traitée en vaincue, et que toute situation différente ne masquerait qu'un compromis conduisant à l'aggravation de la condition ouvrière en Italie.

Comment cette politique criminelle se reflète-t-elle spécifiquement sur la perspective d'une rupture dans le front international des vainqueurs ?

Une seule question tourmente à l'heure actuelle les éléments dirigeants de la société et de l'Etat italien : ce n'est pas la question d'assurer le traitement le meilleur aux masses économiquement éprouvés par les destructions de guerre, mais celle-ci: la haute direction du monde, restera-t-elle à un centre unique de compromis entre Anglais, Russes et Américains, ou se cassera-t-elle en deux blocs, dont le désaccord n'ira pas pour le moment jusqu'à la guerre ? Et dans ce cas, duquel des deux blocs l'Etat de Rome prendra-t-il les ordres ?

Dans le premier cas, l'actuel compromis de gouvernement continuera son existence sous des formes plus ou moins hybrides à travers les fluctuations creuses de la question constitutionnelle et institutionnelle.

Pour le parti révolutionnaire cette question, tant en fait que sur le plan d'une appréciation historique réelle, ne se ramène pas à l'utopie d'une autodétermination du peuple italien. La décision serait faite dans tous les cas par une passe d'armes et un marchandage au sein de la hiérarchie oligarchique dominante, qui dans l'orgie des élections ( ardemment désirées, exactement comme après l'autre guerre ) manipulerait facilement les assemblées, les corps constitués et les institutions. Mais cette décision ne sera même pas à prendre, car les statuts, les cadres, les élections et les décisions lui viendront - avec des ordres tout faits et servilement accueillis - des hiérarchies de l'étranger.

Rompre ce cycle par une action de masse n'est pas une tâche nationale mais européenne et mondiale, irréalisable sur le terrain et par les moyens de la légalité. Notre parti a donc pour mot d'ordre unique, conformément au net diagnostic marxiste, la démystification de ce qui, après la "victoire", serait pour le prolétariat une énième et très dure désillusion : démystification de " l'anti-fascisme ", de " l'armistice ", de " la fin de la guerre " en Italie, de la " paix mondiale ", ainsi que de la charlatanerie de la " Constituante " et de la " République ".

En ce qui concerne les divers développements que l'autre hypothèse, celle d'une rupture dans la haute hiérarchie internationale, pourrait projeter sur la situation de gouvernement en Italie, le parti doit dès maintenant battre en brèche la manoeuvre prévisible et indécente d'un passage de quelques formations politiques de la collaboration la plus servile à de possibles comportements d'opposition.

Certains groupes resteront en tous cas liés à l'un des trois colosses étrangers : les communistes et une partie des socialistes à la Russie; la droite, les libéraux et peut-être quelques éléments de gauche aux puissances anglo-saxonnes. Au centre, partis et sous-groupes opportunistes ( ils ne le sont cependant pas plus que les autres ) consulteront avec angoisse l'horoscope pour connaître l'influence qui dominera l'Italie, et peut-être pour savoir demain le vainqueur présumé de la troisième guerre. Pour aujourd'hui, la tâche urgente de clarification révolutionnaire ne consiste certes pas à suivre à la trace dans le passé les déclarations fascistes des anti-fascistes, mais à rappeler impitoyablement à ceux qui polémiquent contre l'abus de pouvoir américain les flatteries qu'ils ont naïvement et servilement prodiguées à l'égard de ce type de civilisation et de la propagande dirigée par les Roosevelt et les Churchill; et aux détracteurs de la barbarie totalitaire stalinienne il s'agira de rappeler avec quelle exaltation d'historiens ils ont glorifié les sacrifices énormes que des millions de prolétaires russes, dont ils approuvaient alors la cause, ont consentis sur les champs de bataille. Cette double responsabilité doit condamner les uns et les autres et disqualifier leur influence sur le prolétariat italien.

Dans le conflit d'intérêts mondiaux, et surtout dans les sphères qui se délimitent en Europe, les masses laborieuses doivent arriver à ne pas s'émouvoir pour toutes les sympathies actives pour la " cause italienne ". Géographiquement, l'Italie est, pour notre malheur, une position-clé. Chaque groupe proclame la nécessité de sa liberté pour l'éloigner des griffes de l'autre groupe, mais il considère, qu'à cette fin, la garantie la plus sûre est de garder sur elle un contrôle stable. C'est sur la base de ce critère qu'il faut considérer le problème des limites territoriales et dénoncer la fausseté de classe des luttes politiques internes sur la question des frontières et des revendications irrédentistes. Chaque groupe de l'oligarchie politique dominante résout le problème conformément aux intérêts des puissances étrangères auxquelles il est déjà asservi, ou conformément aux prévisions sur les chances de prédominance de l'une ou de l'autre puissance étrangère qu'il y aurait lieu de servir.

Dans l'éventualité d'une situation de guerre en territoire italien l'appréciation critique et la politique du parti devront être celles qui procèdent des orientations de nature internationale. Le parti condamnera ouvertement toute formation s'organisant à l'arrière des forces armées qui dépendraient ouvertement de puissances étrangères, lesquelles alimenteraient cette formation en propagande, en argent et en armes, et par là-même se-

raient arbitres de sa mobilisation et de sa démobilisation. La possibilité d'action avec des cadres combattants doit être subordonnée à la condition que l'action et l'efficacité de ces cadres ne dépendent que de liaisons internationales et révolutionnaires elles-mêmes non dépendantes de la situation de guerre ou de paix, de victoire ou de défaite de l'un ou l'autre groupe d'états militaires, et elles-mêmes autonomes des états majors et des polices de l'un et l'autre groupe d'Etats.

Mot d'ordre simple et clair : pas un homme et pas une cartouche pour aucun des deux camps.

---

" A vrai dire, la nation française commit, au cours de ces journées fatales, un péché mortel à l'égard de la démocratie, qui est à genoux et prie quotidiennement : " Saint suffrage universel, priez pour nous ! ". Les adorateurs du suffrage universel ne veulent évidemment pas renoncer à une puissance merveilleuse qui a réalisé en leur faveur de si grandes choses, qui a transformé Bonaparte II en un Napoléon, un Saül en un Saint Paul et un Simon en un Saint Pierre. L'esprit du peuple leur parle par l'intermédiaire de l'urne électorale, comme le Dieu du prophète Ezéchiël parla aux ossements desséchés : Ainsi parla le Seigneur à ses ossements : Voici, je ferai pénétrer en vous l'esprit et vous vivrez ! "

A BAS LA REPUBLIQUE

A BAS SA CONSTITUTION.

Le débat sur la constitution de la république italienne a déjà été défini comme un compromis entre idéologies diverses et opposées. La malignité subtile de Nitti (1) a distribué à la masse de ses collègues tellement plus jeunes un certificat d'ânerie digne de foi, lorsqu'il plaisantait sur la combinaison de morale chrétienne et de dialectique marxiste. C'est avec non moins d'évidence que l'on répond que la politique n'est que l'art du compromis, que le problème d'aujourd'hui n'est que politique - "politique que d'abord" - et que les questions de principe étaient de mode il y a trente ans. Aujourd'hui tous ceux qui font profession de politique considèrent ces questions comme hors de cours et à chaque pas on entend même de vieux militants de gauche demander avec l'air fatigué des raffinés : vous ne voudriez quand même pas traiter aux masses des questions de théorie ?

Laissons donc de côté pour un moment les doctrines et le clair point de vue que la doctrine religieuse et la doctrine socialiste sont incompatibles. A cet égard signalons seulement un avantage que les chrétiens et les croyants en général sont en mesure de se vanter d'avoir sur les soi-disant marxistes. Celui qui suit un système religieux est dualiste, c'est-à-dire qu'il pose sur deux plans et dans deux mondes distincts les faits de l'esprit et ceux du monde matériel. Il ne transige pas sur les dogmes, objets de foi, et il peut très bien les tenir sains et saufs dans le secteur spirituel et théorique tandis qu'il fait des marchés dans le domaine des actes pratiques, des faits et des intérêts matériels. Cet avantage est à la base de la grande force historique de l'Eglise, souple et changeante dans sa politique et dans son activité sociale, extrêmement rigide sur les points cardinaux de la théologie. Ainsi le chrétien, qui comme militant politique en arrive à une mixture de directives opposées sur les problèmes de l'Etat terrestre et des rapports entre les classes et les partis, ne trahit pas ses principes, ou du moins n'est pas contraint à admettre d'avoir subordonné le respect des principes à des questions de bas intérêt.

Il n'en est pas de même pour le marxiste; son système se base sur la conception que les idéologies dérivent directement du monde matériel dans lequel se développent les faits ainsi que les rapports d'intérêts qui deviennent des forces réelles. Le marxiste ne possède pas un coffre-fort commode où déposer sa doctrine intacte pendant qu'il fait un commerce de fait avec ses propres adversaires dans le domaine pratique. Lorsque les délégués de partis opposés et de classes opposées trafiquent entre eux et convergent vers un accord intermédiaire par rapport à leurs positions de départ, celui qui suit ou qui dit suivre le matérialisme historique n'a pas le droit de contester qu'un "commerce de principes" est advenu, ce que Marx et Engels réprouvaient dans les programmes social-démocrates. Parce qu'à la pratique, à la mécanique effective de la collaboration, ne peut pas ne pas correspondre dans les cerveaux un enchevêtrement et une contamination égales des opinions.

0

0 0

Essayons donc de voir quelques uns des problèmes les plus remarquables sur lesquels on discute à propos de la nouvelle constitution, sans

enfoncer la porte ouverte que les textes de compromis qui résultent de la discussion, ou mieux de la manoeuvre sont, du point de vue théorique, tout simplement pitoyables dans leurs substance comme dans leur forme; mais tenons-nous en aux rapports concrets et au jeu des forces historiques.

Il y a d'abord la question de la laïcité de l'Etat, réduite à la chinoiserie de savoir s'il faut mentionner ou non dans un article de la constitution le pacte entre l'Italie et la papauté stipulé par Mussolini mais que tout le monde s'accorde à vouloir respecter.

Rien de plus exact historiquement que de déclarer finie la question romaine, et rien de plus vain et de plus stérile que de vouloir ressusciter sur ce point le vieux regroupement des blocs anticléricaux selon la méthode que les socialistes-marxistes ont déjà liquidée avant 1914 en rompant avec les idéologies et la politique de la bourgeoisie franc-maçonne. A ce sujet les deux partis socialistes (2) ont démontré qu'ils étaient aussi vides l'un que l'autre et ont donné la preuve du contenu vraiment réactionnaire et d'extrême droite de tout le regroupement qu'ils partagent avec les petits groupes républicains et leurs pareils, ainsi qu'avec quelques cadavres de libéraux.

La question est historiquement dépassée à l'échelle sociale si l'on considère l'évolution générale du capitalisme et de la politique de l'Eglise, et surtout à l'échelle locale si l'on observe les avatars de l'Etat italien.

La révolution bourgeoise qui instaura la démocratie trouva comme obstacle et comme adversaire de première force l'Eglise dans la mesure où l'organisation et la hiérarchie de celle-ci ainsi que sa vaste fonction économique faisaient bloc avec le régime des aristocraties féodales. Cette dure lutte économique et sociale se refléta dans une lutte idéologique, si bien que la philosophie bourgeoise fut antireligieuse et que la politique de la jeune et victorieuse classe capitaliste fut antiéclésiastique. Les tentatives de restauration du vieux régime trouvèrent solidarité dans l'Eglise, et c'est pourquoi toutes les mesures de la bourgeoisie pour renforcer ses propres conquêtes de classe furent franchement anticléricales. Cependant lorsque le clergé comprit qu'il n'était plus possible d'éviter socialement le triomphe du capitalisme, il cessa de l'excommunier et, par tout, il se joignit en un processus plus ou moins complexe dans les détails, aux nouveaux milieux privilégiés. L'opposition théorique entre la religion et les fondements de l'économie et de la politique bourgeoise d'abord se ternit, puis disparut: reflet de l'alliance entre les plus grands Etats du capital et l'Eglise. Nous n'allons pas refaire la démonstration, exacte, qu'il n'y a pas d'opposition entre l'éthique et le droit capitaliste et une vision fidéiste.

La classe ouvrière, alliée révolutionnaire de la bourgeoisie naissante, fut longtemps entraînée sur l'élan d'un jacobinisme littéraire et rhétorique, et le fond de la politique massonique fut d'utiliser cette philosophie de bouffeurs de curés comme un dérivatif à la lutte de classes et comme un écran pour masquer le véritable objectif que la politique prolétarienne, une fois qu'elle fut sortie de sa position minoritaire et qu'elle eut acquis un mouvement historique autonome, trouva dans le renversement du privilège économique et social.

En Italie, ce développement eut des aspects particuliers qui sont bien connus. L'Etat national ne s'était pas formé pendant la période pré-bourgeoise, entre autres choses parce que c'est en Italie que la plus grande église à base mondiale avait son siège. La jeune bourgeoisie qui luttait pour l'unité nationale fut terriblement anti-catholique et anti-papiste: en 1848, elle n'hésita pas à expulser le Pape de Rome, en 1870 elle fit ce que tous nous savons (3).

C'est au ralenti que l'Eglise catholique fut contrainte d'effectuer en Italie sa manœuvre historique générale aboutissant à bénir l'avènement des régimes capitalistes et à se concilier avec eux. De Cavour à Mussolini elle y est arrivée finalement, comme dans tous les autres pays.

Le caractère de la méthode catholique se montra une fois de plus. Le fascisme, avec ses ébauches idéologiques douteuses, était inacceptable au niveau de la doctrine à cause de sa tentative de déplacer, avec sa mystique de la nation et de l'Etat, les valeurs religieuses, chose qu'il fit ensuite de façon plus radicale en Allemagne. Mais sa politique pratique offrit la possibilité de consolider dans les institutions présentes l'influence de la structure ecclésiastique, et il fallut en profiter tout de suite. La mécanique fasciste et celle de l'Eglise catholique dans l'ordre économique et social conduisent en fait à une même pratique conservatrice, et ceci était le point principal.

Ce statu quo ne dégoûte pas l'actuelle républicquette dont le réformisme et le progressisme sont aiguillés par l'histoire sur la même voie.

Mais comment le gouvernement italien actuel, sans véritable souveraineté et sans force matérielle, délégué plus ou moins toléré des grandes forces mondiales, pourrait-il se permettre une quelconque nouveauté et une quelconque initiative ? Evidemment dans le nouveau climat historique qui fait suite à deux guerres mondiales, au cours desquelles l'organisme bourgeois dirigeant italien s'est mesuré et s'est cassé les côtes pour toujours, on ne tarderait pas à avoir une nouvelle loi internationale des garanties analogue à la loi nationale des garanties (4) née de la régulation unifiée des rapports des différents Etats et des différentes régions catholiques de la péninsule avec le Vatican. Ce dernier ne se poserait plus en tant que partie contractant d'égal à égal avec toute l'Italie, comme le feint puérilement le fameux article 7 (5), mais sur un plan supérieur.

Dans la phase totalitaire moderne du capitalisme il est facile de prévoir une régulation planifiée à l'échelle mondiale du facteur religieux lui aussi. A côté de l'ONU nous verrons probablement une UCO (United Churches Organisation).

L'Eglise de Rome ne contrôle pas la majorité des croyants dans les nations les plus puissantes du monde : l'Amérique, l'Angleterre, la Russie. Elle ne peut pas ne pas aspirer à une fonction chrétienne unitaire. Dans son action politique, elle appelle aujourd'hui les partis qu'elle inspire, " démocrates chrétiens ", " chrétiens sociaux ", " populaires " - jamais " catholiques ". Par là, comme d'habitude, elle sacrifie sa doctrine, puisque la réforme fut une question de dogme et de rite; mais l'éthique sociale peut être la même pour tous les chrétiens, si ce n'est pour ceux qui ont une religion. Ainsi les tentatives faites après l'autre guerre en vue d'une église unifiée devront se répéter, sous une nouvelle forme, et déjà on parle d'une Internationale chrétienne. Un grand pays en majorité catholique, la France, qui, il y a quelques décennies, semblait gagné à l'athéisme militant, a vu surgir de zéro un puissant parti catholique. (6)

Dans notre vision marxiste nous considérons au contraire historiquement que l'apparition des églises réformées correspondait à une adhésion anticipée du fidéisme au monde bourgeois naissant, et aujourd'hui l'Eglise de Rome se conciliant avec le régime mondial du Capital se met au pas avec ces précurseurs. Le dernier acte de ce tournant historique fut constitué par les pactes de Saint Jean de Latran (7). S'étonner que le statut de la République soit plus lié au Vatican que celui de la monarchie est ingénu. La question a un goût de rance, et en cela Togliatti a raison.

Le slogan général du laïcisme fait rire. On pouvait parler d'individus laïcs lorsque toute la société était contrôlée par une hiérarchie religieuse, lorsque le clergé était en mesure de valider tous les actes politiques et juridiques et aussi tous ceux se rapportant à l'éducation et à la culture, monopolisant ces fonctions dans une structure stable et figée. Ceux qui tentaient d'agir à l'extérieur de ces schémas rigides et d'en rompre le conformisme cruel faisaient bien œuvre laïque, même si plusieurs d'entre eux étaient des moines : Dante, les humanistes de la Renaissance, Galilée, Vico, Bruno, Telesio, Campanella. Dans le monde d'Occident le premier laïc fut le Christ, contre les scribes et les pharisiens. Laïcs devaient être Cavour et l'Etat Albertin (8), parce qu'ils ne pouvaient pas avancer sans faire éclater les pouvoirs de droit divin dans la péninsule, les investitures de Rome et les main-mortes.

Aujourd'hui que le Syllabus ne se déchaîne plus contre l'économie capitaliste officielle et le droit romain-napoléonien, sous le même baldaquin conformiste se meuvent tous ceux qui, tout en professant ces intentions réformatrices et progressives aussi peu évidentes, ne sont pourtant pas regroupés dans une lutte institutionnelle de l'extérieur pour renverser et briser l'autorité et la hiérarchie d'un ordre constitué.

Le fait même de se mettre à cent pour écrire une constitution est le symptôme d'une phase de conformisme. Lorsqu'historiquement les constitutions avaient une raison et un contenu, elles résultaient d'une lutte révolutionnaire, elles en étaient le reflet, leur réaction était rapide et faite dans le feu de l'action. Elles sanctionnèrent comme charte et déclarations d'une nouvelle classe en train de vaincre des principes en contradiction stridente avec le passé; un groupe homogène les affirma et les proclama avec des idéologies à contours nets. A une époque ultérieure les constitutions " concédées " par les princes prenaient acte d'une situation révolutionnaire irrévocable, même là où la lutte n'avait pas été aussi ouverte et victorieuse.

Aujourd'hui, tous ces messieurs de Montecitorio (9) sont au même degré conformistes. Tous des clercs. De voix " laïques", au sens historique, on n'en a pas entendu une seule là-dedans. Une complicité de congrégation les associe, dans leurs oppositions, dans leurs intrigues et dans leurs complots.

Dans l'attitude des " communistes " face à la constituante, ce qui est grave, ce n'est pas le démantèlement de la thèse qu'un Etat bourgeois et démocratique parlementaire comme cette pauvre petite Italie peut très bien rester sous les ailes de l'Eglise - constatation historique du pont jeté entre le régime capitaliste et la religion. Ce qui est grave, c'est la prétention de jeter un autre pont, bien différent celui-là, entre des régimes socialistes prolétariens et le fidéisme. Là le reniement du marxisme se répète et se confirme une nouvelle fois.

Nous en aurions un seul exemple historique : la Russie. Là-bas non seulement on aurait la liberté de conscience religieuse ( mais à quel endroit du matérialisme dialectique trouve-t-on les termes de " liberté ", de " conscience " et leur corrélation ? ), mais l'Eglise elle-même, ayant renoncé à défendre le vieux régime tsariste dont elle était l'alliée, est aujourd'hui admise par l'Etat, et pendant la guerre sa propagande a collaboré avec la propagande nationale pour pousser les masses militaires à la lutte.

La question est d'une portée imposante; elle aboutit à deux conclusions : ou bien celle de Togliatti, que la religion et le socialisme ne sont pas en anti-thèse, ou bien cette autre conclusion que nous sommes en présence d'une nouvelle preuve que le régime de Moscou n'a plus de caractère

socialiste et prolétarien. De toute façon il y a une autre vérité patente, c'est que, pour lancer des millions d'êtres humains dans l'abattoir de la guerre, la foi dans l'outre-tombe est un facteur précieux.

Puisque tous les politiciens et les journalistes sont à se demander ce que peut bien penser le chef des communistes italiens lorsqu'il les surprend - il leur en faut peu - par ses actes et ses thèses, nous tâchons de les illuminer en disant que, à la lumière du futur pratiquement accessible à son esprit concret, il se demande si l'inter-église mondiale de demain sera ou non un monopole et un puissant atout du bloc occidental. Dans la course à celui qui pourra le mieux exploiter la vogue de la haine du fascisme et du nazisme s'insère une autre lutte, aussi vieille que l'histoire humaine, pour savoir qui pourra le mieux utiliser, pour son drapeau de commerce et de guerre, la popularité du Bon Dieu. Malheureusement l'addition du flair de la curie romaine et de l'opiniâtreté du puritanisme anglo-saxon empesté nous font voir la balance pendre du côté opposé à celui de Palmiro (10). Tagliatti se décide à faire un peu de crédit à Dieu, De Gasperi (11) avalise cette petite traite, mais avec la commode reservatio mentalis que Dieu ne paye pas le samedi ... Après quoi on trouvera toujours un Calosse (12) pour croire que c'est le prêtre qui a été couillonné.

Le projet de constitution avec ses articles innombrables et mal reliés ainsi que son accommodement avec la méthode parlementaire, qui montre plus que jamais sa pourriture, offrirait trop de points d'attaque.

On a voulu donner un contenu commun à tous les groupes de l'actuel agglomérat politique, dérivés, comme on doit le faire croire au grand public, de la démolition du fascisme, et pour cela on a trouvé une note, une note au moins, acceptable pour tous. Si l'on va en sens contraire de l'idolâtrie fasciste de l'Etat, il ne reste plus qu'à faire levier sur l'individu et sur la dignité inviolable et sacrée de la personne humaine. Et d'autre part ébaucher tant bien que mal une décentralisation démocratique avec la création d'autres organes parasitaires et confusionnistes - si ce n'est des organes dominés par des mafias - : les administrations régionales. Thèmes qui se prêtent tous à des suggestives illustrations.

Laissons de côté la théorie. Alors que la réalité d'aujourd'hui montre plus que jamais sa caractéristique saillante en prenant au filet, en étouffant ce pauvre individu, cette malheureuse personne dans les étrointes sans cérémonies des centres organisés, alors que les Etats mineurs eux-mêmes perdent tout résidu de fonction autonome dans tous les domaines par les soins des pressions et des interventions des gros monstres étatiques (voir comme ultime épisode le coup de talon en Grèce et en Turquie), chez nous on s'amuse à reconstruire à coup de paperasses la liberté déchirée de l'Unique et de région.

C'est sur ces principes " sacrés et inviolables " que convergent dans le nivarna conformiste toutes les idéologies multicolores représentées à Montecitorio : les transcendentalistes pour qui il faut donner à l'individu le libre-arbitre (autrement comment ferait-il après la mort pour aller en enfer ?); les immanentistes qui, de la liberté du Moi de se réaliser dans l'éthicité de l'Etat, font dériver la faculté de disposer soit de son propre patrimoine soit de son propre travail, c'est-à-dire la liberté d'acheter et de vendre du temps humain; les matérialistes et les positivistes qui, ayant fait entre tous un informe pastis du marxisme, d'un côté avec le cynisme le plus vulgaire, de l'autre avec la philanthropie la plus lacrymogène, ne surent pas quoi trouver de plus commode comme slogan que celui de la liberté, pour pousser les électeurs à faire preuve de la pire stupidité en les désignant à prendre la place des autorités de Mussolini.

Quand une chose est devenue sacrée et inviolable pour tous, c'est-à-dire que dans quatre cents discours pas un seul n'a l'idée de l'attaquer, ceci est la preuve que tout le monde s'en fout suprêmement. Que le citoyen électeur soit finalement réconforté en sachant que l'on paye à prix de marché noir la rédaction de la charte constitutionnelle.

0

0 0

Le plat épiché, c'est dans le contenu économique et social de la constitution républicaine qu'il se trouve. On a l'audace de mentionner çà et là le travailleur à côté du citoyen. Avons-nous une république fondée sur le travail, ou sur les travailleurs ? L'un et l'autre, dans la mesure où tous les Etats bourgeois actuels sont fondés sur l'exploitation aussi bien du travail que des travailleurs. De même que les fondations supportent le poids de l'édifice, les travailleurs italiens portent sur leurs épaules le poids de cette république en faillite.

Les expressions littérales ont été heureuses ? Malheureusement la plus commode avait déjà été prise par les fascistes : l'Italie est une république sociale (13).

Là aussi cette évolution dans les attitudes est parfaitement cohérente avec tout le développement du cycle bourgeois. Au début, la mentalité et les dispositions démocratiques ne tolèrent pas que l'on parle de travailleurs au lieu de citoyens, de question sociale au lieu de question politique. Le citoyen peut croire qu'il est égal à tous les autres, le travailleur comprend qu'il est un esclave. La politique du capital est égalité de droits, sa sociologie est l'exploitation.

Mais en un siècle la défensive bourgeoise a eu le loisir de changer ses fronts polémiques. Réformisme d'abord, fascisme ensuite ont apporté sur la scène les mesures sociales et le travail. Nous ne reporterons pas ici cette démonstration qui est au centre de toute notre tâche d'analyse et de recherche.

Le libéral et le jacobin pur n'existent plus. Le syndicat économique, interdit dans la praxis initiale de la révolution bourgeoise, est d'abord admis, puis corrompu, puis encadré par l'Etat. Le jeu des initiatives économiques qui, au début doit être incontrôlé en application de la loi sacro-sainte (version directe de cette baudruche qu'est l'invicibilité de la personne), voit des interventions de plus en plus nombreuses et de plus en plus directes du pouvoir politique, au nom de l'intérêt social !

Mais au monde bourgeois, libéral pur ou social-interventiste, est ce que nous proposons, nous, socialistes conséquents, une idéalisation, une mystique, une démagogie du travail et du travailleur ? Pas du tout. Voilà encore un autre point qui mérite d'être éclairé et libéré d'incrustations opiniâtres.

Lorsque les esclaves luttèrent pour s'émanciper, est-ce qu'ils proposèrent une république d'esclaves, ou une république sans esclaves ? Les ouvriers d'aujourd'hui luttent pour une société sans salariés.

C'est faire de la philosophie que de définir le travail comme une activité humaine générale sur la nature sans en déduire l'analyse des rapports sociaux dans lesquels le travail est enserré. La lutte prolétarienne ne tend pas à exalter mais à diminuer la dépense de travail, et elle se base sur les énormes ressources de la technique actuelle pour avancer vers une société sans efforts de travail imposés, dans laquelle la prestation de chacun se fera au même titre que le déroulement de toute autre activité, abattant progressivement les barrières entre actes de production et actes de consommation, acte de fatigue et actes de jouissance.

Ce n'est pas pour rien que les régimes fascistes parlent en long et en large du travail, et que la charte mussolinienne s'appelait charte du travail. La même fausse démagogie guide la praxis " sociale " des régimes ultra-modernes. Là où tous ils écrivent : exigences sociales, nous, nous lisons : exigences bourgeoises de classe.

La classe ouvrière ne peut considérer comme une de ses conquêtes l'énoncé que le travailleur fait partie des institutions.

Le programme des communistes pour le passage de l'époque capitaliste à l'époque socialiste n'est pas une république dans laquelle les bourgeois admettent les travailleurs, mais une république de laquelle les travailleurs expulsent les bourgeois, en attendant de les expulser de la société fondée non sur le travail mais sur la consommation.

L'exigence politique de la classe ouvrière n'est pas de trouver une place dans l'Etat constitutionnel présent, car il n'y a de petites places que pour " ceux des membres de la classe dominante que les ouvriers peuvent choisir pour les représenter " (Marx) (14).

Son exigence sociale n'est pas non plus de trouver une place dans la gestion de l'entreprise. L'usine non plus n'est pas l'idéal auquel tendent les conquêtes du socialisme. Si Fourier appela les usines capitalistes des bagnes mitigés, Marx, rappelant les " maisons de terreur " anglaises pour les pauvres, dit que cet idéal se réalisa dans la manufacture bourgeoise, et que son nom fut : " Fabrique " ! (15). Tout le réformisme moderne sur la technique productive ne cesse pas d'avoir pour but le produit et non le travailleur; tout le monde ne sait peut être pas que les plus récentes usines de moteurs en Amérique se font sans fenêtres, parce que la poussière atmosphérique gêne les travaux mécaniques de précision et qu'il faut une ambiance conditionnée pour la température, l'humidité, etc... Du bagne à la tombe.

Quant aux méthodes stakhanovistes russes qu'on se remémore aussi un passage de Marx : " A Londres, par exemple, chez les mécaniciens, l'artifice en usage est que le capitaliste choisit pour chef d'un certain nombre d'ouvriers un homme de force physique supérieure et prompt à la besogne. Il lui paye tous les trimestres ou à d'autres termes un salaire supplémentaire, à condition qu'il fera tout son possible pour entraîner ses collaborateurs, qui ne reçoivent que le salaire ordinaire, à rivaliser de zèle avec lui." (16)

Assez de faire trimer les masses, de les aiguillonner avec des méthodes qui dérivent de celles que l'on appliquait aux esclaves, si ce n'est aux bêtes de somme et de boucherie, auxquelles, cependant, on n'imposait pas dans la constitution de se croire sacré et inviolable, ni ressuscitable après avoir été mangé. (°)

(1) Nitti avait été premier ministre italien de décembre 1919 à juin 1920; grand homme d'Etat politique italien.

(2) Il n'y avait à l'époque que deux partis socialistes en Italie : l'un représenté par Nenni, est resté dans le camp soviétique jusqu'à l'insurrection hongroise. L'autre, représenté par Saragat, actuel président de la république, était pro-américain. Cette coupure du socialisme italien remonte au début des années vingt, lorsque les membres du PSI qui n'avaient pas scissionné pour former le PCI se séparèrent en partisans de la III<sup>e</sup> Internationale et en partisans de la II<sup>e</sup>.

(3) En 1870, les troupes du royaume d'Italie rentrèrent dans Rome, achevant ainsi d'unifier la péninsule sous la domination de l'Etat piémontais. Le symbole de cette annexion de Rome fut la brèche faite dans la porte Pia, au Vatican.

(4) La " Loi nationale des Garanties " fut votée en 1871 par le parlement italien; elle reconnaissait au pape les prérogatives d'un souverain, lui attribuait une importante dotation annuelle, et garantissait la liberté absolue des conclaves et des conciles. Ceci était fait pour calmer les inquiétudes de l'église catholique, puissante en Italie, après l'annexion de Rome. Néanmoins le pape refusa de la reconnaître; ainsi que ses successeurs, Pie IX se considéra prisonnier moralement dans le Vatican jusqu'à la signature des accords du Latran avec le gouvernement fasciste en 1929.

(5) De la loi nationale des garanties qui considère le Pape comme un souverain. Aujourd'hui le Vatican est un Etat représenté à l'ONU.

(6) Le MRP.

(7) Les accords du Latran : par ces accords, signés en février 1929, la Papauté reconnaissait enfin le royaume d'Italie et renonçait à ses prétentions sur les territoires que la maison de Savoie lui avait enlevés de 1860 à 1870 (période de formation de l'unité italienne par les " guerres d'indépendance "). En retour, la papauté obtenait la création d'un petit état pontifical souverain : la Cité du Vatican. Et surtout le catholicisme était de nouveau proclamé religion d'Etat, la validité civile de mariage religieux était reconnue.

(8) Stato Albertino : c'est celui de Carlo Albertino de Savoie (1798 - 1849) Roi en 1831, il régna d'abord en souverain absolu, réprima les mouvements libéraux et mazziniens. En 1848, il dut accorder le " Statuto Albertino ", à partir duquel la constitution fut donnée au royaume de Piémont-Sardaigne; devint ensuite la loi fondamentale du royaume d'Italie.

(9) Pontecitorio : siège de l'assemblée constituante.

(10) Palmiro Togliatti.

(11) Le Gasperi : grand premier ministre démoc-chrétien d'après guerre.

(12) C'est-à-dire un quelconque ministre de gouvernement de " libération ".

(13) C'est ainsi que Mussolini avait défini la république qu'il avait fondée dans le nord à Salò en 1943, alors qu'il était chassé du Sud et du Centre de la péninsule par l'avance alliée.

(14) La citation exacte est : " Aulieu de décider une fois tous les trois ou six ans quel membre de la classe dirigeante devait "représenter" et fouler aux pieds le peuple au parlement..." ( La guerre civile en France. Ed. Sociales. p. 43.)

(15) Le Capital. Livre I. Section III. Chapitre X. Fin du § 5.

(16) Le Capital. Livre I. Section VI. Chapitre 21. Ed. Sociales. Tome 2, P. 225

## MARXISME OU PARTISANAT.

HIER.

Au temps de la révolution bourgeoise, les forces d'avant-garde de la classe qui arrivait au pouvoir connurent leur internationalisme, surtout dans la période de feu de 1848, quand, d'autre part, la classe prolétarienne moderne déjà présente, les insurrections se répercutèrent bouleversant l'une après l'autre les capitales de l'Europe. Les démocrates révolutionnaires bourgeois de différents pays nouèrent de fréquents contacts, se prêtèrent des appuis armés efficaces. Les systématisations théoriques d'un mouvement européen et mondial de la démocratie bourgeoise ne manquèrent pas. Il suffit de rappeler la jeune Europe de Mazzini parallèle à la jeune Italie et le large emploi de la mystique patriotique et nationale.

Une méthode de lutte caractéristique de cette période de la conquête du monde de la part de la bourgeoisie fut la conspiration des sociétés secrètes et la participation, grâce à des expéditions armées, à des légions de volontaires organisés à l'intérieur et à l'extérieur des frontières, aux luttes qui se développaient dans les différents pays (guerres d'indépendance).

Il est fondamental que, depuis le siècle dernier, les premiers groupes d'ouvriers et de socialistes venus à la conception de classe marxiste, opposèrent à ce mode de conduire la lutte révolutionnaire, propre à l'époque bourgeoise, une critique décisive et un type très différent d'organisation et de lutte. Il suffira de relire, à ce propos, la note d'Engels sur l'histoire de la Ligue des communistes qui sert de préface aux révélations de Marx sur le procès de Cologne de 1852. En 1848, en pleine période révolutionnaire, les communistes étaient convaincus que la défaite de la réaction féodale dans les différents pays avait une grande importance pour le prolétariat. Ils ne désespéraient pas, d'autre part, de greffer sur les révolutions de Paris, de Berlin et des autres capitales l'assaut de la classe ouvrière à la bourgeoisie, afin de conquérir le pouvoir. Toutefois ils dénonçaient, même dans des circulaires de parti, l'utilisation des légions et le "partisanat" des démocrates extrémistes. "A Paris sévissait alors la manie des légions révolutionnaires. Italiens, Espagnols, Belges, Hollandais, Polonais, Allemands, se groupaient en bandes pour délivrer leurs patries respectives. La légion allemande avait à sa tête Herwegh, Bornstedt, Börnstein. Comme tous les ouvriers étrangers se trouvaient, au lendemain de la révolution, non seulement sans travail, mais encore en butte aux tracasseries du public, ces légions avaient beaucoup de succès." (K. Marx devant les jurés de Cologne. Ed. Costes. p.88-89) "Nous prîmes parti, de la façon la plus nette, contre cet enfantillage révolutionnaire... Nous fondâmes un club communiste allemand, où nous donnions aux ouvriers le conseil de rester à l'écart de la légion, mais de rentrer isolément en Allemagne et d'y faire de la propagande en faveur du mouvement." (Ibid. pp.89-90)

A la vague de crises et de luttes de 1848 succéda une période de consolidation de l'économie bourgeoise et de pause dans les luttes politiques. La réaction féodale s'illusionnait avoir politiquement vaincu; mais dans une analyse de 1850 Marx notait que "la base des conditions sociales est momentanément tellement sûre et, ce que la réaction ne sait pas, tellement bourgeoise. C'est contre cette base que viendront échouer toutes les tentatives faites par la réaction en vue d'arrêter l'évolution sociale, tout aussi sûrement que toute l'indignation morale et toutes les proclamations enthousiastes de la démocratie." (Revue de mai à octobre 1850, in Neue Rheinische Zeitung). Engels notait encore : "Mais cette froide appréciation de la situation était considérée par beaucoup de gens comme une hérésie à une époque où Ledru-Rollin, Louis Blanc, Mazzini, Kossuth et, parmi les lumières allemandes de second ordre, Ru-

go, Kinkel, Gœgg et tutti quanti, constituaient en masse à Londres de futurs gouvernements provisoires, non seulement pour leurs patries respectives, mais encore pour toute l'Europe, et où il ne restait plus qu'à réunir, au moyen d'un emprunt révolutionnaire émis en Amérique, l'argent nécessaire pour réaliser en un clin d'oeil la révolution européenne, ainsi que les différentes républiques qui devaient en être la conséquence naturelle." (pp. 96-97). La conclusion de ce texte d'Engels qui date de 1885 est un rappel classique et un hommage à la puissance gigantesque de la conception révolutionnaire de l'histoire dûc à Marx.

Il y en a assez pour établir qu'à la méthode mystique propre à la révolution bourgeoise, celle des anciens exilés devenus partisans, la révolution ouvrière en oppose une bien différente : l'organisation en parti de classe, territorialement présent partout où le capital exploite ses esclaves salariés, parti unique pour tous les pays parce que non fondé à partir de la reconnaissance des Etats nationaux et des constitutions populaires, parti en lutte incessante avec les institutions bourgeoises en place tant sur le plan théorique que dans la bataille pratique.

La méthode démocratique-bourgeoise et partisane pour qui tout mouvement ne peut parvenir à s'opposer à l'ordre régnant dans un pays que s'il a l'appui d'un régime d'un autre pays qui lui fournit armes et aides, donne refuge en cas de défaite à des congrès d'inspirés, des gouvernements de fantômes, n'a pas cessé par ses séductions corruptrices, de créer des obstacles à la constitution du mouvement prolétarien mondial.

La tradition littéraire italienne possède le fameux texte de Carducci sur les jeunes printemps sacrés de l'Italie qui vengent Rome et Montana en tombant victorieux sur la gentille terre de France. Dans la guerre franco-prussienne de 1870 - on peut se demander si la démocratie moderne progressait plus avec les baïonnettes de Moltke ou avec celles de Napoléon le petit - les garibaldiens italiens furent volontaires, en tant que légion, à Dijon où il remportèrent sur les prussiens une victoire tactique secondaire.

Lorsqu'il s'est agi de consolider la critique socialiste au nationalisme et au patriotisme, les épisodes des légions de la guerre de libération grecque contre les turcs à la fin du siècle dernier, donnèrent des ennus assez importants. Les partisans nous crièrent, en polémique, qu'à Demokos avec tous les démocrates du monde il y avait aussi les anarchistes. Nous expliquâmes plusieurs fois avec patience que nous ne considérions pas les anarchistes comme un modèle révolutionnaire de gauche pour les marxistes.

Au cours de la guerre de 1914 on peut penser que le fait dominant ne fut pas un choix des "démocrates" du monde entier pour une des deux parties. En Autriche et en Allemagne les socialistes, comme du reste tout autre parti parlementaire de gauche furent pour le régime et pour la guerre. Nous en étions déjà au type de guerre moderne, impérialiste, générale, concernant tout le monde capitaliste. Il y avait dans le coup un régime réactionnaire, féodal, celui de la Russie, mais, voyez un peu, il était dans le camp des grandes démocraties d'Occident, celles qui ont toujours couvé dans leur sein généreux les partisanats de la liberté. On ne pouvait pas à Londres et à Paris songer à organiser des légions contre l'allié, le tsar sérieusement engagé à supporter les coups de bélier des armées du Kaiser. Mais la révolution russe éclata. La position de Lénine et des bolchéviks en face des différents groupes opportunistes d'émigrés russes démocrates et socialistes n'a pas besoin d'être rappelée. En théorie c'est celle de Marx vis-à-vis du mazzinisme et du Kossuthisme, dans la pratique il les fit foutre en l'air en même temps que les partisans du tsar et les bourgeois.

AUJOURD'HUI.

C'est au cours de la guerre civile espagnole que le partisanat a fait ses grandes preuves au cours de sa ruineuse réédition. Avec les dannunziens nous avions eu, en Italie, au cours de la grande guerre, une production du légionnarisme. C'est un fait qui pour l'analyse marxiste se relie aux vastes exigences du militarisme professionnel déterminé par les guerres modernes spécialement au sein de la classes moyennes et qui conduit directement à diverses formes propres du totalitarisme fasciste. (1)

En Espagne, nous vîmes le légionnarisme rouge et noir qui tous deux prirent des formes partisans, c'est-à-dire la forme de corps militaires soutenus et maintenus par la technique moderne et par une dépense relative, sans que les Etats n'apparussent de façon officielle, par exemple la Russie d'un côté, l'Italie de l'autre.

Cela semblait le heurt de deux mondes, mais tout finit par une opération de police complaisamment soutenue par les grands marchés des démocraties occidentales et par le comportement ambigu de Moscou et se termina par la terrible ruine du mouvement révolutionnaire international, ruine idéologique, organisationnelle et le sacrifice d'hommes valides et audacieux, dans l'intérêt intégral et à l'avantage du capitalisme.

Tout ceci conduisit directement à la situation défaitiste du point de vue prolétarien, de la seconde guerre mondiale. Tandis qu'après la première, tout l'effort du mouvement orienté vers la victoire communiste en Russie était porté à la formation du parti de classe international qui se levait menaçant contre la bourgeoisie de tous les pays, les stalinistes liquidèrent l'orientation classiste et de parti et, avec cent partis petit-bourgeois renversèrent toutes les forces que, malheureusement, ils contrôlaient, dans le mouvement de type légionnaire.

Les militants révolutionnaire se muèrent en aventuriers d'un type peu différent de celui fasciste des premiers temps. Au lieu d'être des hommes de parti, gardiens de l'orientation marxiste et de l'organisation autonome solide des partis de l'internationale, ils devinrent des caporaux, des colonels ou des généraux d'opérette. Ils ruinèrent l'orientation révolutionnaire du prolétariat en le faisant terriblement reculer d'au moins un siècle. Ils appelaient tout cela progressisme. Ils convainquirent les ouvriers de France, d'Italie et de tous les autres pays que la lutte de classe - naturellement offensive et ayant un caractère d'initiative délibérée et déclaré - se concrétisait en une défense, en une résistance, en une inutile et sanginaire hémorragie contre les forces capitalistes organisées qui ne furent expulsées que par d'autres forces non moins régulières et non moins capitalistes, tandis que la méthode adoptée empêchait absolument, dans le mouvement en cours, une tentative d'attaque autonome de la part des forces ouvrières. L'histoire démontrera que de telles tentatives ne manquèrent pas comme celle de Varsovie durant laquelle les soviétiques attendirent impassibles à quelques kilomètres que l'armée allemande rétablisse l'ordre classique. Mais ce furent des tentatives condamnées à cause du fourvoiement démocratique et partisan des énergies de classe.

La dégénérescence opportuniste de 1914-18, battue par le bolchevisme c'est-à-dire par le marxisme dans sa vraie conception, se présente dans le même rapport vis-à-vis du chemin difficile de la classe travailluse socialiste que la dégénérescence partisans de 1939-45.

Le partisan est celui qui combat pour un autre. Peu importe qu'il le fasse par foi, par devoir, ou pour de l'argent.

Le militant du parti révolutionnaire est le travailleur qui combat pour lui-même et pour la classe à laquelle il appartient.

Le sort de la reprise révolutionnaire dépend de la possibilité d'élever une nouvelle barrière insurmontable entre la méthode de l'action classiste de parti et celle démo-bourgeoise de la lutte partisane.

BATTAGLIA COMUNISTA. 1949. n° 14.

- (1) Cf. une série d'articles d'A. Bordiga, in PROMETEO 1924.
- (2) Cf. " En souvenir de la Commune de Varsovie."  
" il programma comunista " n° 23. 1953 et n° 1. 1954.

" ... il ne doit pas y avoir, dans le mouvement socialiste, de chefs et de domestiques et, dans un certain sens, même pas de maîtres et de disciples. "

BORDIGA. " Encore plus avant " 1917.

## PACIFISME ET COMMUNISME.

HIER

La tradition des marxistes révolutionnaires a solidement établi l'opposition au nationalisme et au militarisme, ainsi qu'à tout bellicisme basé sur la solidarité de classe du prolétariat avec l'Etat bourgeois en guerre pour les trois motifs trompeurs : la défense contre l'agresseur, la libération des peuples gouvernés par un Etat d'une autre nationalité, la défense de la civilisation libérale et démocratique.

Mais une tradition non moins solide de la doctrine et de la lutte marxiste est l'opposition au pacifisme. Cette idée et ce programme peu définissables, lorsqu'ils ne constituent pas le masque hypocrite des préparatifs de guerre, se présentent comme la stupide illusion que l'on doit, au préjudice de la définition et de l'éclaircissement des contrastes sociaux et des luttes de classe, et par delà l'alignement sur ces fronts de classe, s'entendre en vue de " l'abolition de la guerre " et en vue de la " paix universelle ".

Les socialistes ont toujours soutenu que le capitalisme engendre inévitablement la guerre, aussi bien dans la phase historique au cours de laquelle la bourgeoisie stabilise son pouvoir que dans la phase impérialiste moderne où elle s'oriente vers la conquête des pays arriérés et où ses divers états historiques s'en disputent la possession. Qui veut abolir la guerre doit abolir le capitalisme et pour cette raison, s'il existe des pacifistes non socialistes, il faut les considérer comme des adversaires. Qu'ils soient de bonne ou de mauvaise foi ( dans tous ces problèmes propres à notre mouvement et à notre comportement, le premier de ces cas est encore le pire ), ils nous engageraient à abandonner les fondements classistes de notre action et la lutte contre le capitalisme, sans arriver pour autant à l'objectif illusoire d'une période de capitalisme sans guerre, objectif qui ne peut être le nôtre de quelque façon que ce soit.

C'est-à-dire, en résumé, qu'il sera toujours utile d'établir que l'analyse marxiste des guerres entre Etats ne s'est jamais réduite ( voir Marx, Engels, Lénine ) à un raisonnement simpliste qui nierait l'influence et les répercussions du cours et de l'issue des guerres sur le développement et les possibilités du socialisme révolutionnaire. Et si nous nous référons à la phase ultra-moderne du capitalisme actuel, l'analyse complète ne nous conduit en aucune façon à écarter la possibilité d'un capitalisme organisé dans le monde entier suivant un complexe unitaire, super-état ou fédération, capable de maintenir la paix partout. Aujourd'hui, ceci apparaît d'ailleurs toujours plus comme l'idéal des groupes super-flibustiers du capital et de ses valets. Nous n'excluons pas cette éventualité de paix bourgeoise, qui, avant 1914, était dépeinte sous les couleurs de l'idylle par les divers Norman Angel. Mais en l'admettant, nous la considérons comme une éventualité pire encore que celle du capitalisme générateur de guerres en cascades jusqu'à son éreusement final. En effet nous voyons en elle l'expression la plus contre-révolutionnaire et la plus anti-prolétarienne. Cette éventualité, qui ne contient rien de surprenant pour la vision marxiste, contribue au service de l'oppression capitaliste, dans une police mondiale de fer, sous commandement unique, tous les moyens de destruction et d'attaques propres à étrangler toute rébellion des exploités.

Le pacifisme, en tant que renonciation globale à l'emploi de moyens violents, d'Etat à Etat, de peuple à peuple, d'homme à homme, est une de ces nombreuses idéologies creuses et sans fondements historiques dont le

marxisme a fait justice. Les doctrines de la non-violence non seulement sont irréelles et sans exemples d'application historique, mais encore ne peuvent servir qu'à détruire dans le sein de la classe ouvrière la préparation à l'insurrection pour renverser le régime bourgeois qui, selon les marxistes, ne peut tomber autrement. Ces doctrines sont des doctrines anti-révolutionnaires.

Le christianisme lui-même, qui est aujourd'hui le principal moyen d'endormir les opprimés et de leur faire accepter l'injustice sociale, par son horreur de la violence (laquelle n'empêche pas l'hypocrite bénédiction des guerres et des répressions, par les prêtres de toutes les églises) fut en tant que fait historique un acte de lutte, et le Christ lui-même a dû ne pas être venu apporter la paix mais la guerre.

La thèse selon laquelle la guerre aurait été inévitable dans les sociétés antiques et médiévales, mais qu'une fois la révolution bourgeoise et libérale affermie partout, il serait possible de régler les conflits entre Etats avec des moyens pacifiques, a toujours été considéré par les fondateurs du marxisme comme une des plus sales et des plus stupides apologies du système capitaliste. Karl Marx, toutes les fois qu'il dût avoir affaire avec des idéologues du "civisme" bourgeois ne cacha pas son ennui infini et, à la fin, se résolut à brandir son infaillible fouet sur leurs divagations. Et à l'une des raisons de principe, lors de la rupture avec le faux révolutionnarisme bakouninien, fut la fréquentation, par les libertaires, de ces ambiances suisses de neutralisme et de sympathisants quakers.

Dans ce dur travail entrepris pour ramener le mouvement ouvrier dans la bonne voie, on ne rappellera jamais assez, on n'illustrera jamais assez suffisamment la puissante campagne contre les social-patriotes de 1914, qui les marqua définitivement, comme renégats, comme valets du militarisme et de l'orientation bourgeoise corrélatrice à la solidarité juridique internationale genevoise, en quoi consistait pour Lénine la véritable internationale capitaliste de la contre-révolution.

## AUJOURD'HUI.

A la veille de chaque guerre, le recrutement des troupes se fait aujourd'hui avec des moyens plus complexes que dans les siècles passés. Dans les sociétés gréco-romaines, les citoyens libres étaient seuls admis à combattre et les esclaves restaient à la maison. Dans les temps féodaux, l'aristocratie avait la guerre pour fonction et elle complétait ses armées avec des volontaires : volontaires ou mercenaires, c'est toujours la même chose, c'est-à-dire celui qui décide de sa propre initiative d'être soldat, apprend le métier et cherche une place. La bourgeoisie introduisit la guerre par force. Tout en prétendant avoir donné à tous la liberté civique, elle abolit celle de ne pas aller se faire égorger. Elle voulut au contraire qu'on le fit gratuitement, ou seulement pour une soupe. Un vieux mélodrame chantait, au temps de l'absolutisme : " Il vendit sa liberté et se fit soldat ". Le conseiller s' alarma du terrible mot de " liberté " et voulut le remplacer par celui de " loyauté ", de toute façon le nouveau régime bourgeois considéra la liberté personnelle comme une chose trop noble pour la payer, et il se l'accapara sans rétribution.

L'Etat dispose aujourd'hui de mercenaires, de volontaires et de conscrits, mais la guerre est devenue un fait si vaste que tout cela n'est pas encore suffisant. Les effets de la guerre peuvent susciter le mécontentement de toute la population, militaire ou non. Pour le freiner, contre les

diverses polices des fronts intérieurs et extérieurs, on a instauré une mobilisation de la propagande en faveur de la guerre elle-même. C'est ainsi que se présente le colossal bourrage de crâne sous lequel l'histoire de ces deux dernières décades nous a submergés, et qui a réhabilité tous les types discursifs de bonne aventure que compte la vie des peuples, du sorcier de la tribu à l'augure romain, du prêtre catholique au candidat au parlement.

A l'heure actuelle dans cette préparation au massacre, dans cette fabrication d'enthousiasme en vue du carnage général, un personnage très important se trouve à la tête du macabre carnaval, c'est la grande Idée, la noble Cause, de la Paix, une candide colombe.... réduite à l'état de demoiselle depuis longtemps déflorée.

Les chefs traitres ont conduit la classe ouvrière mondiale à tout massacrer, et l'ont traînée derrière tous ces fantômes idéologiques en la liant, ainsi égarée et passive, au bon plaisir de son ennemi de classe.

Ils lui ont donné l'ordre de combattre pour tous les buts propres à ses oppresseurs; ils l'ont mise à la disposition de la patrie, de la nation, de la démocratie et du progrès, de tout sauf de la révolution socialiste. Ils sont capables de la préparer à l'action, pour des troubles, des soulèvements, pour des révolutions, à conditions toutefois que ce soit les révolutions des autres.

Au moment où en Russie il y avait encore deux révolutions à faire, et que, suivant la vision marxiste, il n'était pas possible de n'en faire qu'une seule, il existait deux types d'opportunismes à combattre (ceux-là même que Marx avait combattus en Europe en 1848). Le premier voulait greffer une économie de type socialiste sur le régime tsariste, le second voulait se servir des ouvriers pour une révolution bourgeoise, en soutenant qu'il fallait laisser vivre plus longtemps le régime capitaliste en vue de son évolution ultérieure. Lénine exposa clairement la solution révolutionnaire en une phrase très simple : la Révolution doit servir au prolétariat, et non le prolétariat à la Révolution. C'est-à-dire : nous ne sommes pas ici pour placer le mouvement ouvrier, que commande notre parti, au service de requêtes, de revendications et même de révolution d'autres classes, mais nous voulons le porter à la lutte pour ses objectifs autonomes et originaux, ceux de notre classe et d'elle seule.

Le mouvement actuel des partis dits communistes n'encadre les ouvriers que pour les porter derrière ces fantômes du bric à brac bourgeois, que pour en brûler les énergies au service de tous les buts non-ouvriers et non-classistes.

A la campagne pour la démocratie et le libéralisme parlementaire menacés par le régime fasciste, à la lutte pour les honteuses paroles de résurrection nationale, de nouvelles révolutions démocratiques - paroles cent fois plus insensées que celles que prononçaient les anti-bolchéviks au temps des tsars - succède aujourd'hui une nouvelle et plus ignoble phase du bourrage de crâne mondial : la bataille derrière le mot d'ordre du pacifisme.

C'est là un nouveau et important chapitre du reniement du communisme marxiste. La croisade contre le capitalisme impérialiste d'Amérique et d'Occident pourrait être un mot d'ordre prolétarien, mais en ce cas il se présenterait comme un mot d'ordre non de paix, mais de guerre, de guerre de classe dans tous les pays. De plus ne pourraient pas le lancer ceux qui ont créé les projets de débarquement à cet impérialisme et, pour ce faire, ont reçu leurs salaires.

La campagne de paix et les congrès avec invitations à tous les pen-  
seurs non communistes, non seulement sont le plus grand défaitisme dans l'  
orientation de classe - défaitisme qui couronne dignement tous les autres -  
non seulement constitue un service de premier ordre rendu au capitalisme  
en général, mais ils conduiront, comme la grande croisade démocratique  
honteusement développée de 1941 à 1945, à un renforcement des grandes  
structures étatiques atlantiques. Celles-ci ne s'écrouleront que lorsque  
le système capitaliste sera attaqué de front, en dénonçant avec vigueur  
les drapeaux mensongers de Liberté et de Paix, pour l'écraser ouvertement  
avec la dictature et la guerre de classe. (°)

(°) BATTAGLIA COMUNISTA. n° 13 - 1949.

" La position classique de la gauche marxiste radicale  
n'a plus - pratiquement - de représentation organisée. Nous,  
nous n'avons pas pour tâche de construire, mais de détruire,  
d'abattre des obstacles précis ! Non seulement le capitalisme  
a depuis longtemps construit ce qui nous suffit amplement en  
tant que base "technique", c'est-à-dire la dotation en forces  
productives, si bien que le grand problème historique n'est pas  
- dans l'aire blanche - d'accroître le potentiel de travail,  
mais de briser les formes sociales qui entravent la bonne  
distribution et l'organisation des forces et des énergies  
utiles, en interdisant leur exploitation et leur gaspillage;  
mais ce même capitalisme a trop construit et vit au sein de  
l'antithèse historique :  
détruire ou trépasser. "

PROMETEO - Série II, n° 4 - 1952

## LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE ET

### LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL.

Dans le n°8 d'Invariance, il est affirmé que les thèses de la gauche italienne et ceux d'autres courants seraient publiés à l'avenir en brochures séparées, " ceci parce que nous ne revendiquons pas une continuité organisationnelle avec un mouvement dont l'oeuvre est terminée et a désormais un caractère historique. Le lien avec la gauche d'Italie est théorique en ce sens que nous revendiquons l'apport de ce courant, mais de façon restrictive parce qu'il n'a pas restauré intégralement le marxisme. Elle fut une affirmation unilatérale de celui-ci." (p.60.)

Les affirmations qui précèdent en liaison avec ce qui fut écrit dans le n°5, p.5 et dans le n° 6. thèses I.5. " La gauche communiste d'Italie après la guerre " permettent déjà à n'importe quel lecteur tant soit peu sérieux de se rendre compte de la provenance des éléments qui produisent Invariance. Cette revue, en effet, n'a jamais eu un quelconque rapport avec " Socialisme ou Barbarie, comme l'affirmait " Le monde " du 04.04.70. et " Lutte ouvrière " de novembre de la même année. Dans ce dernier journal il est même indiqué qu'Invariance est une vieille revue. Or, elle n'existe que depuis 1968. Afin de dissiper toute équivoque, donnons quelques précisions.

En 1966, le processus de désintégration atteint son paroxysme dans le parti communiste international. Il avait commencé fin 1964 avec le retour offensif de la position purement léniniste qui voulait lever l'ambiguïté du mouvement dont nous avons parlé dans le n° 5, en abandonnant les caractères et le mode de vie du petit parti et en appliquant les principes léninistes en matière d'organisation avec, en particulier, la réaffirmation du centralisme démocratique et la création de chefaillons à la tête de chaque section. Contre cette déviation, Bordiga s'éleva fermement en publiant les " Notes pour les thèses sur l'organisation ". Ce faisant, la vieille ambiguïté était réaffirmée. Il en fut de même à Naples en 1965 où avec les " Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial, selon les positions qui depuis plus d'un demi-siècle forment le patrimoine historique de la gauche communiste ", l'affirmation de l'existence du petit parti était assurée par l'intermédiaire de la continuité de la gauche communiste. Ces thèses opéraient tout de même un certain recul en ce sens qu'elles opéraient une allégeance plus soutenue vis-à-vis de la 3° Internationale. Dès lors, l'affirmation de l'ambiguïté devenait un travail de Sisyphe, parce qu'en fait elle n'était plus possible historiquement ( cf. Invariance n°(5. p.05). Les thèses supplémentaires de Milan tentaient encore une fois de lutter contre la réabsorption trotskyste, mais en vain. Dès lors, il ne pouvait plus y avoir que dissolution de ce mouvement en ses composants. Les éléments qui sortirent en 1966 avaient, en réalité, peu de positions en commun. L'affirmation fondamentale faite alors : La création du parti avait été prématurée en 1943, on ne construit pas un parti à une longue distance historique de la révolution, avec son corollaire il faut situer historiquement ce parti, c'est-à-dire étudier en quoi il se rattache à la grande tradition qui part de 1848, et mettre en évidence ce sur quoi il a trébuché l'amenant à disparaître en tant que parti formel, n'était en fait acceptée que par une infime minorité. Ceci devait conduire à une nouvelle séparation en 1967 d'où naquirent deux revues :

" Le fil du temps " que nous avons caractérisée dans le n°8. p. 29., et " Invariance ". Une des différences essentielles entre les deux revues se trouve résumée justement dans la phrase citée plus haut.

Une dernière remarque à propos des articles du " Monde " ou de " Lutte ouvrière " : nous ne nous considérons aucunement comme faisant partie d'une extrême-gauche. S'il y a une gauche, c'est qu'il y a un centre et une droite. Or, comme nous l'avons indiqué dans le n° 8, tous les groupuscules - et, vis-à-vis de la classe, même le P.C.F. est un groupuscule - ne sont que des racketts politiques. Les éléments qui publient Invariance se relient au vaste mouvement international, qui se développe souterrainement et est donc encore peu perceptible aux agités de tous bords de la nouvelle phase révolutionnaire dont le centre est aux Etats-Unis d'Amérique. C'est dire que nous nous situons en dehors de tous les courants structurés ou non du vieux mouvement ouvrier dont mai 1968 a parfaitement dévoilé la passéité.

Dire que la gauche a terminé son oeuvre implique de délimiter l'apport de ce courant, son originalité, sa spécificité; ceci réclame dans un premier temps d'en faire connaître les textes; c'est ce à quoi nous nous sommes attachés depuis le début. Ceci est d'autant plus nécessaire que la Gauche est mal connue en France. Cependant, à ce sujet, il faut préciser que depuis 1968, il y a une nette amélioration. Comme preuve nous citons le petit livre honnête, sérieux, heureusement composé : " Le marxisme après Marx " de Pierre Souyri. Ed. Flammarion, qui expose correctement les positions de ce qu'il appelle les bordiguistes italiens ( cf. pp. 79-81). D'autre part la brochure de J. Barrot " Contribution à la critique de l'idéologie ultra-gauche " ( La Vieille Taupe. 1 rue des Posses Saint Jacques. Paris 5° ) indique aussi quelques caractères de la gauche italienne ( cf. pp. 37-38).

Lorsqu'on veut présenter le noyau positif de la gauche communiste d'Italie, son apport, on se heurte à une autre difficulté qui ne lui est pas spécifique: le caractère hétérogène du mouvement. A l'inverse des proclamations du PCI il n'y eut jamais une ligne homogène ayant l'assentiment de tous les militants. En fait très souvent la gauche fut le lieu de rencontre de diverses positions, tout en conservant la sienne propre. D'autre part il y a en Italie trois organisations qui se réclament de la gauche, deux en France.

Nous n'aborderons pas dans sa totalité la question de la spécificité de la Gauche, nous nous limiterons à la période d'après 1945 et par là nous préciserons ce qui fut écrit dans les thèses 1.5. du n° 6 d'Invariance. Dans cette période, il s'agit de voir quel est le rapport entre la Gauche et le parti communiste international. Ceci est d'autant plus important qu'à l'heure actuelle celui-ci opère une véritable déification de celle-là. Nous donnerons pour exemple l'introduction à la brochure " Communisme et fascisme " qui en dehors de la superficialité qui caractérise le PCI, exalte la gauche par rapport à tous les autres courants et en particulier la gauche allemande définie " infantile, syndicaliste, ouvriériste et spontanéiste ", p.20. C'est à ce moment-là qu'est mentionné le KAPD qui, en fait, et nous le montrerons mieux dans un prochain travail, porta une critique virulente, sérieuse et cohérente à l'IC; critique que Bordiga devait reprendre après 1923. D'autre part, quelle stupidité de reprendre l'adjectif d'infantile appliqué par Lénine à la gauche allemande et de l'escamoter à propos de la gauche italienne; sans oublier que Lénine déclara plusieurs fois que Bordiga était un anarchiste. D'autre part, il n'est pas vrai que la Gauche affronta sur ses bases pro-

pres l'ennemi de classe, sur le terrain du communisme puisqu'elle avait accepté la position léniniste révolutionnaire de la participation aux élections ( cf. Elections : Manifeste électoral du Parti communiste d'Italie 1921, in " La question parlementaire dans l'Internationale communiste " Ed. " Programme communiste " ).

L'escamotage de la période 1916-21, celle où s'individualisèrent les différents courants de la gauche allemande, leur unification et leur défaite devant l'I.C. permet aux rédacteurs de la brochure de montrer un mouvement ouvrier allemand uniquement aux ordres de Moscou, toujours en avance dans l'application des décisions du centre moscovite.

Toute apologetic est escamotage, camouflage de quelque chose : elle est fondée sur la volonté avouée ou non de masquer les différences ; elle conduit au monolithisme à posteriori. En ce qui concerne le sujet qui nous intéresse cela touche les origines du PCI. Dans le n°6 de cette revue, nous avons simplement affirmé qu'il y avait différents courants à l'origine de ce parti. Il nous faut préciser de façon plus détaillée la nature de ces derniers.

Durant la guerre de 39-45, des groupes restés sur la base de la position de la gauche italienne écrivent et oeuvrent contre celle-ci; ce sont eux qui fonderont en 1943 le parti communiste internationaliste qui changera de nom en 1964 et s'appellera parti communiste international. Il regroupera rapidement un nombre important de militants. Cette croissance fut due en grande partie à la position du parti communiste italien - alors dans le bloc anti-fasciste - et au fait que beaucoup de militants s'illusionnaient, comme ce fut aussi le cas en France, sur une possibilité de porter, à la fin du conflit, les armes contre la bourgeoisie. Cette position ne rompait pas avec celle de la fraction qui avait toujours affirmé que la guerre mondiale engendrerait la révolution.

En 1945, à la conférence de Turin, c'est l'enthousiasme et les différentes positions ne peuvent pas émerger dans leur spécificité. Il n'en est pas de même au premier congrès de Florence en mai 1948.

Ce congrès de Florence fut en fait celui du désarroi. A la suite du passage des staliniens dans l'opposition les rangs du parti se vidèrent littéralement. La perspective de la révolution à la fin de la guerre s'était donc avérée fautive.

Un des plus chauds partisans de la permanence du parti, Damen, reconnaît la défaite du prolétariat et affirme que l'on se trouve dans un nouveau cycle d'accumulation qui doit conduire à une autre guerre : " En un mot, la consolidation du régime capitaliste a été rendue possible par l'asservissement du prolétariat et c'est sur ces présuppositions que repose le problème d'un nouveau cycle de l'accumulation capitaliste, d'où découle la nécessité historique de la nouvelle guerre pour la domination dans un sens unitaire et totalitaire du monde." Mais l'hypothèse d'une nouvelle période d'accumulation ouvre " la perspective d'un rallumage des luttes sociales auxquelles les masses ouvrières seront poussées à cause de la détérioration de leurs conditions de vie ..." Ceci l'amène à considérer/les <sup>que</sup> positions de la conférence de Turin étaient justes et que l'existence du parti était justifiée : " Il y a une tendance chez quelque camarade qui tend à <sup>en</sup> restreindre les tâches si ce n'est à nier la

légitimité historique de son existence." Il refuse la thèse selon laquelle " le parti devrait réapparaître après le renversement du cours réactionnaire actuel. "

" Nous affirmons que, dans la mesure où il y a le parti et où il dure dans une phase où apparaissent de façon de plus en plus patente la défaite du prolétariat et la consolidation du capitalisme et la mise au point de l'alignement des forces pour la guerre, cela est dû au fait que le parti exprime une exigence concrète de la continuité historique du mouvement prolétarien." C'est le genre de démonstration de la nécessité de l'existence par la preuve de l'existence.

" Du reste du point de vue du conflit de classe, que la toute puissance de la victoire capitaliste peut à la limite atténuer mais non éliminer historiquement, le parti est le seul épisode saillant de cet après-guerre et représente dialectiquement la preuve de la possibilité d'une renaissance de classe."

" Le parti a surgi quand la fraction avait accompli les motifs pour lesquels elle était issue de l'ambiance de l'expérience centrisme." Puis il affirme, qu'étant donné que " le parti communiste italien est devenu un parti de la guerre démocratique et le plus valide défenseur de la propriété capitaliste et de ses organes de défense traditionnels (...) la tâche de la fraction était finie, et le problème de la construction du parti de classe était posé par l'histoire. "

C'était donc la fin d'un entrisme de type luxembourgeois. D'autre part il y a chez Damen une vision du parti qui rappelle celle des kapédistes pour qui le parti était éducateur et conscience (cerveau social) et l'élément qui parachève l'union du prolétariat.

" ... le prolétariat doit être aidé pour se retrouver lui-même, comme force révolutionnaire; il doit être aidé pour individualiser ses ennemis et pour se libérer de l'influence des partis ouvriers passés à la contre-révolution. Il incombe au parti de créer dans la lutte le potentiel humain de classe pour la révolution, solution révolutionnaire de cette crise qui, sinon, ira vers la guerre. Sous cet aspect le parti se révèle comme la présupposition théorique critique et organisationnelle de cette solution révolutionnaire : révolution plutôt que la guerre."

Il considère la formation de fractions syndicales comme une tâche importante du parti. La fraction syndicale, dit-il, n'est pas un " doublet du parti dans la mesure où elle regroupe aussi des sympathisants et des éléments d'autres formations politiques " d'autre part il propose la participation aux élections. En conclusion une petite note trotskyste : " les chances à venir de notre parti sont liées à notre capacité de nous donner un centre de direction en lequel prévale non la personnalité, mais l'effort unitaire, tenace, inflexible, pour l'élaboration de la théorie révolutionnaire. " Fondamentalement le parti doit intervenir dans l'action.

Ici une remarque est nécessaire : en dehors de la question des élections, on peut dire qu'ultérieurement la position de Damen devait être acceptée par beaucoup d'éléments qui s'étaient séparés de lui après 1952. En effet, le parti communiste internationaliste, puis international, remis à la mode, à partir des années 60, la question des fractions syndicales, affirma que l'existence du parti ( dans son acceptation formelle ) est continue et, qu'au cours de la lutte de classes, il disparaît jamais. Aus-

si le jugement suivant de Damen, n'est-il pas sans fondement : " Il est advenu ensuite que le groupe bordiguiste a commencé à faire siennes, avec l'habituelle effronterie politique, toutes les positions du parti, contre lesquelles il avait lancé tant d'anathèmes, depuis la nécessité de la permanence du parti jusqu'au travail syndical, la conquête de l'intérieur et, donc, démocratique, des syndicats, en poussant extrêmement à droite comme il avait été poussé extrêmement à gauche auparavant, à tel point qu'il est légitime de se demander quelles étaient les raisons véritables et non avouées de la scission ".

Tout à fait différente est la position de Vercesi ( pseudonyme de O. Perrone, militant de la gauche italienne émigré dans les années 20 en France puis en Belgique et ayant contribué de façon substantielle à la rédaction de la revue Bilan; il est mort en 1957 ) qui déclare :

" Le point de référence de nos travaux est la conférence de Turin. Je dois déclarer avoir commis une grave erreur dans l'appréciation des développements de la situation consécutive à une perspective que je nommerai messianisme historique, je postulai alors la délimitation d'une série de situations du type de celle qui conduisit à la victoire de l'octobre russe et l'ouverture d'une situation révolutionnaire mondiale. Cette erreur ( à ce sujet qu'on voie mon article sur la commémoration de la révolution russe in " Battaglia comunista " ) ne me paraît pas fatale; (....) mais une autre erreur fut commise à Turin et elle est tellement plus grave du fait qu'on y persiste aujourd'hui. Les camarades qui affirment ouvertement l'insertion d'une perspective réactionnaire retinrent que celle-ci n'excluait pas mais comportait la possibilité d'une affirmation de la classe prolétarienne et par là du parti de classe."

" En un mot, le parti a appliqué avec une désinvolture qu'on ne peut approuver au cycle capitaliste actuel, le schéma valable pour le cycle précédent."

" Je pense fermement que le parti faillira complètement et définitivement à sa fonction s'il ne renverse pas l'orientation actuelle..."

" Le capitalisme donne une liberté totale aux fanfarons qui font croire aux travailleurs qu'ils peuvent faire des grèves, les étendre, les intensifier et que ceci est la preuve qu'il y ait, ou qu'on s'achemine au socialisme. En dehors du fait qu'il est fort probable qu'on parlera de moins en moins de grève, nous devons dire ouvertement que, pour nous limiter au passé, si les grèves ont été possibles, ceci est advenu parce que le com- parse stalinien était là pour les diriger et les porter à leur défaite certaine..."

Après avoir expliqué pourquoi il avait affublé le parti de l'adjectif de stalinien de gauche, il expose la position qui sera la sienne jusqu'à sa mort : " A mon avis la position qui peut nous ramener au processus de la lutte révolutionnaire est celle qui, dévoilant la fonction capitaliste des deux complices, pose aussi le problème de la lutte violente contre l'un et l'autre, contre celui qui s'oppose à la grève comme contre celui qui la dirige. En résulte-t-il que nous soyons actuellement immobilisés dans une situation uniquement critique et destructive ? Et bien s'il en est ainsi, et j'en suis convaincu, l'unique voie qui puisse nous conduire à la formation du parti de classe, est celle qui mûrit chez les quelques prolétaires qui nous suivent avec la seule conviction qu'il est nécessaire de comprendre la nature de cette évolution pour pouvoir être à même de personnifier la classe qui sera en mesure de bouleverser cette évolution quand les conditions historiques auront produit l'antagonisme sur laquelle elle est posée."

de comprendre la nature de cette évolution pour pouvoir être à même de

" J'ai dit explicitement ne pas être en mesure de conduire à terme une analyse de cette espèce . (....) J'affirme de façon catégorique que ceci n'a été fait par personne, parce que personne - même si nos maîtres étaient parmi nous - est en mesure de le faire; pour y arriver il faut que, avec le cours de la maturation de l'antagonisme de classe, l'histoire pose les conditions pour sa compréhension."

Ultérieurement, Vercesi considéra que seul Bordiga était en mesure d'entreprendre une telle tâche et que, de ce fait, mieux valait taire les divergences immédiates, dans l'attente de la clarification nécessaire.

Les autres interventions sont polarisées autour des deux précédentes et n'apportent aucune affirmation essentielle, si ce n'est celle de Daniélis indiquant qu'il y a déjà une fraction dans le parti. L'intervention de Maffi enfin est celle de la conciliation : " Il se lamente que ni le rapporteur (Damen) ni le contre-rapporteur (Vercesi) ne se soient préoccupés de développer l'analyse sur la base des documents présentés par l'exécutif; que l'un soit monté sur le cheval blanc d'un patriotisme de parti, l'autre ait lancé la bombe atomique des problèmes non discutés avant le congrès et pour lesquels celui-ci n'était pas préparé. " Cependant il reprend la preuve de la nécessité de l'existence du parti par l'affirmation de son existence même. " La fracture de classe s'exprime dans l'existence du parti, c'est-à-dire par la présence de forces prolétariennes qui échappent à la pression du rouleau compresseur de la bourgeoisie ". Il évite de traiter des problèmes fondamentaux si ce n'est pour affirmer que la participation aux élections est nocive. C'est d'ailleurs sur une motion fermement soutenue par lui et La camara que se fera l'unification. " Dans l'attente des conclusions auxquelles parviendra la discussion qui doit se dérouler au sein du parti sur la question du participationnisme ou de l'abstentionnisme, le congrès décide que le parti ne participera à aucune élection ".

C'est ainsi que se termina d'ailleurs sur un compromis en éludant les questions, les escamotant..., le congrès de Florence.

Pour avoir une idée plus exacte sur ce que pouvait être la gauche après la guerre, au moment de la formation du PCI, il convient de considérer la position des camarades d'autres pays que l'Italie. Les idées de Vercesi, qui vivait à Bruxelles, étaient plus ou moins complètement partagées par les belges. Quant aux français ils étaient des partisans inconditionnels de la création du parti. Voici ce qu'écrivait d'ailleurs un membre de la fraction française de la gauche communiste (F.F.G.C.) (1) dans l'Internationaliste n°2. " Nous avons appelé les ouvriers les plus conscients à former le parti de classe. Et cet appel nous l'avons renouvelé dans ce journal et dans chaque réunion où il nous a été possible de nous exprimer. Parfaitement. Nous ajoutons même que notre organisation va travailler de toutes ses forces à cette formation du parti ". Et, pour fonder son affirmation de la possibilité de la formation du parti maintenant alors que cela était impossible auparavant, il écrit : " Une cassure s'est amorcée entre les dirigeants politiques syndicaux, stalinien et socialistes réformistes et une partie des travailleurs ". ( Chazé : la formation du parti de classe, hier non, aujourd'hui oui ".

Cette élaboration théorique du plus pur style trotskyste fut critiquée par d'autres camarades de la gauche, anciens militants qui avaient fait partie de la fraction avant la guerre mais qui n'avaient pas été reconnus par le " centre " du parti ( ils formèrent un groupe indépendant : la gauche communiste de France - GCF- ) parce que justement ils critiquaient son activisme organisationnel.

(1) Cf. note page 144.

" La F.F.G.C. est la cristallisation, en France, de la mystification du parti, en Italie. Nous n'avons jamais scissionné d'avec ces camarades pour la simple et bonne raison que les camarades qui en font partie n'étaient pas membres de la Gauche communiste internationale ( G.C.I.) avant que l'existence du P.C.I. n'ait été révélé en France." Internationalisme n°27. 15 octobre 1947. p. 20. Ici une précision s'impose : la gauche communiste internationale groupait les fractions italiennes, qui publiait avant guerre Bilan, belge, publiant Communisme; en France, il y eut formation d'un noyau français de la gauche communiste pendant la guerre et, à la fin de celle-ci, se forma la F.F.G.C. qui publia " L'Étincelle" et " L'Internationaliste ". Elle fut renforcée en 1946 par l'acquisition d'un groupe trotskyste, ce qui explique l'article précédent.

La gauche communiste de France affirmait que la création du PCI était prématurée, rappelait les positions de la fraction durant l'entre-deux guerres, déclarait en être l'ultime défenseur, faisait la critique suivante : " Non seulement on laissait de côté le travail positif que la fraction italienne avait fait durant cette longue période entre 1927-1944, mais sur bien des points la position du nouveau parti fut en deçà de celle de la fraction abstentionniste de Bordiga en 1921. Notamment dans le front unique/furent faites au parti stalinien, notamment sur la participation aux élections municipales et parlementaires en abandonnant la vieille position de l'abstentionnisme, notamment sur l'antifascisme où les portes du parti furent largement ouvertes aux éléments de la Résistance, sans parler sur la question syndicale, le parti reprenait entièrement la vieille position de l'IC/en allant même plus loin dans cette voie, pour la formation des minorités syndicales (....)

" En un mot, sous le nom du parti de la gauche communiste internationale, nous avons une formation italienne de type trotskyste classique avec la défense de l'URSS en moins. Même proclamation du parti indépendamment du cours réactionnaire, même politique pratique opportuniste, même activisme agitateur stérile des masses, même mépris pour la discussion théorique et la confrontation d'idées, aussi bien dans le parti qu'à l'extérieur avec les autres groupes révolutionnaires ". ( n°23. 15.06.47. p.27.)

En opposition à cette création du parti, les éléments de la gauche communiste de France tentent de présenter une théorie du parti dont nous extrayons les passages suivants :

" 11.- La tendance à la constitution du parti du prolétariat se fait dès la naissance de la société capitaliste. Mais tant que les conditions historiques pour le socialisme ne sont pas suffisamment développées l'idéologie du prolétariat comme la constitution du parti ne peuvent que rester au stade embryonnaire. Ce n'est qu'avec la " Ligue des Communistes " qu'apparaît, pour la première fois, un type achevé d'organisation politique du prolétariat.

(X) politique où certaines manifestations locales de proposition de front unique.....

(1) A l'époque il n'y avait de parti qu'en Italie. Ce n'est qu'en 1963 que subrepticement celui-ci apparaît en France; avec le n°25, " Programme Communiste " devenant tout d'un coup la revue du parti communiste internationaliste (programme communiste). Le changement de nom ultérieur du parti ne fut pas dû comme il est écrit dans le n°30 de la même revue, à la découverte subite d'un autre PCI en France, mais trotskyste, et donc de la peur tout aussi soudaine de la confusion entre les deux organisations, mais à un événement en Italie même : la séparation d'un certain nombre de camarades qui revendiquèrent être le parti communiste internationaliste et publièrent Rivoluzione comunista. C'est à partir de là que le parti s'appela parti communiste international; il fallut en faire autant en France.

" Quand on examine de près le développement de constitution des partis de classe, il apparaît immédiatement le fait que l'organisation en parti ne suit pas une progression constante, mais au contraire enregistre des périodes de grand développement alternant avec d'autres pendant lesquelles le parti disparaît. Ainsi l'existence organique du parti ne semble pas dépendre uniquement de la volonté des individus qui le composent. Ce sont les conditions objectives qui conditionnent son existence. Le parti étant essentiellement un organisme d'action révolutionnaire de la classe ne peut exister que dans des situations où l'action de la classe ouvrière se fait jour. En l'absence de conditions d'action de classe des ouvriers (stabilité économique et politique du capitalisme, ou à la suite des défaites profondes des luttes ouvrières) le parti ne peut subsister. Il se disloque organiquement ou bien il est obligé pour subsister, c'est-à-dire pour exercer une influence, de s'adapter aux conditions nouvelles qui nient l'action révolutionnaire, et alors le parti inévitablement se remplit d'un contenu nouveau. Il devient conformiste c'est-à-dire qu'il cesse d'être le parti de la révolution."

" Marx mieux que tout autre a compris le conditionnement de l'existence du parti. A deux reprises il se fait l'artisan de la dissolution de la grande organisation, en 1851 au lendemain de la défaite de la révolution et du triomphe de la réaction en Europe, une seconde fois en 1873 après la défaite de la Commune de Paris, il se prononce pour la dissolution. La première fois de la ligue des communistes, et la seconde fois de la première internationale."

" 13.- Pour ces raisons la constitution de parti, d'une internationale pour les trotskystes depuis 1935 et la constitution récente d'un parti communiste internationaliste en Italie, tout en étant des formations artificielles, ne peuvent être que des entreprises de confusion et d'opportunisme. Au lieu d'être des moments de la constitution du futur parti de classe, ces formations sont des obstacles, et le discréditent par la caricature qu'elles présentent."

" Ainsi toutes ces organisations sont non seulement happées dans leur positivité par leur activisme immédiat dans l'engrenage de leur opportunisme mais encore produisent dans leur négativité un esprit borné propre à des sectes, un patriotisme de clocher, un attachement craintif et superstitieux à ses " chefs ", à la reproduction caricaturale du jeu des grandes organisations, à la déification de règles d'organisation et à la soumission à une discipline fibroment consentie " d'autant plus tyrannique et plus intolérable qu'elle est en proportion inverse du nombre."

" Ces exemples nous enseignent, non pas l'inanité du parti comme le prétend une analyse superficielle et fataliste ..." ( Sur la nature et la fonction du parti politique du prolétariat " in n° 38. Octobre 1948 de " Internationalisme " .

Ces longues citations permettent de se rendre compte que G.C.F.(I) critiqua, avant Vercesi, la création prématurée du parti. D'autre part elles sont nécessaires pour prouver que l'affirmation de 1966 sur le ca-

---

(I) - En ce qui concerne les courants opposés aux positions de la gauche italienne, il y avait aussi, en France, un groupe publiant le journal " Le prolétaire " qui se définissait anti-bordiguiste!

ractère prématuré du parti était totalement insuffisante. En fait sa création fut une absurdité. Il devait inévitablement devenir, comme tous les autres groupuscules, un racketspolitique. Les remarques critiques fort justes de l'article que nous reproduisons s'accompagnent de considérations fausses sur le rapport parti classe parce que les auteurs ne parviennent pas à reprendre la position fondamentale de Marx sur le parti qui n'est autre que la classe en tant que classe. Ils ne font que raisonner sur la dissociation et l'autonomisation provoquée par la défaite. D'autre part, tout ceci est englobé dans des perspectives absolument erronées sur l'imminence d'un troisième conflit mondial, sur le capitalisme d'Etat russe, sur la démocratie ouvrière, etc... Tout ce qu'il fallait noter ici c'est une prise de position juste une fois qu'on a précisé ses limites. Enfin, il était important de reporter ces citations parce que dans une certaine mesure elles témoignent une certaine convergence avec les positions de Bordiga, en particulier le refus de l'activisme.

Nous n'avons pas parlé de ce dernier en ce qui concerne la formation du PCI et à propos du I<sup>o</sup> congrès, pour la raison qu'indique Damen : il n'était pas inscrit au parti et était absent du congrès. Cependant Damen affirme que Vercesi était son porte-parole, ce qui n'est pas exact. Pour exposer la position de Bordiga nous serons donc obligés de faire appel à des articles non signés ou bien signés d'un pseudonyme, Alfa ou Orso, aussi bien en ce qui concerne la période antérieure au congrès que pour celle qui lui est contemporaine (1). Nous serons donc conduits à l'extraire d'un anonymat voulu, nécessaire, révolutionnaire. Il convient de lever l'anonymat afin de détruire une mystification. Celle-ci s'opère aussi bien en exaltant le nom des hommes et en niant leur oeuvre dans ses fondements qu'en taisant le nom et étant formellement fidèle à une oeuvre dite commune. Cela permet d'escamoter les " virages ", de remanier les articles anciens afin de leur faire dire ce que l'on veut au moment voulu, c'est le paravent pour toutes les banalités, et cela permet d'acquérir à peu de frais un minimum de décence théorique.

La mort de Bordiga n'est en aucune façon le prétexte à ce lever d'anonymat. Seules des considérations théoriques sont en cause et il ne sera pas possible de les exposer toutes au sein de ces remarques sur la gauche. Disons tout de suite que nous rejetons comme stupides les considérations sur la personne et son rôle dans l'histoire que G. Galli a mises au début de " Struttura economica e sociale della Russia d'oggi " Ed. Editoriale Contra. 1966 (2), afin de justifier le fait d'avoir exhibé le nom : Amadeo Bordiga.

D'autre part il n'est en aucune façon question d'utiliser ce nom pour faire recette, pour en faire un " best-seller " ou dans un but de prosélytisme. Comme lui nous sommes contre tout activisme. Il en est en outre

---

(1) - Ce que fit déjà A. Vega dans Socialisme ou barbarie n° 11, novembre-décembre 1952.

(2) - " Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui ". Ceci était paru sous forme anonyme dans le journal " il programma comunista " du n° 10. 1955 au n° 12. 1957. et a été effectivement écrit par Bordiga aidé par d'autres camarades surtout en ce qui concerne la documentation historique et statistique.

ainsi parce que nous considérons l'oeuvre de Bordiga, malgré sa puissance et sa grandeur, comme dépassée au sens hégéliano-marxiste. Il a accompli une restauration partielle du marxisme. En tant que telle, à l'heure actuelle, son oeuvre acceptée en tant que totalité conduirait à un faux absolu. Le travail ultérieur consistera à présenter quels sont les points fondamentaux à partir desquels on peut progresser en vue d'une réappropriation de la théorie.

La question de l'anonymat était liée à toutes les autres dont l'ensemble formait ce qu'il appelait le " corps de doctrine "; il est évident que lever l'anonymat imposera l'analyse de toutes ces questions, en particulier celle du programme et celle de l'anti-enrichissement, une des causes de la sclérose du PCI.

Au point où nous en sommes, dans la lutte des classes, l'anonymat est un faux problème. Celui-ci avait une très grande importance dans une période de contre-révolution totale. Ce fut un point absolument positif que la gauche n'ait pas exhibé un superhomme comme le fit le mouvement trotskyste. Dans une telle période il fallait absolument se garder d'un afflux d'éléments qui la plupart du temps sont déterminés dans leurs actes par des considérations superficielles. Cependant si l'anonymat peut être efficace vis-à-vis de l'extérieur, cela ne l'est plus à l'intérieur où le culte du chef devient d'autant plus répugnant qu'il est hypocrite !

Le contenu fondamental de la revendication de l'anonymat qui ne peut être mis en doute sans opérer un immense recul, c'est l'affirmation que la révolution sera anonyme ou ne sera point; le prolétariat ne doit pas attendre le salut d'aucun messie, d'aucun superhomme, et le vaste mouvement insurrectionnel qui balayera enfin l'infâme société actuelle sera caractérisé par aucun nom, même celui d'un être aussi génial soit-il. Le mouvement ne pourra s'appeler que communiste en fonction du but qu'il tendra à atteindre, en fonction des rapports sociaux émergeant de la société et poussant les hommes à réaliser la véritable Gemeinwesen humaine: l'être humain. Rester ferme sur cette position c'est mettre au premier plan l'affirmation de Marx : le parti c'est la classe constituée en tant que classe.

Tirer Bordiga de l'anonymat revient à doubler l'étude du rapport entre gauche italienne et parti communiste international par celle du rapport de Bordiga à la gauche et au PCI. Il importe, pour la période 1945-1966, de confronter ses positions à celles de Damen qui sera à partir de 52 le principal théoricien de l'autre parti communiste internationaliste se réclamant de la gauche, et à celles des autres membres de son propre parti surtout pour la période de la deuxième partie des années 60.

Une dernière remarque s'impose : différents camarades ont pensé depuis longtemps publier " les oeuvres de Bordiga " mais leurs motivations furent très diverses; il est inutile de les considérer sauf en ce qui concerne celles de certains éléments qui en 1967 voulaient le faire afin de montrer, déjà, la spécificité de son oeuvre. Notre refus, à l'époque, découlait de la rupture incomplète avec la vieille pratique groupusculaire.

Comment expliquer l'activité de Bordiga en faveur d'un parti dont il n'acceptait pas l'existence, ou du moins dont il n'approuvait pas - c'est le moins qu'on puisse dire - le mode d'être. C'est ici qu'il y a lieu de revenir sur l'entrisme luxembourgeois dont nous avons déjà parlé qui est totalement différent de celui trotskyste. Les trotskystes " entrent "

dans une organisation donnée en cachant leurs positions et affectant celles de leur hôte en attendant le moment privilégié où ils pourront intervenir et se dévoiler. L'entrisme luxembourgeois est lié à l'idée que le prolétariat dans son mouvement révolutionnaire récupérera son parti, son internationale. D'où la permanence dans, et la non rupture avec le parti ou l'internationale même si, objectivement, il s'est avéré que ce parti, cette internationale ne sont plus sur les bases révolutionnaires. Une telle position implique le rejet des manœuvres et la poursuite d'un travail théorique intense afin de faire prévaloir les thèses fondamentales. A la limite il est déclaré qu'il faut travailler ensemble car le développement du mouvement révolutionnaire viendra réconcilier les protagonistes de positions, au départ, divergentes, peut-être à cause d'une prise différente sur la réalité sans qu'il y ait pour autant des divergences de principes; en effet les uns peuvent voir la totalité, les autres une partialité logée soit dans le futur, soit dans le moment présent. Cependant ceci implique qu'il y ait un minimum de positions communes entre les diverses fractions ou regroupements informels de camarades au sein d'un parti; cela suppose d'autre part la persistance de la possibilité révolutionnaire ou tout au moins la proximité de celle-ci. En anticipant sur tout le mouvement, on peut dire que Bordiga pratiqua un tel entrisme dans l'I.C. puis dans le parti communiste internationaliste, international ensuite.

Ceci dit, le lecteur peut se rendre facilement compte à la lecture des thèses à quel point elle sont en discontinuité avec les affirmations théoriques des participants au congrès de Florence, en particulier avec celles de Damen. Bordiga rejette tout activisme et son corollaire la mystique de l'organisation. Le parti ne doit pas construire " les conditions intermédiaires " ( cf. ci-dessus, p. 117.); il rejette en même temps la bouffonnerie de tous les rites de l'organisation, dont les congrès, qui ne sont, la plupart du temps, que de vulgaires masarades à plus ou moins grand spectacle.

Sa position fondamentale est : il faut " restaurer le programme du parti prolétarien mondial, puis tisser à nouveau le réseau de son organisation dans chaque pays ( cf. ci-dessus p. 56 ) (1). Cependant il est important de situer le moment même de la restauration, qu'est-ce qui est restauré. C'est là qu'on voit que chez lui aussi, la coupure avec la troisième internationale n'est pas totalement effectuée. En effet, dans la " Plateforme politique du parti " - 1945 - la possibilité d'intervenir dans les élections est mentionnée. Or, même au cas où il ne l'aurait pas écrite lui-même il l'a, dans tous les cas, approuvée puisqu'il la cite plusieurs fois dans les thèses de la gauche (Cf. en particulier, ci-dessus, p. 75 ). En ce qui concerne le parti, la revendication explicite du centralisme organique n'est pas reprise; autrement dit la démocratie est rejetée, en particulier la fameuse démocratie interne ( Cf. la fin de " Force, violence, dictature dans la lutte de classe.", texte publié avant le congrès de Florence ), mais il n'y a pas d'affirmation positive.

---

(1) Ce travail de restauration sera surtout accompli dans la série d'articles de la rubrique " Sul filo del tempo " ( d'où la revue " Le fil du temps " tire son nom ). Ainsi les diverses questions abordées dans les " Eléments d'orientation " et dans les Thèses seront traitées de façon séparée et détaillée, ainsi que diverses questions touchant de plus près l'actualité telle " l'Aggression à l'Europe " de la part des USA.

Au sujet des syndicats, Bordiga affirme leur intégration dans l'Etat (cf. ci-dessus p. 38-39) mais il ne parle pas de la fameuse question des fractions syndicales, tant agitée au Ier Congrès et qui le fut déjà à la conférence de Turin où un camarade (Stefanini) proposa même de ne plus participer aux syndicats pour s'orienter vers la création d'organismes de type soviets. Sur la Russie, la position fondamentale demeure : ce qui compte dans l'appréciation de la révolution russe ce ne sont pas les données économiques car, en Russie, il n'y eut jamais de socialisme (si ce n'est dans le fait de l'existence même de possibilités dues, pour un moment, à l'existence d'un Etat prolétarien) ce sont donc les données politiques de l'Etat russe et de l'Internationale qui permettent de situer l'involution. Cependant cette position absolument juste ne s'accompagne pas d'une caractérisation extrêmement importante qui sera faite plus tard : la révolution russe fut une double révolution, bourgeoise et prolétarienne, ce que le KAPD affirma pourtant dès 1922. En outre, les Thèses n'apportent aucune précision essentielle à propos du capitalisme d'Etat : elles reprennent les explications de Lénine. Cependant, Bordiga repousse la position de ceux qui, comme Damen, voyaient dans le capitalisme d'Etat (plus tard, il s'agira surtout du capitalisme bureaucratique; il y aura alors convergence entre Damen et Chaulieu) la réalisation de la domination du capitalisme, achèvement de sa puissance et, de ce fait, l'URSS serait l'ennemi n°1 (1).

Ainsi la restauration est celle des Thèses de 1926, thèses de repli, et non celles plus tranchées et plus pures du point de vue communiste de la fraction abstentionniste, ce qui donne en partie raison à la gauche communiste de France (cf. les critiques de ce courant reportées plus haut).

On a vu d'autre part que les positions de la G.C.F. convergeraient avec celles de Bordiga, pourtant il n'y aura pas confluence réelle entre les deux. Cela est dû au fait que, en tant que continuateur de la fraction, qui avait voulu faire une synthèse du mouvement italien, allemand et russe, la G.C.F. charriait avec elle des positions luxemburgistes, kapédistes et même des positions de diverses oppositions au parti bolchévik. Or, étant fermement opposé à toutes ces influences que l'on retrouve encore chez Damen dans sa conception du parti et du front unique : "Notre parti qui ne sous-estime pas l'influence des autres partis à tradition ouvrière et l'importance d'une telle influence sur les masses, se fait le défenseur du front unique, manifestation organique de l'unité ouvrière au-dessus des partis..." (Plate-forme de 1944) (affirmation caractérisée faussement de trotskyste in thèse 1.5.1.), Bordiga était amené à ignorer les critiques justes faites par ce courant. Et, c'est pour se démarquer des positions précédentes qu'il accusera son allégeance au léninisme.

Cependant un retour à la fraction abstentionniste supposait de parachèver la rupture avec l'I.C, donc de revenir sur le repli adopté au 2° congrès. Cette non-rupture s'extériorise dans son appréciation de l'opportunisme (cf. ci-dessus p. 37, 44, 59 et p. 72 pour le néo-opportunisme). Parler d'opportunisme pour avant 14 est valable mais après il s'agit uniquement de partis qui sont ouvertement intégrés au capital; de même on peut parler d'opportunisme pour l'IC entre 1919 et 1921 (en 21, il y a la cassure) mais après le V° congrès n'a plus de sens. Pour parler d'opportunisme il faut en effet qu'il y ait un mouvement ouvrier sur des bases plus ou moins autonomes et non un mouvement intégré au capital comme c'est le cas à l'heure actuelle. Ceci n'enlève rien à l'importance de l'affirmation

---

(1) A ce sujet, il convient de rectifier l'erreur de caractérisation théorique effectuée dans la thèse 1.5.1. in n° 6 d'Invariance : il ne s'agissait pas du capitalisme d'Etat conçu comme stade intermédiaire entre capitalisme et communisme.

que le stalinisme réalisait le contenu de la social-démocratie; mais la social-démocratie fut justement une organisation qui détruisit l'autonomie (1) du prolétariat.

En revanche il est un phénomène à propos duquel il y a une prise de position absolument rigoureuse et juste : le fascisme. Cela permettra au petit mouvement de la gauche de ne pas sombrer dans l'antifascisme, dans la sphère de la récupération capitaliste.

Il y a en quelque sorte une délimitation immédiate, précise, nette, qui met obstacle à l'absorption intégrale de la part du capital; cela permet une résistance à l'assaut du doute révisionniste, à toutes les pressions des forces sociales et idéologiques ambiantes.

Bien que le comportement théorique de Bordiga ait été d'intégrer les faits particuliers dans l'arc historique total du mouvement de la classe ou du développement d'une forme sociale donnée, il y a un défaut d'immédiateté dans son oeuvre parce qu'il n'a pas assez précisé le lieu historique des coupures, des discontinuités. Voilà pourquoi si, en définitive, il effectua l'analyse dont parlait Vercesi, il ne la poussa pas à bout peut-être à cause de sa position anti-créativité, anti-enrichissement, à son affirmation parfois très étroite de l'invariance, à sa conception du programme. Le doute révisionniste ne pouvait pas être combattu simplement par une réaffirmation d'un " corps de doctrine " mais il fallait aussi extérioriser la théorie en s'attaquant aux faits dont il est question ci-dessus page 19. Mais si ces faits n'étaient pas perçus dans toute leur spécificité, cela revenait à répéter, pour les expliquer, les éléments du vieux bagage théorique; si on dévoilait pleinement leur spécificité on courait, alors, le risque de voir réapparaître la théorie du chef génial nécessaire pour résoudre les nouvelles énigmes de l'histoire. Cette possibilité inhiba en quelque sorte le travail de Bordiga qui resta à mi-chemin.

Nous parlons ici d'immédiateté vis-à-vis de toute une phase historique et non d'immédiatisme dans le sens qu'il donnait à ce mot, en particulier dans les textes publiés dans le n°3 d'Invariance.

Anticipons quelque peu : Bordiga reconnut l'importance décisive de la défaite de 1914, qui n'a pas encore été surmontée, mais il n'expliqua jamais de façon claire, nette, que le marxisme, théorie du prolétariat, avait été en fait détruit avant cette date et que la révolution russe avait été incapable de le réimposer. Lui-même par suite du compromis de 1920 avec les bolchéviks n'effectua pas le travail nécessaire. Pourtant sa position n'était par tributaire de celle de Moscou, elle n'était pas née brusquement en 17, comme il l'affirmait à Berti - alors encore à la fraction abstentionniste - en 1920, avant de partir pour la Russie, afin d'assister au 2° congrès de l'I.C. :

" Nos thèses découlent du marxisme, d'un marxisme rigoureux et non dilué comme celui qui domina durant de longues années dans la 2° internationale, et si même, un jour, la révolution russe disparaissait et si les soviets et les bolchéviks prouvaient qu'ils ne sont pas en mesure d'accomplir correctement leur fonction, nous ne changerions pas une virgule à notre programme.... "

---

(1). - Dans le sens que nous lui donnons dans le n° 8.p.III..

Affirmer que le marxisme n'avait pas été restauré ( les réflexions de Lukacs en 22 et de Korsch en 23 sur la question philosophique le montreraient déjà de façon percutante ) aurait conduit Bordiga à remettre en cause la thèse kautsko-léniniste de la conscience venant de l'extérieur. Alors, en fonction de telles présuppositions et en fonction de l'effroyable défaite du prolétariat en 1945, non seulement toute possibilité de formation du parti eût été repoussée, ce qu'il fit, mais, aussi, tout entrisme de type luxembourgeois eût été abandonné. En revanche, il eut l'illusion de pouvoir établir un pont organisationnel entre la contre-révolution et la révolution, d'où toutes les déclarations sur l'importance de la continuité organisationnelle, tout en s'opposant à l'agitation organisationnelle. Voilà pourquoi trouve-t-on si souvent l'idée que le vrai parti viendra demain ( cf. ci-dessus p. 108, par exemple ). Cependant par son travail, il cautionnait l'existence du PCI et permettait aux adeptes de l'organisation immédiate de prospérer dans son anonymat.

Cette négativité de la position de Bordiga fournit la raison et explique le porte à faux des diverses polémiques dirigées contre lui par la gauche communiste de France ( par personne interposée très souvent ), par Vega dans Socialisme ou barbarie, par exemple. Elle permet de comprendre aussi la viabilité du compromis de Florence. Le parti pouvait continuer à vivre tant que les partisans à tout prix d'un vrai parti ne s'extériorisaient pas au point de mettre en cause tout travail sérieux de réflexion théorique. C'est à cette négativité que le PCI doit la possibilité de le revendiquer, de s'affirmer comme étant son continuateur. Il pourrait au cas où quelqu'un soulèverait une polémique à ce sujet montrer qu'il est fidèle à son oeuvre.

Si nous mettons en évidence et publions cette dernière, ce n'est nullement pour conduire une telle polémique car la question du rapport actuel de Bordiga au PCI nous importe fort peu. Ce qui nous intéresse c'est de cerner son oeuvre dans sa spécificité parce qu'elle a un caractère original ( et par là-même d'une importance indéniable ) lié à un moment bien défini de l'histoire du prolétariat et de la lutte du communisme contre le capitalisme. Il est le représentant le plus conséquent de l'ultime résistance contre l'accession du capital à sa domination réelle, sans arriver à la délimiter, à la décrire de façon rigoureuse; l'oeuvre de Bordiga tout en étant engluée dans la position théorique corrélatrice à la révolution en domination formelle du capital, pose déjà les bases pour la formulation théorique correcte de ce que sera la révolution en domination réelle du capital, la révolution communiste pure, celle où le prolétariat peut immédiatement se nier. Ces bases sont dues à tout son travail pour réimposer la critique de l'économie politique conduite selon Marx. Il reprit une à une toutes les catégories et montra en quoi le communisme se distinguait du capitalisme ainsi que des soi-disants socialismes. Toute son oeuvre est déterminée par la vision du communisme.

Il n'est pas question non plus pour nous d'opposer à certaines affirmations que le PCI puise chez Bordiga ( par exemple ce qu'il a écrit dans " Le texte de Lénine sur " La maladie infantile du communisme " ( le gauchisme ) écrit en 1960 qui est son plus mauvais ouvrage, comme le "texte" de Lénine est son écrit le plus déplorable ) des citations qui diraient le contraire. Il ne s'agit pas de choisir son Bordiga, mais de montrer que l'ambiguïté inscrite dans la totalité de l'oeuvre est liée à la période historique qu'il vécut, toute entière dominée, depuis la catastrophe de 1914, par la question : comment être un parti quand les conditions historiques sont défavorables, comment être séparé de la gangrène qui ravage la classe et être pour l'unification de cette classe ?

Il ne s'agit pas d'autre part d'escamoter certaines affirmations au profit d'autres considérées comme essentielles pour le point de vue où l'on se place; ainsi, on ne doit pas oublier que la critique fondamentalement juste de toute théorie gestionnaire dont celle du KAPD avec ses Bectrics-organisation, s'accompagne d'une apologie acritique du parti bolchévik, qui empêche toute coupure non seulement avec le léninisme mais avec le trotskysme et dans une certaine mesure avec le stalinisme même.

Ceci dit, il est possible en complément des thèses 1.5.1. à 1.5.22. de définir la position de Bordiga dans l'histoire du mouvement prolétarien. Ce qui est fondamental, à ce propos, c'est son rapport avec la conception bolchevique, lequel est déterminé par son souci de maintien de continuité révolutionnaire. C'est là que surgit sa contradiction essentielle; d'un côté, il affirme de façon réitérée que théorie, principes, tactique, sont indissolublement liés et, d'autre part, lorsqu'il affronte la question de l'I.C. il parle des erreurs tactiques des bolchéviks tout en exaltant leur "restauration des principes" (cf. par exemple "le Danger d'opportunisme et l'internationale" - 1925 - et, ci-dessus, "Nature, fonction tactique du parti...", plus spécialement p.49; Les Thèses de Naples - 1965 ). De même il affirme toujours que la révolution n'est pas un problème de formes d'organisation tout en se délimitant des bolchéviks uniquement sur la question de la tactique et de l'organisation, considérant que les erreurs dans ces deux domaines ont conduit à la défaite. Ici encore la contradiction se retrouve dans toute l'oeuvre post-1923.

La nécessité de la délimitation historique de l'oeuvre de Bordiga - qui requerrait la publication d'un ouvrage plus conséquent que ces quelques notes - découle non seulement d'une réflexion théorique mais de la pratique même. Le mouvement de mai 68, en mettant un terme à la contre-révolution, en étant émergence de la révolution, était la critique active de l'ambiguïté; en faisant une critique pratique de tous les groupuscules qu'il rejetait dans leur exhibition passéiste, il posait, évidemment encore de façon non positive, ce que sera le mouvement futur du prolétariat qui ne peut se reconnaître dans aucun de ces racketts. De plus, les émeutes grandioses de Pologne 1970 viennent rappeler que la contre-révolution est finie et qu'inexorablement le nouveau cycle est dans son devenir. Pologne 1920 : arrêt de la révolution devant Varsovie; Pologne 1970 : effectuation de la critique radicale que la plupart des groupuscules hésitent à envisager : la destruction du parti communiste, comme moment de la révolution, ainsi que, pour l'occident, celle de tous les syndicats. Dès lors les éléments anticipateurs ( en particulier l'affirmation de la révolution anonyme ) de l'oeuvre de Bordiga apparaissent lumineusement, tant il est vrai comme le dit Marx que ce n'est qu'à partir de la forme supérieure que l'on peut comprendre celle inférieure. Ce qui, d'autre part, donne en partie raison à Vercesi disant qu'il fallait attendre la maturation de la situation pour en théoriser les fondements réels. Cela permet, en outre, d'accorder l'importance qu'elles méritent à toutes sortes de tentatives théoriques comme celle de Socialisme ou barbarie ou de l'Internationale Situationniste qui ont souvent individualisé les grandes questions du moment. Les producteurs de ces revues, comme Proudhon au siècle dernier, sont sensibles aux nouveautés que présentent la société de leur époque mais, comme ils n'ont pas fait leur le comportement théorique de Marx de considérer tout immédiat comme produit de médiations, ils ne parviennent pas à intégrer ces faits dans le tout du développement historique. Ils sont portés à n'en voir que l'aspect extraordinaire, magique et presque scandaleux.

Tout ceci implique que pour mener à bien cette tâche de délimitation il faille en intégrant l'oeuvre de Bordiga accomplir le travail défini dans " Transition " ( cf. n° 8. Invariance ). La force matérielle de la contre-révolution et toute son idéologie a englué le mouvement prolétarien dans le passé; la pensée qui se veut révolutionnaire retarde énormément sur la réalité du développement économique-social. Et, ceci, paradoxalement parce qu'elle a été séparée de la théorie, du fait de sa négation à la fin du siècle dernier. Dès le début celle-ci résolut le problème essentiel : la suppression du prolétariat. Or, telle est la tâche pratique actuelle du mouvement révolutionnaire.

Affirmer l'invariance de la théorie c'est se la réapproprier. C'est de la réappropriation par le mouvement prolétarien plutôt que de sa restauration qu'il s'agira dans les travaux ultérieurs.(I)

=====

" ... la critique socialiste ;.. représente la méthode d'emploi la plus heureuse et la plus sûre de la raison humaine; c'est seulement lorsqu'elle s'identifie à la cause de ceux qui n'ont rien et sont dominés, en dehors et contre les règnes du dogme et de l'autorité, qu'elle est libre de toutes les influences et de tous les préjugés."

BORDIGA

" La révolution russe " 1917

---

(I) - En ce qui concerne l' " Invariance historique du marxisme " article d'où a été tiré le nom de la présente revue, cf Invariance n° 3.pp.I-6.

## REMARQUES AU SUJET DE LA TRADUCTION DES TEXTES ET DE LEUR PUBLICATION

1°.- L'article " Eléments d'orientation " paru dans le n°7 d'Invariance. Ce n° étant épuisé, nous le republions ici.

2° - Comme " Eléments d'orientation ", " Les thèses de la Gauche " parurent pour la 1° fois dans la revue Prometeo n°1,2,3, 5,6,7. Nous avons adopté la plan indiqué page 663 ( 1° série ) de cette revue pour la publication de leur traduction.

3° - Les thèses de la gauche ne furent jamais publiées dans leur intégralité en français. Certains chapitres parurent dans " Programme communiste " mais parfois sous des titres différents; ainsi pour le chapitre I publié dans le n° 11 de la dite revue sous le titre : " Les trois phases du capitalisme " avec élimination de " L'assaut du doute révisionniste aux fondements de la théorie révolutionnaire marxiste ".

Les textes de Bordiga ont cette particularité d'être le plus souvent coupés, fragmentés, lors de leur traduction, par les adeptes du PCI tandis qu'ils subissent des "gonflements " de la part des rédacteurs de " Le fil du temps ". Ces derniers donnent cependant une explication à leur comportement. Ainsi à propos de la traduction de " Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste " 1953, il est dit/la <sup>dans</sup> note placée au début de la revue : " Le volume de notre presse dépend du rapport de forces entre notre parti et l'adversaire de classe. Tant mieux si nous pouvons ajouter une cinquantaine de pages à un texte de parti en telle ou telle langue " et, suprême justification qui montre que celui qui écrit sait qui il est " surtout si ces pages ont un intérêt vivant et polémique". Là-dessus nous sommes entièrement d'accord avec l'auteur de ces lignes; il a un mérite énorme étant donné qu'il a dû écrire " cela " rapidement, après le travail salarié de la journée , sur le coin d'une table". Bouffonnerie et misérabilisme !

4° - Nous faisons suivre les thèses par " A bas la république, à bas sa constitution " parce que cet article complète bien les diverses perspectives historiques que tracent les " Eléments... " et les thèses, en particulier, il ya cette prédiction très importante sur la " planification du facteur religieux " ( cf.p.124 ) qui se vérifia en 1965 avec l'occuménisme et qui tend à prendre toute son ampleur avec les voyages de Paul VI à travers le monde. Ces derniers montrent à la fois la déchéance de l'Eglise de Rome et sa perspicacité dans la lutte contre celle-ci. Mais ce faisant, le pape est réduit au rôle de bouffon du Capital.

5° - Nous avons sacrifié à l'actualité en publiant " Pacifisme et communisme " et, surtout, " Marxisme ou partisanat " afin de montrer que dans la gauche italienne il y avait eu un courant très catégorique dans la condamnation de la résistance que la Gauche prolétarienne, en France, veut valoriser. Cependant une telle action est à double tranchant, car en portant la résistance dans le débat public, la C.P. la tire du

panthéon où voulait la conserver la classe capitaliste afin de la garder intacte dans sa mythologie. En la profanant ainsi, la G.P. lui porte un mauvais coup. D'où la hargne de tous les suppôts du capital qui appréhendent l'épuisement de leur arsenal de mystifications.

6° - Nous reportons ci-dessous un extrait de " Capitalisme et réformes " ( Battaglia comunista n°5. 1950 ) en guise de note complémentaire aux thèses sur l'Etat italien ( cf. ci-dessus pp.75-98 ) :

" L'Etat fut réformiste à la fin de l'époque féodale, à des fins de conservation naturellement. Plutôt que de tomber, les vieux régimes s'efforcèrent avec de vains programmes d'encadrer les forces productives en révolte. Là où les grands Etats nationaux étaient déjà constitués la classe capitaliste prit le pouvoir, construisit le nouvel Etat fermement anti-réformiste, destructeur et non constructeur, politique et non économique, occupé à délivrer et non à canaliser les forces productives. Les lois spéciales étaient peu de choses devant la grande charte constitutionnelle dont les articles battaient en brèche les antiques bases du régime servile et corporatif. De là commença la grande évolution vers le type d'Etat bourgeois toujours plus interventionniste dans l'économie, régulateur de la production et de l'échange. Cette évolution bien connue de la première construction marxiste est le reflet inévitable et direct du surgissement d'une nouvelle lutte de classes. au fur et à mesure que le développement impétueux du capitalisme suscite les armes prolétariennes du travail et que le nouvel antagonisme d'intérêts sociaux se hausse au premier plan à la place de l'ancien et au fur et à mesure que le problème historique n'est plus celui d'empêcher les classes féodales de revenir au pouvoir mais celui d'empêcher la classe prolétarienne de le ravir à la bourgeoisie."

" Le petit Etat italien naît bourgeois et sans tradition nationale. Sa lutte anti-féodale s'épuise dans la littérature. Il naît en retard et, à cause de cela, moderne. Il accomplit tout de suite son "aggiornamento " : il naît réformiste. Et, en un certain sens, il devance les temps : il naît fasciste. "

=====

" Le socialisme est la plus grande des hérésies modernes. C'est pourquoi il ne doit pas avoir peur de renverser de leurs autels toutes les divinités."

BORDIGA

" La bourgeoisie et le principe des nationalités " 191 .

T A B L E            D E S            M A T I E R E S

-----

- Eléments d'orientation ( Tracciat, di impostazione ). 1946	01
- Les thèses de la gauche. 1945	
I - L'assaut du doute révisionniste aux fondements de la théorie révolutionnaire.	19
Le cycle historique de l'économie capitaliste.	21
Le cycle historique de la domination politique de la bourgeoisie.	24
II - Le cours historique du mouvement de classe du prolétariat.	31
III - Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière.	44
IV - La Russie soviétique de la révolution à aujourd'hui.	58
V - La classe dominante italienne et son Etat national.	75
VI - Le mouvement révolutionnaire et la question agraire.	101
Les perspectives de l'après guerre en relation avec la plate-forme du parti.	106
- A bas la république, à bas sa constitution . 1947.	122
- Marxisme ou partisanat. 1949	130
- Pacifisme et communisme. 1949.	134
- La gauche communiste d'Italie et le parti communiste international.	138
- Remarques au sujet de la traduction des textes et de leur publication.	154

I N V A R I A N C E

-----

- Numéro 1. ORIGINE ET FONCTION DE LA FORME PARTI.
- Numéro 2. LE SIXIEME CHAPITRE INEDIT DU CAPITAL ET L'OEUVRE ECONOMIQUE DE MARX.
- Numéro 3. FONDEMENTS ET INVARIANCE DE LA THEORIE DU PROLETARIAT.
- Numéro 4. THEORIE ET ACTION.
- Numéro spécial : KARL MARX:
- POUR LA QUESTION JUIVE.
  - POUR LA CRITIQUE DE LA PHILOSOPHIE DU DROIT DE HEGEL
- Numéro 5. PERSPECTIVES.
- L'INDIVIDU ET LA THEORIE DU PROLETARIAT.  
KARL MARX :
- Gloses critiques marginales à l'article :  
" Le roi de prusse et la réforme sociale "  
Par un prussien.
- Numéro 6. LA REVOLUTION COMMUNISTE - Thèses de travail. -
- Numéro 7. LA REVOLUTION COMMUNISTE - Thèses de travail -
- Textes à l'appui : Gauche communiste d'Italie.  
KAPD.  
Partis communistes des E.U.  
Pannekoek, Gorter, Lukacs, Sylvia Pankhurst.
- Numéro 8. TRANSITION.
- THESES SUR LE ROLE DU PARTI DANS LA REVOLUTION PROLETARIENNE (1920). KAPD.
- INTERVENTIONS DE BERGMANN (KAPD) lors du débat sur la question syndicale au III<sup>e</sup> congrès de l'IC. (1921).
- LA GUERRE EN ESPAGNE (1937).
- RELATIVITE ET DETERMINISME ( 1955)
- PROGRAMME DU COMMUNISME INTEGRAL ET THEORIE MARXISTE DE LA CONNAISSANCE.
- PRINCIPALES REUNIONS DU MOUVEMENT DE LA GAUCHE COMMUNISTE DE 1951 A 1966
- PUBLICATIONS A CONSULTER AU SUJET DE LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE.

E R R A T A

- Page 02. Ligne 04. lire : Rome en 1922 au lieu de Rome en 1926.  
Page 70. Ligne 16. Lire : extorsion au lieu d'extorcation.  
Page 81. La note donne une explication fort ingénieuse mais inexacte. Il convient donc de la remplacer par celle-ci : Denomination par plaisanterie de l'étoile qui surmonte la figure de femme de l'Italie.  
Page 82. Ligne 05. lire : " vaincrons " au lieu de " vainquons "
- Page 83. 4° §. ligne 04. lire : fut au lieu de fot.  
Page 93. 1° ligne. lire : une répétition.

=====

" SUR LE PLAN DES IDEES, LA DISSOLUTION  
D'UNE CERTAINE FORME DE CONSCIENCE  
SUFFIT A TUER UNE EPOQUE ENTIERE. "

MARX

Fondements de la critique de l'économie  
politique.

Pour suivre la continuité des apports de notre travail, les lecteurs ne doivent pas s'arrêter aux changements de titre des périodiques, dûs à des épisodes relevant d'une sphère inférieure. Nos contributions sont facilement remarquables par leur indivisible organicité. De même que c'est le propre du monde bourgeois que toute marchandise soit porteuse de son étiquette de fabrique, que toute idée soit suivie de la signature de l'auteur, tout parti se définisse par le nom de chef, il est clair que nous sommes dans notre camp prolétarien quand le mode d'exposer s'intéresse aux rapports objectifs de la réalité pour ne jamais se cantonner aux avis personnels de contradicteurs stupides, aux louanges et aux blâmes, ou à de vains matches disproportionnés entre " poids lourds " et " poids légers ". Dans ce cas, le jugement ne porte plus sur le contenu, mais sur la bonne ou mauvaise renommée de celui qui expose.

Un travail comme le nôtre ne réussira qu'à la condition d'être dur et pénible et non pas facilité par la technique publicitaire bourgeoise, par la vile tendance à admirer et à aduler les hommes.

SUL FILO DEL TEMPO (Mai 1953)